

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

EXPOSÉ DE LA RÉGLEMENTATION

DES

PRINCIPALES PROFESSIONS LIBÉRALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 1^{er} Juin 1910, à 3 heures

PAR

L. DEVILLE

Président : M. BERTHÉLEMY.

Suffragants : { MM. TISSIER, }
 { HITIER, } *professeurs.*

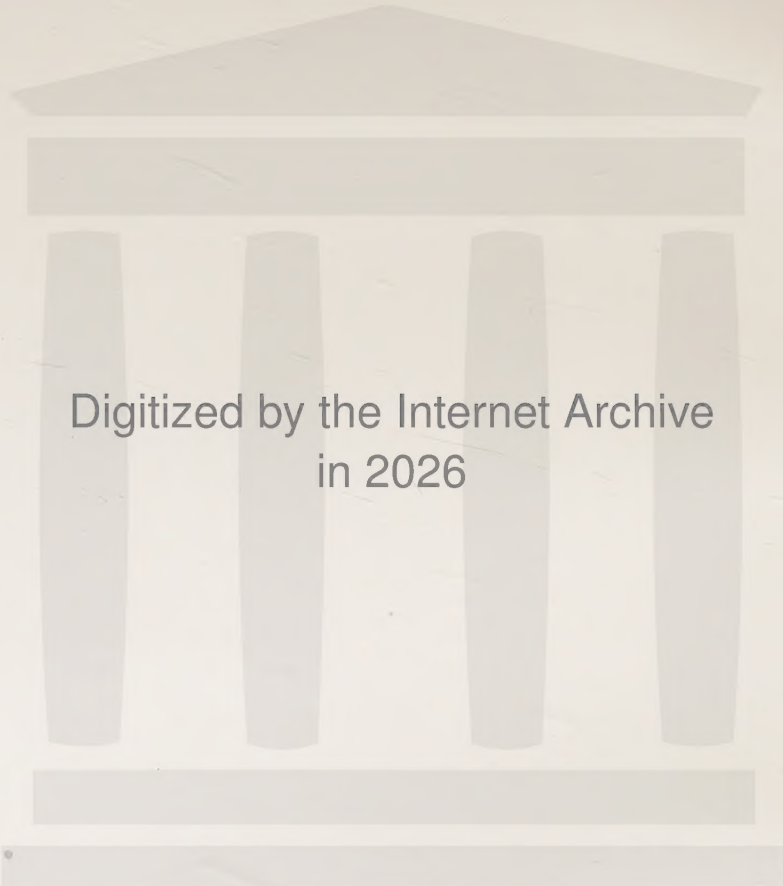
PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41554627_0020

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

EXPOSÉ DE LA RÉGLEMENTATION

DES

PRINCIPALES PROFESSIONS LIBÉRALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mercredi 1^{er} Juin 1910, à 3 heures.

PAR

L. DEVILLE

Président : M. BERTHÉLEMY.

Suffragants : { MM. TISSIER, }
 { HITIER, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910



BIBLIOGRAPHIE

- Aucoc.** — Conférences sur le droit administratif.
- Auzan.** — Cours de notariat.
- Bauby.** — Traité théorique et pratique de la responsabilité civile des notaires.
- Beaude.** — Son article dans la *Gazette des Tribunaux*, du 30 mai 1833.
- Benou.** — Code et manuel des commissaires-priseurs.
- Beslay.** — Commentaire du Code de commerce.
- Bioche.** — *Dictionnaire de procédure civile et commerciale*, v^o *Avocat* et v^o *Avocat à la Cour de cassation*.
- Boistel.** — Manuel de droit commercial.
- Boncenne et Bourbeau.** — Traité de la procédure civile.
- Buchère.** — Traité théorique et pratique des valeurs mobilières et des effets mobiliers.
- Carré et Chauveau.** — Lois de la procédure civile et commerciale.
- Chauveau et Godoffre.** — Commentaire du tarif des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.
- Clément (Raoul).** — Procédure devant le Conseil d'Etat.
- Clerc.** — Traité général du notariat et de l'enregistrement.
- Constant.** — Code manuel des commissaires-priseurs.
- Crepon.** — De la négociation des effets publics et autres.
- Cresson.** — Usages et règles de la profession d'avocat.
- Commission constituée par le ministre de l'instruction publique et des Beaux-Arts*, à l'effet d'examiner les conditions dans lesquelles est exercée la profession d'architecte, le système d'études qui en ouvre l'accès, la nature des diplômes existants ou à créer pour sanctionner ces études, *Compte-rendu*, 1890.
- Daviel.** — Examen de l'ordonnance de 1822.
- Delacourtie et Robert.** — Traité pratique de la discipline des notaires, des assemblées générales et des chambres de discipline.
- Dupin.** — Lettres sur la profession d'avocat.
- Fabre.** — Des courtiers.

- Fabreguettes.** — Traité des infractions de la parole, de l'écriture et de la presse.
- Garsonnet.** — Traité théorique et pratique de procédure.
- Godart de Saponnay.** — Manuel de la Cour de cassation.
- Guadet.** — Eléments et théorie de l'architecture.
- Guyot.** — *Répertoire*, v^o *Agent de change*.
- Isambert.** — Notes sur l'ordonnance du 10 septembre 1817.
- **Jourdain et Decrusy.** — Anciennes lois françaises.
- Jeannest St-Hilaire.** — Du notariat et des offices.
- Joly.** — Offices.
- Jousse.** — Administration de la justice.
- Journal officiel* du 12 juin 1885, p. 55. Rapport de M. Chevandier.
- du 28 octobre 1890, p. 1806. Rapport de M. Chevandier.
- du 28 avril 1892, p. 408. Rapport de M. Brouardel.
- du 23 novembre 1892, p. 925. Rapport de M. Cornil.
- Laurent.** — Principes du droit civil français.
- Lechopié et Floquet.** — Nouvelle législation médicale.
- Le Poittevin.** — Dictionnaire des parquets, v^o *Cession d'offices*.
- Liouville et Mollot.** — Abrégé des règles de la profession d'avocat.
- Loyseau.** — Offices.
- Lyon-Caen et Renault.** — Précis de droit commercial.
- Merlin.** — *Répertoire*, v^o *Avocat au Conseil d'Etat*, v^o *Huissiers-priseurs*.
- Michot.** — Histoire de la forme des conventions et des actes privés ou origines du notariat.
- Mollot.** — Règles sur la profession d'avocat.
- Bourses de commerce. Agents de change et courtiers.
- Morin.** — De la discipline des Cours et tribunaux.
- Neron et Girard.** — Edits et ordonnances.
- Pabon.** — Manuel juridique des médecins, des dentistes et des sages-femmes.
- Rambaud.** — Droit commercial.
- Rogier.** — Etude sur les tabellions et la force probante de leurs actes.
- Roland.** — Les médecins et la loi du 3 novembre 1892.
- Rousseau et Laisney.** — *Dictionnaire de procédure*, v^o *Avoué*.
- Ruben de Coudér.** — *Dictionnaire de droit commercial, industriel et maritime*, v^o *Agent de change* et v^o *Commissaire-priseur*.
- Savary.** — Le parfait commerçant.
- Société centrale des architectes français.* Rapport sur les devoirs professionnels de l'architecte, adopté par le Congrès de Bordeaux en 1893.
- Villepin.** — Commentaires sur la vente des marchandises neuves.

EXPOSÉ DE LA RÉGLEMENTATION
DES
PRINCIPALES PROFESSIONS LIBÉRALES

INTRODUCTION

QUE DEVIENT LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE DEVANT LE DROIT DONNÉ
A L'ÉTAT DE RÉGLEMENTER LES PROFESSIONS ?

Le droit de l'homme à la liberté est un droit sacré et imprescriptible. Mais il faut déterminer d'abord en quoi consiste cette liberté, jusqu'où elle s'étend.

Pour l'homme primitif seul, pour l'homme ne vivant pas encore de la vie organisée en société, cette liberté est absolue. En vertu de cette liberté absolue, l'homme fait tout ce qu'il lui plaît de faire : sa liberté n'étant limitée par rien, il peut commettre toute exaction, toute atteinte aux biens, à la liberté, à la vie de son prochain. La morale s'y opposerait, mais la morale n'existe pas encore pour cet individu absolument libre, car la morale serait une limitation de sa liberté.

Cet homme présocial, de liberté absolue, s'il est plus fort que ses contemporains, exercera sa liberté à leurs dépens. Ceux-ci, lésés dans leurs biens, menacés dans leur vie, seront amenés à former une union de faibles : ils mettront leurs forces en commun et résisteront victorieusement par ce moyen à la force de leur oppresseur. Devenus les plus forts à leur tour, ils seront tentés de mettre sous leur joug celui qui les a d'abord fait trembler.

Ainsi, à une action correspond toujours une réaction, la faculté d'opprimer passe d'une minorité forte à une majorité devenue plus forte, c'est un mouvement d'oscillation de balancier.

Pourtant ce balancier s'équilibre, et le point d'équilibre est celui où la liberté du plus fort n'opprimant plus personne, personne n'est plus poussé à lutter contre elle, à la détruire. La morale, résultat de l'expérience et de la nécessité de la vie en commun, a fixé la loi de cet équilibre, elle a dit : « La liberté de l'individu doit être limitée par la liberté des autres individus. »

Nous sommes loin de la liberté absolue primitive, nous ne sommes plus en face que d'une liberté relative, d'une liberté pratique, de la liberté sociale, c'est-à-dire de celle que peuvent avoir les hommes vivant en société.

L'organisation en société, union des faibles contre les forts, a ainsi établi une liberté moyenne faite d'un peu de liberté enlevée aux plus forts pour être donnée aux faibles, c'est le lieu géométrique entre la liberté presque absolue des plus forts et le manque absolu de liberté des moins

forts : le droit de l'individu est alors limité par le droit des autres individus.

C'est cette liberté sociale que la morale, ensemble des règles de la vie en société, a déclaré sacrée. Elle est sacrée et il n'y faut pas toucher, car, étant un point d'équilibre, on risquerait, en y portant une main maladroite, de déséquilibrer la société.

Cette liberté comporte des facteurs positifs qui sont le droit à la vie, le droit d'exercer librement son activité, le droit de propriété sur les produits de cette activité. Elle comporte aussi des facteurs négatifs qui sont la contrepartie des droits conférés par elle : obligation de respecter la vie d'autrui, sa liberté, sa propriété.

S'il ne faut pas toucher à cette liberté, ce n'est pas seulement parce que cela serait immoral, c'est-à-dire contraire à l'équilibre social, c'est aussi parce que cela ruinerait la richesse sociale.

Des deux facteurs suivants de la liberté, droit au libre exercice de l'activité individuelle et droit à la propriété des produits de cette activité, la société tire sa richesse.

Les sociologues individualistes ont mis en lumière l'effet merveilleux au point de vue de la richesse sociale de la liberté individuelle ; l'homme libre d'agir au mieux de son intérêt, stimulé par le droit de propriété, dirige son activité vers le champ qui lui est le plus largement ouvert ; il tient compte de ses dispositions physiques et intellectuelles, il donne son maximum de productivité en s'orientant vers les travaux auxquels il est le plus apte.

Cela il le fait par pur égoïsme, ce n'est que sa propre richesse qu'il a en vue, de la richesse sociale il n'a cure. Mais l'organisation en société a le merveilleux résultat que la richesse d'un seul profite à tous : le bien-être de quelques-uns influe favorablement sur le sort de la masse, la richesse générale s'accroît de la richesse de quelques-uns et l'homme, qui ne songe à travailler que pour lui, travaille indirectement et sans s'en douter pour tous ses semblables.

La liberté individuelle seule excite ainsi les fonctions productrices de l'homme, n'y touchons donc pas, disent les individualistes. D'ailleurs, cette liberté n'est dangereuse pour personne, tout homme trouve dans sa liberté le moyen de se garer du danger que la liberté d'autrui peut lui faire courir ; ainsi, si un médecin se montre ignorant de son art, les malades pourront et sauront s'adresser à un confrère plus capable.

Dire cela, c'est supposer que tous les hommes sont pleinement libres, c'est-à-dire suffisamment instruits ; l'ignorance est en effet une diminution de liberté pour l'homme puisqu'elle l'empêche de se déterminer en pleine connaissance de cause.

En faveur des non libres pas ignorance, l'Etat social, représenté par le gouvernement, s'interpose. Il vérifie les capacités de ceux qui désirent exercer une profession qui pourrait être dangereuse pour la vie ou pour la propriété de leurs semblables, il s'en porte garant et donne ainsi confiance à la masse.

Est-ce là une bien grande atteinte à la liberté, à cette liberté déjà réduite par la nécessité de la vie en société et cette intervention risque-t-elle de paralyser l'initiative de l'individu ? L'initiative individuelle n'est pas si susceptible que toute atteinte même légère à la liberté doive l'influencer : si ces atteintes sont peu sensibles, elle les dédaigne. De plus, cette intervention de l'Etat n'en laisse pas moins l'individu libre d'exercer la profession qu'il a choisie, puisque l'exercice de son droit est simplement soumis à certaines conditions, mais n'est pas pour cela supprimé.

Il est donc légitime que l'Etat impose des conditions à l'exercice de certaines applications de l'activité humaine, de certaines professions. Ceux qui ont recours aux personnes exerçant ainsi ces professions réglementées seraient mal venus à se plaindre des garanties qu'on leur donne ; quant à ceux de qui ces garanties sont exigées, ils trouvent une ample compensation aux ennuis qui peuvent résulter pour eux des règles qu'on leur impose, dans la confiance qu'ils inspirent à leur clientèle et dans l'avantage qu'ils ont de voir leurs professions protégées contre le discrédit que pourraient leur causer des confrères maladroits et inexpérimentés.

Cette intervention ne lèse pas la dignité de l'individu si elle se produit au profit de la société. L'homme consent à ce que sa liberté soit limitée au profit de tous, il n'en est pas choqué alors qu'il se révolte si sa liberté est atteinte au profit d'un seul homme ou d'une certaine classe. Il sait que dès qu'un second homme s'est levé à côté de lui, sa

liberté s'est trouvée diminuée. Il sait que plus les hommes sont devenus nombreux, que plus les relations entre eux sont devenues intimes, que mieux ces rouages de l'organisation sociale se sont trouvés coordonnés en vue de la vie sociale la meilleure, plus la liberté de chaque individu s'est trouvée limitée. C'est là une loi de la vie en commun, aussi puissante qu'une loi physique ; les hommes s'y soumettent facilement, ils la sentent inéluctable. Ils savent que la liberté absolue est irréalisable en dehors de l'anarchie, ils acceptent cette diminution de liberté, parce qu'étant une condition de la vie sociale organisée, elle n'est pas une déchéance. Au contraire, toute limitation de liberté imposée, non plus dans un intérêt général, mais dans un intérêt particulier, en faveur d'un individu ou d'une caste, est avilissante et insupportable.

Cela autoriserait-il l'Etat à intervenir toutes les fois qu'il serait à redouter que l'activité d'une catégorie d'individus nuise aux autres individus ? Ce serait étendre singulièrement le domaine de son intervention. On pourrait toujours craindre que l'activité de quelques-uns nuise aux autres et l'Etat interviendrait sans cesse, tiendrait les individus en tutelle, ne leur laisserait rien faire, rien accomplir sans autorisation préalable. Ainsi conçu, le pouvoir d'intervention de l'Etat serait écrasant, ce serait l'étouffement de toute initiative individuelle, ce serait annihiler l'individu sous prétexte de le protéger.

L'Etat ne va pas et ne doit pas aller jusque-là : il se borne généralement à indiquer quels sont les droits que les in-

dividus peuvent exercer et dans quelles conditions ils le peuvent. Il prescrit aussi des peines pour ceux qui, ayant outrepassé leur droit, ont porté préjudice à leurs semblables. L'ensemble de ces mesures de protection constitue les différents codes.

Mais quelquefois, l'Etat va plus loin, il ne se contente plus de la réglementation générale portée dans les codes : il se trouve, en effet, des circonstances où l'exercice d'un droit, cependant légitime, pourrait devenir nuisible. Alors l'Etat intervient de nouveau : pour ce cas particulier il édicte des règles telles que ce droit ne puisse plus être exercé que sous certaines conditions destinées à sauvegarder ceux qu'il peut menacer ; on intervient ainsi en faveur de l'ouvrier lorsqu'on réglemente les conditions de son travail. L'Etat intervient alors au profit de ceux qui, n'étant pas libres de refuser les conditions qu'on voudrait leur imposer, ne peuvent se défendre, et dans cet ordre d'idées ses interventions sont multiples.

A côté des gens que le besoin de vivre acculerait à tout accepter, il y a ceux que nous avons déjà signalés, qui ne sont pas capables d'apprécier par eux-mêmes la valeur de certaines personnes aux lumières desquelles ils pourraient avoir recours. Ils accepteraient les soins qu'un individu sans garantie de science et de conscience pourrait leur proposer ; qu'il soit digne ou non de leur confiance, ils ne sont pas à même d'en juger, et leur vie, leur fortune, leur honneur peuvent être compromis par son incapacité. Eux aussi bénéficieront de l'intervention de l'Etat : il les

encouragera à confier le soin de leur santé à ceux qu'il aura reconnus comme médecins et dont il aura vérifié les capacités, la défense de leurs intérêts à l'avocat, au notaire, à l'avoué, à l'agent de change dont il se sera assuré du savoir et qu'il soumet à sa surveillance.

Pourquoi alors, puisqu'il est admis qu'on doit protéger contre l'activité de quelques-uns la vie et la fortune des autres, ne réglemente-t-on pas toutes les manifestations de l'activité individuelle, pourquoi ne réglemente-t-on pas le commerce, pourquoi ne défend-on point les acheteurs contre les industriels et commerçants qui, lorsqu'ils leur vendent trop cher leurs marchandises et leurs produits, s'attaquent ainsi très bien à leur fortune ?

L'indifférence de l'Etat à cet égard s'explique facilement par cette considération que ces commerçants ne font courir qu'un minime danger à la fortune de leurs clients : il est aisé de se défendre contre eux, on peut facilement apprécier si le prix de la marchandise offerte est exagéré. Si le marchand trompe sur la qualité des marchandises vendues, cette tromperie est vite découverte, l'expérience faite par les premiers acheteurs profite aux autres, et le commerçant fraudeur est promptement discrédité. L'Etat, d'ailleurs, ne manque pas d'intervenir chaque fois que la fraude, comme par exemple dans les ventes de denrées alimentaires, peut faire courir un sérieux danger à l'acheteur.

Mais, de même que le commerçant peu scrupuleux se voit discrédité, le médecin, le notaire, l'avocat, l'avoué

incapables ou malhonnêtes ne perdront-ils pas aussi très vite la confiance de leur clientèle lorsqu'ils auront donné les preuves de leur ignorance ou de leur manque de conscience ? Ne vaut-il pas mieux laisser aux individus le soin de faire eux-mêmes leur sélection ? Ne craint-on pas d'affaiblir l'individu en le protégeant trop ? N'est-ce pas par la liberté qu'on donne aux individus leur pleine conscience, qu'on leur apprend à ne compter que sur eux-mêmes pour leur propre défense ? Et par qui seront-ils mieux défendus que par eux-mêmes ? Ne suffit-il pas de la loi pénale pour défendre la société contre les entreprises des gens malhonnêtes, et ne peut-elle être, de même, défendue contre le danger que pourrait lui faire courir l'inexpérience de certains ? Ils sont responsables de leurs actes, après tout, et s'ils causent du dommage à quelqu'un, ils seront tenus de le réparer. La crainte de la responsabilité encourue ne suffira-t-elle pas à empêcher de se livrer à ces occupations ceux qui en sont incapables, ne contraindra-t-elle pas à être honnêtes ceux sur qui la conscience n'a pas assez d'autorité ?

Certes, il faut craindre de trop protéger l'individu, cette protection tend à l'affaiblir, certes, s'il est capable de se protéger, nul ne le fera mieux que lui. Il est vrai également que les individus peuvent arriver à écarter les services de ceux qui sont dangereux par leur ignorance ou par leur manque de délicatesse. Mais, pour arriver à cette sélection, combien il faudra d'expériences et combien graves ! La mauvaise foi d'un commerçant se montre au bout de quel-

ques transactions faites avec lui, transactions dans lesquelles il n'est mis en jeu que de faibles intérêts, car on ne fait généralement pas, sans prendre des garanties spéciales, de très gros marchés avec un commerçant qui n'a pas une situation de confiance établie. Au contraire, les intérêts mis en jeu dans un contrat passé chez un notaire, dans un procès porté à un avoué peuvent être considérables. Que dire du médecin auquel est confié le plus important de tous les biens, la vie ! Quel danger courraient les premiers clients de ce notaire, de cet avoué et surtout de ce médecin ! Et qui empêcherait ces individus discrédités dans un endroit, de se transporter ailleurs, de faire peau neuve et de renouveler au détriment de leur nouvelle clientèle les erreurs ou les duperies commises autrefois ! Et ce fameux recours contre l'auteur du mal causé que devient-il, n'est-ce pas un vain mot ? Comment faire payer par des dommages-intérêts la vie qui a été détruite, la santé compromise par un médecin ignorant ? Comment obtenir de l'agent véreux qui vous a ruiné une indemnité égale à ce qu'il vous a fait perdre ? Une fois le dommage causé, il est souvent trop tard pour intervenir. Si la thérapeutique médicale peut quelquefois, en supprimant la cause du mal, redonner la santé, la thérapeutique sociale ne peut, le plus souvent, que supprimer la cause du mal mais non le mal lui-même : on tue l'assassin, cela ne rend pas la vie à sa victime. Notre thérapeutique est souvent impuissante, sauvons-nous par notre hygiène, mieux vaut prévenir que guérir, cela est d'autant plus vrai que le remède est plus incertain.

Réglemmentons donc avec tact les manifestations de l'activité individuelle qui pourraient devenir dangereuses, réglemmentons-les d'autant plus soigneusement que les maux qu'elles pourraient causer seraient plus difficiles à réparer.

Objet de cette étude.

Nous ne voulons pas examiner ici toutes les interventions réglementaires de l'Etat, ce serait une entreprise trop au-dessus de nos forces. Notre étude sera limitée à l'examen des conditions auxquelles est soumis l'exercice des professions dites libérales, nous verrons comment sont réglementées les principales d'entre elles.

Nous nous proposons simplement d'exposer, avec le plus d'ordre possible, quelles sont les conditions que les individus qui veulent exercer ces professions doivent remplir, quelles sont les obligations auxquelles ils sont soumis et quelles sont les autorités chargées de veiller à ce qu'ils les respectent. Pour cela nous aurons à étudier des dispositions spéciales à chacune de ces professions et un grand nombre de lois, de décrets, de règlements disséminés dans le Code civil, dans le Code de commerce, dans le Code pénal, dans le Code de procédure civile et même dans le Code d'instruction criminelle. Ces textes, nous les examinerons dans l'ordre le plus conciliable avec la logique de notre étude. Nous établirons ainsi une sorte de codification des lois et décrets qui réglementent l'exercice des professions

libérales. De cet exposé se dégageront l'esprit de ces lois et le système général de cette réglementation.

En effet, toutes ces lois, qui ont vu le jour sous des régimes différents, qui ont été édictées généralement au fur et à mesure des besoins, toutes ces dispositions souvent noyées dans des textes qui ne se rapportent nullement à la réglementation des professions libérales, participent de la même idée, relèvent d'un même système général. C'est que le législateur, quel qu'il soit, a obéi à des idées qui font partie d'un patrimoine commun d'idées générales, qu'on pourrait appeler nationales, d'idées professées par ses concitoyens. C'est aussi, sans doute, que toutes ces lois ont le même but, tendent à réaliser le même effet et que pour cela le moyen à employer apparaît toujours le même. Le but à atteindre, c'est la protection de l'individu et partant de la société contre l'activité de quelques-uns, le moyen employé c'est, l'intervention réglementaire, plus ou moins active, de l'Etat. Toujours on a eu recours à ce moyen : c'est sans doute, qu'il a semblé le meilleur, c'est aussi, sans doute, qu'il est le plus conforme à notre esprit national.

Cet examen soulève de graves questions, de troublants problèmes. Nous ne nous y attaquerons pas, nous laissons le soin de les résoudre à d'autres mieux armés et plus compétents. Faire un tableau de la réglementation actuelle des principales professions libérales, aussi clair que possible, voilà le modeste programme que nous nous sommes donné.

Certaines de ces professions, par les conditions auxquelles est soumis leur exercice, présentent des caractères communs. Grouper celles qui présentent sur ce point des analogies sûres nous donnera une classification permettant de les étudier avec ordre.

Un premier groupe est constitué par celles pour l'exercice desquelles la possession d'un diplôme est une condition généralement nécessaire mais non suffisante. Les personnes qui exercent ces professions sont en nombre déterminé et nommées par le gouvernement. Pour être l'objet d'une telle nomination, il faut présenter certaines qualités. Ces personnes sont réunies en corporations qui ont un pouvoir disciplinaire sur leurs membres ; ce sont des officiers ministériels. Si on dresse la liste des professions comprises dans ce premier groupe, on voit immédiatement que certaines d'entre elles ont trait à la circulation des biens tandis que d'autres se rapportent à l'administration de la justice. Ce sera l'occasion d'établir dans ce premier groupe une subdivision.

D'autres professions, au contraire, n'exigent pour leur exercice, que la possession d'un diplôme délivré à la suite d'examens. Cependant, cet exercice est soumis à certaines règles et à une certaine surveillance.

Enfin, il y a des professions libérales qui ne sont soumises à aucune réglementation. A leur sujet, il sera intéressant de voir si cette liberté n'est pas trop grande et s'il n'y aurait pas lieu d'y imposer quelque limitation.

Définition de la profession libérale.

Avant de commencer cette étude, il importe de définir ce qu'on entend par « professions libérales » :

Le Dictionnaire de l'Académie française ne donne pas une définition de la « Profession libérale ». Il définit les « arts libéraux » qui sont, pour lui, par opposition aux « arts mécaniques », ceux qui appartiennent plus particulièrement à l'esprit et où les facultés intellectuelles ont plus de part que les facultés physiques.

Dans le même sens, Bescherelle, dans son dictionnaire, définit la « profession libérale » celle que domine le travail de l'esprit », et le populaire Larousse en donne cette définition : « Les professions libérales, par opposition aux professions manuelles, sont celles dont le succès dépend des facultés de l'esprit ». D'après lui, elles comprennent, 1° les hommes de guerre, 2° les professeurs, 3° les savants, 4° les hommes de lettres et les artistes, 5° les avocats, 6° les médecins, 7° les magistrats, 8° les ministres des différents cultes, 9° les hommes d'Etat.

Tout en reconnaissant avec ces auteurs la part prédominante de l'esprit dans l'exercice des professions libérales, nous ne pouvons nous contenter de la définition qu'ils en donnent : à notre sens, elle est beaucoup trop large. A part les métiers inférieurs, métiers de manœuvres, pour combien d'entre les manifestations de l'activité humaine le succès ne dépend-il pas autant des facultés de l'esprit

que de l'adresse manuelle ou de la force physique ? Combien alors le critérium proposé par ces auteurs manque de précision ! Combien seront nombreuses les professions qu'on pourrait, en s'en tenant à cette définition, considérer comme professions libérales ! Si on accepte la définition donnée par Larousse, l'énumération qu'il donne des professions libérales, est à la fois trop large et trop étroite ! Outre que les officiers ministériels n'y figurent pas, bien injustement, le succès des commerçants ne dépend-il pas des qualités de leur esprit et n'en est-il pas aussi souvent de même, des fonctionnaires ? L'ouvrier moderne, lui aussi, maintenant que la machine tend de plus en plus à remplacer le muscle et à accomplir tous les travaux pour lesquels la force physique était nécessaire, ne peut-il pas demander à voir son métier considéré comme une profession libérale, alors que son travail, tout de direction, de surveillance et de conduite de machines, nécessite une connaissance assez approfondie du mécanisme qui lui est confié et met ainsi en jeu son intelligence beaucoup plus que sa force ! En outre, cette énumération ne semble pas correspondre à l'idée qu'évoque en nous l'épithète « libérale » de l'expression « profession libérale ». Le sentiment général sera hostile à considérer comme telle la profession d'homme de guerre, celle de ministre d'un culte, professions exercées par des personnes plus particulièrement soumises à une autorité hiérarchique. Quant aux hommes d'Etat, peut-on dire qu'ils exercent une véritable profession ? Les fonctions qu'ils sont

appelés à remplir ne semblent pas présenter une stabilité suffisante pour pouvoir constituer une profession. Si c'est une profession qu'ils exercent, ce n'est, en tout cas, qu'une profession qu'on pourrait appeler discontinue.

Il est malaisé de définir brièvement les professions libérales. Ce sont simplement des nuances qui distinguent ces professions des autres. Ce sont ces nuances que nous allons essayer de déterminer.

Pour nous, comme son nom l'indique, la profession libérale est celle qui est favorable à la liberté, à l'indépendance de celui qui l'exerce. Cela nous empêche, dès maintenant, de considérer comme professions libérales celles qui mettent ceux qui les exercent dans un rapport de subordination envers quelqu'un. Cela nous interdit de considérer comme professions libérales les emplois administratifs, les charges et les dignités ecclésiastiques, civiles et militaires.

Cependant, ce n'est là qu'une imparfaite et trop vague définition. On ne pourrait, en effet, en général, considérer un commerçant comme exerçant une profession libérale, et pourtant le commerçant n'est sous la dépendance de personne, il traite d'égal à égal avec ses collègues, avec ses clients. C'est qu'un autre caractère de la profession libérale est d'être d'un exercice relativement désintéressé, de prescrire l'idée de spéculation. L'épithète « libéral » pris dans son sens de « qui aime à donner » évoque ce caractère de la profession libérale. Celui qui s'y livre ne doit pas être animé principalement du désir de faire

fortune. Gagner de l'argent ne doit pas être la principale fin de son activité : il doit aimer donner ses soins, ses conseils.

En résumé, quiconque exerce une profession libérale agit pour ses clients, mais n'en reçoit pas d'ordre ; bien plus, dans ses rapports avec eux, il se révèle souvent leur supérieur, car il est souvent leur conseiller. Les honoraires qu'on lui remet sont l'expression matérialisée de la reconnaissance de celui qui a eu recours à ses bons offices, ils n'en sont pas le prix.

Ainsi donc, être favorable à l'indépendance de celui qui l'exerce, être en principe désintéressé et mettre surtout en action ses qualités intellectuelles, voilà les caractères que, selon nous, une profession doit présenter pour pouvoir être dite libérale.

PREMIÈRE PARTIE

PROFESSIONS QU'ON NE PEUT EXERCER QU'EN VERTU D'UNE NOMINATION DU GOUVERNEMENT

La première classe de professions que nous nous proposons d'étudier est celle des professions qu'on ne peut exercer qu'en vertu d'une nomination du Gouvernement. Ceux qui les exercent jouissent de la qualité d'officiers ministériels.

Certaines de ces professions ont trait à la circulation des biens. Si elles étaient aux mains de personnes malhonnêtes ou incapables, elles seraient dangereuses non seulement pour les fortunes privées, mais aussi pour la société qu'elles ébranleraient dans les bases de son fonctionnement : le droit de propriété et l'échange. La confiance pourrait être tuée, les transactions paralysées et la vie sociale ralentie.

Il faut donc que ceux qui président ainsi aux conventions relatives aux biens soient des gens honnêtes, instruits et expérimentés, en qui on puisse avoir la plus grande confiance : les transactions dans lesquelles ils auront été intermédiaires ou auxquelles ils auront présidé ne donneront qu'exceptionnellement lieu à des contesta-

tions. Ces personnes sont les notaires, les agents de change, certains courtiers et les commissaires-priseurs.

Quelquefois, malgré l'intervention de ces officiers, ou à la suite de certains contrats pour lesquels, leur ministère n'étant pas toujours obligatoire, on s'est passé d'eux, des discussions surgissent entre les intéressés, donnant naissance à des procès. Il importe alors, dans l'intérêt d'une bonne justice, que des gens éclairés et probes soient les conseils de ces parties. Ces conseils seront les avoués, les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

Enfin, pour exécuter les jugements obtenus, il faut se plier à certaines formes qui doivent être scrupuleusement observées, il y a certaines règles dont la violation amènerait des troubles évidents. Le plaideur qui a triomphé dans une instance doit pouvoir compter sur une personne capable d'exercer ses droits au mieux de ses intérêts tout en respectant les règles établies, il aura alors recours aux huissiers.

Nous avons dit que la société avait le plus grand intérêt à ce que les contrats présentent toute la solidité désirable. Le meilleure preuve de l'existence d'une convention serait le témoignage de personnes très nombreuses : un écrit, en effet, peut être dénié si personne n'a assisté à sa signature. Il est difficile, de nos jours, de réunir sur un forum une assemblée qui puisse témoigner des différents pactes passés entre les citoyens ; l'Etat-gouvernement, représentant de l'Etat-société, a donc chargé des personnes sûres de remplacer cette foule. Ce seront des témoins irrécusa-

bles des conventions faites devant eux, et ces contrats, relatés par un écrit qui ne sera qu'un procès-verbal, tireront leur principale force de ce que ce citoyen aura assisté à la convention. Ainsi l'Etat interviendra dans tous ces actes et ceux qui le représenteront auront la qualité d'officiers ministériels.

Ces officiers ministériels présentent le même caractère d'être tous nommés par le gouvernement. Le candidat doit être proposé, moyennant finance, à la nomination du chef de l'Etat, par le titulaire de la charge qui quitte son emploi. Cette vénalité n'est pas de l'essence de cette organisation, la nomination pourrait être provoquée par tout autre moyen, par exemple par voie de concours. C'est un reste de la vénalité des charges de l'ancien régime qui, disparue de la magistrature, s'est maintenue pour les auxiliaires de la justice ; elle n'est pas essentielle à ce système et pourrait, ainsi que le demandent certains auteurs fort estimés disparaître sans que le système soit atteint dans ses bases.

Enfin, comme il faut que rien ne puisse diminuer l'honorabilité et la dignité de ces officiers, ils sont soumis à une surveillance, à un contrôle. Ce contrôle est exercé par les tribunaux et par des conseils de discipline. Ces conseils de discipline représentent aussi la compagnie des officiers ministériels qu'ils ont à surveiller et veillent à la défense de leurs intérêts corporatifs.

On a discuté la question de savoir si ces conseils de discipline étaient ou n'étaient pas des corps constitués,

question intéressante en cas de diffamation envers ces chambres, tant au point de vue de la juridiction appelée à la réprimer que de la peine applicable à l'auteur de la diffamation (1). On a soutenu qu'une chambre de discipline est une réunion de fonctionnaires publics, formant un tribunal, un corps constitué, ayant, par la délégation du gouvernement et dans un intérêt public, droit de surveillance et de répression sur ses membres. M. Fabreguettes (2) refuse au contraire de leur reconnaître le caractère de corps constitué et les traite, à tous les points de vue, comme des particuliers (3). Nous suivrons l'avis de cet auteur : si les chambres de discipline ont, la vérité, un caractère officiel, elles ne sont pas dépositaires d'une portion de l'autorité publique et leurs décisions ou leurs avis ne lient ni le ministère public, ni les tiers. Cette dernière opinion a d'ailleurs été consacrée par la Cour de cassation (4).

(1) V. Loi du 29 juillet 1881, art. 30, 32 et 43.

(2) V. Fabreguettes, *Traité des infractions de la parole, de l'écriture et de la presse*, T. I, n° 1263.

(3) V. également Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure*, n° 508.

(4) Cass., 9 septembre 1836, S. 36.1.868.

CHAPITRE PREMIER

OFFICIERS MINISTÉRIELS PRÉSIDENT AUX ÉCHANGES DE BIENS.

I. — LES NOTAIRES.

Les notaires sont des officiers chargés de présider aux mouvements des biens : la plupart des conventions auxquelles ils interviennent ont trait à des échanges de biens, leur mise en commun ou leur partage. Pour que ces conventions présentent toute la sécurité désirable, il faut que les actes qui les constatent soient à l'abri de toute contestation. La convention étant ainsi indiscutable, les co-contractants seront, par une conséquence logique, dans l'obligation d'exécuter strictement ce à quoi ils se sont engagés. On fut donc amené à donner aux notaires, en leur qualité d'officiers chargés de présider à ces conventions, le pouvoir de conférer aux actes qu'ils dressaient dans l'accomplissement de leur ministère, un caractère spécial : l'authenticité.

Les notaires ayant le droit de conférer l'authenticité, il fut commode par la suite de charger ces officiers de dresser certains actes pour lesquels l'authenticité était une qualité indispensable. Pour cette raison, certains actes, comme les actes respectueux, comme certains certificats de vie, quoique n'ayant pas trait à des échanges de biens, sont

cependant placés, quant à leur confection, dans les attributions des notaires.

Le Code civil, dans son article 1317, définit l'acte authentique celui qui a été reçu par un ou plusieurs officiers publics ayant le droit d'instrumenter dans le lieu où il a été rédigé et avec les solennités requises. Ce n'est pas là, à proprement parler, une définition, mais plutôt l'indication des conditions que doit remplir l'acte pour être authentique. La vraie définition serait plutôt la suivante : l'acte authentique est celui qui relate d'une façon sincère et indiscutable certaines conventions ou certains faits. Cette définition trouve sa consécration dans l'article 1319 du même Code qui dit que l'acte authentique fait pleine foi de la convention qu'il renferme entre les parties contractantes et leurs héritiers ou ayants cause. Dire de l'acte qu'il fait pleine foi, c'est dire qu'on est obligé, à moins d'engager une procédure spéciale, celle de l'inscription de faux, d'y faire foi sans aucune vérification préalable. C'est là un caractère très important de l'acte authentique puisque c'est de cette pleine foi que découle, par une suite logique, la précieuse qualité de cet acte d'être exécutoire de droit, c'est-à-dire d'être assuré, pour son exécution, du concours des agents de l'Etat.

L'article 1 de la loi du 25 ventôse an XI définit les notaires les fonctionnaires publics établis pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique et pour en assurer la date, en con-

server le dépôt, en délivrer des grosses et des expéditions. La jurisprudence estime que c'est à tort que les notaires sont appelés des fonctionnaires publics, qu'ils n'ont pas cette qualité qu'elle se refuse à leur reconnaître pour la raison qu'ils ne détiennent aucune parcelle de l'autorité publique.

I. — Historique.

Les notaires n'eurent pas de tout temps le droit de conférer l'authenticité aux actes qu'ils dressaient. C'est ainsi que chez les Phéniciens, les Hébreux, les Egyptiens et les Grecs, les scribes qui délivraient aux parties un acte constatant l'existence de la convention intervenue entre elles et en fixant les clauses (1), n'avaient pas qualité pour conférer à leurs écrits le caractère d'authenticité. Lorsqu'on voulait obtenir ce résultat, il fallait porter l'acte ainsi rédigé à un magistrat qui, devant témoins, le marquait d'un sceau public. De même à Rome, lorsque l'authenticité put être conférée aux écrits constatant des conventions privées, ce ne fut que par une sorte de transcription que cette qualité fut donnée aux actes. Les tabellions, véritables officiers publics dont les clercs prenaient note des volontés des parties (d'où notaires), rédigeaient d'après ces notes les actes sur lesquels deux témoins apposaient leur cachet en attestant ainsi la sincérité ; mais pour leur don-

(1) V. Michot, *Histoire de la forme des conventions et des actes privés ou origines du notariat*, T. I, p. 38 et suiv.

ner l'authenticité, il fallait que ces actes fussent, comme les jugements, copiés sur le registre d'audience « *translata in publica monumenta* » (1).

En France, il n'est guère question de ces officiers avant Louis IX. Charlemagne avait bien senti la nécessité de donner aux actes par lesquels les parties constatent l'accord de leurs volontés un caractère authentique, et à cet effet, il avait institué des *judices chartularii* ; mais cette institution ne résista pas à l'anarchie qui suivit sa mort et le droit de recevoir les actes fut confondu avec celui de rendre la justice (2). Mais Louis IX rétablit les notaires en en créant dans la prévôté de Paris 60 offices. Ces officiers formaient une confrérie dont les bureaux se trouvaient dans une salle du Châtelet, là seulement ils pouvaient exercer leurs fonctions. Ils devaient être au nombre de deux pour recevoir et attester un acte. Cet acte était ensuite porté, par les deux notaires qui l'avaient reçu, au scelleur, et cet officier, sur l'attestation des deux notaires, marquait l'acte du sceau de la juridiction du Châtelet, lui conférant ainsi l'authenticité (3). Tous les seigneurs de France établirent, à l'exemple de ce que Louis IX avait fait pour Paris, des notaires dans leurs territoires, et ainsi l'institution fut généralisée.

Les besoins financiers qui, à cette époque, causèrent la

(1) V. Roger, *Etude sur les tabellions et la force probante de leurs actes*.

(2) Loyseau, *Offices*, liv. II, chap. V, n° 51.

(3) Loyseau, *Offices*, liv. II, chap. IV, n°s 64 et 65.

vénalité de presque toutes les charges de justice, conduisirent à la création de charges nouvelles. A côté des notaires, on trouvait, en province, des tabellions qui délivraient les grosses des actes reçus par les notaires, des garde-notes qui conservaient en dépôt les actes lorsque les notaires décédaient ou lorsqu'ils quittaient leurs charges, et enfin des garde-scels qui revêtaient de leurs sceaux les grosses délivrées par les tabellions. A Paris, les notaires continuèrent à exercer les fonctions de tabellion. Cette organisation provinciale dura jusqu'en 1597, époque où Henri IV réunit les fonctions de tabellion, de garde-note et de notaire. Les garde-scels continuèrent à exercer une fonction distincte jusqu'à ce que Louis XIV, en 1706, invita les notaires à avoir un sceau aux armes royales avec lequel ils scelleraient eux-mêmes les actes qu'ils auraient faits (1).

A cette époque, les notaires étaient divisés en différentes catégories : il y avait des notaires royaux qui étaient nommés par le roi et qui exerçaient dans l'étendue du bailliage ou de la sénéchaussée auxquels ils étaient attachés, des notaires seigneuriaux, nommés par les seigneurs ayant droit de justice, qui exerçaient seulement dans l'étendue de cette seigneurie et enfin des notaires apostoliques qui s'occupaient spécialement des actes ecclésiastiques.

La Révolution vint bouleverser profondément cette

(1) Edit de novembre 1706. — V. Néron et Girard, *Edits et ordonnances* t. II, p. 380 et 381 ; Bauby, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile des notaires*. Introduction, p. 4.

organisation. La loi du 6 octobre 1791 abolit la vénalité et l'hérédité de ces offices puis les charges elles-mêmes furent supprimées. Les notaires furent remplacés par des notaires publics, ayant la qualité de fonctionnaires publics ; ils ne pouvaient exercer que dans l'étendue du département auquel ils étaient affectés (1) ; leur autorité perdit le caractère d'émanation du pouvoir judiciaire qu'elle avait et prit celui d'émanation du pouvoir exécutif, ils ordonnaient l'exécution du contenu des actes qu'ils avaient passés au nom du chef du pouvoir exécutif.

C'est d'une loi du 25 ventôse an XI que date l'organisation actuelle de la profession notariale. Cette loi est complétée par l'ordonnance du 4 janvier 1843 et par celle du 30 janvier 1890 et modifiée par des lois du 21 juin 1843 et du 12 août 1902. En dehors de ces lois qui forment la base de la réglementation de cette profession, il faut citer encore certains textes qui en réglementent certains points : ce sont la loi du 23 octobre 1884 sur les ventes judiciaires d'immeubles, le décret du 2 février 1890 qui vise les dépôts à effectuer à la caisse des consignations, la loi du 20 juin 1896 qui autorise le gouvernement à fixer par décret les honoraires des notaires, et enfin le décret du 25 août 1898 pris en exécution de cette dernière loi.

Le droit du titulaire d'une charge de notaire de présenter, moyennant finance, son successeur à la nomination du gouvernement, supprimé par la Révolution, fut rétabli

(1) Loi du 6 octobre 1791, sect. I, art. 1, 2 et 3 ; sect. II, art. 1, 2, 3, 8, 11 et 12.

par la coutume plus forte que la loi. Il fut, devant ce fait acquis, reconnu et réglementé par la loi du 28 avril 1816. C'est la suppression de cette vénalité, ainsi d'ailleurs que celle des autres offices ministériels, que d'excellents esprits ont demandée dans ces dernières années.

II. — Nomination des notaires. — Création et suppression de charges.

La loi fondamentale du 25 ventôse an XI, par son article 45, confiait la nomination des notaires au Premier Consul, alors chef du pouvoir exécutif. Les notaires sont aujourd'hui nommés par le Président de la République sur la proposition du ministre de la justice. Le décret par lequel les notaires sont nommés fixe en même temps le lieu de leur résidence. Une circulaire du garde des sceaux du 1^{er} mars 1890 indique de quelle façon le gouvernement exerce son droit de nomination et pose quelques règles essentielles en cette matière (1).

La loi du 25 ventôse an XI porte dans son article 31, corrigé par la loi du 2 août 1902, une réglementation du nombre de ces officiers. Cette réglementation qui laisse un très large champ à l'initiative du gouvernement, est une mesure de réaction contre le nombre vraiment abusif des notaires sous l'ancien régime. Le gouvernement peut toujours, dans les limites déterminées par la loi, augmenter le nombre des notaires sans indemnité pour ceux qui

(1) S. 1890, p. 794.

existaient déjà dans le ressort où de nouveaux notaires sont créés (1). Il peut de même supprimer des charges, mais sous la condition de profiter de la mort, de la démission ou de la destitution d'un des titulaires ou de s'entendre avec un notaire en exercice. Avant de procéder à une suppression, le gouvernement doit prendre l'avis de la chambre de discipline et du tribunal (2) dont relève la charge à supprimer et une indemnité est accordée au notaire dont la charge est supprimée ou à ses ayants cause.

III. — Conditions qu'il faut remplir pour pouvoir être nommé notaire.

Pour être l'objet de cette nomination, l'aspirant notaire doit remplir certaines conditions d'âge, d'honorabilité, de savoir ; les articles 35, 43 et 44 de la loi de l'an XI, modifiée par la loi de 1902, s'occupent de ces questions. Après sa nomination, il doit, avant de pouvoir exercer, accomplir certaines obligations servant à établir sa solvabilité ; il doit enfin prêter un serment professionnel.

1^o Conditions d'âge, de capacité civile et politique et d'honorabilité.

En vertu des articles de la loi de l'an XI cités plus haut, le candidat aux fonctions notariales doit être âgé

(1) V. Le Poittevin, *Dictionnaire des Parquets*, V^o Cession d'offices, n^o 66.

(2) Loi du 25 ventôse an XI, modifiée par la loi du 12 août 1902, art. 32.

de 25 ans accomplis. Il doit avoir l'exercice de ses droits de citoyen : il le prouve en produisant un certificat du maire de sa commune constatant qu'il jouit de ses droits civils, civiques et politiques (1). Il doit aussi avoir satisfait aux lois sur le recrutement de l'armée. De ces deux dernières conditions on doit induire, quoique cela ne soit pas porté formellement dans les textes, que le candidat doit avoir la nationalité française. Le candidat notaire doit aussi, aux termes de l'article 42 de la loi de 1902, produire un avis de la chambre de discipline dans le ressort de laquelle il se propose d'exercer, et un certificat de chaque chambre dans le ressort de laquelle il a travaillé comme clerc, constatant, en même temps que la durée de son stage, sa moralité.

Le même souci de ne laisser exercer cette profession que par des gens d'une honorabilité incontestable se manifeste à l'égard des simples clercs. C'est ainsi que l'article 39 de la loi de 1902 exige du clerc qui désire devenir plus tard notaire, qu'il produise, avant de pouvoir être inscrit au stage, un certificat de bonnes vie et mœurs délivré par le maire de son domicile. C'est ainsi aussi que l'article 40 dispose que tout clerc n'obtiendra un avancement de grade que sur la production d'un certificat délivré par le notaire chez lequel il travaille, renfermant des renseignements précis et détaillés sur ses aptitudes, sa capacité et sa moralité. Changeant de ressort en même temps qu'il change de grade, ce certificat devra être

(1) Décision du ministre de la justice de 1823.

accompagné d'un certificat délivré par la chambre de discipline du ressort qu'il quitte.

*2° Conditions servant à établir la science
et l'expérience du candidat.*

D'autres conditions qui ont pour but d'établir sa capacité à exercer cette profession sont exigées du candidat : c'est ainsi qu'il doit avoir accompli, comme clerc, un certain stage dans l'étude d'un notaire.

A. — Stage.

Le candidat notaire doit produire, pour demander sa nomination, un certificat de la chambre de discipline dans le ressort de laquelle il a travaillé, constatant qu'il a accompli le stage exigé par la loi.

Lorsqu'un clerc aspire à exercer plus tard les fonctions notariales, il doit se faire délivrer un certificat du notaire dont il est clerc. Muni de ce certificat, du certificat de bonnes vie et mœurs et d'un certificat constatant qu'il est âgé de dix-sept ans accomplis (1), il demande son inscription au stage. Cette inscription est faite sur un registre spécial tenu par le secrétaire de la chambre de discipline (2). En outre, tout clerc qui demande un avancement de grade ne pourra obtenir cet avancement qu'en produisant le ou les certificats prévus par l'article 40 de la loi de 1902.

(1) Loi du 2 août 1902, art. 39.

(2) Ordonnance du 4 janvier 1843, art. 33.

L'article 36 de la loi du 25 ventôse an XI, modifié par la loi du 12 août 1902, fixe le stage à six ans. Il doit être non interrompu et, pendant deux années au moins, l'aspirant notaire doit avoir rempli les fonctions de premier clerc. Une de ces deux dernières années devra être accomplie dans une étude de classe égale ou supérieure à celle pour laquelle il se présentera.

On ne considère pas comme interruption de stage le fait par le clerc d'avoir quitté l'étude du notaire pour se livrer à des occupations d'ordre analogue et pouvant, par conséquent, lui donner de nouvelles connaissances juridiques : c'est ainsi que le stage ne sera pas interrompu parce que le clerc est devenu clerc d'avoué, parce qu'il a suivi les cours d'une faculté de droit ou d'une école de notariat. De même ne sont pas considérées comme interruptions celles qui ne dépendent pas de la volonté du clerc. Cependant, si dans ce cas le stage n'est pas tenu pour interrompu, le temps ainsi passé hors de l'étude ne doit pas compter et l'aspirant devra compléter son stage réel pour parfaire les six années exigées.

Il n'est pas nécessaire que les six années de stage soient celles qui précèdent immédiatement la candidature aux fonctions de notaire, mais il ne faut pas non plus que ces années de stage aient été suivies de nombreuses autres années durant lesquelles le candidat se serait livré à des travaux absolument étrangers à la carrière qu'il veut embrasser et au cours desquelles il aurait pu oublier les connaissances acquises durant son stage. Pour cette raison,

et s'appuyant sur des décisions du ministre de la justice du 3 janvier 1829 et du 2 juin 1838, la Chancellerie exige que le candidat justifie qu'après l'accomplissement de son stage il ne s'est pas livré à des travaux absolument étrangers au notariat.

Ce stage de durée normale de six ans peut, dans certains cas, être abrégé ; dans certains autres cas le candidat peut en être partiellement dispensé. Aux termes de l'article 36 de la loi de 1902, la durée du stage se trouve réduite à quatre années, dont une au moins en qualité de premier clerc, si le candidat justifie du diplôme de docteur ou de licencié en droit ou du certificat d'élève diplômé d'une école de notariat reconnue par l'Etat (1). En outre, l'article 37 dit : « Les membres des tribunaux civils ou des Cours ayant au moins deux ans de fonctions, les avoués et les avocats ayant au moins deux années d'inscription au tableau, les receveurs et les agents supérieurs de l'administration de l'Enregistrement, les greffiers en chef des Cours et tribunaux civils, licenciés en droit, ayant exercé leurs fonctions pendant cinq ans au moins, pourront être admis aux fonctions de notaire en vertu d'une dispense expresse du garde des sceaux en justifiant d'une année de stage dans une étude de notaire d'une classe égale à celle à laquelle aspire le candidat et après avoir subi avec succès l'examen prescrit par les articles 42 et 43 ci-après. » Le stage de clerc ne pourra avoir commencé à

(1) V. Décret du 1^{er} mai 1903.

courir alors que les personnes énumérées par cet article 37 exerçaient encore leur profession ; les deux périodes doivent être distinctes, la loi voulant que pendant six ans au moins le candidat se soit livré à des études juridiques.

L'article 40 de la loi de l'an XI prévoyait au contraire certaines augmentations dans la durée du stage : il en était ainsi lorsque l'aspirant notaire avait accompli sa cléricature dans un étude d'un degré inférieur à celle qu'il postulait. Ces dispositions ont disparu avec la loi de 1902.

L'article 42 de la loi de l'an XI permettait au gouvernement de dispenser de la justification du stage certaines personnes ayant exercé des fonctions administratives ou judiciaires. On présumait que ces personnes, dans l'accomplissement de leurs fonctions, avaient acquis les connaissances suffisantes pour exercer la profession de notaire. D'après l'exposé des motifs de la loi de l'an XI, cette disposition était purement provisoire, elle n'a cependant été rapportée que par la loi de 1902 après avoir donné lieu à de nombreux abus (1). Quant au notaire qui, déjà en exercice, désire prendre la suite d'un notaire dont l'étude est d'un rang supérieur à celle qu'il quitte l'article 38 de la loi du 2 août 1902 le dispense de faire une nouvelle justification de stage.

B. — *Diplôme.*

A ces justifications de stage et de moralité, le candidat

(1) Le Poittevin, *Dictionnaire des Parquets*, V^o *Cession d'offices*, n^o 4.

doit joindre un diplôme d'aptitude. Ce diplôme est délivré à la suite d'un examen en deux épreuves, l'une écrite, l'autre orale. Une commission spéciale, composée de cinq membres, réunie au chef-lieu du département sur la convocation du président de la chambre des notaires du chef-lieu, fait passer cet examen (1).

3° Présentation.

Il faut enfin, lorsque le candidat veut être nommé à une charge déjà pourvue d'un titulaire, comme c'est généralement le cas, qu'il soit présenté à la nomination du gouvernement par ce titulaire qui démissionne en sa faveur (2). Si la charge à laquelle le candidat veut être nommé est devenue vacante par suite de la mort du titulaire, ce sont ses héritiers ou ayants cause qui exercent ce droit de présentation.

IV. — Obligations que le notaire doit remplir après sa nomination et avant son entrée en exercice.

1° Cautionnement.

Lorsqu'un notaire a obtenu sa nomination, il doit, avant de pouvoir exercer, verser un cautionnement dont le chiffre est déterminé par le décret de nomination. Aux termes de l'article 33 de la loi de l'an XI, ce cautionnement est spécialement affecté à la garantie des condam-

(1) Loi du 2 août 1902, art. 42.

(2) Loi du 28 avril 1816, art. 91.

nations prononcées contre l'officier ministériel par suite de l'exercice irrégulier de ses fonctions. Lorsque, par l'effet de cette garantie, le montant du cautionnement aura été employé, en tout ou en partie, le notaire sera suspendu de ses fonctions jusqu'à ce que le cautionnement ait été entièrement rétabli. Faute par lui de le rétablir dans les six mois, le notaire serait considéré comme démissionnaire et remplacé,

Une loi du 7 ventôse an VIII avait déjà soumis les notaires au versement d'un cautionnement, et une loi du 28 avril 1816 en a augmenté le chiffre. Le quantum de ce cautionnement est en raison de l'ordre de l'étude et de l'importance de la population du lieu où elle est située (1).

2° *Serment.*

Ce n'est que sur la preuve que le cautionnement a été versé que le notaire pourra être admis à la prestation du serment. Cette prestation doit être faite par le notaire dans les six mois de sa nomination, devant le tribunal qui a reçu la commission qui le nomme. Passé ce délai, pour être admis à prêter le serment, il devra prouver que son retard ne lui est pas imputable (2). Ce n'est qu'à partir du moment où il a prêté serment que le notaire a le droit d'exercer.

(1) Loi du 28 avril 1816, art. 88.

(2) Circulaire du ministre de la justice, 29 mai 1837 ; Décision du ministre de la justice, 25 septembre 1843.

3º Dépôt de signature.

Avant d'entrer en fonctions, le notaire doit également, aux termes de l'article 49 de la loi de l'an XI, déposer au greffe de chaque tribunal de première instance du département où il exerce et au secrétariat de la mairie de son domicile, sa signature. Les notaires de première classe, pouvant exercer dans tout le ressort d'une Cour d'appel, doivent déposer leur signature au greffe de la Cour et à ceux de tous les tribunaux de première instance du ressort. C'est là une disposition d'ordre pratique qui permet une légalisation facile de la signature de ces officiers ministériels.

V. — Incompatibilités.

La nomination aux fonctions de notaire rend celui qui en a été l'objet incapable de remplir certaines charges. L'article 7 de la loi de l'an XI donne une liste des fonctions qui sont incompatibles avec celles de notaires. Ce sont celles de juges, procureurs de la République près les tribunaux et celles de substituts de ces procureurs, celles de greffiers, d'avoués, d'huissiers, de préposés à la recette des contributions directes ou indirectes, de juges, greffiers et huissiers des justices de paix, de commissaires de police et de commissaires aux ventes. Il faut y ajouter les fonctions de conseillers de Cours d'appel et de procureurs ou substituts près de ces Cours, celles de conseillers d'Etat et de conseillers à la Cour des comptes celles d'agents des postes et télégraphes.

D'autres incompatibilités résultent de textes postérieurs : ainsi les notaires ne peuvent remplir les fonctions d'agents de change, d'agents d'assurances, d'avocats. Ils ne peuvent être banquiers, commerçants, commissaires-priseurs, commis-greffiers, conseillers de préfecture, conservateurs des eaux et forêts, conservateurs des hypothèques, courtiers. Ils ne peuvent être aussi inspecteurs des diverses administrations de l'Etat, instituteurs publics, magistrats, médecins, ecclésiastiques, préfets ou sous-préfets, percepteurs, receveurs de l'enregistrement, receveurs des finances et trésoriers-payeurs généraux, secrétaires de mairie et de préfecture, secrétaires de conseils de prud'hommes. Il a été décidé par le ministre de la justice, le 7 mars 1808, que les fonctions de notaires et celles de maires ou d'adjoints n'étaient pas incompatibles. Une autre décision du 22 janvier 1827 en a décidé de même pour les fonctions de suppléant de juge de paix. Les fonctions politiques ne sont pas incompatibles avec le notariat et il en est de même de celles d'administrateur d'une succursale de la Banque de France, de membre du conseil ou de directeur d'une caisse d'épargne, de membre de la commission administrative d'un hospice ou de la caisse d'une école.

VI. — Attributions et droits des notaires.

La loi de l'an XI définit, inexactement aux yeux de la jurisprudence, les notaires des fonctionnaires publics établis pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les

parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique et pour en assurer la date, en conserver le dépôt, en délivrer des grosses et des expéditions. Conférant ainsi l'authenticité aux actes qu'ils dressent, aux conventions qu'ils reçoivent, les notaires garantissent que le pacte intervenu entre les parties est bien l'expression de leurs volontés : cela les amène à garantir par leur présence l'individualité des parties, la sincérité de leur signature et des pièces produites.

La mission qu'ont ces officiers d'assurer la date des actes et des contrats qu'ils reçoivent, leur dépôt et surtout de leur conférer l'authenticité et de leur donner, s'il y a lieu, la force exécutoire, conséquence de cette authenticité, les fait intervenir, obligatoirement ou non, dans un grand nombre de conventions importantes par lesquelles les individus mettent des biens en commun, en aliènent ou en acquièrent, conditionnellement ou non, actuellement ou pour l'avenir. Dans cet ordre d'idées, les notaires dressent des contrats de société, des contrats de mariage, de vente, d'assurance maritime, etc., ils rédigent des testaments, reçoivent en dépôt les testaments olographes ou mystiques et tous les actes non contraires aux lois, aux bonnes mœurs et à l'ordre public. De ces actes qu'ils ont dressés ils assurent la conservation, ils en gardent les originaux. Ce sont les conservateurs des archives des biens privés, ce sont les gardiens de l'état civil des propriétés.

Une grande quantité d'actes qui n'ont pas trait à pro-

prement parler au mouvement des biens, qui sont de simples constatations ayant besoin du caractère authentique, sont aussi de la compétence des notaires. Ainsi, on voit ces officiers délivrer des certificats de vie, dresser des actes de reconnaissances d'enfants naturels, faire des inventaires, rédiger des procès-verbaux de carence après décès, faire des actes respectueux, dresser des procès-verbaux constatant le refus du conservateur des hypothèques ou le retard apporté par lui à transcrire les actes de mutation, à inscrire les droits hypothécaires, à délivrer les certificats requis (1). Les notaires sont aussi compétents pour dresser des protêts faute d'acceptation ou de paiement (2), et la jurisprudence les a reconnus capables de faire des offres réelles et même de faire la sommation d'assister à la consignation de ces offres, de recevoir les déclarations de pourvoi en matière criminelle, correctionnelle ou de police, lorsqu'il est constaté qu'il n'y avait personne au greffe ou que le greffier a refusé de recevoir ces déclarations.

Si le législateur ou la jurisprudence ont ainsi chargé les notaires de certaines missions qui seraient plutôt du domaine des huissiers (avec lesquels ils sont d'ailleurs souvent en concurrence), c'est qu'ils y ont vu, dans certains cas, une économie de temps et d'argent pour le client qui a confié ses intérêts au notaire. Ces faits que le notaire est appelé à constater sont souvent la conséquence de l'ac-

(1) C. civ., art. 2199.

(2) C. com., art. 173.

complissement de la mission qui lui a été donnée par un client. Il a alors semblé plus simple que le même officier puisse constater lui-même les difficultés que l'accomplissement de son mandat a suscitées. La compétence donnée aux notaires de constater le retard apporté par le conservateur des hypothèques à transcrire les actes de mutation n'a pas d'autre raison. D'autres fois, le législateur a estimé que le ministère du notaire, conseiller souvent amical des familles, donnerait à l'acte pour lequel il serait requis un caractère moins agressif et moins froissant que le ministère de l'huissier, évocateur d'idées peu conciliatrices. Pour cette raison de sentiment, ce sont les notaires qui font les actes respectueux.

L'indépendance que les notaires doivent conserver, le désintéressement qu'ils doivent montrer, la haute opinion que l'on peut avoir de leur honorabilité, devaient appeler les notaires à représenter les absents ou les incapables, à présider à certaines opérations. Aussi voit-on la justice les commettre pour représenter les présumés absents ou les aliénés intéressés dans des inventaires, comptes et partages de liquidations, les commettre obligatoirement aux ventes judiciaires d'immeubles appartenant à des interdits ou des mineurs chaque fois que l'intérêt de ces incapables l'exige. Ils sont aussi commis pour procéder aux comptes, rapports, formations de masses, prélèvements, compositions de lots et fournissements entre co-partageants.

Les notaires peuvent instrumenter dans tout le ressort de la résidence qui leur est assignée. Ce ressort est plus

ou moins étendu selon la classe à laquelle appartient le notaire. La loi de l'an XI, modifiée par la loi de 1902, a en effet établi trois classes de notaires. Les notaires de la première classe sont ceux qui résident dans les villes où il y a une Cour d'appel, ils peuvent instrumenter dans tout le ressort de cette Cour. Les notaires de la deuxième classe sont ceux qui résident dans les villes où il y a un tribunal de première instance, ils peuvent instrumenter dans tout le ressort de ce tribunal. Constituent la troisième classe les notaires des autres communes. Ils peuvent instrumenter dans tout le ressort de leur justice de paix. Toutefois, les notaires des communes où il y a plusieurs justices de paix exercent leurs fonctions concurremment dans toute l'étendue de la commune. Dans les cantons où il n'y a qu'un seul notaire, les notaires des cantons limitrophes appartenant au même ressort de Cour d'appel ont le droit, en ce qui concerne les testaments, les donations entre époux et les donations à titre de partage anticipé, d'instrumenter dans ce canton. A titre de réciprocité, le notaire unique du canton ainsi concurrencé, a le droit d'instrumenter pour ces mêmes actes dans les cantons limitrophes.

Instrumentant hors de son ressort, le notaire commettrait une contravention qui lui ferait encourir une suspension de trois mois, la destitution en cas de récidive, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être alloués à ceux à qui cette infraction aurait causé un dommage.

Droit de présentation.

Le notaire qui démissionne a le droit, en vertu de la Loi du 28 avril 1816, de présenter son successeur à la nomination du gouvernement. Lorsque le notaire est décédé en fonctions, ce droit passe à ses héritiers ou ayants cause. Il est perdu par le notaire destitué, mais, dans ce cas, le gouvernement, dans un esprit d'équité, impose généralement au successeur, l'obligation de payer une indemnité, sinon au notaire destitué, du moins à ses héritiers ou à ses créanciers (1).

Usurpation des fonctions de notaires.

La société a le plus grand intérêt à l'existence d'officiers qui puissent conférer l'authenticité à certains actes. Elle s'est entourée de précautions pour que cette importante attribution ne pût être confiée qu'à des gens d'une dignité assurée. En compensation des obligations qu'elle a imposées à ces officiers, mais aussi dans son propre intérêt, elle a garanti à ces seules personnes l'exercice de leurs fonctions. L'article 258 du Code pénal punit en effet quiconque se sera immiscé dans des fonctions publiques, civiles ou militaires, ou aura fait les actes d'une de ces fonctions.

Dans cette protection donnée aux notaires contre les usurpateurs, la société trouve son profit. Il faut en effet que les parties ne puissent, lorsqu'elles veulent passer un acte

(1) Décisions du ministre de la justice des 16 février 1835 et 20 novembre 1837.

inattaquable, être détournées de s'adresser à un notaire. Des agents d'affaires, peu scrupuleux, pourraient, par une tactique adroite, après avoir attiré des clients trop confiants, leur persuader que l'acte qu'ils dresseront aura autant de valeur qu'un acte notarié. D'autres pourront aussi, pour capter la confiance de leurs clients, parer les actes qu'ils rédigent des formules employées habituellement par les notaires, se servir des termes usités dans leurs études. Ces manœuvres sont dangereuses, la jurisprudence estime, pour cela, qu'elles tombent sous le coup de l'article du Code pénal qui a été cité.

La loi en effet n'a pas voulu que des agents d'affaires sans scrupule puissent attirer à eux une clientèle qu'elle a voulu assurer à des officiers envers qui elle se montre exigeante de preuves de dignité. Elle a craint que les louches entreprises de quelques intrigants puissent jeter la déconsidération sur des officiers qui n'ont rien de commun avec eux. Elle n'a pas voulu enfin que des parties, désireuses de constater l'accord intervenu entre elles par un acte notarié, mais séduites par les promesses intéressées de ces agents d'affaires, puissent être amenées à se contenter d'un simple acte sous seing privé. La société a intérêt à ce que les parties constatent leurs conventions par des actes qui présentent toute la force désirable. Cela, outre qu'il évite les procès et leurs lenteurs, donne confiance dans la valeur des contrats et par là stimule la circulation des biens, circulation qui est un important facteur de prospérité sociale.

VII. — Obligations des notaires.

1^o *Obligation de prêter leur ministère.*

En raison de l'intérêt que la société a à ce que les conventions des parties soient constatées par des actes présentant le caractère d'authenticité, de l'obligation où sont les parties de donner l'authenticité à certains actes, et comme contre-partie des droits donnés aux notaires et de la protection qui leur est accordée, ces officiers sont tenus, aux termes de l'article 3 de la loi du 25 ventôse an XI, de prêter leur ministère, sauf empêchement légitime, lorsqu'ils en sont requis. De ces empêchements, les uns forcent le notaire à refuser son ministère, ils sont prohibitifs ; d'autres lui permettent simplement de se récuser, ils sont facultatifs.

2^o *Obligation de résidence.*

Une autre obligation imposée au notaire est celle de résider dans le lieu qui lui a été assigné par le gouvernement. Le décret de nomination fixe cette résidence également mentionnée dans la commission qui lui est remise. Il ne pourra s'en absenter que momentanément et son absence ne pourra être d'une durée telle que les intérêts de ses clients puissent en souffrir.

Lorsque le notaire contrevient à cette obligation de résidence, l'article 4 de la loi de l'an XI permet de le considérer comme démissionnaire et de pourvoir à son remplacement. Le ministre de la justice peut alors, s'il juge

ne pas avoir les renseignements suffisants pour prendre une mesure si grave, charger le procureur de la République de faire une enquête ; mais, avant de statuer, et c'est là une formalité substantielle, le garde des sceaux doit prendre l'avis du tribunal de la résidence. La déclaration que le notaire est démissionnaire est faite par un décret, acte de haute administration qui ne peut être attaqué par le recours contentieux.

La question de savoir si l'infraction commise par le notaire à l'obligation de résidence peut aussi donner lieu à une action disciplinaire devant le tribunal civil ou si, seul, le ministre de la justice est compétent pour la réprimer a été vivement discutée. Aujourd'hui l'affirmative est généralement admise (1).

3° *Sceau et panonceaux.*

D'après l'article 27 de la loi de l'an XI, tout notaire doit avoir un sceau portant ses nom, qualité et résidence et, d'après un mode uniforme, le type de la République française. Le même article prescrit l'apposition de ce sceau sur les grosses et les expéditions des actes notariés. Une circulaire de la Chancellerie, du 29 prairial an XIII enjoint aux notaires de placer à leur porte des panonceaux indiquant que leur étude est placée sous la protection de l'Etat.

(1) V. Delacourtie et Robert, n° 186 ; Clerc, t. I, n° 23 ; Cass., 11 janvier 1841, S 41 1.112

4° Obligation de ne pas prêter leur ministère à certains actes contraires à leur désintéressement.

Les notaires doivent toujours être désintéressés dans les conventions auxquelles ils interviennent, aussi il est des actes qu'ils ne peuvent recevoir. Il en est ainsi de ceux dans lesquels leurs parents ou alliés en ligne directe à tous les degrés et en ligne collatérale jusqu'au degré d'oncle ou de neveu inclusivement, seraient parties ou qui contiendraient quelque disposition en leur faveur. Cette règle s'explique d'elle-même : il est très légitime de vouloir que les notaires, en leur qualité de représentants de la société, soient complètement désintéressés dans tous les actes auxquels ils prêtent leur ministère, il est rationnel que ces notaires ne puissent être intéressés au sort de certaines parties et certifier la présence et les déclarations de ces mêmes parties ; leur indépendance et leur désintéressement pourraient avoir à souffrir de l'absence de cette règle.

5° Obligation de s'abstenir de tout ce qui pourrait compromettre leur crédit.

La loi de l'an XI interdit à ces officiers certains actes qui pourraient faire courir des dangers à leur solvabilité ou à leur crédit. De nombreuses déconfitures de notaires avaient ému l'opinion publique lorsque fut rendue l'ordonnance du 4 janvier 1843 qui renchérit sur ces prohibitions. L'article 12 de cette ordonnance leur interdit de se livrer à toutes spéculations de bourse ou de commerce, ni directement ni indirectement (1). Ils ne peuvent aussi s'immiscer

(1) V. Delacourtie et Robert, nos 218 et 219.

dans l'administration d'aucune société, entreprise ou compagnie de finances, de commerce ou d'industrie, faire des spéculations relatives à l'acquisition ou à la revente des immeubles et à la cession des créances, droits successifs, actions industrielles et autres droits incorporels, s'intéresser dans aucune affaire pour laquelle ils prêtent leur ministère, placer à leur nom personnel des fonds qu'ils auraient reçus, même à la condition d'en servir l'intérêt, se constituer garants ou cautions à quelque titre que ce soit, des prêts qu'ils auraient reçus, servir de prête-noms en aucune circonstance, même pour des actes autres que ceux ci-dessus désignés.

Le décret du 30 janvier 1890, toujours dans le même but d'empêcher les notaires de se livrer au trafic de l'argent, est venu ajouter d'autres prohibitions à celles qui viennent d'être énoncées. L'article 1^{er} de ce décret leur interdit de recevoir ou de conserver des fonds à charge d'en servir l'intérêt, d'employer, même temporairement, les sommes et valeurs dont ils se sont constitués détenteurs à titre quelconque à un usage auquel elles ne seraient pas destinées, de détenir, même en cas d'opposition, les sommes qui doivent être versées par eux à la Caisse des dépôts et consignations dans les cas prévus par les lois, décrets ou règlements, de faire signer des billets ou reconnaissances en laissant le nom du créancier en blanc, de laisser intervenir leurs clercs sans un mandat écrit dans les actes qu'ils reçoivent.

Une circulaire ministérielle, du 1^{er} mars 1890, vient pré-

ciser en suite de ce décret, quels sont les devoirs des notaires : « Ce n'est, dit-elle, qu'à titre exceptionnel qu'on peut tolérer qu'un notaire, afin de rendre service à un client solvable et honnête, se fasse pour lui, à l'occasion, l'intermédiaire d'un prêt sur billet. Quant à la gestion par les notaires des biens et de la fortune de propriétaires qui ne peuvent ou ne veulent s'occuper par eux-mêmes de cette gestion, il serait rigoureux de l'interdire. Les notaires auront par suite le droit d'encaisser des fermages, de toucher des loyers ou des intérêts qui seront d'ailleurs soumis aux dispositions impératives des articles 4 et 6 du décret du 30 janvier 1890. Mais, en tout autre cas, il faut que les notaires sachent bien qu'ils ne doivent se laisser remettre des fonds qu'à l'occasion des actes qu'ils ont reçus ou qu'ils sont appelés à recevoir. »

6° Obligation d'assurer certaines publicités.

L'article 18 de la loi de l'an XI oblige les notaires à tenir exposé dans leur étude un tableau sur lequel ils doivent inscrire les noms, prénoms, qualités et demeures des personnes qui, dans l'étendue du ressort où ils exercent, sont interdites ou assistées d'un conseil judiciaire, ainsi que la mention des jugements relatifs à ces interdictions. D'autre part, le Code de commerce, par son article 67 et le Code de procédure civile, par son article 872, prescrivant aux notaires qui reçoivent un contrat de mariage entre personnes dont l'une est commerçante, d'en faire afficher un extrait sur un tableau spécial exposé dans l'au-

ditore des tribunaux de première instance et de commerce et dans les chambres de discipline des notaires et des avoués de l'arrondissement du domicile du mari.

7° Obligation de tenir certains répertoires.

La loi de l'an XI oblige, par ses articles 29 et 30, les notaires à tenir un répertoire de tous les actes qu'ils reçoivent. Ce n'est qu'une table chronologique où tous les actes sont inscrits les uns à la suite des autres, dans leur ordre de date ; ce répertoire est coté, visé et paraphé par le président ou, à son défaut, par un autre juge du tribunal de la résidence du notaire.

Le décret du 30 janvier 1890, par son article 3, ordonne aux notaires de tenir au moins un livre-journal, un registre de frais d'actes, un grand-livre et un livre de dépôt de titres et de valeurs (1).

Le livre-journal doit mentionner, jour par jour, par ordre de date, les noms des parties, les sommes dont le notaire aura été constitué détenteur et leur destination, ainsi que les recettes de toute nature et les sorties de fonds. Le registre d'étude ou de frais d'actes doit contenir, dans l'ordre chronologique des actes reçus par le notaire, sous le nom du client débiteur, le détail des frais et honoraires de chaque acte. Le grand-livre contient le compte de chaque client par le relevé de toutes les recettes et dépenses effectuées pour lui. Le livre de dépôt de titres et valeurs

(1) V. Arrêté min. just., 15 février 1890.

mentionne jour par jour, par ordre de date, au nom de chaque client, les entrées et sorties des titres et valeurs au porteur ou nominatifs, avec l'indication de leurs numéros et immatricules. Ce dernier registre et le livre journal doivent être cotés et paraphés par le président du tribunal.

Le Code de commerce s'occupe encore des notaires pour leur prescrire, par son article 176, d'inscrire en entier et jour par jour, les protêts qu'ils dressent. Ces inscriptions sont faites sur un registre particulier, coté et paraphé et tenu dans les formes prescrites pour les répertoires.

Enfin, le décret du 21 août 1806 et l'Ordonnance du 30 juin 1814, imposent aux notaires l'obligation de tenir un registre d'inscription des pensionnaires et des rentiers-viagers sur l'Etat auxquels ils décernent des certificats de vie, et la loi du 5 juin 1850 leur enjoint de tenir un registre timbré, coté et paraphé sur lequel ils doivent inscrire les contrats d'assurance maritime qu'ils ont dressés.

8° *Obligation de respecter le secret professionnel.*

Comme toutes les personnes qui, par leurs fonctions, sont appelés à connaître certains secrets, les notaires sont tenus de ne pas divulguer les faits qu'ils auront été appelés à connaître par l'exercice de leur ministère.

9° *Obligations relatives à la délivrance et à la communication des minutes et des grosses des actes reçus par les notaires.*

Les actes passés par les notaires le sont en minutes ou

en brevets. La forme en brevet est exceptionnelle. Dans ce cas, c'est l'original de l'acte lui-même qui est remis aux parties. Au contraire, la forme en minute est celle qui est généralement adoptée : le notaire conserve l'original de l'acte, la minute, et en remet aux parties seulement des copies. Ces minutes, les notaires doivent les conserver soigneusement, ainsi que celles laissées dans l'étude par leurs prédécesseurs ; ils ne peuvent s'en dessaisir que dans les cas prévus par la loi et en vertu d'un jugement.

De ces minutes, ils ne peuvent donner connaissance et délivrer des copies, des expéditions, qu'aux intéressés ou à leurs héritiers ou ayants droit (1), cela sous peine de dommages-intérêts envers les personnes que cette communication induit léserait, et d'une amende qui, de cent francs, a été réduite à vingt francs par la loi du 16 juin 1824. La récidive pourrait entraîner une suspension de trois mois. Par intéressés, il ne faut pas seulement entendre les parties qui ont contracté entre elles, mais aussi toute personne en faveur de laquelle l'acte porte une stipulation, soit pour lui accorder un avantage, soit pour reconnaître un droit. Les testaments dérogent à cette règle ; en effet, ils sont secrets jusqu'à la mort du testateur, et les héritiers et les légataires, quoiqu'intéressés, ne pourront obtenir à leur profit une violation de ce secret.

Les parties intéressées n'ont pas seulement le droit de

(1) Loi du 25 ventôse an XI, art. 23.

se faire délivrer une copie de l'acte, elles peuvent aussi demander à voir la minute. Le notaire, de son côté, peut pour faire cette communication sans compromettre la sûreté du dépôt qui lui est confié, s'entourer des précautions qu'il estimera convenables, comme exiger qu'elle soit faite devant le président du tribunal civil. Les parties peuvent également demander au notaire une copie figurée de cet acte, c'est-à-dire une description exacte de son état matériel.

Lorsque ce sont des tiers qui veulent avoir communication ou expédition d'un acte conservé par un notaire, ils doivent pour cela, d'après l'article 23 de la loi de l'an XI, obtenir une autorisation du président du tribunal.

Le Code de procédure civile, qui a été promulgué depuis cette loi de ventôse, règle minutieusement, dans son article 846, les conditions dans lesquelles un notaire est tenu de délivrer une expédition d'un acte au cours d'une instance. Cet article du Code de procédure civile a amené une controverse sur le point de savoir si, depuis lors, le président conservait le droit de permettre la communication ou la délivrance d'une expédition d'un acte notarié en dehors d'une instance. Une première opinion voit dans cet article 846 une abrogation de l'article 23 de la loi de ventôse, une seconde ne voit au contraire aucun empêchement à ce que le président du tribunal continue à pouvoir, même en dehors de toute instance, autoriser ces communications. De ce que le Code de procédure civile a réglé les conditions dans lesquelles devaient pouvoir se faire les communi-

tions et les expéditions d'actes notariés au cours d'une instance, cela ne veut pas dire, nous semble-t-il, que les présidents de tribunaux ont perdu le droit de permettre ces communications dans tous les autres cas. A l'appui des deux opinions, on trouve des décisions de la jurisprudence.

L'article 23 de la loi de l'an XI, dans sa fin, autorise les préposés de l'Enregistrement à prendre connaissance, sans formalité et sans frais, des minutes et des répertoires des notaires et à y puiser tous les renseignements utiles au Trésor.

Si le nombre des expéditions que le notaire peut délivrer d'un acte n'est pas limité, il n'en est pas de même des grosses qui sont des expéditions revêtues d'une formule exécutoire. Le notaire ne peut en délivrer qu'une seule et il doit mentionner cette délivrance sur la minute de l'acte. Il ne pourra délivrer une seconde grosse que sur l'ordonnance du président du tribunal de l'arrondissement de sa résidence et l'ordonnance devra rester jointe à la minute. Cela constitue pour lui une décharge faute de laquelle la délivrance d'une seconde grosse pourra entraîner sa destitution.

VIII. — Conservation des archives notariales.

Lorsque les fonctions du notaire cessent, soit par sa mort, soit par sa démission, soit par sa destitution, personne n'est plus là pour être responsable des minutes conservées dans son étude. Pourtant il est d'intérêt public

que ces minutes soient à l'abri de toutes surprises. Il faut que ces archives de la propriété privée, que cet état civil des biens immobiliers, à la conservation desquels la société a commis les notaires, ne puissent courir le danger d'être enlevés, volés, détruits ou même perdus par des héritiers peu soigneux. Aussi, la loi de l'an XI dispose-t-elle, par son article 61, que, lorsque le notaire est décédé, le juge de paix de sa résidence, aussitôt qu'il est informé de cette mort, doit apposer les scellés sur les minutes et répertoires de l'étude et que le procureur de la République de l'arrondissement doit veiller à l'accomplissement de cette prescription.

Ces dispositions qui ne sont prévues qu'en cas de mort du notaire doivent s'appliquer chaque fois que les minutes courent un danger, chaque fois qu'un notaire n'a plus qualité pour les garder, comme lorsqu'il a donné sa démission qui a été acceptée ou qu'il a été destitué.

Mais cette apposition des scellés n'est pas elle-même sans un grave inconvénient : il se peut, en effet, qu'un acte passé par le notaire n'ait pas encore été soumis à l'enregistrement, il se peut aussi qu'un intéressé ait un besoin urgent de se procurer une grosse ou une expédition d'un de ces actes ainsi mis sous scellés. Pour parer à cet inconvénient, il est d'usage de se conformer de suite à la fin de l'article 61 qui dispose que les minutes et répertoires seront ensuite déposés chez un autre notaire désigné provisoirement par une ordonnance du président du tribunal de la résidence, rendue sur la réquisition des héritiers du notaire

décédé ou du procureur de la République si ces héritiers ne se montrent pas assez diligents à demander cette désignation.

Lorsque les minutes déposées à l'étude du notaire décédé, démissionnaire ou destitué, sont ainsi confiées à un autre notaire, l'article 28 de la loi de l'an XI prescrit d'en dresser un état sommaire. Le notaire qui reçoit les minutes en dépôt s'en charge au pied de cet état dont un double est déposé à la chambre de discipline. Cette mention constitue décharge pour le précédent dépositaire. C'est par ce mode que les minutes sont transmises du notaire qui sort de charge à son successeur.

Les minutes ne peuvent être déplacées du ressort dans lequel se trouve l'étude où elles ont été faites : en conséquence, lorsqu'un notaire est autorisé à transférer son étude dans un autre canton, il ne peut y transporter ses minutes, il doit les laisser à un autre notaire de la commune où il résidait, ou du canton s'il était le seul notaire de la commune. Pour cette même raison, lorsque le titulaire d'un office ou ses ayants droit veulent céder les minutes de cette étude, ainsi que cela leur est permis, ils ne le peuvent qu'en faveur d'un notaire résidant dans la commune où ces minutes ont été faites, ou dans le canton si le notaire cédant est le seul dans sa commune (1).

(1) Loi de l'an XI, art. 54.

IX. — Droits et honoraires.

Les sommes que le notaire pourra avoir à réclamer de ses clients pourront être, soit un remboursement de ses avances, soit des honoraires. Les notaires ont le droit de répéter les avances qu'ils ont faites des frais nécessités par les actes qu'ils ont reçus. Ces déboursés peuvent être obligatoires ou facultatifs. Sont obligatoires ceux qui ont trait aux frais de timbre ou d'enregistrement des actes, la loi prescrivant que tous les actes reçus par un notaire doivent être faits sur papier timbré et enregistrés dans un certain délai.

Les déboursés facultatifs représentent les dépenses faites pour l'acte, mais qui n'en sont pas cependant une conséquence directe, qui ne sont pas nécessaires à sa validité. Pour que le notaire puisse en réclamer le montant, il faut qu'ils ne puissent être considérés comme frustratoires. L'article 8 du décret du 25 août 1898 enjoint aux notaires de réclamer la consignation des frais qu'ils auront à déboursier pour les actes qu'ils sont chargés de dresser. Faute d'avoir fait consigner ces frais, les notaires devront, pour les recouvrer, suivre certaines règles établies par la loi du 24 décembre 1897.

Exclusivement réglés, par le principe de la loi de l'an XI, à l'amiable entre les parties sinon par le tribunal civil de la résidence du notaire, les honoraires, soumis à un commencement de tarif par le décret du 16 février 1807, sont actuellement tarifés en vertu d'une loi du 20 juin 1896 qui a autorisé le gouvernement à fixer, par

un ou plusieurs règlements d'administration publique, les honoraires de ces officiers. Conformément à cette loi, des décrets ont été rendus le 28 août 1898 qui ont établi un tarif légal des honoraires des notaires.

L'établissement d'un tarif légal pour les notaires était une question importante. L'opinion publique y était favorable ainsi que le corps judiciaire qui voyait dans l'établissement de ce tarif la fin des discussions si nuisibles à la dignité de la profession notariale que la fixation des honoraires faisaient naître entre l'officier ministériel et son client. La plupart des chambres de discipline y étaient cependant opposées.

Un projet de tarification avait déjà été déposé en 1851 par M. Rouher, mais il fut abandonné. M. Antonin Dubost déposa, lorsque les Chambres eurent à examiner un projet de modification à la loi de 1881 sur le recouvrement des frais des notaires, un contre-projet dont un article additionnel tendait à autoriser le gouvernement à établir, par des règlements d'administration publique, un tarif des honoraires et de tous les droits qui pouvaient être dus aux notaires. Cet article de ce projet, déposé à la séance du Sénat du 18 janvier 1894, fut disjoint de la loi sur le recouvrement des frais et devint, avec quelques changements, la loi du 20 juin 1896.

Le tarif légal qui a été appliqué n'est pas général, il est établi par ressort de Cour d'appel. Avant ce tarif, le coût des actes variait considérablement selon les régions, on a craint que certaines études fussent ruinées par un tarif

général uniforme, et pour éviter cela on a adopté un tarif par ressort de Cour d'appel.

Les décrets du 25 août 1898 posent certaines règles générales : l'article 2 établit que les honoraires tarifés comprennent l'émolument de tous les soins, conseils, consultations, etc., relatifs à la rédaction de l'acte, que les notaires ne pourront abandonner une partie des honoraires d'un acte qu'avec l'autorisation de la chambre de discipline, tandis qu'ils pourront toujours en abandonner la totalité. On a voulu par cette mesure empêcher que des notaires puissent attirer spécialement à leur étude des clients influencés par un abaissement d'honoraires souvent incompatible avec la dignité de ces officiers ministériels.

Tels qu'ils sont fixés par le tarif de 1898, les honoraires des notaires peuvent se diviser en honoraires fixes, qui donnent lieu à la perception d'un droit invariable quelle que soit l'importance de l'acte, honoraires gradués qui tout en n'étant pas absolument proportionnels varient cependant avec l'importance de l'acte, honoraires proportionnels dont le montant dépend de l'importance de l'acte, honoraires par vacation établis d'après le temps passé à une opération, enfin honoraires par nombre de rôles à la minute de l'acte et honoraires par rôles de copies, variant avec le nombre de pages de la minute ou de la copie.

Pour le paiement de leurs frais et honoraires, les notaires étaient, avant la loi du 5 août 1881, soumis au régime du droit commun, c'est-à-dire que pour obtenir paie

ment de leurs honoraires. ils devaient poursuivre leur client devant le tribunal civil. Cette loi eut pour but de simplifier cette procédure. La taxe des actes notariés, régulièrement faite par le président du tribunal, donnait ouverture à un exécutoire délivré par le greffier sur les réquisitions du notaire. A cet exécutoire, qui était susceptible d'opposition, la jurisprudence ne reconnaissait pas tous les effets d'un jugement, c'est ainsi qu'il n'interrompait pas la prescription, ne faisait pas courir les intérêts de la somme due et ne donnait pas d'hypothèque judiciaire. Le notaire qui désirait obtenir ces divers avantages était obligé, comme avant cette loi, de recourir à la voie judiciaire, plus longue et plus onéreuse.

Pour obvier à ces inconvénients, un projet de loi fut déposé le 22 novembre par MM. Royer et Bertrand, projet qui accordait à l'exécutoire du président du tribunal civil les effets d'un jugement et étendait cette procédure aux demandes en paiement des avoués et des huissiers. La commission du Sénat, saisie de ce projet pensa qu'il valait mieux remplacer l'exécutoire délivré par le greffier par une ordonnance de taxe émanant du président du Tribunal ou du juge taxateur et ayant force exécutoire par elle même, ce qui permettrait de se passer du ministère du greffier. Avec cette modification et quelques autres moins importantes, ce projet amenait la révision de la loi de 1881 ; il devint la loi du 24 décembre 1897. Cette loi, étant une loi de procédure, est rétroactive, son article 6 le dit d'ailleurs formellement.

Voici comment elle organise le recouvrement des frais dus aux notaires : avant toute poursuite, les notaires sont tenus de faire taxer leurs mémoires ; cette taxe peut aussi bien être réclamée par les parties que par le notaire lui-même. C'est le président du tribunal civil du lieu où les actes ont été passés qui est compétent pour délivrer l'ordonnance de taxe. Elle est arrêtée par lui d'après les tarifs en vigueur depuis les décrets du 25 août 1898. D'après une circulaire du garde des sceaux du 6 janvier 1898 qui ne fait que reproduire un décret du 16 février 1807, le magistrat taxateur doit avoir soin en même temps qu'il rend son ordonnance, de viser les pièces justificatives, cela pour éviter que ces mêmes pièces soient représentées lors d'une seconde demande de taxe.

L'ordonnance de taxe est ensuite signifiée au débiteur par acte d'avoué à avoué ; il y peut être fait opposition non seulement par la partie débitrice, mais aussi par le notaire qui l'a obtenue. C'est le tribunal civil du lieu où réside le notaire qui est compétent pour en connaître (1).

La demande des notaires en ces matières, qui n'était, avant la loi de 1881, soumise à aucune prescription spéciale et à laquelle par conséquent s'appliquait seulement la prescription de trente ans, est depuis soumise à une prescription de 5 ans, et l'article 1 de la loi du 24 décembre 1897 n'a fait, en quelque sorte, que reproduire cette disposition.

(1) Art. 60, C. proc. civ.

Lorsque des honoraires exagérés ont été perçus par le notaire, la partie au détriment de laquelle a eu lieu cette perception peut, par une action en restitution, obtenir la répétition des sommes indûment versées.

X. — Organisation de la corporation. — Assemblées générales des notaires de l'arrondissement.

Les notaires d'un même arrondissement doivent, aux termes de l'article 22 de l'ordonnance du 4 janvier 1843, se réunir en assemblées générales au moins deux fois par an. La première de ces réunions sera tenue avant le 15 mai pour obéir aux prescriptions de l'article 28 de cette ordonnance qui dispose que les membres de la chambre de discipline doivent être élus au plus tard à cette date. C'est en effet par ces assemblées générales que sont élus, conformément à l'article 25 de l'ordonnance, les membres de la chambre de discipline. La seconde assemblée ordinaire se tient habituellement au mois de novembre, elle est employée à discuter toutes les questions qui intéressent la corporation. En plus de ces deux assemblées ordinaires et obligatoires, la chambre peut réunir autant d'assemblées générales qu'elle le juge convenable (1). C'est le président de la chambre qui est chargé du soin de convoquer ces assemblées ordinaires ou extraordinaires (2). Tous les notaires de l'arrondissement sont invités à s'y rendre, y com-

(1) Ordonnance du 4 janvier 1843, art. 22, § 2.

(2) Ordonnance du 4 janvier 1843, art. 22, § 3, et art. 6.

pris les notaires honoraires qui n'ont que voix consultative ; tout notaire, s'abstenant de s'y rendre sans motif sérieux encourrait des peines disciplinaires. Pour que les délibérations de l'assemblée et ses votes pour l'élection des membres de la chambre soient valables, elle doit réunir, en plus des membres de la chambre, le tiers au moins des notaires de l'arrondissement (1).

En plus de la nomination des membres de la chambre de discipline, ces assemblées générales sont chargées de prendre des décisions au sujet de l'établissement d'une bourse commune et de son entretien, et les règlements qui paraîtraient utiles. Ces décisions sont, pour être valables, soumises à l'approbation du garde des sceaux (2).

XI. — Bourse commune.

La bourse commune a pour but de pourvoir à toutes les dépenses que la compagnie peut avoir à faire, frais de bureau, de mobilier, frais de procès que la compagnie peut avoir à soutenir, secours qu'elle juge devoir accorder. L'ordonnance de 1843 prévoit l'entretien de cette bourse par les sommes votées par l'assemblée générale pour pourvoir aux dépenses à faire par la compagnie, et la loi de 1902 lui affecte les droits versés par les candidats qui se font inscrire au stage et par ceux qui subissent l'examen d'aptitude aux fonctions de notaire (3).

(1) Ordonnance du 4 janvier 1843, art. 24.

(2) Ordonnance du 4 janvier 1843, art. 22, 23 et 39.

(3) Loi du 12 août 1902, art. 44.

XII. — Chambre de discipline.

L'article 50 de la loi de l'an XI prévoyait la création de chambres de discipline pour les notaires. Elle confiait l'organisation de cette chambre à des règlements ultérieurs. En vertu de cette loi fut pris l'arrêté du 2 nivôse an XII. Cet arrêté fut abrogé par l'ordonnance du 4 janvier 1843 qui, complétée par le décret du 31 janvier 1890, a donné au notariat l'organisation qui est aujourd'hui en vigueur.

Dans chaque ville où siège un tribunal de première instance, il y a une chambre de notaires. Ces chambres qui constituent des personnes morales sont chargées de maintenir la discipline des notaires dans tout l'arrondissement (1). Elles doivent avoir dans la ville où siège le tribunal un lieu de réunion, et c'est dans ce lieu seul qu'elles peuvent tenir leurs assemblées (2).

1° Composition.

Ces chambres sont composées de membres élus par l'assemblée générale ordinaire qui se tient au mois de mai ; chaque membre ne peut être élu pour plus de trois ans. La chambre qui se compose à Paris de dix-neuf membres, en compte neuf dans les arrondissements où les notaires sont au nombre de plus de cinquante et sept dans les autres

(1) Ordonnance du 4 janvier 1843, art. 4. — V. Delacourtie et Robert, *Traité pratique de la discipline des notaires, des assemblées générales*.

(2) Ordonnance du 4 janvier 1843, art. 21.

arrondissements (1). Les membres qui doivent composer cette chambre sont élus en tenant compte des règles suivantes posées par l'ordonnance de 1843 ; la moitié des membres, au moins, doit être prise dans une liste comprenant les notaires les plus anciens en exercice dans l'arrondissement, anciens notaires dont le nombre doit former les deux tiers du nombre total des notaires du ressort.

Lorsque la chambre est établie au lieu où siège une Cour d'appel, deux de ses membres doivent obligatoirement être pris parmi les notaires résidant en ce lieu ; dans les autres chambres, un des membres au moins doit être pris parmi les notaires résidant dans la ville où siège le tribunal.

Les membres sortants ne sont pas rééligibles, sauf exceptionnellement dans le cas prévu par l'article 9 de l'ordonnance de 1843, cas qui est celui où une ordonnance ayant diminué le nombre des membres d'une chambre, cette même ordonnance désignerait quels sont ceux de ces membres qui pourraient être réélus. Comme l'ordonnance de 1843 ne dit pas pendant combien de temps les membres sortants ne sont pas rééligibles, l'usage s'est établi de les considérer comme rééligibles un an après leur sortie de charge.

L'ordonnance de 1843, dans son article 25, établit que l'élection doit se faire à la majorité absolue des voix, au scrutin secret et par bulletin de liste contenant un nombre

(1) Ordonnance de 1843, art. 1 et 4.

de noms qui ne peut excéder celui des membres à nommer. Toute élection faite en dehors de ces conditions serait nulle. Le notaire élu ne peut refuser ces fonctions, à moins que son refus n'ait été agréé par l'assemblée générale qui a pouvoir souverain pour en apprécier les motifs (1).

Ses membres nommés, la chambre doit se réunir immédiatement pour procéder à l'élection de ses dignitaires : un président, un syndic, un rapporteur, un secrétaire et un trésorier. Cette élection est soumise aux mêmes règles que l'élection des membres de la chambre par l'assemblée générale, c'est-à-dire au scrutin secret et par bulletin de liste. Ainsi que toutes les délibérations de la chambre, l'élection n'est valable que si les membres présents sont au nombre de douze à Paris, de sept dans les chambres de neuf membres et de cinq partout ailleurs (2). Ces dignitaires ne sont élus que pour un an, mais ils sont immédiatement rééligibles après leur sortie de charge. Ces fonctions, comme celles de membres de la chambre, ne peuvent être refusées. La chambre est tenue de suivre certaines règles dans le choix de ses dignitaires, c'est ainsi que dans les chambres qui siègent au chef-lieu d'une Cour d'appel, le président ou le syndic et le secrétaire doivent être pris parmi les notaires qui siègent à ce chef-lieu ; dans les autres chambres, un seulement de ces officiers doit être pris obligatoirement parmi les notaires qui résident au chef-lieu (3). En outre, le président ne peut être

(1) Ordonnance de 1843, art. 25.

(2) Ordonnance du 4 janvier 1843, art. 5.

(3) Ordonnance du 4 janvier 1843, art. 8.

choisi que parmi les notaires qui figurent sur la liste des plus anciens notaires de l'arrondissement. Le ministère public est chargé de veiller à la régularité de ces nominations. Si elles lui semblent irrégulières, il devra inviter la chambre à procéder à de nouvelles élections ; en cas de refus, il devra signaler au garde des sceaux ce que ces élections peuvent présenter d'illégal, et celui-ci sera compétent pour les casser d'office (1).

Le président de la chambre des notaires est le chef de la compagnie qu'il représente dans ses rapports, soit avec les autorités judiciaires ou administratives, soit avec les autres chambres des notaires. C'est lui qui convoque les assemblées générales, il dirige les délibérations de la chambre, et lorsque les opinions sont partagées, sa voix est prépondérante (2).

Le syndic est spécialement chargé de représenter la chambre devant les tribunaux pour défendre les intérêts et les droits de la compagnie. C'est également lui qui est chargé de veiller au maintien de la discipline, c'est lui qui poursuit devant la chambre les notaires en faute. Il peut réunir la chambre sur sa convocation, est chargé de faire exécuter ses décisions et agit en son nom conformément à ses volontés. Comme ces fonctions sont très importantes et très absorbantes, les syndics peuvent être au nombre de trois dans la chambre des notaires de Paris

(1) V. Le Poittevin, n° 47.

(2) Ordonnance du 4 janvier 1843, art. 6

et au nombre de deux dans toute chambre qui représente une communauté de plus de cinquante notaires (1).

Lorsque des plaintes ont été formulées contre un notaire et que la chambre a à s'en occuper, c'est le rapporteur qui a mission de réunir des renseignements sur les faits reprochés au notaire ; il en fait un rapport.

Le secrétaire est chargé de rédiger les délibérations de la chambre et tous les procès-verbaux qui clôturent ses séances ; à lui est confiée la garde des archives ; c'est lui qui tient le registre des inscriptions au stage et qui en délivre des expéditions ; il tient également un registre destiné à constater la remise des extraits des contrats de mariage des commerçants et des jugements prononçant des séparations de corps ou de biens (2). Dans les affaires disciplinaires, c'est lui qui remplit les fonctions de greffier.

L'administration financière de la chambre des notaires est confiée au trésorier (3). C'est lui qui est chargé de percevoir les cotisations dues par les différents membres de la communauté et de faire rentrer dans sa caisse toutes les sommes qui peuvent être dues à la compagnie à un titre quelconque : il en paye les différentes dépenses. Ses comptes sont tenus sur un registre coté et paraphé par le président ; il les rend à la chambre à la dernière réunion qu'elle tient avant l'assemblée générale.

(1) Ordonnance du 4 janvier 1843, art. 7

(2) V. Le Poittevin, n° 51 *in fine*.

(3) Ordonnance du 4 janvier 1843, art. 6.

Ces différentes fonctions peuvent être cumulées par les membres de la chambre lorsque, conformément à l'article 9 du décret de 1843, une ordonnance a ramené à moins de sept le nombre des membres de cette chambre, mais les fonctions de président, de syndic et de secrétaire doivent toujours être exercées par trois personnes distinctes (1).

Indépendamment des fonctions particulières données à ces membres de la chambre, chacun d'eux a voix délibérative, ainsi que les autres membres, dans toutes les assemblées de la chambre ; néanmoins, lorsqu'il s'agit d'affaires où le syndic est partie poursuivante, ce dernier ne doit pas prendre part à la délibération.

Les délibérations de la chambre sont transcrites sur un registre coté et paraphé par le président et tenu par le secrétaire (2). Ces délibérations, motivées et signées par le président et le secrétaire à la séance même où elles ont été prises (3), doivent mentionner le nombre de membres présents.

2° *Attributions.*

L'ordonnance de 1843 fixe les attributions des chambres de discipline : un décret du 30 janvier 1890 est venu les étendre en chargeant ces chambres de surveiller la comptabilité des notaires et de veiller à ce que ces officiers res-

(1) Ordonnance du 4 janvier 1843, art. 11.

(2) Ordonnance du 4 janvier 1843, art. 3.

(3) Ordonnance du 4 janvier 1843, art. 20.

pectent les prescriptions de ce même décret en ce qui concerne les dépôts et versements effectués à la Caisse des dépôts et consignations.

La chambre a d'abord une mission de conciliation entre les notaires, elle doit chercher à éviter que des contestations d'ordre professionnel s'élèvent entre confrères. Si malgré ses bons soins un conflit se produit, la chambre doit alors intervenir, pour amener, si cela est possible, une conciliation. Elle doit également intervenir, entre un notaire et un tiers entre qui menacent de s'élever des difficultés ou entre qui un différend s'est produit.

L'ordonnance de 1843 règle la très simple procédure à suivre pour saisir la chambre des notaires de ces différentes questions. La chambre ne doit chercher qu'à concilier les parties, donner son avis si elle ne peut obtenir cette conciliation ; jamais elle ne doit prendre de décision, ordonner aux parties de faire telle ou telle chose, les condamner. Cela excéderait ses pouvoirs et entraînerait l'annulation de la décision intervenue.

Avant la promulgation d'un tarif légal, les chambres de notaires avaient la mission importante de donner leur avis sur les difficultés qui naissaient du règlement de leurs honoraires. Cette attribution est devenue bien moins intéressante depuis qu'un tarif légal a été promulgué ; mais, au cas où le tarif ne fixerait pas le prix d'un acte qu'il a omis de prévoir, la chambre serait appelée à donner un avis qui serait d'un grand poids. En outre ces chambres peuvent être consultées par le gouvernement sur

toutes les questions qui intéressent la corporation.

Ce sont aussi les chambres de notaires qui reçoivent les inscriptions au stage des clercs, qui leur délivrent les certificats de moralité et de capacité dont ils peuvent avoir besoin et qui les admettent à l'inscription de premier clerc.

Le certificat de moralité et de capacité que l'article 43 de la loi de ventôse an XI exige des candidats aux charges de notaire sont également délivrés par les chambres de discipline.

La chambre est chargée de toutes les questions qui se réfèrent à l'administration intérieure de la compagnie ; elle doit veiller à l'application des mesures que la loi prescrit pour donner à certains actes une certaine publicité. c'est ainsi qu'elle doit tenir des tableaux pour afficher les extraits des demandes en séparations de biens (1), les jugements prononçant ces séparations de biens (2), les séparations de corps et de biens (3), les divorces, les extraits des contrats de mariage entre époux dont l'un est commerçant (4), les contrats de mariage lorsqu'un des époux marié sous le régime de la séparation de biens ou sous le régime dotal embrasse postérieurement à son mariage la profession de commerçant (5).

La chambre a aussi mission de recevoir en dépôt les

(1) C. proc. civ., art. 867.

(2) C. proc. civ., art. 872.

(3) C. proc. civ., art. 880.

(4) C. civ., art. 250. L. 18 avril 1886, art. 1.

(5) C. comm., art. 69.

états des minutes dépendant des études de notaire supprimées.

C'est encore, aux termes d'une circulaire ministérielle du 1^{er} mars 1890, sur sa seule proposition, que le ministère de la justice, lorsqu'il veut user du droit que lui confère l'article 29 de l'ordonnance de 1843, peut accorder à un ancien notaire le titre de notaire honoraire.

Lorsque les notaires ont des intérêts professionnels communs, la chambre est chargée de les représenter en justice, elle a également le droit d'intervenir dans les procès qui l'intéressent.

Mais la principale mission donnée à la chambre est de veiller à la discipline des notaires de son ressort. Pour cela, elle a sur ces notaires une action disciplinaire qui s'étend, d'après l'article 37 de l'ordonnance de 1843, sur les clercs de notaires et sur les notaires honoraires.

XIII. — Action disciplinaire.

L'action disciplinaire sur les notaires est partagée entre les chambres de discipline et les tribunaux civils. L'article 2 de l'ordonnance de 1843 confie à ces chambres le soin de « prononcer ou provoquer, suivant les cas, l'application de toutes les dispositions de discipline ». Leur pouvoir est limité à l'application des peines énumérées dans l'article 14 de l'ordonnance de 1843. Lorsqu'un fait porté devant elle est assez grave pour entraîner la suspen-

sion ou la destitution du notaire présumé coupable, elles doivent renvoyer l'affaire devant les tribunaux compétents et se contenter de donner leur avis sur la suspension et sa durée ou sur la destitution.

Ces deux juridictions sont absolument distinctes et le notaire poursuivi, acquitté ou condamné devant la chambre de discipline, peut être poursuivi à nouveau devant le tribunal. Le contraire est également vrai et le notaire ne peut invoquer comme chose jugée la décision de la première juridiction devant la seconde.

Cette action disciplinaire n'a aucun lien avec l'action civile que la partie lésée pourrait intenter contre le notaire qui a manqué à ses devoirs, elle n'a aucun lien également avec l'action pénale qui pourrait être dirigée contre le notaire ayant commis des actes y donnant lieu.

Les infractions qui résident en l'inobservation des prescriptions ou des prohibitions imposées aux notaires par les lois et règlements ne sont pas les seules qui donnent naissance à l'action disciplinaire. En effet, cette énumération est considérée comme simplement énonciative et nullement limitative ; c'est ainsi que l'action disciplinaire s'ouvrira contre le notaire qui a prêté son ministère à des actes illicites ou contraires à la loi ou aux bonnes mœurs, contre le notaire qui a prêté sciemment son concours à une convention entachée de fraude, contre celui qui aurait commis dans l'exercice de sa profession des fautes graves de négligence, contre celui qui aurait man-

qué au respect du secret professionnel, qui aurait manqué de dignité dans ses rapports avec ses clients,

La jurisprudence admet que même des faits étrangers à la profession notariale peuvent donner lieu à des poursuites disciplinaires (1). Le notaire, plus que toute autre personne, est tenu d'avoir une vie dont la dignité soit à l'abri de toute critique, il doit veiller à ne commettre dans sa vie privée aucun acte de nature à le discréditer (2). Bien plus, certaines fautes considérées comme légères chez un particulier, seront au contraire la cause de poursuites disciplinaires si elles sont commises par un notaire, comme par exemple le fait, d'avoir pris part à une manifestation dans la rue, d'avoir été complice dans un adultère. Tout ce qui peut porter atteinte à sa solvabilité donnera lieu aux mêmes poursuites, ainsi sa déconfiture (3), le fait de ne pas se libérer des reprises de sa femme séparée de corps, le simple fait d'avoir mis du retard à restituer des sommes qui avaient été mises en dépôt chez lui.

1° Action de la chambre de discipline.

Lorsque les faits dont le notaire s'est rendu coupable donnent lieu à des poursuites devant la chambre, le syndic fait fonction de ministère public. D'après les articles 6 et 7 de l'ordonnance du 4 janvier 1843, il doit saisir la chambre des faits qui intéressent la discipline, soit d'office, soit

(1) Cass., 10 avril 1849 (S. 49.1.162).

(2) V. Delacourtie et Robert, n° 333.

(3) Cass., 23 avril 1839.

sur l'invitation du procureur de la République, soit sur la provocation de la partie plaignante ou d'un membre de la chambre.

La plainte formulée contre un notaire est remise au président qui doit faire son possible pour concilier les parties ; s'il obtient ce résultat, il n'en doit pas moins porter la plainte à la connaissance de la chambre. Si, au contraire, la conciliation ne peut être obtenue, le président remet la plainte au syndic qui doit déférer à la chambre les faits reprochés au notaire. Un rapporteur est nommé qui fait une enquête.

Son enquête terminée, le rapporteur se concerte avec le président et le syndic de la chambre ; ce dernier convoque alors la chambre et cite devant elle le notaire inculpé et s'il y a lieu le plaignant et les témoins. L'article 17 de l'ordonnance de 1843 indique qu'elle est la très simple procédure que le syndic devra suivre pour citer le notaire inculpé.

Devant la chambre, le syndic expose les faits et donne lecture des pièces du procès, puis le rapporteur fait son rapport (1), verbalement ou par écrit ; mais sans faire connaître son avis.

Alors le notaire poursuivi peut donner ses explications ; on entend aussi les notaires qui peuvent être intéressés dans le débat et le plaignant. Ce dernier, conformément à l'article 20 de l'ordonnance de 1843, peut se faire repré-

(1) Ordonnance de 1843, art. 6.

senter ou assister par un notaire. La chambre de discipline de Paris estime que ce texte n'est pas limitatif et que le plaignant peut aussi bien se faire assister par un avocat ou un avoué.

La chambre, après cela, entend tous les témoins qui ont été cités, puis l'accusé est de nouveau entendu. La parole est ensuite donnée au syndic pour ses réquisitions, formalité essentielle. La délibération de la chambre sera motivée, signée par le président et le secrétaire, le jour même où elle a été prise. Si elle a été rendue par défaut, les auteurs et la jurisprudence estiment que le condamné pourra faire opposition. Rendue contradictoirement, cette délibération serait sans appel et pourrait seulement être cassée.

L'article 14 de l'ordonnance de 1843 énumère les peines disciplinaires que la chambre peut infliger, ce sont : le rappel à l'ordre, la censure simple par la décision même, la censure avec réprimande par le président au notaire devant la chambre assemblée, la privation de voix délibérative dans l'assemblée générale, l'interdiction de l'entrée à la chambre pendant un laps de temps qui ne peut excéder trois ans pour la première fois, mais qui peut être portée à six ans en cas de récidive.

Lorsque les faits reprochés au notaire paraissent assez graves pour entraîner sa destitution ou sa suspension, la chambre, pour donner le simple avis qu'elle a le droit d'émettre, doit s'adjoindre par voie de tirage au sort d'autres notaires de l'arrondissement, au nombre de dix pour Paris et en nombre égal à ses membres moins deux dans

tous les autres endroits (1), Si elle juge qu'il y a lieu à suspension, elle doit délibérer pour donner son avis sur la durée de cette peine. Le procureur de la République alors saisit ou ne saisit pas le tribunal.

2° Action des tribunaux.

Les tribunaux tiennent leurs pouvoirs de la loi de l'an XI dont l'article 53 dispose que « toutes suspensions, destitutions, condamnations d'amende et dommages-intérêts sont prononcées contre les notaires par le tribunal civil de leur résidence, à la poursuite des parties intéressées, ou d'office à la poursuite et diligence du commissaire du gouvernement. »

Le pouvoir des tribunaux est plus étendu que celui des chambres de discipline. Si les faits pour lesquels le notaire est poursuivi ne paraissent pas assez graves pour entraîner la suspension ou la destitution, le tribunal pourra se contenter d'appliquer une simple peine de discipline intérieure. Une assez nombreuse jurisprudence estimait que dans cette hypothèse, les tribunaux devaient renvoyer l'affaire devant les chambres de discipline (2), mais la majorité des décisions a fait triompher l'avis contraire (3).

(1) Ordonnance de 1843, art. 15.

(2) Cass., 4^{re} avril 1844 (S. 44. 1. 458) et autres. — V. Jeannest-St-Hilaire, *Du notariat et des offices* p. 418; Auzan, *Cour de notariat*, t. 1, p. 11 et s.

(3) Cass., 23 décembre 1839 (S. 40. 1. 11) et autres, V. Delacourtié et Robert, n° 136; Clerc, *Traité général du notariat et de l'enregistrement*, t. 1, n° 940.

La loi du 20 avril 1810, dans son article 45, confie la surveillance des officiers ministériels au ministère public, Le procureur de la République a pour rôle de recevoir, d'examiner et d'instruire les plaintes qui sont déposées entre ses mains contre un officier ministériel. Si les plaintes lui semblent mal fondées ou si les imputations contre le notaire sont trop légères, il les classe simplement.

Une circulaire du ministre de la justice du 1^{er} mars 1890, complétée en ce qui concerne la surveillance de la comptabilité des notaires par une circulaire du 10 novembre 1906 (1), précise sur quels points doit porter la surveillance que les magistrats du ministère public ont à exercer sur les notaires. Cette circulaire du 1^{er} mars 1890 invite les magistrats du parquet, lorsque les faits qui leur sont dénoncés ne sont pas assez graves pour entraîner l'intervention immédiate du procureur de la République, à transmettre la plainte qui leur est adressée au président de la chambre de discipline qui sera chargé d'instruire cette affaire et qui transmettra à son tour au parquet un rapport et son avis motivé sur la suite à donner à la plainte, ainsi la chambre pourra remplir la fonction de conciliation que lui donne l'ordonnance de 1843.

D'ailleurs cette même circulaire invite le parquet avant d'engager une action, en suite aux plaintes qui sont déposées entre ses mains, à en référer au ministre de la justice, sauf lorsqu'il s'agit de contraventions commises par

(1) *Bull. min. just.*, 1906-171.

les notaires mais qui ne mettent pas en cause leur honorabilité professionnelle.

Ce droit de surveillance ne serait pas complet si les magistrats du parquet ne pouvaient par lettre ou par interpellation inviter les notaires à réparer ou à éviter à l'avenir l'incorrection qu'ils ont pu commettre.

L'action disciplinaire devant le tribunal est également réglée par l'ordonnance de 1843. Le procureur de la République est chargé de veiller au respect, par les notaires, des lois et règlements qui régissent cette profession. Dès qu'il a connaissance d'une faute assez grave pour entraîner la suspension ou la destitution, il doit saisir le tribunal. D'autres fois, c'est la chambre elle-même qui, s'étant réunie pour infliger une peine disciplinaire à un notaire, se rend compte que, vu la gravité de l'infraction, la peine encourue est celle de la destitution ou de la suspension et qui, alors, porte l'affaire à la connaissance du parquet avec son avis sur la peine à appliquer.

Aux termes de l'article 53 de la loi de ventôse an XI c'est le tribunal civil de sa résidence qui est seul compétent pour connaître l'action disciplinaire dirigée contre un notaire. Les règles de la procédure à suivre devant la chambre de discipline, règles qui ont pour but d'assurer les droits de la défense, ne s'appliquent pas devant le tribunal : la discussion entre le ministère public d'une part et l'inculpé et son défenseur d'autre part suffisant à permettre à la défense de s'exercer librement.

L'article 1843 du code d'instruction criminelle s'appli-

que à la citation : elle doit s'expliquer suffisamment sur les faits reprochés au notaire pour que celui-ci soit en état de se défendre, elle doit aussi préciser quelle est la peine que le ministère public doit requérir. L'affaire est portée en audience publique, mais le tribunal peut prononcer le huis-clos.

Le notaire inculpé peut constituer avoué, il peut également se faire assister d'un défenseur. Le tribunal, de son côté, peut citer comme témoin la partie lésée qui peut aussi se porter partie civile.

Les tribunaux peuvent avoir à prononcer la destitution, la suspension ou une simple amende. L'amende n'est pas à proprement parler une peine disciplinaire, elle est appliquée à l'occasion des infractions matérielles commises par les notaires. Le tribunal doit infliger la suspension ou la destitution chaque fois que le notaire a commis un acte qui, prévu par les textes, est puni par eux de ces peines. De plus, l'article 13 de l'ordonnance de 1843 permet aux tribunaux d'appliquer ces peines toutes les fois que les faits poursuivis leur paraissent suffisamment graves pour y donner lieu.

Le jugement, qui doit toujours être rendu en audience publique, doit être motivé suffisamment pour permettre d'apprécier la qualification légale que comportait le fait incriminé. Il doit être notifié au notaire contre qui une peine disciplinaire a été portée ; cette notification est indispensable pour pouvoir exécuter la peine, de plus elle fait courir les délais d'appel ou de pourvoi en cassation.

Lorsque le jugement prononce la suspension ou la destitution, il est exécutoire par provision, conformément à l'article 53 de la loi de ventôse an XI, mais il n'en est ainsi que des jugements contradictoires.

Suspendu, le notaire n'a plus qualité pour conférer aux conventions des parties le caractère d'acte authentique, il n'a plus le droit d'assister aux assemblées générales pendant tout le temps de sa suspension. Le notaire destitué perd toutes ses prérogatives antérieures, mais, quoiqu'il ne puisse plus présenter un successeur à la nomination du gouvernement, il conserve le droit de réclamer au successeur qui lui est donné le prix de son office.

L'action disciplinaire des tribunaux peut aussi s'exercer contre les assemblées générales et les chambres de discipline à l'occasion des fautes commises par ces collectivités. Elle est alors dirigée collectivement contre les assemblées générales ou les chambres de discipline en la personne du président de la chambre.

II. — LES AGENTS DE CHANGE

À notre époque, un patrimoine peut se diviser en deux parts bien distinctes. La première part est formée d'éléments nettement individualisés, chacun de ces éléments constituant une portion souvent importante du patrimoine de leur propriétaire. C'est généralement le cas des immeubles. L'autre part comprend des éléments multiples, d'une individualité moins nette, de valeur relativement faible et

qui ne peuvent constituer un capital important que par leur multiplicité : métaux précieux, monnayés ou non, titres divers, fonds d'Etat, etc. Ces valeurs sont essentiellement mobiles, elles évoluent, passent d'un individu à un autre sans laisser de trace de leur passage et avec une facilité qui est une de leurs plus grandes qualités.

Cette extrême mobilité n'est obtenue qu'en donnant à ces titres une faible valeur, en incorporant dans ces titres mêmes les droits qu'ils constatent, de telle sorte que le droit existe au profit de celui qui détient le titre sans aucune autre condition. Etant donné leur faible valeur nécessaire, on ne pouvait songer à faire constater les transactions auxquelles ils donnent lieu par des actes notariés. Ces actes coûtent cher, ils sont empreints d'une certaine solennité, cause de lenteur dans leur accomplissement. Cette lenteur serait nuisible à la mobilité qui est de l'essence même de ces titres. D'autre part, ces titres donnent lieu à des opérations très importantes, car si la valeur de chacun d'eux est relativement minime, le grand nombre des négociations dont ils sont l'objet fait que le chiffre total sur lequel elles portent est souvent considérable : il fallait donner à ces transactions une sûreté très grande tout en laissant la plus grande commodité à leur accomplissement.

Les porteurs de valeurs sont généralement inconnus, l'acheteur éventuel devra pour arriver à connaître un vendeur s'adresser à un intermédiaire et cet intermédiaire devra présenter de grandes garanties de probité. De là, la

nécessité de personnes sûres, qui serviront d'intermédiaires entre l'acheteur et le vendeur et qui, en même temps seront garants de la convention intervenue ; ces intermédiaires seront les agents de change.

Ces agents de change une fois créés, il s'est passé pour eux la même chose que pour les notaires ; on les a chargés de fonctions pour lesquelles ils n'étaient pas spécialement institués, mais qu'ils étaient en situation de remplir avantageusement.

De ces diverses valeurs, certaines sont des créances sur l'Etat. Il fallait qu'on pût savoir constamment combien elles valaient, il fallait qu'on pût en fixer exactement le cours. On ne pouvait laisser ce soin à des gens d'une honnêteté douteuse dont l'influence aurait pu être dangereuse pour ces fonds publics. Les agents de change, mêlés par profession à toutes les opérations sur les titres, d'une probité reconnue, remplissaient toutes les conditions voulues, ils furent donc chargés de constater le cours des valeurs d'Etat ; mais ce n'est là qu'une fonction accessoire qui n'est pas de l'essence même de la profession.

Cela dit, les agents de change peuvent se définir ainsi : ce sont des officiers ministériels exclusivement chargés des négociations d'effets publics ou autres admis à la cote officielle de la Bourse et de constater d'une manière authentique le cours de ces valeurs ainsi que celui des matières d'or et d'argent.

Ces agents de change sont des officiers ministériels, ils donnent un caractère authentique aux actes qu'ils cons-

tatent, mais ils ne sont pas des fonctionnaires publics, car ils n'exercent aucune portion du pouvoir exécutif (1).

La question de savoir si les agents de change sont des commerçants est plus discutée. Une première opinion est qu'on ne saurait voir un commerçant dans l'agent de change : la loi ne leur interdit-elle pas de faire des actes de commerce et de banque pour leur propre compte ? Dans ce cas comment peut-on dire qu'ils sont commerçants. S'ils sont soumis à la faillite, c'est justement au cas où, sortant de leur caractère, ils accomplissent des actes de commerce et dérogent à leurs obligations. Ce faisant, l'agent de change n'est plus digne d'être officier ministériel, il en perd la qualité et à ce moment seulement il devient commerçant et est comme tel soumis à la faillite (2).

S'appuyant sur un ensemble de textes, une autre opinion prétend qu'on a voulu leur reconnaître le caractère de commerçants : l'article 1^{er} du titre 2 de la loi du 15 germinal an VI, l'arrêté du 29 germinal an IX ne les considèrent-ils pas comme commerçants justifiables des tribunaux de commerce ? De son côté, l'article 89 du Code de commerce déclare qu'en cas de faillite, tout agent de change ou courtier sera poursuivi comme banqueroutier. La loi du 7 mai 1844 de son côté a assujetti, les agents de change à la patente des commerçants. En outre, la loi du 21 décembre

(1) Mollot, *Bourses de commerce, agents de change et courtiers*, n° 138.

(2) Sic Beslay, *Commentaires du Code de commerce*, t. I, n° 92.

1871 et la loi du 5 décembre 1876 qui ont modifié respectivement l'article 618 du Code de commerce et les articles 620 et 626 du même Code ont appelé les agents de change à prendre part aux élections consulaires comme électeurs et comme candidats.

Il faut noter en outre que si la loi interdit aux agents de change de faire des opérations pour leur propre compte, celles auxquelles ils prennent part comme intermédiaires sont le plus souvent des opérations de commerce, que dans les négociations d'achat ou de vente, ils achètent ou vendent en leur nom personnel, revêtant le caractère de commissionnaires que la Cour de cassation leur a reconnu dans plusieurs de ses arrêts.

Il semble donc qu'on doive considérer avec raison les agents de change comme commerçants. La reconnaissance de ce caractère n'est pas sans importance, car elle entraîne certaines conséquences au point de vue de la publication de leur contrat de mariage, de la juridiction dont ils relèvent, de la force probante de leurs livres, etc.

I. — Historique.

Alors qu'on ne connaissait pas encore nos actions et obligations modernes, on avait déjà des valeurs fiduciaires telles que des billets de commerce et dès Philippe le Bel on trouve un commencement de réglementation du change des matières d'or et d'argent et des billets de commerce (1).

(1) V. Rapport de M. le conseiller Crépon, sous Cass., 28 février 1881 (S. 81.1.289).

La profession d'intermédiaire pour change, commerce d'or, d'argent, de billets ou marchandises était libre sous Charles IX ; exceptionnellement, dans quelques villes, les « courtiers » étaient choisis par les prévôts des marchands, maires et échevins ou par les juges-consuls entre les mains desquels ils prêtaient serment de bien et fidèlement remplir leur emploi.

Cette liberté permit de grands abus (1) et pour les éviter, un édit de juin 1572 établit « en titre d'office tous ceux qui étaient alors courtiers, tant en change et deniers que de drap, soie et autres marchandises à la charge de prendre des lettres de provision et de se faire recevoir en cette qualité de courtiers par les baillis, sénéchaux et autres juges royaux des lieux de leur résidence ».

La reconnaissance légale des agents de change remonte à cet édit. On ne faisait pas alors de distinction entre les charges de courtiers et celles d'agents de change et les mêmes individus exerçaient ces fonctions aujourd'hui séparées.

Les guerres de la ligue empêchèrent l'application de cet édit et Henri IV dut le renouveler le 15 avril 1595, défendant à toute personne d'exercer cette profession sans lettre de provision (2).

Cet édit est très important : il dispose que les lettres de

(1) Guyot, *Répertoire*, V^o *Agent de change* ; Crépon, *De la négociation des effets publics et autres*, n^o 2.

(2) Mollot, *Bourses de commerce, agents de change et courtiers*, n^o 67.

change, rechange et vente en gros de marchandises étrangères, contre-signées par le courtier, emporteront hypothèque du jour de l'échéance et après une simple sommation. Un édit de 1571 avait établi qu'une obligation authentique emportait, de plein droit et sans stipulation spéciale, hypothèque sur les biens présents et à venir du débiteur et l'édit de 1595 est une application de ces principes, mais c'est aussi une reconnaissance du caractère public dont les courtiers étaient revêtus puisqu'ils pouvaient ainsi conférer l'authenticité aux actes qu'ils contresignaient.

Un arrêté de 1595 vint fixer le nombre de ces courtiers dans les villes de Paris, Lyon, Rouen, La Rochelle, Tours, Bordeaux, Amiens, Dieppe, Calais ; dans les autres villes on devait en établir autant qu'il serait nécessaire. Le nombre de ces courtiers fut dans la suite souvent modifié. Enfin, par un édit du 2 avril 1639, ces courtiers prennent le titre d'agents de change.

Les besoins financiers de la fin du règne de Louis XIV amenèrent la création de nombreux offices d'agents de change, dont les titulaires durent verser des finances qui, d'ailleurs, leur furent réclamées à nouveau quelques années après. En 1705, Louis XIV supprima les offices encore existants et en créa 116 nouveaux qui étaient héréditaires. Pour obtenir ces offices, il fallait, verser une finance de 60.000 livres, et les gages de ces charges étaient fixés au denier 20 de la finance. Les agents de change furent confirmés dans tous les droits dont ils jouissaient, exemptés de certaines taxes, déclarés ne point déroger à

la noblesse. Il leur fut donné le titre d'agents de change, banque, commerce et finance et contrairement à l'Edit de 1673, il leur fut permis d'avoir chez eux un bureau ouvert et une caisse. Modifié par divers Edits, leur nombre fut fixé à 40 par un arrêt du 26 novembre 1781.

Divers autres arrêts intéressants furent rendus sur cette matière ; il convient de citer un arrêt du Conseil du 24 septembre 1724 établissant à Paris une Bourse pour la négociation des lettres de change, billets au porteur ou à ordre et autres papiers commercables ; un autre arrêt du Conseil du 26 novembre 1781 qui institue un règlement pour la compagnie des agents de change de Paris. Dans ces deux arrêts on peut trouver en germe l'organisation actuelle de la bourse des valeurs (1).

Sous Louis XV, la vénalité de ces offices fut supprimée ainsi du reste que tous les honneurs et prérogatives attachés à cette profession qui ne put plus être exercée qu'en vertu d'une commission royale (2). Mais cette vénalité était un moyen commode pour la royauté de se procurer de l'argent dans les périodes de gêne et elle ne tarda pas à être rétablie par un édit de 1786 qui porta la finance à 100.000 livres.

Comme tous les autres offices, ceux d'agents de change furent emportés par la Révolution : une loi du 17 mars 1791 avait déclaré libres toutes les professions et la loi du 8 mai 1791 déclara que cette loi s'appliquait aussi aux

(1) V. Crépon, n° 3.

(2) Arrêts du Conseil du 30 août 1720 et de janvier 1725.

agents de change, elle prescrivit en outre de se conformer aux anciens règlements sur les bourses de commerce.

Cette liberté amena les désordres qu'on pouvait prévoir et la Convention elle-même dut déclarer que les agents de change à Paris seraient pourvus d'une commission délivrée par le Gouvernement. Dans l'exposé des motifs qui précède la loi du 28 ventôse an IX, Régnault de Saint-Jean d'Angély dit : « Toutes les bourses du commerce offrent le spectacle décourageant du mélange des hommes instruits et probes avec une foule d'agents de change et de commerce qui n'ont pour vocation que le besoin, pour guide que l'avidité, pour instruction que la lecture des affiches, pour frein que la peur de la justice, pour ressource que la fuite et la banqueroute. Le crédit public et particulier est arrêté dans son essort, contrarié dans ses développements par la composition scandaleuse et effrayante de cette masse d'agents de la bourse qui, à Paris, sont au nombre de six cents et plus..... C'est cette classe qu'il faut expulser de tous les grands marchés de commerce qui vont s'ouvrir. »

Pour ces motifs, fut votée la loi du 28 ventôse an IX qui rétablit l'ancien état de choses, c'est-à-dire un corps d'agents de change nommés par le gouvernement et ayant le monopole de certaines négociations.

II. — Nomination. — Création et suppression de charges.

Les agents de change sont nommés par le Gouvernement. L'article 2 du décret du 7 octobre 1890 dispose que

les agents de change sont nommés par décrets contresignés, soit par le ministre des finances, soit par le ministre du commerce suivant qu'ils exercent leur ministère près d'une bourse pourvue ou non d'un parquet. L'article 6 de la loi du 28 ventôse an IX confirmé par la loi du 2 juillet 1862, disait : « dans toutes les villes où il y aura une bourse, il y aura des agents de change et des courtiers de commerce nommés par le Gouvernement. »

Cette dernière règle est d'ailleurs loin d'être appliquée d'une façon absolue ; il y a des bourses sans agents de change ni courtiers, alors que des courtiers et des agents de change ont été nommés dans des villes où il n'y a pas de bourse.

D'après les textes de la loi du 28 ventôse an IX, et de l'arrêté du 29 germinal an IX pris en exécution de cette loi, le nombre des agents de change est implicitement laissé, quant à sa fixation, au Gouvernement (1). Ce nombre a été fixé pour Paris à 60 par l'ordonnance royale du 29 mai 1816. Dix nouveaux offices ont en outre été créés par le décret du 29 juin 1898. Le droit qu'a le Gouvernement de fixer le nombre des charges d'agents de change emporte la faculté de le réduire et la loi de finances du 28 avril 1816 qui donne aux agents de change le droit de céder leurs charges et de présenter un successeur laisse entier ce droit (2).

Le décret du 7 octobre 1890, pris en exécution de la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme, qui établit le

(1) Mollot, n° 66.

(2) L. 1816, art. 91, V. Rambaud, *Droit commercial*, t. I, p. 191.

règlement des agents de change, pose, par ses articles 13, 14, 15 et 16, les règles suivantes pour la création ou la suppression d'offices d'agents de change : Ces offices ne pourront être créés qu'en vertu d'un décret contresigné, soit par le ministre des finances, soit par le ministre du commerce, selon que l'office est créé près d'une bourse pourvue d'un parquet ou non, après avis du tribunal de commerce et de la chambre syndicale, ou, s'il n'y a pas de chambre syndicale, après l'avis des agents de change exerçant dans la même ville réunis à cet effet en assemblée générale. Ces formalités s'appliquent également à la suppression d'un office existant ; toutefois, lorsque la suppression d'un office existant a pour effet d'abaisser au-dessous de six le nombre des agents de change, comme cette diminution de leur nombre entraîne la suppression du parquet, on devra suivre les règles établies pour la création ou la suppression d'un parquet.

Ces règles sont les suivantes : « Dans les bourses comportant au moins six offices d'agent de change, il peut être créé un parquet en vertu d'un décret rendu sur la proposition du ministre des finances et du ministre du commerce et de l'industrie, après avis des agents de change réunis en assemblée générale, du conseil municipal, du tribunal de commerce et de la chambre de commerce ou, s'il n'y a pas de chambre de commerce, de la chambre consultative des Arts et Manufactures, du sous-préfet et du préfet (1). »

(1) Décret du 7 octobre 1890, art. 15.

L'ordonnance royale du 29 mai 1816 plaçait les agents de change de Paris dans les attributions du ministre des finances, tandis que l'ordonnance du 3 juillet de la même année plaçait les agents de change des autres places, dans les attributions du ministre de l'intérieur ; il passèrent dans celles du ministre du commerce par l'ordonnance royale du 6 avril 1834.

De cette différence de régime entre les agents de change de Paris et ceux des autres places, Mollot donne la raison suivante : les comités du Conseil d'Etat réunis pensèrent qu'une exception à la règle générale, relativement aux seuls agents de change de Paris, serait fondée sur la part qu'ils prennent au mouvement des fonds publics et sur l'influence qu'ils exercent sur le crédit, influence que le ministre des finances doit surveiller et qu'il peut être obligé de réprimer si elle devient nuisible.

Si la surveillance du ministre des finances doit s'exercer sur les agents de change de Paris, cela n'explique pas pourquoi le régime auquel étaient soumis les agents de change de province n'était pas le même, leur influence n'étant pas négligeable ; en tous cas on devait souhaiter que les mêmes personnes fussent soumises à un même contrôle. La question fut discutée à nouveau en 1862 et la loi du 2 juillet de cette année lui donna la solution suivante : les agents de change institués près les bourses départementales munies d'un parquet pour la négociation des effets publics seront rattachés au ministère des finances, les autres restant sous l'autorité du ministre du commerce.

III. — Conditions qu'il faut remplir pour pouvoir être nommé agent de change.

Le candidat aux fonctions d'agent de change doit remplir certaines conditions d'âge, d'honorabilité, de science. Il ne doit pas être frappé de certaines causes d'indignité. Avant de pouvoir exercer, il doit en outre verser un cautionnement et prêter un serment professionnel.

1^o Conditions d'âge, de capacité civile et civique et d'honorabilité.

L'article 2 du décret du 1^{er} octobre 1862 indique quelles sont les qualités que le candidat doit présenter ; il dit : « nul ne peut être agent de change s'il n'est français, s'il n'a vingt-cinq ans accomplis, s'il ne produit un certificat d'aptitude et d'honorabilité signé par les chefs de plusieurs maisons de banque et de commerce ».

Le décret du 7 octobre 1890 pour l'exécution de l'article 90 du code de commerce et de la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme est venu exiger de ceux qui veulent être agents de change les conditions suivantes : être français, avoir vingt-cinq ans accomplis, jouir des droits civils, politiques et avoir satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement.

Il faut en plus ne pas tomber sous le coup de certaines causes d'indignité. L'article 7 de l'arrêté du 29 germinal an IX interdisait cette profession aux personnes qui avaient fait faillite, avaient dû faire l'abandon de leurs

biens ou avaient obtenu un contrat d'atermolement, à moins qu'elles ne fussent réhabilitées, et l'article 83 du code de commerce dit : « ceux qui ont fait faillite ne peuvent être agents de change, ni courtiers, s'ils n'ont été réhabilités ».

Cette disposition du code de commerce, moins générale que le texte de l'arrêté de l'an IX ne l'abroge pourtant pas : ce qu'on veut éviter c'est que puisse être agent de change, un individu qui est dans une situation critique, susceptible de diminuer son indépendance. Pour ces raisons, on devra décider que ce n'est pas seulement la faillite déclarée qui fait perdre le droit d'être agent de change, mais aussi cet état même que la déclaration de faillite, ne fait que constater et auquel elle donne une solution, cet état de cessation de paiements, indice du peu de prospérité des affaires. De même, la déconfiture qui résulte de la vente forcée des immeubles et des meubles devra produire les mêmes effets que la faillite, l'atermolement et l'abandon des biens (1).

Un arrêté du 27 prairial an X déclare que ne pourront être admis à exercer cette profession, ceux qui en ont été déclarés incapables par le Gouvernement pour contravention par récidive aux dispositions prohibitives sur le courtage clandestin. L'article 88 du code de commerce dispose en outre que ne pourront être nommés à nouveau agents de change, les anciens agents de change destitués, confor-

(1) Ruben de Couder, *Dictionnaire de droit commercial, industriel maritime*, V^o *Agent de change*, n^o 20.

mément à l'article 87 de ce code, pour violation de l'article 85 qui dispose que les agents de change ne peuvent, dans aucun cas et sous aucun prétexte, faire des opérations de banque pour leur compte, ni s'intéresser directement ou indirectement dans aucune opération commerciale.

2º Conditions de science et d'expérience.

Le candidat agent de change doit, pour établir qu'il a une certaine expérience de la profession qu'il veut embrasser, produire, aux termes de l'article 3 du décret du 7 octobre 1890, un certificat constatant qu'il a travaillé, pendant quatre ans au moins, chez un agent de change, dans une maison de banque ou de commerce ou chez un notaire.

3º Présentation.

Le candidat à une place d'agent de change vacante par suite de la démission du titulaire doit se faire présenter à l'agrément du gouvernement par ce titulaire. La loi du 28 avril 1816, par son article 91, autorise en effet cette présentation et ce droit est confirmé par le décret du 1^{er} octobre 1862. La présentation doit être accompagnée de la démission de l'officier qui présente.

Lorsque la charge est vacante par suite de décès, ce droit passe aux ayants droit du défunt. Aucune formalité n'était établie par la loi de 1816 pour cette présentation ; la loi de finance du 25 juin 1841 a réparé cette omission en décidant que tout traité ou convention ayant pour objet la transmission à titre gratuit ou onéreux d'un office ou d'objets

en dépendant doit être constaté par écrit et enregistré avant d'être produit à l'appui de la demande en nomination d'un successeur désigné.

Le décret du 7 octobre 1890 prescrit d'accompagner la présentation du traité souscrit entre le désignant et le désigné, de la déclaration signée par les diverses parties en cause qu'il n'a été stipulé aucun avantage en dehors du prix indiqué au traité, et, dans les bourses non pourvues d'un parquet, d'un état des produits bruts de l'office pendant les cinq dernières années. Aux termes du même décret, la présentation doit aussi être accompagnée du projet de convention relative à l'adjonction de bailleurs de fonds.

L'article 4 du décret de 1890 déclare de plus que les présentations sont, ainsi que les traités et les conventions qui les accompagnent, soumises à l'approbation de la chambre syndicale, et, s'il n'y a pas de chambre syndicale, aux agents de change exerçant dans la ville et réunis en assemblée générale à cet effet, ainsi qu'au tribunal de commerce. Aux termes de l'article 6, les actes relatifs à l'adjonction, en cours d'exercice, de bailleurs de fonds intéressés sont soumis aux mêmes formalités. A Paris, les présentations sont transmises directement au ministre compétent par la chambre syndicale ; en province, elles sont transmises par le préfet qui y joint son avis. Au cas où, dans le délai de quatre mois à partir de l'ouverture du droit de présentation, ce droit n'a pas été exercé, il peut être pourvu d'office à la nomination sur une liste triple de candidats présentant

les qualités requises pour pouvoir être agent de change. Cette liste est dressée par la chambre syndicale ou, s'il n'y a pas de chambre syndicale, par le tribunal de commerce.

Lorsqu'il s'agit de nommer un agent de change à une charge nouvellement créée, on suit la procédure établie par les articles 5 et 6 de l'arrêté du 29 germinal an IX. Ces articles établissent une présentation, par des commerçants ou banquiers désignés à cet effet par le tribunal de commerce du lieu où ces agents doivent être nommés, d'une liste de personnes susceptibles d'être l'objet de la nomination du gouvernement. On devra procéder de la même façon lorsqu'il faudra remplacer un agent de change révoqué : en effet, le but de ces formalités est de remplacer la présentation et l'agent de change destitué perd, aux termes de l'article 91 de la loi du 28 avril 1816 son droit à présenter un successeur.

IV. — Obligations et formalités que l'agent de change doit remplir après sa nomination et avant son entrée en fonctions.

Une fois nommé, l'agent de change doit avant de pouvoir exercer, satisfaire à de nouvelles obligations.

1° Cautionnement.

L'article 5 du décret du 7 octobre 1890 porte que l'agent de change une fois nommé, ne pourra entrer en fonctions qu'après avoir justifié du versement de son cautionnement. Un tableau annexé à l'ordonnance du 9 janvier 1818

en fixait le montant ; le chiffre en a été élevé par le décret du 1^{er} octobre 1862. Le montant du cautionnement a une importance au point de vue de l'immixtion illégale dans les fonctions d'agent de change : en effet, cette immixtion est punie d'une amende qui est proportionnelle au montant du cautionnement de l'agent de change sur les fonctions duquel on a empiété (1).

La loi du 2 juillet 1862 a autorisé la formation de sociétés pour l'exploitation des charges d'agents de change ; dans le cas où une société a été constituée dans ce but, c'est généralement elle qui fournit le cautionnement. Avant cette loi, de nombreuses sociétés existaient en fait pour exploiter ces charges très chères et dont le cautionnement est très élevé. Le législateur a pensé qu'il valait mieux reconnaître cette situation et la régler que de feindre l'ignorer et laisser ces sociétés sans aucune réglementation (2). En conséquence, les agents de change furent autorisés à avoir des bailleurs de fonds associés, mais seulement dans les endroits où il y a des bourses à parquet, et ils doivent toujours rester propriétaires du quart au moins des sommes qui représentent le prix de la charge et son cautionnement. Un registre indiquant le nom des agents de change ainsi que celui de leurs bailleurs de fonds intéressés et avec le quantum de leur mise est tenu au lieu des séances de la chambre syndicale à la disposition des agents de change.

(1) V. Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, n° 4, 472, note 1.

(2) V. Lyon-Caen et Renault, n° 4, 473.

2º Prestation de serment.

Une autre condition, exigée de l'agent de change avant son entrée en fonctions par l'article 5 du décret de 1890, est la prestation du serment. Ce serment est prêté devant le tribunal de commerce, et à défaut de tribunal de commerce, devant le tribunal civil. Pour y être admis, le postulant doit produire le récépissé du versement de son cautionnement et sa commission qui est enregistrée au tribunal.

3º Réception par la chambre syndicale.

Puis le nouvel agent de change est reçu à Paris par la chambre syndicale réunie. Le syndic invite les deux membres que le récipiendaire a choisis comme parrains à l'introduire. En sa présence, le syndic donne lecture de la lettre d'envoi du ministre contenant le décret de nomination, du décret de nomination, du procès-verbal de prestation de serment devant le tribunal de commerce, procès-verbal qui mentionne que le cautionnement a été versé. Le syndic rappelle au récipiendaire qu'il a promis de se soumettre et d'obéir religieusement aux règlements ainsi qu'à toutes les décisions de la chambre syndicale. Le nouvel agent de change renouvelle sa promesse qui est constatée au procès-verbal de la séance sur lequel il appose sa signature. Le syndic déclare alors que, toutes les formalités étant remplies, la récipiendaire est reçu agent de change et il ordonne que son nom soit inscrit au tableau.

V. — Incompatibilités.

La société a le plus grand intérêt à ce que l'agent de change soit absolument indépendant et désintéressé. La profession d'agent de change sera donc incompatible avec toutes les professions ou fonctions qui pourraient, soit mettre cet officier dans un rapport de subordination envers quelqu'un, soit lui créer des intérêts particuliers pouvant entrer en opposition avec ceux que ses clients lui ont confiés. Cette profession est donc incompatible avec le commerce, avec les fonctions de l'ordre judiciaire, sauf celles de membre de tribunaux de commerce (1), avec les fonctions de l'ordre administratif. Cependant, conformément à ce qui a été décidé pour les notaires, on doit admettre que les agents de change peuvent être maires ou adjoints. Ces fonctions, purement gratuites, ne mettent pas ceux qui les exercent dans un rapport de subordination assez étroit pour mettre en danger leur indépendance.

VI. — Attributions et droits des agents de change.

Le code de commerce, confirmant les dispositions des lois qui lui étaient antérieures et modifié par les lois du 2 juillet 1862 et du 16 juillet 1866, reconnaît l'existence, pour l'accomplissement des actes de commerce, d'agents

(1) Code de commerce, art. 620.

intermédiaires qui sont les agents de change et les courtiers. Aux termes de l'article 76, les agents de change constitués conformément à la loi, ont seuls le droit de faire des négociations portant sur les effets publics et sur les autres effets susceptibles d'être cotés, de faire pour le compte d'autrui, les négociations de lettres de change ou billets et de tous papiers commercables et d'en constater le cours.

Les agents de change pourront faire, concurremment avec les courtiers de marchandises, les négociations et le courtage des ventes ou achats de matières métalliques (1), c'est-à-dire de l'or et de l'argent. Ils ont seuls le droit d'en constater le cours.

De ce que les agents de change partagent pour le courtage des matières métalliques le monopole des courtiers de marchandises et de ce que le courtage des marchandises a été déclaré libre par la loi du 18 juillet 1866, faut-il conclure que les agents de change ont perdu leurs attributions en ce qui concerne le courtage des matières métalliques? Cela n'est pas, la loi de 1866 n'indiquant en rien qu'on ait voulu enlever à ces officiers leur droit de faire les négociations sur les valeurs métalliques, ils perdent simplement le monopole qu'ils partageaient avec les courtiers.

Les agents de change ont en outre le monopole, en cas de transfert d'inscriptions sur le grand livre de la dette publique, de certifier l'identité du propriétaire des titres,

(1) Code de commerce, art. 78.

la vérité de sa signature et des pièces produites ; ils seront responsables de la validité de ces transferts par suite des certifications qu'ils auront faites. Ce droit donné aux agents de change de Paris par l'arrêté du 27 prairial an X est confirmé et étendu par l'article 76 du décret du 7 octobre 1890 qui dit : « Les agents de change délivrent les certifications exigées pour le transfert des inscriptions au grand livre de la dette publique dans les conditions prévues par l'arrêté des consuls du 27 prairial an X, l'ordonnance royale du 14 avril 1819 et les décrets des 12 juillet 1883 et 10 juin 1884. Ils délivrent toutes autres certifications prévues par les dispositions de lois ou de règlements d'administration publique. Ils peuvent délivrer toutes les certifications et légalisations autres que celles déterminées ci-dessus que comporteraient, d'après les statuts des établissements qui les ont émises, les opérations diverses relatives aux valeurs mobilières. »

Ce droit a été, en ce qui concerne le fonds 3 o/o, étendu aux agents de change de province près les bourses munies d'un parquet par les décrets du 28 mai et du 25 décembre 1896. La procédure à suivre par les agents de change pour les transferts est déterminée par ces décrets.

Enfin, l'agent de change qui se retire après quinze ans d'exercice peut, aux termes de l'article 9 du décret du 7 octobre 1890, être nommé agent de change honoraire. Cet honorariat est conféré par décret rendu sur la proposition de la chambre syndicale, ou, s'il n'y a pas de chambre syndicale, du tribunal de commerce.

Droit de présentation.

L'agent de change a le droit de présenter un successeur à sa charge, mais s'il est destitué, il perd ce droit en vertu de l'article 91 de la loi du 28 avril 1816. Cette déchéance n'est pas rigoureusement appliquée en pratique, car, tenant compte de la situation souvent précaire de sa famille, on admet la présentation d'un successeur par les ayants droit de l'agent destitué sous des conditions que le gouvernement détermine et de nature à concilier tous les intérêts (1).

Usurpation.

On a si bien compris que la suppression des agents de change laisserait le marché financier en proie aux dangereuses fluctuations que des agioteurs sauraient lui imprimer que leur monopole, s'il a été de tous temps en prise aux attaques des courtiers illicites, a été de tous temps également défendu par le gouvernement.

Au lendemain des événements de la rue Quincampoix, un arrêt du Conseil du 24 septembre 1724 disait : « Toutes négociations de papiers commerçables et autres effets, faites sans le ministère d'un agent de change, seront déclarées nulles en cas de contestations.... » Par un autre arrêt du 26 novembre 1781 : « Fail, Sa Majesté, défenses à toutes personnes, autres que les agents de change, de s'immiscer dans les négociations d'effets royaux et papiers commerçables, comme aussi de prendre la qualité d'agent et

(1) Ruben de Couder, n° 29,

de courtier de change, d'avoir et de tenir dans la bourse aucun carnet pour y inscrire les cours des effets et de rester à la bourse après le son de la cloche qui indique la sortie, à peine, pour l'une ou l'autre de ces contraventions, de nullité des négociations, de trois mille francs d'amende et en cas de récidive de punitions corporelles. »

La loi de ventôse an IX qui est venue rétablir et réorganiser cette profession et les bourses du commerce, renouvelle, dans son article 8, les défenses que les arrêts royaux portaient contre l'immixtion des courtiers illicites dans les attributions des agents de change.

Cette loi annonçait un règlement d'administration publique qui viendrait donner les conditions d'application de la loi de l'an IX. Ce règlement fut donné par un arrêté du 27 prairial an X, il protège aussi par ses articles 4 et 7 le monopole des agents de change.

VII. — Obligations de l'agent de change.

1° Obligation de prêter son ministère.

Le ministère des agents de change, étant obligatoire, ces officiers ayant un monopole, il est naturel qu'en contre-partie ils ne puissent refuser de prêter ce ministère lorsqu'ils en sont requis. La personne à laquelle il aurait été opposé un refus pourrait s'adresser à la chambre syndicale puis au tribunal de commerce pour en discuter les motifs.

Il serait excessif de décider que l'agent de change ne

peut en aucun cas refuser son ministère ; ce refus doit être admis lorsque l'exercice de ce ministère pourrait lui faire courir un risque. S'il ne peut légitimement se récuser lorsqu'il s'agit d'opérations au comptant pour lesquelles le client a remis les titres à vendre, s'il est vendeur, a fixé le prix auquel il voulait acheter et en a remis le montant s'il est acheteur, on devra estimer au contraire que le refus de prêter son ministère est légitime lorsqu'il s'agit d'opérations à terme et qu'il ne lui a pas été versé de couverture, puisque de ces opérations résulte un aléa pour l'agent de change qui est responsable de l'accomplissement de la convention. D'ailleurs l'article 61 du décret de 1890 lui reconnaît le droit d'exiger une couverture avant d'accepter un ordre pour une opération à terme.

Mais l'agent de change n'est pas mandataire ordinaire, il est officier ministériel, il exerce en quelque sorte un pouvoir de police sur la bourse, il y a une influence moralisatrice, il contrôle souvent d'une façon occulte les opérations qui y sont effectuées. Pour ces raisons il ne doit prêter son ministère qu'à des opérations honnêtes et licites dont il est, en quelques sorte, garant : ainsi il ne peut intervenir dans la vente de marchandises ou dans la négociation de billets, lettres de change ou autres effets de commerce appartenant à un individu en état de faillite (1), ni dans la négociation de valeurs de sociétés, actions ou coupons d'actions, dont la valeur ou la forme

(1) Loi du 8 mars 1791, art. 11. — Arrêté du 27 prairial an X, art. 18.

seraient contraires aux dispositions des lois, cela sous peine d'une amende allant de 500 francs à 3.000 francs (1).

Lorsqu'il s'agit d'aliéner des inscriptions de rentes sur l'Etat représentant un capital de plus de 1.000 francs, et appartenant à des mineurs, des interdits, des successions bénéficiaires vacantes et plus généralement à des incapables, les agents de change, pour procéder à ces aliénations, doivent se faire autoriser par la justice. Il en est de même des actions de la banque lorsqu'il s'agit d'en aliéner plus d'une (2).

2° *Obligation de ne faire aucune opération qui puisse mettre en danger son indépendance ou sa solvabilité.*

Le ministère des agents de change étant obligatoire, on est en droit d'exiger de ces agents des garanties de toutes sortes, tant au point de vue de leur savoir qu'à celui de leur moralité, de leur indépendance et de leur désintéressement. Il faut qu'au cours de sa carrière, l'agent de change conserve ces qualités : il faut pour cela qu'il soit détaché de tous liens dangereux qui pourraient le porter à être plus fidèle à d'autres intérêts qu'à ceux de celui qui s'est fait son client.

La prohibition portée par l'article 85 du code de commerce répond à ces idées. Cet article interdit aux agents de change de faire aucune opération de commerce ou de

(1) Loi du 24 juillet 1867, art. 14.

(2) Loi du 24 mars 1806. — Avis du Conseil d'Etat du 27 novembre 1807. — Décret du 23 septembre 1813.

banque pour leur propre compte, de s'intéresser directement ou indirectement à aucune opération. En exposant les motifs du code de commerce, l'orateur du gouvernement a nettement exposé ces sentiments : « Un agent de change qui fait des opérations pour son propre compte, disait-il, affaiblit les garanties qu'il est tenu de présenter, car il ne conserve pas le caractère de neutralité absolue entre les contractants qui l'emploient, il se rend intéressé dans des opérations qui doivent lui rester étrangères, il trahit la confiance publique et celle du commerce, car de mandataire il devient concurrent d'autant plus dangereux qu'il opère connaissant parfaitement les intentions de ses commettants qui sont trompés par son caractère officiel. »

Comme le commerce leur est interdit, si, négligeant cette prohibition, ils tombent en faillite, ils seront poursuivis pour banqueroute, et comme tels, passibles de travaux forcés. Ne pouvant faire le commerce personnellement, il leur est également interdit de retirer des bénéfices du commerce fait par un autre et la femme commune en biens d'un agent de change ne pourrait être commerçante.

La contravention à ces prohibitions est sévèrement réprimée puisqu'aux termes de l'article 87 du code de commerce, l'agent de change contrevenant à ces dispositions encourt l'amende et la destitution, sans préjudice de l'action que les parties ont contre lui et, qu'aux termes de l'article 88, l'agent de change destitué pour ces motifs ne peut plus être réintégré.

Une des opérations qui peuvent faire courir le plus de

risques à l'indépendance et à la solvabilité des agents de change est le jeu à la bourse, il leur est pour cette raison particulièrement interdit ; les articles 419 et 422 du code pénal visent le délit que commet l'agent de change en violant cette prohibition.

3° *Obligation de tenir certains livres.*

L'article 84 du code de commerce astreint les agents de change à tenir un livre dans les formes des livres de commerce, formes déterminées par l'article 11 du même code : ces livres doivent être cotés, paraphés et visés, soit par un juge du tribunal de commerce, soit par le maire ou l'adjoint de la commune, dans la forme ordinaire et sans frais. « Ils sont tenus de consigner jour par jour et par ordre de dates, sans ratures, interlignes ni transpositions et sans abréviations ni chiffres, toutes les conditions des ventes, achats, assurances, négociations et en général toutes les opérations faites par leur ministère. » On admet que ce journal n'a pas besoin d'être écrit de la main de l'agent de change (1).

L'arrêté du 27 prairial an X obligeait, par son article 11, les agents de change à contresigner sur des carnets les opérations qu'ils accomplissaient. Ils devaient transcrire les opérations portées sur ce carnet, le jour même, sur leur livre-journal. On pense généralement que le code de commerce n'a pas aboli cette prescription. Ces carnets

(1) V. Mollot, n° 192.

sont pour les agents de change ce que le livre brouillard est pour les commerçants ; ils ne sont d'ailleurs assujettis à aucune forme particulière, ils peuvent être tenus sur papiers libres et même être écrits au crayon (1).

La loi de 1872 sur les titres perdus ou volés, modifiée par la loi du 8 février 1902, est venue compléter les dispositions du code de commerce en obligeant les agents de change à mentionner sur le livre prescrit par l'article 84 du code de commerce les numéros des titres à la vente ou à l'achat desquels ils sont intervenus.

Aucun de ces livres ne présente le caractère authentique, la preuve contraire peut toujours être admise contre leurs mentions. Ils ne peuvent constituer un titre de preuve en faveur de l'agent de change, sauf cependant s'ils constataient des opérations faites par l'agent de change pour le compte d'un commerçant ; dans ce cas, les livres régulièrement tenus pourraient être admis par le juge pour servir à établir la négociation. Ne pouvant, aux termes des articles 1331 et 1332 du code civil et de l'article 12 du code de commerce, faire foi en faveur de l'agent de change, ces livres, comme tout livre de commerce, pourront faire foi contre leur auteur.

L'article 11 de l'arrêté du 27 prairial an X prescrit aux agents de change de présenter leurs livres aux juges et aux arbitres sur leur demande. Les parties ne pour-

(1) V. Boistel, *Manuel de droit commercial*, p. 423 ; — Mollot, n° 193 ; — Ruben de Couder, n° 172 ; — Buchère, *Traité théorique et pratique des valeurs mobilières et des effets mobiliers*, n° 71 et 72.

raient exiger cette communication, elles ne pourraient en demander que des extraits qui auraient la même valeur que les livres eux-mêmes.

Ces livres, étant des livres de commerce, doivent, comme tels, être conservés, aux termes de l'article 11 du code de commerce, pendant 10 ans par leurs auteurs après la cessation de leurs fonctions.

Aux termes de la loi du 28 avril 1893 et du décret du 20 mai 1893 en application de cette loi, chaque agent de change doit remettre à la partie qui l'a chargé d'un ordre un bordereau ou arrêté qui constate l'opération. L'article 109 du code de commerce reconnaît ce bordereau, lorsqu'il est signé par les deux parties, comme un moyen de preuve de la négociation. Mais, dans la réalité, ce bordereau n'est jamais signé par les deux parties, par suite de la nature des opérations de bourse et de la nécessité où est l'agent de change de garder secret le nom de ses clients. La force probante de ce bordereau diminue donc singulièrement. Ce ne sera plus qu'un mode de preuve de force plus ou moins grande selon la juridiction devant laquelle il est invoqué, selon la personne contre qui il est invoqué. Si on est amené devant un tribunal de commerce par suite de la qualité des parties ou de la nature des actes qu'elles ont accomplis, ce bordereau pourra servir de base à la conviction du juge en vertu de la règle qui veut que devant le juge commercial la preuve peut se faire par de simples présomptions si rien ne vient les renverser. En matière civile, ce bordereau pourrait être invoqué par le client de l'agent de change

contre cet officier. Il ne saurait l'être par l'agent de change contre son client, donneur d'ordre, nul ne pouvant se créer un titre à lui-même. Dans ce cas, le bordereau ne perd pourtant pas tout intérêt. Il pourrait corroborer utilement un ordre écrit donné par un client à un agent de change, cet ordre écrit pourra en effet constituer pour le juge un commencement de preuve par écrit, commencement de preuve qui serait complétée par le bordereau.

4^o Obligation de garder secrets les noms de ses clients,

A bien des point de vue, le secret est de l'essence des négociations faites à la bourse. Un arrêté du Conseil du 24 septembre 1724 disait déjà : « Les agents de change ne pourront nommer, dans aucun cas, les personnes qui les auront chargées de négociations auxquelles ils sont tenus de garder un secret inviolable ». L'arrêté du 27 prairial an X reproduit ce langage en l'accentuant encore par son article 15 qui n'autorise les agents de change à désigner leurs clients que lorsque ceux-ci y consentent ou si la nature des opérations qu'ils ont accomplies l'exige.

VIII. — **Honoraires.**

Les agents de change agissent en qualité de mandataires de leurs clients, ce sont des mandataires salariés ; par suite de cela ils ont droit, sans stipulation spéciale, à des honoraires.

Ces honoraires ont toujours été soumis à un tarif. Avant

le décret du 12 juillet 1901, le tarif des agents de change était déterminé à Paris par un règlement de la chambre syndicale du 23 décembre 1872.

Le décret du 12 juillet 1901 établit le tarif des courtages des négociations faites à la bourse de Paris. Un décret du 17 novembre 1894 avait fixé déjà les droits de courtage que pouvaient percevoir les agents de change en exercice près des bourses de commerce non pourvues de parquets pour la négociation des effets publics. Aucun texte n'est venu donner le tarif des agents de change près les bourses départementales munies d'un parquet, c'est là une lacune qu'il est souhaitable de voir combler ; ils sont donc en attendant soumis aux différents tarifs adoptés par leurs chambres syndicales respectives.

Les agents de change peuvent réclamer le paiement de leurs émoluments après la consommation de l'opération dans laquelle ils ont été intermédiaires. Ils peuvent aussi les faire régler sur des mémoires qu'ils fournissent de trois mois en trois mois aux banquiers, négociants ou autres personnes pour lesquelles ils accomplissent habituellement des opérations.

Aucune loi, aucun décret n'a soumis l'action des agents de change pour le paiement de leurs honoraires à une prescription spéciale, il faut donc penser que la prescription applicable à cette action est la prescription de droit commun, c'est-à-dire de trente ans.

ORGANISATION DE LA CORPORATION.

Le premier règlement établissant une discipline intérieure pour les agents de change date du 2 octobre 1714. Les dispositions de ce règlement avaient été soit confirmées, soit légèrement modifiées par les règlements du 30 août 1720, du 5 septembre 1724 et du 2 décembre 1786, lorsque fut rendue la loi du 8 mai 1791 qui supprima les offices d'agents de change et de courtiers et rendit libres ces deux professions (1).

Lorsque la loi du 28 ventôse an XI rétablit les charges d'agents de change, elle confia, par son article 11, au gouvernement le droit de faire les règlements qui seraient nécessaires pour son application. En vertu de cette disposition, fut pris l'arrêté du 27 prairial an X, dont l'article 22 dit : « Les agents de change et les courtiers de commerce de chaque place sont autorisés à faire un règlement de discipline intérieure qu'ils remettront au ministère de l'intérieur pour être par lui présenté à la sanction du gouvernement. »

En exécution de cet arrêté, la compagnie des agents de change de Paris adopta, le 28 fructidor de l'an IX, un projet de règlement que tous ses membres signèrent et promirent d'exécuter en attendant que le gouvernement lui ait donné son approbation ; mais elle fut refusée. En 1819 fut déposé un nouveau projet qui fut révisé en 1832

(1) V. Mollot, n° 684 et s. ; Ruben de Couder, n° 354.

et en 1870. De même que l'article 90 du code de commerce, la loi du 28 mars 1885 disposait qu'un règlement d'administration publique fixerait les conditions d'exécution des marchés à terme par les agents de change. Conformément à ces dispositions, le décret du 7 octobre 1890 est venu établir la réglementation de la profession d'agent de change. A la suite de ce décret, la compagnie des agents de change de Paris a établi un règlement intérieur le 3 décembre 1891. Un autre décret du 29 juin 1898 a modifié les articles 17, 55 et 56 du décret du 7 octobre 1890 ayant trait à la chambre syndicale, aux élections et à l'exécution des marchés sur les effets publics et autres susceptibles d'être cotés et le règlement de 1891 a été modifié par un nouveau règlement du 30 janvier 1899.

IX. — Assemblées générales.

Les agents de change sont en rapport entre eux par leurs assemblées générales. En dehors de l'assemblée annuelle dans laquelle on procède à l'élection des membres de la chambre syndicale et du syndic et de celles prévues par les règlements intérieurs des compagnies (1), les agents de change se réunissent aussi en assemblée générale sur l'ordre du ministre ou en vertu d'une décision de la chambre syndicale ; lorsque la moitié plus un des membres de la compagnie a demandé la réunion

(1) Décret du 7 octobre 1890, art. 31. — V. aussi règlement du 3 décembre 1891, art. 48.

d'une assemblée générale, la chambre syndicale ne peut se refuser à la convoquer.

Constituée lorsque la moitié plus un des membres de la compagnie est réunie, l'assemblée est placée sous la présidence du syndic. Un registre particulier de ses décisions est tenu par la chambre syndicale. Le nom des membres présents est inscrit en tête de chaque procès-verbal de séance, procès-verbal qui est signé par le président et par les membres de la chambre syndicale qui ont assisté à la séance.

X. — Bourse commune.

Les compagnies d'agents de change ont une bourse commune. Cette bourse, alimentée conformément à l'article 1 du règlement du 3 décembre 1891, comprend un fonds commun, un fonds spécial de garantie pour parer à certaines responsabilités pouvant incomber à la chambre syndicale, un fonds de réserve au compte de chaque agent. Les bénéfices de cette caisse sont répartis entre chaque agent de change. Sur cette bourse commune, la chambre syndicale peut, en cas de besoin, faire certaines avances aux membres de la compagnie, mettre à leur disposition leur part propre de réserve. C'est le syndic de la compagnie qui administre la caisse commune.

XI. — Chambre syndicale.

1^o Composition.

Aux termes de l'article 17 du décret de 1890 modifié

par le décret du 29 juin 1898, les agents de change qui exercent leur ministère auprès d'une bourse munie d'un parquet élisent chaque année une chambre syndicale composée d'un syndic et d'un nombre d'adjoints qui varie selon le nombre des agents de change de la place. L'élection est faite à la majorité des suffrages et au scrutin secret, séparément pour le syndic et par bulletin de liste pour les adjoints. Le procès-verbal de l'élection est adressé au ministre des finances, au préfet du département, au préfet de police à Paris et au maire dans les autres villes, au président du tribunal de commerce et au président de la chambre de commerce.

Cette chambre syndicale ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente. En cas d'absence ou d'empêchement d'un ou plusieurs de ses membres, elle peut se compléter en appelant à siéger les membres les plus anciens de la compagnie dans l'ordre du tableau. Elle est présidée par le syndic qui a voix prépondérante en cas de partage.

L'article 27 du décret de 1890 charge le syndic de faire exécuter les délibérations de la chambre syndicale et de la compagnie, de la représenter en justice, et dans les actes de la vie civile. Pour ester en justice, le syndic ne le peut qu'avec l'autorisation de la chambre, tandis qu'il est compétent pour faire, sans autorisation, tous les actes conservatoires et interruptifs de prescription, interjeter appel de tout jugement et se pourvoir en cassation. Mais dans ces derniers cas, il ne peut suivre l'appel ou le pourvoi en

cassation que muni d'une autorisation spéciale de la chambre syndicale.

2° Attributions.

La chambre syndicale a des attributions doubles, elle est chargée de la police intérieure et de l'administration de la compagnie des agents de change et la surveillance du marché financier lui est confiée.

A. — Police intérieure et administration de la compagnie.

Pour la police intérieure, la chambre peut déléguer à un ou plusieurs de ses membres, appelés adjoints de service, certaines attributions déterminées par les règlements intérieurs que l'article 82 du décret lui permet de prendre.

Au point de vue de la police intérieure sur les agents de change les attributions de la chambre syndicale sont :

1° De donner son approbation aux candidats aux fonctions d'agents de change présentés à la nomination du gouvernement.

2° Aux termes de l'article 8 du décret du 1^{er} octobre 1862, des articles 4 et 6 du décret de 1890, les traités et conventions passés entre un agent de change et ses bailleurs de fonds doivent être soumis à la chambre syndicale, qu'ils soient passés au moment de l'entrée en charge ou en cours d'exercice. La chambre exerce par ce moyen un contrôle sur les agents de change au point de vue des contrats qui les lient à leurs bailleurs de fonds.

3° L'article 3 de l'ordonnance du 28 mai 1816 charge

la chambre syndicale de veiller avec le plus grand soin à ce que chaque agent de change se cantonne dans les limites légales de ses fonctions.

4° L'article 21 du décret de 1890 confie aussi à la chambre syndicale le soin de prévenir ou concilier les différends que les agents de change peuvent avoir à raison de leurs fonctions, soit entre eux, soit avec des tiers, et d'émettre, s'il y a lieu, son avis en cas de non-conciliation. Si les intéressés ne veulent pas accepter la sentence de la chambre syndicale, la contestation sera soumise au tribunal compétent ou au procureur de la République s'il s'agit de violations de lois ou de règlements.

Pour exercer son contrôle, la chambre peut, aux termes de l'article 22 du décret de 1890, mander devant elle tout agent de change et lui ordonner la production de son carnet et de ses livres et lui prescrire toute mesure de précaution qu'elle juge utile et en particulier la constitution, dans la caisse syndicale, d'un dépôt de garantie. Lorsque trois membres de la compagnie demandent cette enquête, la chambre syndicale ne peut la refuser.

Pour pouvoir exercer ses fonctions de police et faire respecter ses décisions, l'article 3 de l'ordonnance du 22 mai 1816 donnait à la chambre syndicale de Paris le droit de prononcer la censure contre les contrevenants, de les suspendre ou de provoquer leur destitution auprès du ministre des finances. L'article 21 du décret de 1890 donne à la chambre le pouvoir de provoquer ou d'appliquer les mesures disciplinaires prévues par l'article 23. Ce sont : la

censure, l'interdiction de l'entrée de la bourse pendant une durée qui ne peut excéder un mois, la suspension et la destitution.

Tandis que la chambre peut prononcer directement les trois premières peines, elle ne peut que provoquer la suspension et la révocation. La suspension est prononcée par arrêté du ministre des finances, elle ne peut excéder deux mois ; la révocation est prononcée par décret ; ces deux peines peuvent être infligées d'office après que la chambre a donné son avis. Toutes ses décisions, la chambre peut les prendre, soit d'office, soit sur l'initiative du syndic ou d'un de ses membres, soit sur une plainte. Ce pouvoir disciplinaire porte également sur les commis principaux que les agents de change peuvent avoir aux termes des articles 34 et 36 du décret du 7 octobre 1890.

5° Le même article 21 du décret de 1890 charge la chambre syndicale d'administrer la caisse commune prévue à l'article 26 qui dit : « Il est institué, dans les compagnies ayant une chambre syndicale, une caisse commune administrée par la chambre syndicale et dont le mode de gestion est déterminé par les règlements particuliers mentionnés à l'article 82. A cette caisse sont versés les prélèvements sur les courtages, contributions diverses, fonds de réserve ou dépôts de garantie prévus, soit par le présent règlement, soit par les règlements particuliers. » Cet article règle en même temps la façon dont la caisse commune sera alimentée. Elle est chargée d'acquitter toutes les dépenses faites par la communauté, elle facilite les règlements entre agents

de change et peut leur venir en aide, en cas de besoin par des avances.

6° La chambre est aussi chargée de défendre le privilège des membres de la corporation, L'arrêté du 27 prairial an X, par ses articles 5 et 6, la charge de dénoncer au préfet de police à Paris, aux maires et aux officiers de police dans les départements, les tiers étrangers qui viendraient à s'immiscer dans les fonctions d'agents de change, de dénoncer aussi les contraventions commises par les banquiers, les négociants ou les marchands qui opèrent avec des individus sans qualité.

7° La chambre syndicale préside aussi à la liquidation des marchés à terme entre agents de change. L'article 68 du décret de 1890 consacre cette coutume,

8° Enfin le décret du 29 juin 1898, par son article 55, rend cette chambre syndicale responsable du défaut de livraison de titres achetés ou de paiement de titres vendus par un agent de change dans les délais voulus ; ce décret établit de quelle façon la chambre syndicale devra opérer pour exécuter le marché au lieu et place de l'agent de change en défaut.

B. — *Surveillance du marché financier.*

Des attributions qui se rapportent à un autre ordre d'idées sont celles que la chambre syndicale des agents de change a pour assurer la police du marché financier.

La chambre syndicale est chargée de constater officiellement le cours de la bourse, C'est là une de ses fonctions

les plus importantes au point de vue social. Par là elle peut s'opposer à toute hausse fictive et exagérée des fonds soumis à la bourse aux lois de l'offre et de la demande, à toute dépréciation que des agioteurs sans scrupules pourraient faire subir aux fonds d'Etat, fonds dont la baisse accentuée risquerait de mettre injustement en fort mauvaise posture le crédit national. C'est pour éviter ce danger que ce soin a été donné à la compagnie des agents de change par l'article 1^{er} de la loi du 15 pluviôse an IV, qu'il lui a été confirmé par l'ordonnance de police du 1^{er} thermidor an IX et par l'article 25 de l'arrêté du 27 prairial an X.

Ce pouvoir d'inscrire à la cote les effets publics ne concernait d'abord que les effets français, il était interdit d'y inscrire les effets publics des puissances étrangères. Cette inscription à la cote donnait en effet aux valeurs inscrites une plus grande sécurité, en ce sens que les porteurs de ces titres pouvaient être sûrs de voir leur taux déterminé uniquement par la loi de l'offre et de la demande. On craignait que si la même sécurité était donnée à des effets étrangers, les fonds des souscripteurs ne puissent se détourner des valeurs nationales au profit de nations plus ou moins amies. On ne revint que plus tard sur ces idées de prohibition et ce n'est qu'en 1823, par une ordonnance royale du 15 novembre, que les agents de change furent autorisés à inscrire à la cote les effets publics des puissances étrangères. Pour jouir de cet avantage, ces valeurs doivent réunir certaines conditions déterminées par le

décret du 22 mai 1858 et par celui du 6 février 1880.

Sous l'autorité du ministre des finances, la chambre syndicale est maîtresse de la cote ; elle a pleins pouvoirs pour accorder, refuser, suspendre ou interdire à la Bourse de Paris la négociation de toutes les valeurs autres que les fonds d'Etat français soit au comptant, soit à terme. Le titre IV du décret du 7 octobre 1890 s'occupe de la cote des cours, il détermine comment elle est fixée.

La chambre syndicale préside aussi à la liquidation des marchés à terme entre agents de change, l'article 68 du décret de 1890 consacre cette coutume.

III. — LES COURTIER

Les premières réglementations qui visaient les agents de change s'appliquaient à d'autres intermédiaires appelés courtiers. En effet, l'institution des courtiers remonte à la plus haute antiquité. De tout temps, toute personne désirant traiter avec une autre personne qui lui était inconnue, a eu besoin d'une tierce personne connue des deux parties et susceptible de mettre en présence les futurs co-contractants ; ces intermédiaires sont les courtiers.

Le courtier a pour fonction de mettre en rapport deux négociants, de leur faciliter la conclusion de leur opération, il a aussi mission de constater l'accord intervenu entre ces parties.

Dès maintenant apparaît la différence nette qui existe entre l'agent de change et le courtier. Les agents de change

agissent en effet en leur propre nom, pour le compte d'un client qui se tient caché et dont ils ne peuvent en aucune façon révéler l'identité. Le courtier, au contraire, se contente de mettre les parties en présence, il n'est point partie à la convention.

Les courtiers portaient à Rome le titre expressif de proxénètes commerciaux. Au moyen-âge, on les appelait *caraterii*, *Caratearii*, *courratiers* ou *courretiers*, d'où leur nom moderne de courtiers (1).

I. — Historique.

Libres à l'origine, un édit de Charles IX rendu en 1572 érigea ces fonctions en offices. La distinction n'existait pas encore entre les fonctions de courtier et celles d'agent de change, les deux professions étaient confondues et ce n'est qu'en 1720 qu'un arrêt du Conseil employa pour la première fois, en les distinguant, les deux dénominations. Cet arrêt, confirmé par un règlement du 5 septembre 1784, attribua aux agents de change et aux courtiers, séparément, les diverses fonctions que ces agents remplissaient jusqu'alors indistinctement. Entre les courtiers eux-mêmes, il n'était fait aucune distinction.

Cependant, sinon en droit, du moins en fait, cette distinction entre les divers courtiers était faite depuis longtemps. Les différentes corporations avaient pris l'habitude de s'attacher des courtiers soumis à leurs règlements, ils

(1) V. Fabre, *Des courtiers*, t. I, n° 1.

étaient chargés des courtages intéressant ces corporations et devaient s'y spécialiser. En échange, les membres des différentes corporations ne pouvaient traiter que par l'intermédiaire des courtiers agréés par leur corporation. C'était en fait la séparation des différents courtiers selon leurs attributions (1).

La transmissibilité de ces offices qui avait été supprimée fut rétablie le 19 mars 1787 par une déclaration de Louis XVI. A ce moment, les agents de change et les courtiers étaient bien des officiers publics, soumis à la prestation du serment, incapables de négocier pour leur propre compte et astreints à tenir des livres dont les mentions faisaient foi (2).

La Révolution, par sa loi du 17 mars 1791, supprima les offices des courtiers et des agents de change, ainsi que tous les autres offices et le courtage devint libre. Par mesure transitoire, la loi du 30 mars 1791 maintenait les agents de change et les courtiers en exercice, mais la loi du 8 mai 1791 vint abolir définitivement ces offices et réglementer l'exercice de ces professions.

Malgré cette réglementation, de grands abus se produisirent par suite de la suppression de ces charges. Les bourses furent envahies par une foule d'agents d'affaires interlopes. Aussi rétablit-on bientôt les courtiers officiels par la loi du 28 ventôse an IX et l'arrêté du 27 prairial an X réglementa à nouveau cette profession.

(1) V. Savary, *Parfait commerçant*, liv. 3, ch. 8.

(2) V. Fabre, t. I, n° 2.

En 1807, le code de commerce consacra l'existence des courtiers. Il fut le premier texte qui divisa les courtiers en diverses catégories en délimitant les attributions de chacune d'elles. Il reconnaissait des courtiers de marchandises, des courtiers d'assurances, des courtiers interprètes et conducteurs de navires, des courtiers de transport par terre et par eau. A ces diverses catégories de courtiers, vint s'en adjoindre une autre, celle des courtiers-gourmets-piqueurs de vins, créés par le décret du 15 décembre 1813. Cette catégorie de courtiers, toute éphémère, n'exista que pour Paris.

Les courtiers en marchandises n'ont pas subsisté jusqu'à nos jours. Ils furent supprimés par une loi du 18 juillet 1866, rendue sur le rapport de M. Cornudet. De nombreuses réclamations s'étant élevées contre eux, une enquête fut ouverte en 1864 sur la question de leur suppression ; la majorité des chambres de commerce y était favorable. A la suite de cette enquête fut rendue la loi de 1866 qui proclamait libre le courtage des marchandises. Malgré la commission du corps législatif et sur la demande du gouvernement, cette loi maintint le monopole des courtiers d'assurances maritimes et des courtiers interprètes conducteurs de navires.

Toutefois, malgré la suppression du monopole des courtiers en marchandises, le législateur a réservé certains privilèges à certains de ces courtiers. Ces courtiers, dont une liste est dressée chaque année par les tribunaux de commerce et qui sont assermentés auprès de ces tribunaux, sont appelés courtiers inscrits.

Les seuls courtiers officiers ministériels qui subsistent aujourd'hui sont donc les courtiers interprètes conducteurs de navires. Le courtage en marchandises est libre et ceux qui l'exercent se subdivisent en courtiers libres et courtiers inscrits. Les courtiers de transport et les courtiers gourmets piqueurs de vins ne sont plus à signaler que pour mémoire.

I.— DES COURTIERS OFFICIERS PUBLICS. — RÈGLES

COMMUNES A CES COURTIERS.

I. — **Nomination des courtiers et conditions qu'il faut remplir pour pouvoir être nommé courtier.**

Aux termes de l'article 74 du code de commerce, les candidats sont nommés courtiers par décret du président de la République. Le gouvernement conserve le droit absolu de refuser de nommer le candidat qui lui est présenté.

Pour être nommé courtier, il faut réunir certaines conditions, avoir certaines qualités, ne pas être frappé de certaines déchéances.

1^o Condition d'âge, de capacité civile et d'honorabilité.

La première condition à laquelle le candidat doit satisfaire est de jouir de ses droits de citoyen français ; cette condition implique celle d'être âgé de 21 ans et d'avoir satisfait aux lois sur le recrutement.

Le candidat doit aussi ne pas avoir été frappé de certaines déchéances : c'est ainsi que le failli, aux termes de l'article 83 du code de commerce, ne saurait être nommé

courtier à moins d'avoir été réhabilité. Les textes sont muets sur la question de savoir si, comme la faillite, la déconfiture est une cause d'empêchement. Dans les deux sens on trouve de fort bons auteurs. Cependant la déconfiture révèle le même état chancelant de la fortune que la faillite ne fait que consacrer ; comme le failli, l'individu en déconfiture est une personne qui a mal su gérer ses affaires, on ne saurait lui accorder le crédit que l'on doit à un officier public et la déconfiture semble devoir produire à ce point de vue les mêmes effets que la faillite (1).

Pour les mêmes raisons, sont incapables d'être courtiers ceux dont l'état précaire des finances s'est révélé par une cession de biens volontaire ou forcée ou même par un contrat d'atermoiement consenti par leurs créanciers. La loi du 18 juillet 1866 a formellement disposé que ceux qui ont fait cession de biens ou qui ont obtenu un contrat d'atermoiement ne peuvent être inscrits comme courtiers en marchandises assermentés auprès d'un tribunal de commerce.

Comme cause d'incapacité, il faut aussi noter la destitution dont aurait été frappé un courtier, destitution qui l'empêche d'être renommé, et, aux termes de l'article 59 de l'arrêté du 27 prairial an X, le fait de s'être vu interdire l'entrée de la bourse pour s'être immiscé illégalement dans les fonctions de courtier.

(1) V. Fabre, t. I, n° 16.

2° Conditions de science et d'expérience.

Le candidat doit aussi justifier de certaines aptitudes spéciales. Le soin de fixer quelles sont les conditions de capacité que doit présenter le candidat courtier et quelles connaissances il doit avoir est laissé aujourd'hui aux chambres syndicales de chaque catégorie ; elles doivent en effet varier selon le genre de courtage que l'on veut exercer. Il n'en a pas toujours été ainsi et sous l'empire de l'arrêté de germinal an IX, l'aspirant courtier devait avoir déjà été courtier ou avoir travaillé pendant quatre ans au moins chez un notaire ou chez un banquier.

3° Présentation.

Le candidat qui réunit les conditions voulues doit être présenté à la nomination du gouvernement par le titulaire de la charge qui démissionne en sa faveur. Ce droit de présentation résulte de l'article 91 de la loi du 28 avril 1816 ; il passe, en cas de décès, aux héritiers ou ayants droit du titulaire, mais il est perdu par le courtier destitué. Pourtant ce droit de présentation, règle générale partout ailleurs, subit une curieuse exception pour Marseille, où, par une singulière anomalie, le droit des courtiers d'assurances maritimes est purement viager (1).

(1) Conseil d'Etat, 13 avril 1870.

II. — Obligations que le courtier doit remplir après
la nomination et avant son entrée en fonctions.

Prestation de serment et dépôt de cautionnement.

Pour pouvoir exercer, le candidat n'aura plus qu'à prêter serment devant le tribunal de commerce de la place où il est nommé. Mais auparavant, il devra établir qu'il a versé le cautionnement exigé de ces officiers ministériels par l'article 9 de la loi du 28 ventôse an IX. Le montant en est déterminé, par un tableau annexé à une ordonnance royale du 9 janvier 1818. Ce cautionnement est destiné à garantir les clients du courtier des fautes qu'il pourrait commettre dans l'exercice de ses fonctions. Il est aussi en second ordre destiné à garantir les bailleurs de fonds qui ont avancé de l'argent au courtier pour l'achat de sa charge.

Les courtiers de marchandises, dont le monopole a été supprimé par la loi de 1866, n'ont plus à fournir de cautionnement, cependant les courtiers inscrits institués par cette loi ont à payer un droit d'inscription dont le montant est déterminé par décret pour chaque place en tenant compte de son importance.

III. — Attributions et droits des courtiers.

Les courtiers d'assurances maritimes et les courtiers interprètes de navires sont les seuls qui, depuis la loi de 1866, aient gardé leur monopole. Ce monopole ne leur

confère d'ailleurs pas le droit d'être les seuls à pouvoir accomplir les actes de leur ministère, il ne prive pas les parties de la faculté de faire ces actes elles-mêmes directement ; il consiste simplement en ce que, si les parties veulent avoir recours à un intermédiaire, le seul auquel elles pourront s'adresser sera un courtier (1). A la différence de celui des agents de change, le monopole des courtiers se limite strictement aux lieux où ils exercent, et tout intermédiaire pourra librement accomplir les opérations de leur ministère partout où il n'est pas institué de courtier (2).

Les articles 7 et 8 de la loi du 28 ventôse an IX et les articles 4 et 10 de l'arrêté du 27 prairial an X protègent ce monopole ; les atteintes qui y sont portées constituent le délit de courtage clandestin ou marronage, puni d'une amende du sixième au plus et du douzième au moins du montant du cautionnement exigé des courtiers de la place au détriment desquels les actes de marronage ont été accomplis ; en outre, l'entrée de la bourse sera interdite à l'auteur du délit. La récidive entraîne l'incapacité de pouvoir remplir les fonctions de courtier. Serait également punissable, aux termes de l'article 10 de cet arrêté de l'an X, d'une amende de 3.000 francs, et de la destitution, le courtier qui se rendrait coupable de couvrir de son nom les

(1) V. Fabre, n° 95.

(2) V. Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, t. IV, n° 4008.

actes de courtage clandestin commis par un autre individu, fût-il même son propre commis (1).

L'article 7 de ce même arrêté établit en outre une sanction civile qui consiste dans l'annulation de tous les actes de courtage accomplis clandestinement par le courtier marron. A côté de cette sanction civile, il en est une autre qui donne le droit aux courtiers lésés par les actes de courtage clandestin, de demander réparation du dommage qu'ils ont subi (2).

Pour que ce délit soit commis, il faut qu'il ait été accompli un véritable acte de courtage, par une personne sans qualité pour faire ce courtage, et dans le lieu où des courtiers sont institués. Du reste il y aurait aussi bien courtage clandestin s'il s'agissait d'actes de courtage accomplis par un courtier en dehors de ses attributions (3). Un seul acte de courtage clandestin peut donner lieu à des poursuites.

IV. — Obligations auxquelles sont soumis les courtiers.

Certaines obligations sont propres à certaines classes de courtiers ; certaines autres sont au contraire communes à tous les courtiers.

Ces obligations communes à tous les courtiers sont les suivantes : les courtiers sont tenus de remplir toutes les fonctions que la loi leur confie : ils ne peuvent faire une sélection parmi elles, remplissant les unes et négligeant

(1) Cass., 9 janvier 1823 (S. chron.).

(2) Cass. 14 août 1848 (S. chron.).

(3) Cass., 30 avril 1853 (S. 53.I.789).

les autres ; leur ministère étant obligatoire, ils ne peuvent refuser de donner leur concours chaque fois qu'ils en sont requis ; ils ne peuvent faire, sous aucun prétexte, d'opérations de commerce pour leur propre compte, ni s'intéresser directement ou indirectement, sous leur nom ou sous un nom supposé, à aucune entreprise commerciale, l'article 85 du Code de commerce le leur interdit : étant donné leur situation d'intermédiaires, leur connaissance des désirs de ceux qui ont recours à eux, il serait imprudent de leur laisser profiter de la situation privilégiée qui leur est ainsi faite pour se constituer la contre-partie de leurs clients ; de plus la situation de courtier, officier ministériel, doit être à l'abri des risques que le commerce fait courir. Le manquement à cette prohibition est puni par l'article 87 d'une amende et de la destitution.

V. — Sanctions de ces obligations.

Les sanctions de ces obligations sont soit pénales, comme par exemple l'amende et la destitution prononcées par le tribunal répressif contre le courtier qui manque aux dispositions de l'article 85 du Code de commerce, soit simplement disciplinaires, soit civiles.

La destitution peut revêtir le caractère de mesure disciplinaire ou de peine correctionnelle : peine correctionnelle lorsqu'elle est prononcée par un tribunal répressif, elle devient mesure disciplinaire lorsqu'elle est prononcée par la chambre syndicale ou par le gouvernement qui, aux termes des articles 17 et 18 de la loi du 29 germinal

an IX, peut suspendre ou destituer le courtier coupable de manquements graves dans l'exercice de ses fonctions.

Ces deux sortes de sanctions, pénales et disciplinaires, ne font pas obstacle à l'application aux courtiers de l'article 1382 du Code civil aux termes duquel tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. Certaines infractions commises par les courtiers peuvent être, en effet, dommageables à leurs clients ou à leurs confrères.

VI. — Chambre syndicale.

Le courtier, une fois en fonctions, est soumis, comme les autres officiers ministériels, à l'autorité d'une chambre syndicale.

La loi de germinal an IX, dans son article 15, fixait le nombre des membres de ces chambres syndicales qui devaient comprendre pour chaque catégorie de courtiers un syndic et six membres. Un décret du 5 janvier 1867 est venu modifier cet état de choses. Par ce décret, les courtiers d'assurances maritimes, les courtiers interprètes et les agents de change autres que ceux qui exercent près les bourses départementales pourvues d'un parquet, n'ont plus qu'une chambre syndicale unique. Lorsque les agents de change, comme à Paris, ont une chambre syndicale propre, les courtiers ont également la leur.

1^o Composition.

La chambre syndicale est maintenant composée d'un

nombre de membres variant avec le nombre des membres de la corporation. Lorsque les membres de la compagnie sont moins de six, c'est le tribunal de commerce qui en tient lieu. Les membres de la chambre sont élus pour un an, au scrutin secret et à la majorité absolue. Ils sont rééligibles à l'expiration de leur mandat.

2° Attributions.

Ces chambres syndicales ont des attributions qui sont déterminées par les règlements de la compagnie. Elles consistent à représenter la compagnie, à ester en justice comme demandeur ou comme défendeur dans les affaires qui l'intéressent ; ce sont elles également qui doivent dénoncer et poursuivre les auteurs d'actes de courtage clandestin.

En dehors de ces attributions représentatives, la chambre a des attributions disciplinaires. Elle est appelée à donner son avis sur les candidats qui se présentent pour exercer les fonctions de courtiers, elle fixe les conditions qu'ils doivent remplir. Lorsqu'une contestation s'élève entre deux courtiers au sujet de leurs fonctions, la chambre syndicale statue sur ce différend. Ses décisions en matière disciplinaire ne sont pas susceptibles d'appel, elles ne peuvent être attaquées que par le recours en cassation.

OBLIGATIONS SPÉCIALES A CERTAINS COURTIERES.

I. — Courtiers d'assurances maritimes.

1^o Attributions.

Lorsqu'il s'agit d'assurer la cargaison d'un navire, l'assurance porte sur des sommes généralement très importantes. Il faut alors s'adresser à plusieurs compagnies d'assurances, ces compagnies s'interdisant en général par leurs statuts d'assurer de si grandes valeurs soumises à un seul risque. Celui qui désire s'assurer pourra, soit s'adresser directement aux compagnies, soit avoir recours à l'entremise d'un courtier d'assurances maritimes. C'est à ce dernier parti que l'on s'arrête généralement. Les courtiers d'assurances sont en effet des spécialistes mieux placés que le commerçant pour défendre ses intérêts ; ils connaissent le taux des primes, la solvabilité des compagnies, savent rédiger une police et évitent des démarches multiples à ceux qui ont recours à eux.

Rechercher des assureurs pour le compte de ceux qui désirent s'assurer, rédiger une police d'assurance dont ils attestent la vérité en la couvrant de leur signature, voilà leur première attribution. Ils certifient en outre le taux des primes pour les voyages sur mer et sur rivière.

Cette qualité pour certifier le taux des primes est la seule sur laquelle porte réellement leur monopole, l'article 79 du Code de commerce dit en effet : « Les courtiers d'assurances maritimes rédigent les contrats ou polices d'assurances

concurrentement avec les notaires ; ils en attestent la vérité par leur signature, certifient le taux des primes pour tout voyage de mer ou de rivière. » En ce qui concerne les assurances, les courtiers sont donc exposés à subir la concurrence des notaires, qui ont non seulement le droit de rédiger la police d'assurance, mais encore celui de rechercher les assureurs, de débattre avec eux les conditions du marché, de faire toutes les démarches d'un véritable courtier (1). En fait, du reste, cette concurrence des notaires n'existe guère qu'à Marseille et dans de faibles limites.

Lorsqu'un courtier est ainsi chargé d'assurer, il s'adresse à la compagnie qu'il juge devoir couvrir les risques dans les meilleures conditions pour son client, discute avec elle les clauses du contrat, le montant des primes. Lorsqu'elle a adhéré aux conditions proposées, il fait signer cette compagnie qu'on nomme apériteur, puis il porte ce projet de contrat aux autres compagnies. Il doit ensuite rédiger la minute de la police et la transcrire sur un registre spécial. S'il en est besoin, le courtier délivre des expéditions certifiées par lui et qui font foi de leur contenu en justice.

C'est encore le courtier qui sert d'intermédiaire lorsqu'il s'agit de rédiger un avenant à ces polices. En pratique le courtier intervient encore pour régler les indemnités, mais cette intervention est en dehors de son rôle officiel. Dès que l'assureur a signé la police, il est lié, point n'est besoin de la signature du courtier sur cette police

(1) Aix, 23 janvier 1832 (S. 32.2.207).

pour qu'elle soit parfaite et produise tous ses effets ; la signature du courtier n'intervient que pour donner force probante au contrat.

La certification du taux des primes est réservée aux seuls courtiers. La prime varie avec la destination du navire, son chargement, la saison, etc. La constatation de ces cours est faite ordinairement tous les six mois par les courtiers réunis sous le contrôle de la chambre syndicale. C'est plutôt la constatation de ce qui s'est fait que de ce qui se fera. Elle n'est pas sans intérêt, car elle constitue un point de repère ; elle ferait d'ailleurs autorité au cas, fort rare il est vrai, où la police d'assurance serait muette sur le taux des primes.

2° *Obligations.*

Soumis à toutes les obligations auxquelles sont soumis les courtiers privilégiés, les courtiers maritimes en ont d'autres qui leur sont spéciales : c'est ainsi qu'ils doivent avoir un bureau ouvert au public dans les places où ils ont été institués, qu'ils doivent transcrire sur leurs livres les clauses spéciales des polices qu'ils ont rédigées. Ils ne doivent percevoir que les émoluments qui leur sont accordés par les lois et règlements, sans pouvoir faire de rabais sur leur montant.

3° *Emoluments.*

Les émoluments de ces courtiers, à la charge de l'assureur, sont fixés pour Paris par l'ordonnance du 29 avril 1847, et pour les places de Nantes, Dieppe, Morlaix et

Rouen, par les décrets des 31 décembre 1852, 24 juillet 1857, 7 novembre 1858, 8 mai 1877. Chaque place a du reste son tarif particulier.

Ces courtiers sont en outre soumis à des règlements intérieurs à l'inobservation desquels sont attachées des peines disciplinaires. Le règlement de la chambre des courtiers de Paris prévoit quatre peines qui sont : la censure, l'amende, la suspension de trois à quinze jours, la dénonciation à l'autorité supérieure.

II. — Courtiers interprètes et conducteurs de navires.

1^o *Attributions.*

Lorsqu'un navire entre dans un port ou en sort, son capitaine a des formalités assez nombreuses et souvent assez complexes à accomplir : il faut qu'il satisfasse aux différentes prescriptions qui lui sont imposées par la douane, l'octroi, les services sanitaires, etc. Certaines personnes se chargent de guider les capitaines dans l'accomplissement de ces formalités, de servir d'intermédiaire et d'interprète entre les capitaines et les diverses administrations compétentes, ce sont les courtiers interprètes conducteurs de navires.

Ils furent créés par un édit de 1657 qui avait limité leur nombre à deux par siège d'amirauté. C'était l'amiral qui les nommait et les capitaines, tant français qu'étrangers, devaient avoir recours à leur ministère. Ces courtiers ne devinrent interprètes que lorsque l'extension du com-

merce avec l'étranger l'exigea. Dans la suite, les courtiers de commerce purent remplir les fonctions de courtiers conducteurs de navires, à condition d'avoir été acceptés par l'amirauté.

Le Code de commerce établit la distinction entre les courtiers d'assurances maritimes et les courtiers interprètes et conducteurs de navires. Ces derniers sont actuellement organisés comme les courtiers d'assurances.

L'article 80 du Code de commerce détermine ainsi leurs attributions : « Les courtiers interprètes et conducteurs de navires font le courtage des affrètements ; ils ont, en outre, seuls le droit de traduire, en cas de contestations portées devant les tribunaux, les déclarations, chartes-parties, connaissements, contrats et tous actes de commerce dont la traduction serait nécessaire ; enfin de constater le cours du fret et du nolis. Dans les affaires contentieuses de commerce et pour le service des douanes, ils serviront seuls de truchements à tous étrangers, maîtres de navires, marchands, équipages de vaisseaux et autres personnes de mer. »

Pour le courtage des affrètements, le monopole des courtiers conducteurs n'empêche pas tout négociant ou tout armateur de conclure directement et par lui-même ses contrats d'affrètement ; il porte seulement sur ce point que si un armateur ou commerçant veut, pour passer ce contrat, avoir recours à un intermédiaire, il devra obligatoirement s'adresser à un courtier conducteur. La rédaction du texte de l'article 80 a permis à certains auteurs de

dire que le monopole de ces courtiers ne porte pas sur le courtage des affrètements, cependant la majorité des auteurs est sur ce point favorable au monopole des courtiers et la jurisprudence est, elle aussi, dans ce sens (1). Mais ce monopole ne s'étend pas à la rédaction de la charte-partie pour laquelle les courtiers peuvent subir la concurrence de toute autre personne, notamment des notaires.

L'ordonnance du 14 novembre 1835 donne aux courtiers conducteurs une cinquième attribution qui n'était pas prévue par le Code de commerce. Elle les charge de la vente des navires. La loi du 28 mai 1858, de son côté, confie aux courtiers la vente publique et en gros de certaines marchandises portées sur un tableau annexé à cette loi. Ce tableau, modifié par les décrets des 8 mai 1861 et 30 mai 1863, mentionne les navires parmi les marchandises que les courtiers peuvent vendre, que la vente soit publique ou privée, mais leur ministère n'est obligatoire que si la vente est publique.

2° Obligations.

Les courtiers interprètes conducteurs de navires, sont soumis aux mêmes obligations que les autres courtiers officiers publics. Ils ont en outre certaines obligations qui leur sont spéciales. Ainsi ils doivent s'abstenir de tout acte de postulation, ne pas aller au-devant des navires. Ils doivent attendre qu'on vienne leur demander leurs services, ils ne doivent pas les offrir. Étant mandataires, ils

(1) Cass., 1^{er} juillet 1887 (S. 88 1.285).

ne peuvent agir que quand ils en ont reçu mandat et dans les limites de ce mandat.

L'obligation de résidence est formelle pour eux. Ils ne peuvent former une association pour l'exploitation de leurs charges. Comme les autres courtiers, ils doivent tenir des livres, notamment un registre coté et paraphé sur lequel seront inscrits les noms des capitaines des navires auxquels ils ont donné leur concours, le jour de l'arrivée des navires, leur port d'attache, leur cargaison, l'état des droits et avaries qui auront été payés, le montant des salaires perçus.

3° *Émoluments.*

Leurs émoluments étaient primitivement fixés d'après les usages locaux. Une ordonnance royale du 14 novembre 1835 divise les services rendus par les courtiers en quatre catégories : 1° conduite des navires ; 2° affrètement ou fret procuré ; 3° vente des bâtiments ; 4° traduction des documents écrits en langues étrangères en cas de contestations. Un arrêt de la Cour de cassation du 2 mai 1887 a précisé la portée de cette ordonnance : les opérations qui constituent la conduite des navires sont indivisibles et le courtage est dû si une seule de ces opérations a été accomplie par le courtier. La traduction de documents est une opération distincte de la conduite du navire et tarifée à part. S'appuyant sur les principes de l'ordonnance de 1835, il a été rendu de nombreuses ordonnances ou décrets établissant les différents tarifs de courtage de différents ports.

II. — DES COURTIERIS DE COMMERCE.

Avant la loi de 1866, ces courtiers avaient une mission très étendue. L'article 78 du Code de commerce leur conférait le droit de faire, le courtage des marchandises. Ce droit était exclusif. Ils pouvaient également s'entremettre, en concurrence avec les agents de change, dans les ventes et achats de matières métalliques. Ils avaient aussi le droit, accordé par l'article 486 et par d'autres lois et décrets spéciaux, de procéder à la vente de marchandises par suite de liquidation, cessation de commerce ou faillite. Ils pouvaient enfin, aux termes d'une loi de 1818, procéder à la vente des marchandises avariées auxquelles ce texte accorde une remise sur les droits de douane. La loi de 1866 est venue faire disparaître ces nombreux privilèges en proclamant la liberté du courtage en marchandises. Le législateur a cependant réservé à certains courtiers quelques-uns des anciens privilèges des courtiers en marchandises. Ces courtiers ainsi privilégiés sont les courtiers inscrits, assermentés auprès d'un tribunal de commerce.

I. — Courtiers inscrits ou assermentés.

L'article 2 de la loi de 1866, complétée par une circulaire du ministre du commerce du 20 novembre de la même année, dispose que, sur chaque place, le tribunal de commerce pourra dresser une liste de courtiers inscrits ; en l'absence de tribunal de commerce, cette attribution passe au tribunal civil.

Lorsqu'il s'agit de procéder à des opérations que la loi de 1866 réserve aux courtiers inscrits, et qu'il n'en a pas été dressé de liste, le président du tribunal de commerce est compétent pour désigner un courtier pour accomplir l'opération,

1° Nomination.

Lorsqu'un courtier demande son inscription, il doit justifier de sa moralité par un certificat du maire de sa commune, de sa capacité professionnelle par l'attestation de cinq commerçants électeurs consulaires, ou de cinq commerçants notables s'il n'y a pas de tribunal de commerce. Il doit en outre payer un droit d'inscription qui ne saurait excéder 3.000 francs. Le tribunal décide sans appel de son inscription.

Une fois inscrit, le courtier doit, dans les cinq jours, prêter le serment professionnel d'exercer son ministère avec honneur et probité. La loi du 18 juillet 1866 interdit cette profession aux individus ayant fait faillite, cession de biens ou attermoiements et qui n'ont pas été réhabilités et aux individus qui ne jouissent pas de leurs droits de citoyens français.

Qu'ils soient inscrits ou non, les courtiers sont de simples commerçants qui n'ont pas le caractère d'officiers publics. Cependant, les courtiers inscrits, dans l'exercice des fonctions qui leur sont réservées par la loi, doivent être considérés comme revêtus d'un caractère public par suite de la délégation de pouvoirs qu'ils reçoivent du tribunal qui les a institués.

2° Chambre syndicale.

Ces courtiers constituent dans chaque place une corporation. A la tête de cette corporation se trouve une chambre syndicale qui représente la compagnie et veille sur la discipline de ses membres. C'est le tribunal de commerce près duquel existe la corporation qui fixe l'organisation et les pouvoirs de la chambre. Les règlements ainsi établis sont soumis à l'approbation du ministre du commerce.

La loi du 22 mars 1893, qui a modifié l'article 3 de la loi de 1866, dispose que les courtiers devront élire, à la date fixée par les règlements de la compagnie, les membres qui doivent composer la chambre syndicale de l'année suivante.

Les peines que la chambre syndicale peut prononcer contre ses membres sont déterminées par l'article 3 de la loi de 1866, ce sont : l'avertissement, la radiation temporaire et la radiation définitive. Il peut être fait appel contre les décisions de la chambre devant le tribunal de commerce par voie de simple requête.

3° Attributions.

La loi du 18 juillet 1866 a réservé aux courtiers inscrits, par ses articles 4, 5 et 6, les attributions suivantes : certaines ventes publiques, l'estimation des marchandises déposées dans les magasins généraux, la fixation du cours légal des marchandises.

L'article 4 de la loi de 1866 réserve aux courtiers inscrits la vente publique des marchandises aux enchères et

en gros dans tous les cas où ces ventes doivent être faites par courtiers.

Les ventes volontaires, en gros et aux enchères des marchandises énumérées dans le tableau annexé à la loi du 28 mai 1858 ne peuvent être faites que par le ministère des courtiers inscrits. Ce tableau a du reste été modifié par les décrets des 8 mai 1861 et du 30 mai 1863. Ils ont seuls ce droit, mais pour qu'ils puissent s'en prévaloir, il faut que la vente soit publique, qu'elle soit en gros et qu'elle porte sur des marchandises. Pour que cette vente soit considérée comme en gros, il faut, aux termes du décret du 30 mai 1863, que la valeur des lots soit au minimum de 500 francs, le ministre du commerce ayant du reste la faculté d'abaisser ce minimum pour certaines marchandises.

Le décret de 1863 donne en outre à ces courtiers le droit exclusif de procéder à la vente aux enchères et en gros des marchandises exotiques destinées à la réexportation, l'article 7 de la loi du 28 mai 1858 leur confie de son côté la vente sur protêt de warrants.

Pour d'autres ventes, les courtiers n'ont pas un monopole exclusif, ils peuvent seulement y procéder en concurrence avec d'autres officiers publics : il en est ainsi des ventes de marchandises de toutes espèces et de toutes provenances ordonnées ou autorisées par justice, après décès ou cessation de commerce et dans tous les autres cas de nécessité laissés à l'appréciation des tribunaux. Ces tribunaux peuvent d'ailleurs désigner, pour procéder à

ces ventes, tout autre officier public. Il en est de même des ventes, après acceptation sous bénéfice d'inventaire, de la succession d'un commerçant ; des ventes de marchandises ou d'objets mobiliers après protêt de nantissement (1) ; des ventes après faillite, en gros ou en détail. Dans tous ces cas, ces courtiers sont soumis à la concurrence des huissiers, notaires, commissaires-priseurs et greffiers.

A côté de ces ventes, dont les unes sont réservées aux courtiers, dont les autres leur sont permises, il en est qui leur sont interdites, comme les ventes au détail de marchandises et les ventes de meubles, les ventes publiques par autorité de justice après saisie-exécution. Les contestations qui pourraient s'élever entre les courtiers et les autres officiers ministériels au sujet de leur capacité sont de la compétence des tribunaux civils.

Les courtiers peuvent en outre être désignés pour estimer les marchandises déposées dans les magasins généraux. Quoiqu'ils n'aient pas un droit exclusif de procéder à ces estimations, ils ne pourraient cependant refuser d'accomplir cette mission (2).

L'article 78 du Code de commerce conférait aux courtiers en marchandises le soin de constater le cours des marchandises ; les courtiers inscrits ont hérité, aux termes de l'article 9 de la loi de 1866, de cette prérogative.

(1) Art. 93 du Code de commerce modifié par la loi du 28 mai 1863.

(2) Loi du 18 juillet 1866, art. 5. — V. Fabre, t. II, n. 420.

4° Obligations.

Les courtiers assermentés étant des commerçants et des mandataires salariés sont soumis aux obligations qui résultent de ces deux qualités. Leur qualité de courtiers assermentés entraîne de plus pour eux d'autres obligations particulières. Ainsi, ils doivent tenir un registre spécial sur lequel seront mentionnées, jour par jour et par ordre de date, sans abréviation ni rature, les indications relatives aux ventes faites par leur intermédiaire. L'article 11 de la loi du 16 juin 1824 leur prescrit aussi de tenir un registre sur lequel seront portés les procès-verbaux des ventes publiques faites par leur ministère et des actes qu'ils auront faits comme suite de ces ventes. Les receveurs de l'enregistrement devront toutes les semaines viser ces répertoires.

Le décret du 12 mars 1859 énumère les formalités que le courtier devra remplir pour procéder aux ventes, publiques, en gros, de marchandises, dont ils sont chargés.

L'article 10 de la loi du 16 juin 1824 punit d'amende le défaut d'enregistrement dans les 10 jours qui suivent la vente par le courtier du procès-verbal de cette vente. De même le manquement aux prescriptions de la loi du 25 juin 1841 sur les ventes aux enchères des marchandises neuves, est puni par son article 7 d'une amende de 50 à 3.000 francs.

Naturellement il est interdit à ces courtiers, dont le ministère est quelquefois obligatoire, d'avoir un intérêt personnel dans les opérations auxquelles ils procèdent. En

conséquence, le courtier ne pourra se rendre acquéreur personnellement des marchandises dont la vente ou l'estimation lui aura été confiée, cela sous peine d'une amende de 500 à 3.000 francs et de radiation (1). Cette radiation serait prononcée par le tribunal de commerce, qui, statuant disciplinairement, rendrait une décision sans appel.

L'inaccomplissement des devoirs professionnels du courtier peut entraîner contre lui une sanction pénale ou disciplinaire, avertissement, radiation temporaire, etc., sans préjudice de l'action civile en dommages-intérêts qu'auraient contre lui les parties lésées par sa faute.

5° *Emoluments.*

Leurs émoluments sont déterminés par des lois et règlements pour les opérations pour lesquelles leur ministère est obligatoire, mais ils ne sont fixés que pour ces opérations.

L'article 8 de la loi de 1866 dispose que les droits de courtage pour les ventes publiques et la quotité de chaque vacation due au courtier pour l'estimation des marchandises déposées dans un magasin général, seront fixés, pour chaque localité, par le ministre du commerce, après avis de la chambre et du tribunal de commerce. Un arrêté ministériel du 30 mai 1860 accorde, pour chaque vacation nécessitée par le classement des marchandises à vendre un honoraire de 25 francs. La constatation du cours des mar-

(1) Loi de 1866, articles 6 et 7.

chandises est rémunérée par des jetons de présence dont le taux est déterminé par la chambre syndicale.

II. — Courtiers libres non inscrits.

La loi de 1866, ayant supprimé le monopole des courtiers de marchandises, cette profession est devenue libre depuis le 1^{er} juin 1867. Ces courtiers sont devenus de simples commerçants pouvant faire toutes les opérations de courtage qui ne sont pas réservées à certaines classes de courtiers et toutes les autres opérations qui leur conviennent.

Ils n'ont pas plus d'obligations et de responsabilité que les autres commerçants, sauf l'obligation particulière de ne pas s'intéresser dans les opérations auxquelles ils prennent part en qualité de courtiers (1) sans en prévenir leur client. Cette obligation est sanctionnée par une amende de 500 à 3.000 francs que prononcera le tribunal correctionnel.

IV. — LES COMMISSAIRES-PRISEURS

Avec les agents de change et les courtiers, les commissaires-priseurs président à des ventes de biens meubles. Ce sont des officiers ministériels chargés de procéder à l'estimation et à la vente des objets mobiliers et des meubles. Mais à la différence des agents de change et des courtiers qui sont des agents de spéculation, les commissaires-priseurs sont de véritables agents d'exécution : ils

(1) Loi de 1866, article 7.

procèdent surtout aux ventes prescrites par la loi ou autorisées par la justice.

Quoique nommés par le Président de la République, les commissaires-priseurs ne peuvent être considérés comme des fonctionnaires publics (1), car ils ne sont pas dépositaires ou agents de l'autorité publique, ils sont simplement officiers ministériels.

I. — Historique.

Jusqu'au quinzième siècle, les prisées et estimations et les ventes publiques de meubles, volontaires ou forcées, étaient faites par les huissiers et sergents des juridictions royales. Dans certaines localités, c'étaient les notaires qui y procédaient. En février 1556 un édit crée des officiers spéciaux, portant le nom d'huissiers priseurs et vendeurs de meubles (2). Comme pour remplir ces offices il fallait fournir une finance assez élevée, peu de candidats se présentèrent et un nouvel édit de mars 1576 réunit ces fonctions à celles des sergents royaux ordinaires (3).

Ce n'est que sous Louis XIV qu'on en revint au système d'officiers spéciaux ; un édit du mois d'octobre 1696 créait des offices de jurés priseurs, vendeurs de biens meubles, qui avaient le droit exclusif de « faire la prisée exposition et vente de tous biens meubles, soit qu'elles fussent faites volontairement après inventaire ou par autorité de justice.

(1) V. Fabreguettes, *Traité des infractions de la parole, de l'écriture et de la presse*, t. I, nos 1281 et 1282.

(2) V. Joly, *Offices*, n° 1604.

(3) V. Jousse, *Administration de la justice*, t. I, p. 586, n° 64.

en quelque sorte et manière que ce pût être et sans aucune exception ». Ces jurés-priseurs pouvaient exploiter concurremment avec les huissiers et recevoir l'argent provenant des ventes (1). Ils exerçaient dans les localités dépendant des justices royales, mais ni à Paris ni dans sa banlieue (2) où exerçaient depuis un édit du mois de février 1691, 120 sergents auxquels on avait donné le titre d'huissiers priseurs. Pour des raisons budgétaires, trente offices de commissaires aux ventes furent créés en 1712, les huissiers priseurs les rachetèrent en 1713, voulant éviter cette concurrence dont ils étaient menacés.

La situation peu brillante des finances publiques influa sur la situation de ces officiers. Sous prétexte que la finance exigée des jurés-priseurs n'était pas assez importante, tous ces offices furent supprimés en 1771 ; on en créa de nouveaux ayant exactement les mêmes droits. Toutefois, les offices des huissiers priseurs de Paris furent respectés et maintenus.

Cet édit souleva de véhémentes protestations et des lettres patentes du roi, en date du 7 juillet, suspendirent jusqu'à nouvel ordre la vente et la levée des nouveaux offices ; les notaires, greffiers, huissiers ou sergents royaux devaient remplir provisoirement et lorsqu'ils en étaient requis, les fonctions des jurés-priseurs. Ceux-ci furent rétablis le 17 août 1771.

Ils ne pouvaient être fripiers ou revendeurs de meubles,

(1) V. Jousse, t. I, p. 587, n° 63.

(2) V. Merlin, *Répertoire*, V° *Huissiers-priseurs*.

ils devaient résider dans le lieu où ils avaient été établis, et dans ce lieu seulement ils avaient un caractère officiel. Seuls, les huissiers-priseurs de Paris pouvaient faire dans toute la France les ventes et prisées par suite d'inventaire. Ces officiers étaient soumis à un tarif réglé en dernier lieu par des lettres patentes du 3 janvier 1782.

La Révolution devait porter un coup mortel à tous les offices. Les jurés-priseurs ne purent l'éviter et leurs charges furent supprimées les 21-26 juillet 1790. Comme en 1771, les huissiers-priseurs de Paris échappèrent d'abord à ce coup, mais ils furent frappés à leur tour par un décret de la Convention du 17 septembre 1793. Leurs attributions passèrent, comme en province, aux notaires, greffiers et huissiers. Le droit de ces officiers d'exercer les fonctions des anciens jurés-priseurs n'était pas exclusif, le décret de la Convention ne l'ayant pas stipulé ; il ne le devint que par les arrêtés du Directoire du 12 fructidor an IV et du 25 nivose an V.

De grands abus avaient eu le temps de se produire entre le décret de la Convention et les arrêtés du Directoire et le rapporteur de la loi du 27 ventôse an IX, qui créait des commissaires-priseurs dans le département de la Seine, pouvait dire : « En établissant les commissaires-priseurs, vous faites disparaître une immense quantité d'abus, vous supprimez ces scandaleux encans ouverts par la mauvaise foi, où les objets volés trouvent un recélé facile, où l'on n'expose que des marchandises inférieures ou détériorées ; vous déjouez les injustes coalitions des mar-

chands courant habituellement les ventes pour acheter à vil prix et partager ensuite un bénéfice illicite sur les objets vendus ; vous rendez au commerce légitime des marchands en boutique ou en magasin les occasions de vente dont ces encans les privent journellement ; enfin, par les cautionnements, vous garantissez la solvabilité de ces fonctionnaires, dépositaires nécessaires et forcés .»

Ces commissaires vendeurs priseurs de meubles avaient le monopole des prisées de meubles et ventes publiques aux enchères, d'effets mobiliers qui avaient lieu à Paris. Pour les ventes de même nature faites dans le département de la Seine, ils entraient en concurrence avec les officiers qui étaient chargés de ces ventes.

L'arrêté consulaire du 29 germinal an IX créa une chambre syndicale des commissaires-priseurs. Un règlement fut pris le 21 frimaire an X et homologué par le tribunal civil. Il reproduisait les dispositions de l'arrêté du 29 germinal an IX. En outre, il s'occupait des questions d'ordre intérieur et de discipline (1). Cette institution fut étendue à toute la France par l'article 87 de la loi des finances du 28 avril 1816.

Une ordonnance du 26 juin 1816, prise en exécution de cette loi, établissait des commissaires-priseurs dans les villes chefs-lieux d'arrondissement ou qui étaient le siège d'un tribunal de première instance, et dans celles qui, ne

(1) V. Benou, *Code et manuel du commissaire-priseur*, t. II, p. 95, n° 48.

remplissant ni l'une ni l'autre de ces conditions, avaient 5.000 habitants ou plus.

D'après cette disposition, 80 offices devaient être créés à Paris et 486 en province. Mais elle ne fut jamais entièrement exécutée, 118 offices de province n'ont jamais reçu de titulaires, bien plus, un certain nombre d'entre eux ne virent pas leurs titulaires décédés ou destitués remplacés. D'ailleurs, le Conseil d'Etat, par un avis du 18 août 1818, a mis en doute l'utilité des commissaires-priseurs partout ailleurs que dans les grandes villes, ces fonctions étant aussi bien remplies par les notaires, huissiers et greffiers.

Actuellement, à Paris seulement, les commissaires-priseurs sont au complet, leurs 80 offices étant pourvus de titulaires. En province, ils sont au nombre de 299 seulement.

II. — Nomination des commissaires-priseurs.

Conformément à l'article 9 de la loi du 27 ventôse an IX et à l'article 90 de l'ordonnance du 26 juin 1816, le candidat aux fonctions de commissaire-priseur est nommé par décret du Président de la République rendu sur la proposition du garde des sceaux.

III. — Conditions qu'il faut remplir pour être nommé commissaire-priseur.

Pour obtenir cette nomination, le candidat doit présenter certaines garanties de science, d'expérience et d'hono-

rabilité. Il doit aussi satisfaire à certaines conditions d'âge et de capacité civile et politique.

*1^o Conditions d'âge, de capacité civile et politique
et d'honorabilité.*

L'article 10 de l'ordonnance du 26 juin 1816 exige des candidats l'âge de 25 ans, sauf dispense du chef de l'Etat qui, en fait, n'est jamais accordée ; ils doivent aussi être Français et jouir de leurs droits civils, civiques et politiques.

Depuis la loi du 15 juillet 1889, dont l'article 7 porte que nul ne pourra exercer des fonctions publiques s'il n'a pas satisfait aux obligations portées par elle, le candidat doit en outre être libéré du service militaire actif ou établir qu'il en a été exempté par un conseil de révision.

La capacité et la moralité du candidat sont, à Paris attestées par un certificat de la chambre de discipline. Cela n'existe pas en province, où les commissaires sont, en général, trop peu nombreux pour qu'il puisse y avoir une chambre de discipline.

2^o Conditions de science et d'expérience.

Les textes étant muets sur cette question, il n'est pas besoin, en droit, d'avoir accompli un stage pour exercer ces fonctions. Mais en fait, la Chancellerie ne présente à la nomination du chef de l'Etat que des candidats pouvant prouver qu'ils ont les connaissances nécessaires pour l'exercice de cette profession. En pratique, le candidat doit avoir travaillé pendant deux ans au moins dans une étude de

notaire, d'avoué ou d'huissier ou pendant trois ans au greffe d'une Cour d'appel ou d'un tribunal de première instance (1). Lorsque ce stage est insuffisant et que le candidat est cependant capable d'exercer cette profession, on peut, en vertu d'une décision du ministre de la justice du 29 mai 1849, passer outre à cette règle d'usage. Le procureur de la République fait alors passer au candidat un examen qui lui permet de s'assurer de ses connaissances.

D'après un arrêté pris par la chambre des commissaires-priseurs, le 20 août 1836, les candidats doivent, à Paris, du jour où ils ont été admis par la chambre de discipline au jour où ils sont nommés par le chef de l'Etat, travailler, soit chez le commissaire-priseur qui démissionne en leur faveur, soit chez un des membres de la chambre ; pendant tout ce temps, ils doivent assister deux fois par semaine aux ventes qui sont confiées aux soins de la chambre. De plus, d'après les règlements de la chambre de discipline, les candidats doivent justifier d'un stage, soit comme premier clerc d'une étude d'avoué à Paris, soit comme troisième clerc d'une étude de notaire à Paris, soit comme premier clerc d'une étude de notaire en province. On est moins exigeant à ce point de vue pour ceux qui sont pourvus d'un diplôme de capacitaire, de licencié ou de docteur en droit.

(1) Décisions du ministre de la justice des 23 juin 1823, 20 août 1827, 24 octobre 1827, 2 septembre 1842.

*3° Présentation par le titulaire d'une charge
et avis favorable du tribunal.*

Comme les autres officiers ministériels, les commissaires-priseurs doivent être présentés à la nomination du chef de l'Etat par le titulaire d'un de ces offices sortant de charge. En cas de décès du titulaire, ce sont ses héritiers et ayants cause qui ont ce droit de présentation, droit qui est perdu par l'officier révoqué.

Le candidat doit en outre obtenir l'agrément du tribunal du lieu où il doit exercer ses fonctions. Il doit joindre aux pièces qu'il adresse à la Chancellerie une expédition de la délibération par laquelle le tribunal fait droit à sa demande (1).

4° Versement d'un cautionnement et prestation de serment.

Comme tout officier ministériel, le nouveau commissaire-priseur doit, aux termes de l'article 10 de la loi du 27 ventôse an IX et de l'article 96 de la loi du 28 avril 1816, avant de pouvoir exercer ses fonctions, verser un cautionnement. Ce cautionnement est d'abord affecté à assurer le paiement des condamnations qui pourraient être portées contre lui pour faits de charge, puis au remboursement des avances faites pour constituer ce cautionnement, et enfin au paiement des diverses autres créances.

Avant de pouvoir exercer, le commissaire-priseur doit

(1) Décisions du ministre de la justice du 4 avril 1834, du 11 mai 1832, du 24 avril 1853.

aussi prêter le serment professionnel. Aux termes de l'article 96 de la loi du 28 avril 1816, ce serment ne peut être prêté que lorsque le commissaire-priseur peut justifier du versement de son cautionnement ; c'est le tribunal de première instance du ressort dans lequel le commissaire-priseur doit exercer qui le reçoit.

IV. — Incompatibilités.

Cette profession est incompatible avec celles de marchand de meubles, de marchands fripiers, de tapissiers (1); avec celles d'agents d'affaires et de notaires (2). Un commissaire-priseur ne saurait également, malgré l'avis de certains auteurs (3), exercer la profession de courtier en marchandises. En effet, les courtiers en marchandises sont des commerçants, et un commissaire-priseur ne doit pas se livrer au commerce.

On doit estimer aussi que cette profession est incompatible avec toutes les fonctions de l'ordre judiciaire ou administratif comportant des appointements et qui mettent ceux qui les exercent dans un rapport de subordination envers quelqu'un. Sauf à Paris, on peut cumuler les fonctions de commissaire-priseur et celles d'huissier, de greffier de justice de paix ou de tribunal de simple police (4).

(1) Ordonnance du 26 juin 1816.

(2) Ordonnance du 31 juillet 1822.

(3) V. Constant, *Code manuel des commissaires-priseurs*, t. I, n° 37.

(4) Ordonnance du 26 juin 1816, art. 11.

V. — Attributions et droits des commissaires priseurs.

Les commissaires-priseurs font exclusivement toutes les prises de meubles et les ventes publiques aux enchères dans le chef-lieu de l'arrondissement dans lequel ils résident. Ces attributions, les mêmes pour les commissaires-priseurs de Paris et pour ceux des départements, leur sont conférées par l'ordonnance du 26 juin 1816 qui, pour protéger le monopole qu'elle leur donne, punit d'amende tout particulier ou officier public qui s'immiscerait indûment dans ces fonctions.

Ce droit exclusif des commissaires-priseurs ne s'exerce qu'au chef-lieu de leur résidence, mais, aux termes de l'article 1^{er} de l'ordonnance du 26 juin 1816, les justices de paix des faubourg et celles désignées sous le nom d'extramuros doivent être considérées comme faisant partie des villes dont elles dépendent.

Dans le département de la Seine, les commissaires-priseurs de Paris ont, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 27 ventôse an IX et de l'article 2 de l'ordonnance du 26 juin 1816, le droit d'entrer en concours pour les actes de leur ministère avec les notaires, les greffiers de la justice de paix et les huissiers. Les commissaires-priseurs des chefs-lieux d'arrondissement peuvent également, en vertu de l'article 3 de l'ordonnance de 1816, concurrencer ces officiers dans les autres lieux de l'arrondissement.

1^o *Ventes.*

Sur le point de savoir quelle étendue il fallait donner au mot « meubles » employé par la loi de l'an IX et par l'ordonnance de 1816, une controverse s'est élevée : faut-il comprendre dans l'expression meubles, les meubles incorporels, par exemple les fonds de commerce ? Certains auteurs estiment qu'il faut distinguer si, dans la vente, la part la plus importante des biens vendus est constituée par des biens incorporels ou par de véritables meubles. Dans le premier cas, le commissaire-priseur serait incompétent pour procéder à cette vente, qui, dans le second cas, relèverait de son ministère (1). D'autres auteurs estiment, au contraire, qu'il n'y a aucune distinction à faire, et que si la vente comprend des biens incorporels, elle est du ministère des notaires, quand bien même elle comporterait de véritables meubles ; c'est dans ce sens que la jurisprudence s'est fixée (2).

La loi du 5 juin 1851 a décidé que « les ventes publiques volontaires, soit à terme, soit au comptant, de fruits et de récoltes pendant par racines, et des coupes de bois taillis, seront faites en concurrence et au choix des parties, par les notaires, commissaires-priseurs, huissiers et greffiers de justice de paix, même dans le lieu de la résidence des commissaires-priseurs ». Cette loi, on le voit, ne s'occupe

(1) V. Benou, liv. I, p. 179.

(2) Villepin, *Commentaire sur les ventes de marchandises neuves*, n^{os} 111 et suiv. Cass., 23 mars 1836 (S. 36.1.161) ; Paris, 15 juin 1833 (S. 33.2.339).

que des ventes volontaires, la question est controversée en ce qui concerne les ventes judiciaires et la jurisprudence est hésitante.

Aux commissaires-priseurs échappent certaines ventes qui sont confiées à d'autres officiers publics tels que les courtiers en marchandises et les courtiers conducteurs de navires dont on a vu les attributions.

Les articles 2 et 3 de la loi du 25 juin 1841, donnent aux commissaires-priseurs compétence exclusive pour la vente judiciaire ou forcée des marchandises neuves. Les commissaires-priseurs sont de véritables agents d'exécution, leur ministère s'exerce surtout dans les cas où la vente est prescrite par la loi ou autorisée par le tribunal, tandis que les courtiers exerçant leurs fonctions en vue de la spéculation, ne peuvent vendre que des marchandises neuves et en gros.

En résumé, le privilège exclusif des commissaires-priseurs porte sur les ventes forcées de marchandises neuves, sur les ventes volontaires au détail de marchandises neuves ; ils exerceront leur profession en concurrence avec les courtiers pour la vente volontaire en gros des marchandises neuves non portées au tableau annexé au décret de 1863 et ne pourront procéder aux ventes volontaires en gros des marchandises neuves portées à ce tableau.

Les ventes à la suite de faillite, lorsqu'elles portent sur le mobilier, sont, aux termes de l'article 4 de la loi du 25 juin 1841, de la compétence exclusive des commissaires-priseurs lorsqu'elles ont lieu dans les lieux où ils résident ;

en leur absence, ce sont les notaires, huissiers ou greffiers qui y procèdent.

Lorsqu'il s'agit de marchandises, le syndic de la faillite doit, conformément à l'article 496 du Code de commerce, s'adresser à un officier public choisi par lui dans la classe d'officiers publics déterminée par le juge-commissaire. Mais par là il ne faut pas entendre que le juge-commissaire pourra désigner l'officier qu'il voudra, il n'aura cette faculté que lorsque, dans le lieu où on doit procéder à la vente, il n'y a pas de commissaire-priseur, c'est du moins ce que la jurisprudence a logiquement décidé (1).

La vente du mobilier de l'Etat échappe aux commissaires-priseurs, en effet, l'article 2 de la loi du 2 nivôse an IV permet au gouvernement de procéder à la vente de ce mobilier de la manière qu'il juge la plus avantageuse et la plus commode.

Pour les ventes d'objets provenant des Monts-de-Piété, le principe de la libre concurrence entre les commissaires-priseurs n'existe plus, quelques-uns d'entre eux en étant seuls chargés (2).

2° *Prisées.*

La prisee, qui est l'estimation de la valeur d'un objet, appartient exclusivement aux commissaires-priseurs dans les villes où il en est institué ; ils peuvent, dans le reste du

(1) Caen, 26 août 1843 (S. 44.2.157) ; Cass, 5 janvier 1846 (S. 46.1.144)

(2) V. décret du 8 thermidor an XIII, ordonnance du 26 juin 1816, décret du 23 mars 1852.

département, y procéder concurremment avec les notaires, les huissiers et les greffiers. Mais ce privilège ne porte que sur les prisées faites dans un acte authentique (1) ou ordonnées par la loi.

A ce principe il y a quelques dérogations qui tiennent de la loi elle-même. C'est ainsi qu'au cas où les pères et mères qui ont la jouissance des biens de leurs enfants mineurs, préfèrent, au lieu de vendre les meubles pour en remettre plus tard le prix, les garder pour les remettre en nature aux enfants lorsqu'il en sera temps, ils doivent en faire faire une expertise pour laquelle ils ne sont pas obligés d'avoir recours au ministère d'un commissaire-priseur ; cette hypothèse est prévue et réglée par l'article 453 du Code civil. Cependant, certains auteurs soutiennent que, même dans ce cas, les commissaires-priseurs ont seuls compétence pour estimer la valeur de ces meubles dans les lieux de leur résidence (2). Leur échappe de même, aux termes de l'article 480 du Code de commerce, en cas de faillite, l'inventaire des objets mobiliers de la faillite, inventaire qui est fait par le syndic lui-même.

VI. — Obligations des commissaires-priseurs.

Le ministère des commissaires-priseurs, étant en certains cas obligatoire pour les parties, ces officiers ne peuvent refuser de l'exercer lorsqu'ils en sont requis.

(1) V. Benou, t. I, p. 300.

(2) V. Constant, *Code manuel des commissaires-priseurs*, t. I, p. 407 et suiv., 147 et suiv.

Ils doivent se montrer désintéressés dans l'exercice de leurs fonctions. Ainsi ils ne pourraient acquérir, directement ni indirectement aucun des objets vendus par leur ministère. Pour les mettre à l'abri de toute tentation, l'ordonnance du 26 juin 1816 leur interdit, sous peine de destitution, d'être marchands de meubles, fripiers ou associés à une personne exerçant une profession analogue.

Leur solvabilité et leur crédit ne devant être exposés à aucune cause de diminution, ils ne sauraient être commerçants, car être commerçants, c'est s'exposer à la faillite.

Lorsqu'ils procèdent à une vente, ils répondent des sommes qui en proviennent ainsi que de celles qui leur sont remises à titre de dépôt ; par suite, ils ne peuvent accepter un paiement à terme que sous leur responsabilité à moins d'avoir été autorisés à vendre à crédit par les parties intéressées (1).

En vertu de la règle que les officiers ministériels qui ont instrumenté doivent acquitter les droits des actes qui sont à enregistrer, les commissaires-priseurs sont responsables des droits d'enregistrement auxquels sont soumis leurs procès-verbaux ; il en est de même des impositions dues pour les objets vendus par les propriétaires de ces objets, mais au cas seulement où ils ont été prévenus par l'administration des contributions que des impositions non payées sont dues sur ces objets (2).

(1) V. Ruben de Couder, *Dictionnaire de droit commercial industriel et maritime*, t. II, V^o Commissaire-priseur, n^o 40.

(2) Loi de 1808, art. 2.

S'il y a opposition sur les sommes provenant de la vente, les commissaires-priseurs sont tenus, comme tous les officiers publics, de déposer ces sommes à la Caisse des dépôts et consignations (1).

Lorsqu'une vente a lieu par leur ministère, ils en dressent un procès-verbal qu'ils doivent conserver et représenter lorsqu'on le leur demande (2), car, en cas de besoin, c'est par les expéditions de ces procès-verbaux que les intéressés font la preuve de ces ventes.

L'ordonnance du 26 juin 1816, par son article 13, la loi du 16 juin 1824, par son article 2, obligent les commissaires-priseurs à tenir un répertoire où ils inscrivent jour par jour leurs actes et procès-verbaux. Ce répertoire doit être établi sur papier timbré, visé au commencement, coté et paraphé à chaque page par le président du tribunal civil de l'arrondissement. Les préposés de l'enregistrement peuvent se le faire communiquer à toute réquisition. Aux termes de l'ordonnance de 1816, une expédition doit en être déposée tous les ans avant le 1^{er} mars au greffe du tribunal, chaque mois de retard dans l'accomplissement de cette formalité étant puni d'une amende de dix francs.

VII. — Honoraires.

Les honoraires des commissaires-priseurs sont soumis à un tarif.

(1) Ordonnance du 3 juillet 1816, art. 2 et 7.

(2) Art. 41 du tarif du 16 février 1807 ; Circ. min. just., 8 février 1830. V. Benou, t. I. p. 40.

C'est la loi du 18 juin 1843 qui règle aujourd'hui le tarif des commissaires-priseurs de Paris et des départements. Il est obligatoire, et l'article 625 du Code de procédure civile dispose que les commissaires-priseurs ne peuvent recevoir des adjudicataires aucune somme au-dessus du montant du prix fixé par l'enchère sous peine d'être considérés comme concussionnaires.

Avant cette loi, les commissaires-priseurs étaient soumis à une taxation insuffisante, aussi n'était-elle pas appliquée et les tribunaux fermaient les yeux sur les violations que l'usage lui faisait apporter. Pour remédier à cet état de choses, sur un rapport de M. Dugabé, un projet de loi sur les commissaires-priseurs fut déposé en 1817 par le gouvernement. Ce projet ayant été rejeté, une nouvelle proposition fut faite dans la session suivante, mais n'eut aucune suite.

Un nouveau projet fut déposé par le gouvernement en 1840. Ce projet qui réglait en même temps les ventes publiques de meubles et les honoraires des commissaires-priseurs fut retiré le 24 février 1841. Enfin, un dernier projet présenté le 23 février 1842 eut plus de chance. Il réglait uniquement le tarif des commissaires-priseurs, fut adopté et devint la loi du 18 juin 1843.

Ce tarif établit un double mode de rémunération des commissaires-priseurs : par vacation pour les prisées de meubles et certains actes accessoires, par un tant pour cent sur le produit des ventes. Les vacations varient suivant la résidence, le tant pour cent est le même pour toute la

France. Sous peine de suspension et même de destitution, les commissaires-priseurs ne peuvent prendre des honoraires supérieurs ou inférieurs à ceux qui leur sont accordés par cette loi.

Par un fâcheux oubli, ce tarif n'est applicable qu'aux commissaires-priseurs. Les autres officiers avec lesquels ils peuvent entrer en concurrence n'y étant pas soumis, cette concurrence devient ainsi impossible. Toutefois, ces officiers, eux aussi, ne pourront réclamer une commission supérieure à celle prévue par ce tarif qui établit les honoraires maxima qui peuvent être perçus.

Ce tarif ne porte aucune mention abolissant le tarif spécial établi par le décret du 8 thermidor an XIII pour les commissaires-priseurs des monts-de-piété : c'est donc ce tarif spécial qui continue à leur être applicable. Hors ce cas, les commissaires-priseurs ne peuvent faire aucune modification au tarif de 1843, ne consentir aucun abonnement, si ce n'est avec l'Etat et les établissements publics.

ORGANISATION DE LA CORPORATION.

VIII. — Bourse commune.

Entre tous les commissaires-priseurs d'une même résidence, il existe une bourse commune. Cette bourse qui a été fondée par l'article 10 de l'arrêté du 28 germinal an IX, a été maintenue par toutes les lois, arrêts et ordonnances s'occupant de cette matière (1).

(1) Règlement du 21 frimaire an X, titre 8 ; ordonnances du 18 février 1815, art. 1^{er}, du 26 juillet 1816, art. 4 ; loi du 18 juin 1843, art. 5.

La bourse commune est alimentée par le produit des déclarations des ventes, par le montant des amendes, par une quote-part des droits perçus par ces officiers sur les ventes, quote-part qui est déterminée par l'ordonnance du 18 février 1815 et par l'article 5 de la loi du 18 juin 1843. L'article 7 de cette dernière loi en affecte les fonds à garantir principalement le paiement des sommes provenant des ventes effectuées par les commissaires-priseurs. Comme tels, ces fonds sont saisissables, et l'article 8 prescrit, renouvelant les dispositions du règlement de l'an X, que leur répartition se fera par portions égales tous les deux mois.

IX. — **Chambre de discipline.**

Les commissaires-priseurs de Paris sont les seuls qui aient une chambre de discipline. Cette chambre a été établie en vertu d'un arrêté du 29 germinal an IX, qui déclare applicable aux commissaires-priseurs l'arrêté du 13 frimaire an IX sur les avoués. Un règlement d'ordre intérieur, homologué par le tribunal civil le 21 frimaire an X, règle son fonctionnement.

La loi du 18 juin 1843, par son article 9, prévoit la création de chambres de discipline dans les départements, par décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique. Bien qu'il ait été question de créer des chambres à Lyon, Marseille, Bordeaux, Rouen, il n'en a rien été fait, le petit nombre de ces officiers rendant, semble-t-il, sans grand intérêt la création de chambres dans ces villes.

1^o Composition.

La chambre de discipline de Paris est composée d'un président, d'un syndic, d'un rapporteur, d'un trésorier et de dix autres membres, tous nommés par l'assemblée générale des membres de la corporation. Le président est chargé de l'ordre, de diriger les discussions et de faire les convocations aux réunions de la chambre. Sa voix, en cas de partage des suffrages, est prépondérante. Le syndic a, comme le président, le droit de convocation, il exerce les poursuites contre les commissaires-priseurs qui se seraient rendus coupables d'actes contraires aux règles de la profession. Avant toute délibération de la chambre, il doit être entendu, et c'est lui qui est chargé de faire exécuter ses décisions. Comme son nom l'indique, le rapporteur a mission de faire un rapport lorsque des plaintes sont portées contre un commissaire-priseur. Pour cela, il doit recueillir tous les renseignements utiles à éclairer sa religion et celle de ses collègues membres de la chambre. Le secrétaire rédige les procès-verbaux des délibérations, il est conservateur des archives dont il délivre les expéditions qui lui sont demandées. Le trésorier administre la bourse commune, encaisse les recettes et règle les dépenses. Tous les ans, l'assemblée générale des commissaires-priseurs procède au renouvellement de la chambre qui se fait par tiers.

2^o Attributions.

Cette chambre a des attributions qui sont calquées sur celles des chambres d'avoués. Son pouvoir de surveillance

s'étend, aux termes de l'article 9 de l'arrêté du 29 germinal an IX, sur les ventes publiques. Chacun de ses membres peut s'y transporter, vérifier les procès-verbaux et les parapher.

Tout avis émis par la chambre doit être homologué par le tribunal civil, sauf lorsqu'il s'agit de décisions portant sur des questions de discipline intérieure.

Les peines disciplinaires dont la chambre dispose pour faire régner la discipline parmi les membres de la corporation et pour les contraindre au respect des obligations qui leur sont imposées, sont : le rappel à l'ordre, la censure simple par la décision même, la censure avec réprimande par le président au commissaire-priseur en personne devant la chambre assemblée, enfin l'interdiction de l'entrée de la chambre.

X. — Action disciplinaire des tribunaux.

Les commissaires-priseurs ne sont pas placés seulement sous l'autorité disciplinaire de la chambre, ils sont aussi soumis à celle du procureur général du ressort dans lequel ils exercent. En effet, l'article 45 de la loi du 23 avril 1810 déclare que le procureur général a, sur tous les officiers ministériels de son ressort, un droit de surveillance ; ce droit est particulièrement confié, dans chaque arrondissement, au procureur de la République. Celui-ci peut mander auprès de lui tout commissaire-priseur en faute, lui faire des observations, et si la chambre syndicale est

inactive, le poursuivre disciplinairement devant le tribunal civil de sa résidence (1).

Conformément à l'article 103 du décret du 30 mars 1808, le tribunal devait juger en assemblée générale et à huis-clos. Ces deux formalités n'étaient plus nécessaires lorsqu'il s'agissait des fautes découvertes ou commises à l'audience, le tribunal jugeait alors à l'audience même. Dans ce dernier cas seulement, l'officier condamné pouvait faire appel, tandis que s'il s'agissait de faits qui ne s'étaient pas passés ou qui n'avaient pas été découverts à l'audience, la décision était soumise au garde des sceaux qui, statuant souverainement, avait la faculté de prononcer, soit la relaxe de l'officier ministériel incriminé, soit la peine que les circonstances lui paraissaient comporter, sans être lié par la décision des premiers juges.

La loi du 10 mars 1898 a profondément modifié cet état de choses (2) : pour les fautes commises à l'audience, la compétence est maintenue au tribunal devant lequel les faits se sont passés, mis ainsi à la place du tribunal civil de la résidence du commissaire-priseur, mais les infractions qui y sont simplement découvertes rentrent dans la compétence du tribunal de la résidence de l'officier coupable. Le pouvoir disciplinaire du garde des sceaux disparaît, il passe, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 10 mars 1898, au tribunal civil, tribunal qui est compé-

(1) V. Morin, *De la discipline des Cours et tribunaux*, 3^e édit., t. I, p. 253, n^o 321.

(2) V. Circulaire du garde des sceaux du 11 mars 1898.

tent pour prononcer toutes suspensions, destitutions, condamnations d'amende ou de dommages-intérêts. Ces jugements deviennent sujets à appel et exécutoires par provision, excepté quant aux condamnations pécuniaires.

La suspension ne peut être prononcée par la chambre de discipline, qui ne peut que donner son avis sur son opportunité. Elle est infligée par le tribunal civil et ne peut excéder six mois.

CHAPITRE II

OFFICIERS MINISTÉRIELS ASSISTANT LES PLAIDEURS ET AIDANT L'ÉTAT DANS SA CHARGE DE RENDRE LA JUSTICE.

I. — LES AVOUÉS

Pour que la justice puisse être exactement rendue, il faut que les parties en litige, venues devant les magistrats désignés pour donner une solution au différend qui les partage, aient pu faire valoir les arguments en faveur de leur cause. Dans ce but, le législateur a entouré l'action devant les tribunaux d'une série de formalités. Grâce à elles, lorsque le magistrat rendra sa sentence, il sera assuré que la partie contre laquelle une décision de justice est demandée a été invitée à venir produire ses moyens de défense. Il sera aussi assuré que, tous les arguments ayant pu être produits de part et d'autre, son jugement ne lui sera pas arraché par surprise. Si une des parties ne se présente pas, on sera en droit de penser que c'est, sans doute, qu'elle n'a rien à opposer à la demande de son adversaire. Si elle est condamnée, ce ne sera pas à son insu. Ces formalités permettent aussi d'examiner à nouveau une décision de justice prétendue mal rendue. Leur ensemble constitue ce qu'on appelle la procédure.

Cette procédure est une science complexe et délicate

dans laquelle le plaideur s'égarerait s'il n'avait pas la précaution de se faire assister d'un guide qui est l'avoué. Ce guide n'est pas facultatif, il est obligatoire. En règle générale, une partie ne peut se présenter en justice sans l'assistance d'un avoué : en effet, l'avoué n'est pas institué dans l'intérêt du justiciable seul, il l'est également dans celui de la justice elle-même. L'avoué a une instruction juridique qui lui permet de trouver les arguments valables en faveur de la thèse qu'il soutient, sa connaissance de la procédure lui permet de s'entourer des garanties que la loi offre aux plaideurs. L'affaire, présentée par lui, sera débarrassée de toute argumentation inutile à éclairer le tribunal, le point sur lequel porte la contestation sera nettement déterminé. La sentence ne sera pas retardée par l'inexpérience et les fautes des parties, elle se référera exactement au sujet du procès sans erreur ni omission. Le tribunal y gagnera du temps, car il n'aura pas à examiner des arguments sans valeur et à y répondre, il n'aura pas à ramener constamment les plaideurs à l'observation des règles de la procédure (1).

(1) M. Garsonnet disait au paragraphe 92 de son *Traité théorique et pratique de procédure* : « Deux raisons pratiques puisées dans l'intérêt des parties et dans l'intérêt supérieur d'une bonne justice, justifient le caractère obligatoire du mandat judiciaire. La première c'est qu'il importe à la dignité de la justice et à la sécurité de la société que les jugements soient bien rendus, et qu'un plaideur ne perde pas un procès qu'il aurait gagné si, au lieu d'assumer la responsabilité de le conduire, il l'eût confié à un homme instruit, expérimenté et plus capable que lui de lutter contre la partie adverse. La seconde, c'est que la signification des actes de procédure et la communication des pièces se feront plus rapidement, plus sûrement et à moins de frais

I. — Historique.

Loin d'avoir toujours été obligatoire, le ministère de l'avoué a été pendant longtemps prohibé. Ainsi, sous l'ancien droit romain, il n'était pas permis d'agir en justice pour autrui. A cette règle, il n'y avait que quelques exceptions obligatoires, par exemple lorsque c'étaient la liberté, le peuple ou des incapables qui étaient engagés dans l'action judiciaire ou lorsqu'il s'agissait d'exercer l'action *furti* au nom de ceux qui étaient, soit prisonniers de guerre, soit absents pour le service de l'Etat ou au nom d'incapables dont les tuteurs étaient prisonniers de guerre ou absents pour le service de l'Etat.

Cela tenait à ce qu'il n'y avait pas alors de procédure à proprement parler. Mais lorsque la procédure apparut, il devint plus difficile d'ester en justice. En même temps, la société devenant mieux organisée, les activités individuelles se conformant à une loi naturelle, tendirent à se spécialiser, à n'agir que dans le sens où cette activité utiliserait le mieux ses forces. Cette tendance devait amener des citoyens à employer leur temps et leur savoir à représenter en justice leurs contemporains, et alors, sous l'influence de ces deux causes agissant simultanément, on vit apparaître les premiers avoués. A l'époque du système formulaire, on trouve des procuratores ou cognitores, autorisés à remplacer dans les actions en justice le plaideur, souvent trop ignorant des formules à prononcer.

entre deux avoués domiciliés au siège du tribunal compétent qu'entre parties qui n'y résident peut-être pas. »

Ces deux fonctions, quelque peu différentes au début, se confondirent au profit de celle « de procurator », et sous Justinien, on ne trouve plus que le « procurator presentis ». Par un étrange revirement, à ce moment il est interdit aux illustres et aux personnes d'un rang élevé de se présenter en justice elles-mêmes, elles sont dans l'obligation de se faire représenter.

La France naissante devait suivre la même évolution que Rome. Au début, en vertu de la maxime : « nul, sauf le Roi, ne plaide par procureur » il était interdit de se faire représenter en justice. Mais petit à petit, la procédure commença à s'organiser. Ceux qui l'ignoraient étaient gênés pour faire valoir leurs droits, le besoin de gens experts en cette matière se fit sentir et on en vint à admettre la représentation des plaideurs en justice. Cette représentation ne fut longtemps qu'une exception et pour pouvoir représenter quelqu'un en justice, il fallait avoir obtenu des lettres de grâce à plaider. Le demandeur seul était soumis à cette obligation dont le défendeur était dispensé.

C'était une règle gênante, il fallait une lettre de grâce pour chaque instance. On y remédia en accordant à des praticiens expérimentés des lettres de grâce valables pour toutes les affaires dans lesquelles ils représenteraient une même personne (1), puis on put obtenir des lettres de grâce annuelles qu'il suffisait de faire renouveler. La représen-

(1) V. Garsonnet, *Traité théorique et pratique de procédure*, t. I, p. 92.

tation des plaideurs en justice commençait à devenir une profession.

Cependant, malgré la libéralité avec laquelle elles étaient accordées, les Etats Généraux de Tours demandèrent en 1484, le 15 janvier, que la représentation des plaideurs pût avoir lieu désormais sans lettre de grâce. Le roi fit un accueil favorable à cette demande (1). Cependant la représentation du demandeur ne fut pas tout de suite absolument libre, et ce n'est qu'en 1518, par un édit de François I^{er} confirmant celui de 1484, que le demandeur put librement se faire représenter en justice.

Le mouvement qui, au temps des guerres d'Italie, fit transformer les différentes charges de justice en offices et les rendit vénales par suite du besoin d'argent de la couronne, s'exerça aussi au détriment ou au profit des représentants des plaideurs en justice, on les appelait alors procureurs, et Louis XII, François I^{er} et François II érigèrent leurs fonctions en offices (2).

Les procureurs étaient alors organisés en communautés, leur nombre n'était pas limité, ils n'exerçaient pas leurs fonctions devant les juridictions seigneuriales. Ces communautés n'avaient pas une organisation uniforme, elles avaient pourtant un pouvoir de discipline sur leurs membres et sur leurs clercs (3) et pouvaient faire des règlements

(1) V. Isambert, Jourdain et Decrusy, *Anciennes lois françaises*, t. II, p. 60 et 94.

(2) V. Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure*, 1885, V^o *Avoué*, n^o 6.

(3) V. Jousse, *Administration de la justice*, t. II, p. 518.

de discipline qui, ainsi que nous l'apprend un arrêt du 14 août 1724, n'étaient obligatoires pour les membres de la communauté qu'après avoir été homologués.

La tourmente révolutionnaire, qui devait emporter tout ce qui rappelait l'ancien régime, supprima les offices des procureurs. A leur place, elle établit les avoués dont le ministère était facultatif pour les plaideurs (1). L'Assemblée nationale se réservait d'établir dans la suite quelles conditions il faudrait remplir pour exercer ces fonctions. En attendant, elles étaient remplies par les « ci-devant juges des cours supérieures et sièges royaux, avocats et procureurs du roi, leurs substituts, les juges et procureurs fiscaux gradués avant le 6 août 1789, les ci-devant procureurs aux parlements, cour des aides, conseils suprêmes présidiaux, bailliages et autres titres supprimés et les ci-devant avocats ». Les seules obligations auxquelles ces personnes étaient soumises étaient celles du serment et de la résidence.

Cette organisation fut tout à fait éphémère : la procédure étant supprimée, le décret du 3 brumaire an II abolit cette institution désormais inutile. Les plaideurs purent se faire représenter par de simples fondés de pouvoir dont on n'exigeait d'autre garantie que celles données par un certificat de civisme.

Ces gens sans scrupule et sans instruction juridique firent vite sentir l'inconvénient de laisser ainsi sans con-

(1) Loi du 29 janvier 1791.

trôle cette profession : « Jamais, dit Boncenne, la justice ne fut plus chère, jamais la procédure ne fut plus perfide et plus hideuse que dans cet état de nudité où ils l'avaient mise (1). »

Les différentes juridictions regrettaient l'ancien état de choses et le tribunal de cassation demanda, en l'an V, la création d'un corps d'hommes instruits, capables de lui exposer et de discuter devant lui les divers moyens de droit à faire valoir pour ou contre les jugements attaqués et soumis à sa juridiction. Aussi, la loi du 27 ventôse an VIII qui réorganisait la justice en France, estimant que les besoins exposés par le tribunal de cassation étaient aussi ceux des autres tribunaux, rétablit-elle les avoués.

II. — Nomination des avoués. — Création et suppression d'offices.

Conformément à la loi fondamentale du 27 ventôse an VIII, les avoués sont nommés par décret du Président de la République rendu sur la proposition du ministre de la justice. Ce n'est qu'après un avis favorable donné par le ministère public et par la cour (2) ou le tribunal près desquels le nouvel avoué devra exercer et que sur la preuve qu'aucun lien de parenté n'unit ce futur avoué à un membre de cette cour ou de ce tribunal que le décret de nomination est rendu.

(1) V. Boncenne et Bourbeau, *Traité de la procédure civile*, t. I, introduction, pp. 13 et 14.

(2) Loi du 27 ventôse an VIII, art. 95. — V. Rousseau et Laisney, n° 32.

Conformément à la loi du 27 ventôse an VIII et au décret du 5 juillet 1810, c'est au gouvernement qu'il appartient de fixer le nombre des avoués près les divers cours ou tribunaux. Ce droit confère au gouvernement le pouvoir de créer de nouvelles charges et d'en supprimer.

III. — Conditions qu'il faut remplir pour pouvoir exercer les fonctions d'avoué.

Le candidat aux fonctions d'avoué doit, pour pouvoir être l'objet de la nomination du gouvernement, remplir certaines conditions d'âge, d'honorabilité, de savoir.

1^o Conditions d'âge, de capacité civile et d'honorabilité.

Le candidat avoué doit d'abord être âgé de vingt-cinq ans révolus (1) ; il doit avoir l'exercice de ses droits civils et politiques et, comme conséquence, avoir satisfait aux lois sur le recrutement. Le futur avoué doit en outre établir son honorabilité par différents certificats : c'est ainsi qu'une circulaire du 13 frimaire an IX exige que le candidat produise un certificat de moralité et de capacité qui est décerné par la chambre de discipline. Ce n'est pas la seule justification que le candidat doit donner de sa moralité, puisque, aux termes d'une décision ministérielle du 20 décembre 1827, il doit encore produire un certificat de bonnes vie et mœurs délivré tant par le maire de son domicile que par celui du domicile de son père.

(1) Décret du 6 juillet 1810, art. 115.

2^e Conditions de science et d'expérience.

La nomination aux fonctions d'avoués est soumise à d'autres conditions qui ont pour but d'établir la capacité du candidat à exercer ces fonctions. C'est ainsi qu'on exige de lui un certain stage comme clerc et certains diplômes.

A. — Stage.

Pour être avoué près d'une Cour d'appel, il faut avoir fait un stage de cinq ans chez un avoué (1). Plusieurs instructions ministérielles ont exigé des avoués près les tribunaux de première instance la même durée de stage. Ce stage très long est destiné à donner à ceux qui briguent cette situation, une connaissance assez grande des affaires. Il semble trop long pour ceux qui, étant licenciés en droit, ont déjà une instruction juridique assez complète, aussi diverses circulaires ministérielles permirent-elles de réduire ce stage à trois ans pour les candidats licenciés en droit (2); malgré cela, les chambres des avoués de Paris ont maintenu le stage de cinq ans. Il doit être accompli entièrement chez un avoué et ne saurait être remplacé ou complété par un stage chez un autre officier ministériel. La durée de ce stage a été abaissée à deux ans pour les docteurs en droit par une décision du ministre de la justice du 22 avril 1823.

B. — Diplômes et certificats.

Le candidat avoué a enfin à faire preuve d'une certaine

(1) Décret du 6 juillet 1810, art. 115.

(2) Circulaire ministérielle des 21 décembre 1827, 21 septembre 1833, 10 janvier 1838.

instruction en droit. Cette instruction est constatée par un certificat délivré par les facultés de droit après un examen subi par le candidat (1). Les titres de licenciés ou de bacheliers en droit dispensent de la production de ce certificat. A Paris, les deux chambres d'avoués exigent le le diplôme de licencié de ceux qui veulent faire partie de la corporation.

3° Présentation.

Muni de ces différents certificats, le candidat doit être présenté soit par le titulaire qui a démissionné en sa faveur, soit par ses héritiers ou ayants cause si l'office est devenu vacant par suite du décès du titulaire (2) ; si l'office est devenu vacant par suite de sa destitution, c'est le tribunal près duquel le nouvel avoué devra occuper qui est compétent pour faire cette présentation (3).

La présentation se prouve par la production de l'acte de cession au postulant de l'office par le titulaire ou par ses héritiers ou ayants cause. Sont produites en même temps différentes pièces ayant pour but d'établir que le prix de vente de l'office n'est pas exagéré.

4° Prestation de serment et cautionnement.

Le nouvel avoué ne peut exercer ses fonctions avant d'avoir versé le cautionnement exigé et déterminé par la loi du 28 avril 1816 et prêté serment (4).

(1) Loi du 22 ventôse an XII, art. 26.

(2) L. 28 avril 1816, art. 91.

(3) L. 27 ventôse an VIII, art. 95.

(4) L. 28 avril 1816, art. 96.

IV. — Incompatibilités.

Les fonctions d'avoué sont incompatibles avec les fonctions judiciaires, avec celles d'avocats, de notaires, de greffiers, de receveurs des finances, d'huissiers, de conseillers de préfecture et en général avec tous les emplois administratifs auxquels sont alloués des traitements.

V. — Attributions et droits des avoués.

Les avoués ont le monopole de représenter les plaideurs en justice.

Le droit de représentation comprend le droit de faire tout ce qui est nécessaire à l'instruction du procès, de remplir toutes les formalités ordonnées par la loi pour mettre le juge à même de décider en connaissance parfaite de la cause à laquelle il est appelé à donner une solution ; il comprend aussi le droit de conclure (1), c'est-à-dire le droit de formuler et de remettre au tribunal le résumé des prétentions de la partie pour laquelle occupe l'avoué.

Un avoué peut représenter diverses parties lorsque ces parties n'ont pas d'intérêts contraires, le seul empêchement à représenter des parties distinctes étant l'opposition de leurs intérêts. Lorsque des parties distinctes sont représentées dans le même procès par le même avoué, celui-ci doit établir autant de dossiers qu'il représente de parties ayant un intérêt distinct et les significations qu'on aura

(1) Loi du 27 ventôse an VIII, art. 94 et décret du 19 juillet 1810, art. 1^{er}.

à lui faire devront être faites en autant de copies qu'il y aura de parties.

Généralement obligatoire dans toutes les affaires de première instance et d'appel, le ministère de l'avoué devient quelquefois facultatif, quelquefois même il est prohibé (1). C'est ainsi que ce ministère est prohibé dans les affaires portées devant les tribunaux de commerce et les tribunaux de première instance jugeant commercialement (2). On a voulu pour ces litiges, généralement très simples et dans lesquelles les questions de fait jouent un rôle plus important que les questions de droit, réduire la procédure et les frais au minimum. Dès lors, il n'était plus besoin du ministère des avoués ; bien plus, on pouvait espérer que, sans avoué, les parties se présenteraient elles-mêmes, qu'elles entreraient en rapports et qu'ainsi on pourrait arriver assez souvent à une solution amiable. Aussi, lorsqu'un avoué représentera une partie devant le tribunal de commerce, il perdra sa qualité d'officier ministériel, il ne sera plus qu'un mandataire ordinaire, et comme tel il devra se munir d'un pouvoir spécial.

Devant les tribunaux civils, l'assistance d'un avoué est exceptionnellement interdite lorsqu'il s'agit d'interrogatoire sur faits et articles, auquel la partie interrogée doit répondre toute seule et sans assistance. Il en est de

(1) Devant la Cour de cassation, les fonctions d'avoué sont exercées par un officier spécial, l'avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat qui tient lieu à la fois d'avocat et d'avoué.

(2) C. proc. civ., art. 414 ; C. com., art. 627.

même lorsqu'en matière de divorce et de séparation de corps les époux sont convoqués devant le président, la conciliation que le Président tend à provoquer étant en effet une affaire de pur sentiment dans laquelle les conseils d'un avoué n'ont rien à faire.

Généralement obligatoire, quelquefois prohibé, le ministère des avoués est assez souvent facultatif. En matière civile depuis la nouvelle loi du 12 juillet 1905 sur l'extension de la compétence des juges de paix, il en est ainsi devant cette juridiction. Devant les juges de paix où on peut comparaître, soit en personne, soit par mandataire (1), les avoués pouvaient être choisis par les parties pour les représenter. Mais, avant la loi du 12 juillet 1905, ces officiers ministériels perdaient leur qualité d'avoué, ils n'étaient plus que des mandataires ordinaires, astreints comme tous les fondés de pouvoirs devant les juges de paix, à produire un écrit leur donnant qualité pour représenter la partie qui leur en a donné mandat (2). La loi du 12 juillet 1905, renverse cet état de choses. Elle dispose que les avoués près le tribunal de première instance sont dispensés de présenter une procuration devant les justices de paix du ressort du tribunal où ils exercent leurs fonctions. La loi du 15 juillet 1905 a, par son article 3, étendu cette dispense de procuration de l'avoué aux conseils de prud'hommes. Toujours en matière civile, le ministère de

(1) Art. 9, C. proc. civ.

(2) Cass., 15 décembre 1899. — V. *Réquisitoire du procureur général* (S. 1901, 1^{re} partie, p. 275).

l'avoué peut devenir, soit en raison des matières dont il s'agit, soit en raison de la qualité de la partie, facultatif. Il en est ainsi pour toutes les parties en matière de discipline devant les tribunaux civils et dans les demandes en restitution de pièces produites (1). L'urgence des affaires portées en référé leur rend la même règle applicable (2).

Ce ministère est également facultatif pour les préfets plaissant et représentant l'Etat (3), pour les régies des contributions indirectes, du timbre, des douanes et de l'enregistrement, mais seulement lorsque ces administrations plaident contre leurs contribuables (4).

Dans les affaires portées devant un tribunal civil, en appel d'une décision d'un conseil de prud'hommes, le ministère de l'avoué, aux termes de l'article 3 de la loi du 15 juillet 1905, n'est pas obligatoire.

En matière criminelle, le ministère des avoués est assez souvent facultatif. Le Code d'instruction criminelle ne mentionne pas, dans ses articles 182, 183, 184 et 190, la constitution d'avoué comme forme de citation en police correctionnelle et comme la jurisprudence a étendu ces dispositions à la procédure suivie en simple police et devant la Cour d'assises, la partie civile pourra prendre des conclusions devant ces juridictions sans l'assistance d'un

(1) Art. 107, C. proc. civ.

(2) Cass. 18 août 1818 (S. chr.).

(3) Arrêté du Directoire du 10 thermidor an IV.

(4) Décrets des 27 ventôse an IX, art. 14 ; 4 germinal an II, titre 6, art. 17.

avoué (1). Facultatif également pour le prévenu en ce sens qu'il n'est pas obligé de se faire assister d'un avoué, pour se défendre et même pour demander des dommages-intérêts contre la partie civile, ce ministère est obligatoire lorsqu'il ne veut pas comparaître en personne, dans les cas où cela lui est permis, c'est-à-dire en correctionnelle lorsqu'il ne peut être condamné à une peine d'emprisonnement (2). En simple police le prévenu peut dans tous les cas se faire représenter (3).

Aux termes de l'article 204 du Code d'instruction criminelle, « ce ministère de l'avoué n'est pas obligatoire lorsqu'on fait appel d'un jugement de police correctionnelle au moyen d'une requête remise au greffier et qui doit être « signée de l'appelant ou d'un avoué, ou de tout autre fondé de pouvoir spécial ». La même règle s'applique à l'appel d'un jugement de simple police et au recours en cassation pour les affaires criminelles ou de simple police dont la déclaration peut être faite, soit par la partie elle-même, soit « par l'avoué de la partie condamnée ou par un fondé de pouvoir spécial (4) ».

En plus de ce droit de représenter les avoués ont, dans certains cas, celui de plaider. Ce droit qui leur était conféré très largement par la loi du 22 ventôse an XII a été réduit par l'ordonnance du 27 février 1822 qui est aujourd'hui

(1) Arg. des art. 204 et 362, C. inst. crim. — V. Rousseau et Laisney, n° 356 ; Garsonnet, § 92, p. 365.

(2) Art. 185 et 204, C. inst. crim.

(3) V. Garsonnet, § 92, p. 365.

(4) Art. 417, C. inst. crim.

d'hui en vigueur. Cette ordonnance a limité ce droit de plaider aux cas suivants : les avoués licencié pourront seulement expliquer les demandes incidentes de nature à être jugées sommairement et tous les incidents de procédure ; les avoués qui exercent près un tribunal où le nombre des avocats est insuffisant sont autorisés à plaider concurremment avec eux dans les affaires où ils occupent. Le décret du 15 juillet 1885 dispose que chaque année, dans la seconde quinzaine d'octobre, les Cours d'appel devront arrêter la liste des tribunaux de leurs ressorts devant lesquels les avoués sont ainsi autorisés à plaider.

En matière criminelle, rien n'est venu diminuer leurs prérogatives : c'est ainsi qu'ils ont le droit de plaider les affaires correctionnelles portées devant les tribunaux auxquels ils sont attachés (1), car les ordonnances des 27 février et 20 novembre 1822 ne sont relatives qu'aux plaidoiries en matière civile (2) et un tribunal correctionnel qui refuserait d'autoriser un avoué à plaider pour son client commettrait un excès de pouvoir (3). Toujours en matière criminelle, l'article 113 d'un décret du 6 juillet 1810 établit que les avoués de première instance ont le droit de plaider devant la Cour d'assises dans les lieux où il n'y a pas de Cour d'appel. La Cour de cassation a, par interprétation de ces mots, décidé que lorsque la Cour d'assises se tenait au chef-lieu d'une Cour d'appel, c'étaient

(1) Art. 185 et 293, C. d'instr. crim.

(2) Cass., 12 janvier 1828 (S. chr.).

(3) Cass., 27 janvier 1828 (S. chr.).

alors les avoués près la Cour d'appel qui avaient le droit de plaider devant la Cour d'assises (1).

Un des droits les plus importants qu'ont les avoués est celui de présenter moyennant finance leur successeur à l'agrément du Président de la République. Ce droit passe, si l'avoué meurt en charge, à sa veuve ou à ses héritiers (2).

Ils sont appelés en certains cas à suppléer un magistrat, c'est ainsi qu'en cas de partage dans un tribunal de première instance, ou pour compléter ce tribunal, on doit appeler, à défaut de juges suppléants ou d'avocats, un avoué (3). Un exercice de dix ans rend l'avoué, licencié en droit ou non, capable d'être nommé magistrat (4).

Usurpation.

Pour défendre leur monopole et pour combattre les diverses atteintes qui pourraient lui être portées, les avoués ont à leur disposition diverses actions : d'abord une action en dommages-intérêts, accordée par l'article 3 du décret du 19 juillet 1810, contre l'usurpateur, lorsque de cette usurpation résulte pour eux un préjudice ; ils sont aussi protégés par les articles 258 et 259 du Code pénal qui punissent d'emprisonnement l'immixtion illégale dans une fonction publique et le port d'un costume réservé à une certaine charge ; enfin le décret du 19 juillet 1810 a investi

(1) Cass., 7 mars 1828 (S. chr.).

(2) L. 28 avril 1816, art. 91.

(3) Art. 118, C. proc. civ. et décret 30 mars 1808.

(4) L. 22 ventôse an XII, art. 27.

la compagnie des avoués du droit de poursuivre et de faire condamner pour postulation illicite ceux qui postulent à leur détriment, ceux qui usurpent leurs fonctions. La peine prévue est une amende de deux cents à cinq cents francs, portés en cas de récidive de cinq cents à mille francs. Ce monopole des avoués existe non seulement à l'égard des personnes qui ne portent pas ce titre, mais aussi à l'égard des confrères auprès d'une autre Cour ou tribunal (1), la compétence des avoués étant, en effet, limitée à la juridiction à laquelle ils sont attachés (2).

VI. — Obligations des avoués.

1^o *Obligation de prêter leur ministère.*

Par suite du monopole qu'ils ont et de la nécessité où sont les plaideurs de se faire représenter, les avoués sont soumis à l'obligation de prêter leur ministère toutes les fois qu'ils en sont requis ; ils ne peuvent refuser d'occuper pour qui le leur demande, sauf s'il s'agissait d'une action contraire à l'ordre public ou dirigée contre un de leurs propres parents.

Cependant, si l'avoué est forcé de prêter son ministère à qui le réclame, il n'est pas obligé de le faire gratuitement, sauf lorsqu'il est commis d'office, et il pourra refuser d'occuper pour un client qui ne lui verse aucune provision en prouvant que ce client est insolvable.

(1) V. Rousseau et Laisney, n^o 84 ; Garsonnet, S. 93, p. 367.

(2) V. Rousseau et Laisney, n^o 125.

2° Obligation de résidence.

Les avoués sont tenus d'être domiciliés dans la ville où siège le tribunal ou la Cour auquel ils sont attachés; ils ne peuvent postuler dans deux villes différentes.

3° Obligation de ne faire aucune opération contraire à leur désintéressement.

La société s'est entourée de garanties sur la moralité, sur la capacité et sur l'indépendance des personnes qu'elle charge de représenter les plaideurs en justice et dont elle fait ainsi les auxiliaires des tribunaux. Elle leur confère un monopole non seulement comme compensation des obligations qu'elle leur impose, mais surtout parce qu'elle veut que ces personnes, seules, puissent remplir ce rôle d'auxiliaires de la justice. Il est rationnel qu'après leur nomination la société exige de ces personnes qu'elles ne puissent se départir des qualités de désintéressement qu'elles durent présenter pour être nommées. Aussi voyons-nous le Code civil dans son légitime souci d'empêcher les avoués de sortir de leur caractère de conseiller indépendant du plaideur, leur interdire, par son article 1597, de se rendre acquéreurs de droits litigieux ou de procès de la compétence du tribunal près duquel ils occupent.

Dans le même ordre d'idée, l'article 1031 du Code de procédure civile leur défend de faire des actes frustratoires sous peine d'amende, de dommages-intérêts et même, en certains cas, de suspension.

4^e Obligations ayant pour but la bonne expédition de la justice et la dignité des audiences.

Dans ce but certaines obligations de pure discipline et simplement d'ordre intérieur sont imposées aux avoués par le décret du 30 mars 1808 relatif à la discipline des Cours et tribunaux (1). Dans l'exercice de leurs fonctions, les avoués doivent se montrer fidèles à leur serment, ne défendre que les causes qui leur semblent justes et faire diligence pour que ces causes soient promptement jugées. Ils doivent se montrer déferents envers les membres de la Cour ou du tribunal, s'appliquer à ne commettre ou dire rien qui soit irrévérencieux envers les magistrats et éviter tout ce qui pourrait être injurieux pour les parties ou pour leur défenseur. Cette règle qu'ils doivent observer envers les autres, on doit également l'observer à leur égard, et l'article 91 du Code de procédure civile les protège contre les insultes qu'ils pourraient recevoir dans l'accomplissement de leur mission.

Chaque fois qu'ils sont dans l'exercice de leurs fonctions les avoués doivent porter le costume, semblable à celui des avocats, établi par l'article 6 de l'arrêté du 2 nivôse an XI (2).

5^e Obligation de respecter le secret professionnel.

Les avoués sont aussi tenus de respecter le secret professionnel, c'est-à-dire qu'ils ne doivent pas révéler les

(1) V. décret de 1808, art. 49, 53 et 70.

(2) Art. 105 du décret du 30 mars 1808.

faits qu'on a pu leur confier à raison de leurs fonctions et ceux qu'ils ont pu découvrir par suite de son exercice. En conséquence, ils ne seront pas tenus, s'ils sont interrogés au cours d'une instruction, de déposer sur les faits qui leur ont été confiés dans leur cabinet. Le manquement à cette obligation est prévu par l'article 378 du Code pénal qui punit toute violation du secret de la part des personnes « dépositaires par état ou par profession des secrets qu'on leur confie ». La peine encourue est un emprisonnement de un à six mois et une amende de cent à cinq cents francs. Il suffit qu'il y ait eu révélation pour que l'action publique puisse s'engager ; au contraire, pour l'action civile qui peut être intentée parallèlement à l'action pénale, il faut que la partie qui veut l'intenter ait souffert un préjudice du fait de cette violation de secret.

6^e Obligation de tenir certaine comptabilité.

Dans le but d'assurer au plaideur toutes garanties de la part de ces officiers ministériels et de rendre faciles à solutionner toutes les contestations qui pourraient s'élever entre les avoués et leurs clients, l'article 151 du décret du 16 février 1807 leur impose de tenir un registre, coté et paraphé par le président du tribunal, sur lequel ils inscriront par ordre de date toutes les sommes qu'ils recevront de leurs clients. Ils devront le présenter toutes les fois qu'ils en seront requis ou qu'ils poursuivront contre un client une condamnation à des frais, faute de quoi ils seraient repoussés de leur demande.

Les avoués doivent en outre tenir un autre registre sur lequel doivent être inscrits les causes et les noms des personnes pour lesquels ils ont occupé.

VII. — Honoraires.

Les honoraires des avoués sont soumis à un tarif déterminé par le décret du 16 février 1807. Ils sont établis d'après les actes faits par l'avoué. On reproche à ce système de pousser les avoués à compliquer la procédure et de ne pas donner des honoraires proportionnés à l'importance des affaires. Une tentative qui n'a pas réussi a été faite récemment pour établir ce tarif sur des bases nouvelles : le 4 décembre 1900, M. Monis, ministre de la justice, institua une commission composée de magistrats, d'un avocat, d'un avoué, d'un huissier et de membres du Corps législatif, à l'effet de voir quelles modifications pourraient être apportées au tarif en vigueur. Ses travaux furent terminés le 1^{er} mars 1902 et M. Vallé, ministre de la justice, rendit, le 13 août 1903 un décret mettant en vigueur le nouveau tarif. Les honoraires de l'avoué n'étaient plus déterminés par le nombre d'actes faits par lui, mais par l'importance de l'affaire. Ce tarif qui devait diminuer les frais de procédure ne répondit pas aux espérances qu'on fondait sur lui. Les premiers présidents et les procureurs généraux furent chargés par une circulaire ministérielle du 5 octobre 1903, de faire un rapport sur ses résultats. Le 16 novembre 1903 fut nommée une commission extra-parlementaire pour étudier la question. En constatant que le principe du nou-

veau tarif était excellent, la commission en déclara l'application onéreuse pour les plaideurs. Le nouveau tarif fut suspendu par un décret du 14 juin 1904 et l'ancien tarif régît de nouveau les honoraires des avoués.

Les avoués ne peuvent poursuivre le recouvrement des frais qui leur sont dus qu'après les avoir fait taxer (1). Cette taxe est faite par le président du tribunal ou par le premier président de la Cour où les frais ont été faits, ou, si ces présidents sont empêchés, par un juge désigné à cet effet. En cette matière l'action des avoués se prescrit par deux ans à compter du jour du jugement du procès, de la conciliation des parties ou de la révocation desdits avoués, par cinq ans s'il s'agit de frais dus pour une affaire non terminée (2).

ORGANISATION DE LA CORPORATION.

VIII. — **Assemblées générales.**

Les avoués se réunissent en une assemblée générale qui doit se tenir obligatoirement au mois d'octobre de chaque année pour procéder à l'élection des membres de leur chambre de discipline.

IX. — **Bourse commune.**

Les communautés d'avoués ont généralement une bourse commune.

(1) Loi du 24 décembre 1897, art. 3.

(2) Art. 2273, C. civ.

Cette bourse commune ne doit son existence qu'à la propre volonté des avoués qui ont reconnu la nécessité d'avoir un fonds commun pour faire face aux dépenses de la compagnie. N'étant pas destinée à répartir des honoraires communs, elle n'existe pas dans toutes les communautés. Elle est alimentée par des cotisations volontaires. C'est la chambre qui autorise les dépenses à faire et reçoit les comptes du trésorier.

X. — **Chambre de discipline.**

Les chambres de discipline établies à la tête de chaque communauté d'avoués sont chargées de représenter ces communautés, de défendre leurs intérêts et de faire régner l'ordre et la discipline parmi leurs membres. Elles doivent être les gardiennes fidèles de l'honneur et de la dignité de toute la corporation.

4° Composition.

L'arrêté du 13 frimaire an IX, par son article 4, fixe le nombre des membres dont doivent être composées les chambres d'avoués. Ils sont nommés par tous les avoués d'un même siège qui se réunissent à cet effet en assemblée générale au lieu où siège le tribunal. Le décret du 16 janvier 1893 fixe ces élections du 15 octobre au 1^{er} novembre de chaque année.

La nomination se fait au scrutin secret, par bulletin de liste contenant un nombre de noms qui ne peut excéder celui des membres à nommer et à la majorité absolue.

L'arrêté de l'an IX ne fixait aucune condition d'éligibilité, mais l'ordonnance du 12 août 1832 est venue combler cette lacune d'une façon heureuse.

Les membres de la chambre sont renouvelés tous les deux ans, par tiers ou par portion la plus approximative du tiers, de façon qu'ils ne restent pas plus de trois ans en exercice consécutivement, les membres sortants ne peuvent être réélus qu'après une année d'intervalle (1). Si ces opérations n'ont pas été accomplies régulièrement, si les formes n'en ont pas été observées, l'élection peut être attaquée par les parties intéressées et même par le ministère public en vertu des articles 45 et 46 de la loi du 20 avril 1810. L'appréciation de la régularité de ces élections est de la compétence exclusive du ministre de la justice (2). Il est d'usage que le doyen de la compagnie fasse partie de la chambre et qu'il ne soit soumis ni aux élections ni aux renouvellements.

Les membres de la chambre nomment entre eux, au scrutin secret et à la majorité absolue, leurs président, syndic, rapporteur, secrétaire, trésorier. Ces dignitaires sont élus pour trois ans et peuvent être réélus (3).

Dans la chambre, le président a la police de l'ordre. Il la convoque extraordinairement, quand il le juge à propos ou sur la réquisition motivée de deux autres membres,

(1) Arrêté du 13 frimaire an IX, art. 15.

(2) Décret du ministre de la justice du 13 avril 1870. — V. Rousseau et Laisney, n° 496.

(3) Arrêté du 13 frimaire an IX, art. 16.

il préside aux délibérations et a, en cas de partage, voix prépondérante ; il nomme les remplaçants qui, en cas d'absence ou d'empêchement des officiers titulaires, remplissent leurs fonctions, il répartit les taxes à faire entre tous les membres de la chambre indistinctement et distribue les causes d'office aux divers avoués. Dans tous les cas où le droit d'intervention est reconnu à la chambre des avoués, ce droit peut être exercé par son président. Il signe avec le secrétaire les expéditions des délibérations de la chambre, vise les citations et les lettres de convocation et prononce les censures avec réprimande. C'est lui qui porte la parole au nom de la chambre ou de la communauté.

Le syndic remplit les fonctions du ministère public : il provoque les poursuites contre les avoués en faute et requiert l'application des peines encourues. Entendu avant toute délibération de la chambre qui est tenue de délibérer sur toutes ses réquisitions, il a, comme le président, le droit de la convoquer. C'est lui qui poursuit l'exécution de ses décisions, signe les citations aux avoués prévenus de fautes disciplinaires et agit pour la chambre, dans tous les cas où cela est nécessaire, conformément à ce qui a été délibéré (1).

Le rapporteur a des pouvoirs moins bien définis. L'arrêté de frimaire dit seulement qu'il recueille les renseignements sur les faits dont les avoués peuvent être inculpés

(1) Arrêté du 13 frimaire an XI, art. 5 et 11.

et qu'il en fait un rapport à la chambre (1). C'est lui qui reçoit les plaintes des plaignants et leurs explications, qui examine les pièces produites et vérifie les faits allégués ; c'est lui, enfin, qui exerce avec le plus de succès la mission de conciliation impartie à la chambre. Il n'a pas comme les précédents officiers, le droit de la convoquer.

Lorsque le nombre des membres de la chambre est inférieur à cinq, ou lorsque certains membres sont provisoirement empêchés, certaines fonctions peuvent être cumulées, mais celles de président, de syndic et de rapporteur doivent toujours et dans tous les cas être exercées par trois personnes différentes (2).

Le trésorier est le dépositaire de la bourse commune. Il rend ses comptes à la fin de chaque trimestre à la chambre qui les arrête ainsi que de droit et lui en donne décharge.

Le secrétaire rédige les délibérations, garde les archives et en délivre toutes les expéditions, tous les certificats ou extraits autorisés par la chambre et la loi. Au nombre de ses attributions figure la rédaction du certificat d'insertion au tableau de la chambre des extraits des demandes en séparation de biens (3), des jugements qui les prononcent (4) et des contrats de mariage entre époux dont l'un est commerçant (5).

Le doyen, quoique n'étant pas fonctionnaire de la cham-

(1) Arrêté du 13 frimaire an IX, art. 5 et 3.

(2) Arrêté du 13 frimaire an IX, art. 6.

(3) C. proc. civ., art. 867.

(4) C. proc. civ., art. 872.

(5) C. com., art. 67.

bre, est considéré comme le président d'honneur de la compagnie quand il ne l'est pas de fait ; il fait partie de toutes les délibérations et son nom est placé en tête de toutes les listes de la chambre.

Outre les fonctions spéciales attribuées à quelques-uns, tous les membres de la chambre sont chargés de faire la taxe des frais, de donner un avis sur les affaires intéressant les indigents dont l'examen leur est confié. Lorsqu'il s'agit de procès dans lesquels l'honneur ou la délicatesse d'un membre de la compagnie peut être intéressé, un membre de la chambre assiste au jugement. A Paris, il est d'usage qu'un membre de la chambre assiste le juge des criées et lui donne son avis sur les incidents qui pourraient se produire, et cet usage a d'heureux effets.

2° Attributions.

La chambre représente tous les avoués pour la défense de leurs droits et de leurs intérêts communs. Cela comporte le droit d'ester en justice s'il y a lieu (6) et de gérer la bourse commune.

La chambre a la mission de maintenir la discipline intérieure entre les avoués par l'emploi des voies de conciliation ou par l'application, suivant les cas, des peines portées par l'article 8 de l'arrêté du 13 frimaire an IX. Dans ce but, elle peut intervenir soit entre les avoués, soit entre les avoués et les tiers. Elle est chargée de donner son

(1) Arrêté du 13 frimaire an IX, art. 2, § 7 ; Décret du 14 juin 1873, art. 70, § 8.

avis sur les difficultés de taxe, sur les différends entre avoués qu'elle n'a pu concilier, sur les plaintes et réclamations dirigées contre les membres de la corporation par des tiers. Cet avis peut être donné par un membre de la chambre désigné à cet effet (1). Elle a aussi mission de poursuivre, après les avoir recherchés, les individus qui se livrent illégalement à la postulation (2), de délivrer, s'il y a lieu, les certificats de moralité et de capacité demandés par les personnes qui veulent devenir avoués.

XI. — Action disciplinaire.

Discipline. — Le pouvoir disciplinaire sur les avoués se partage entre les chambres d'avoués et les Cours ou tribunaux (3).

1^o Action de la chambre de discipline.

En matière disciplinaire, les délibérations des chambres d'avoués sont de véritables décisions qu'elles prennent en vertu d'un droit propre, mais qui ne sont pas exclusives des décisions des tribunaux sur les mêmes faits. Ses pouvoirs et ceux des tribunaux sont parallèles, ils ne peuvent s'entraver réciproquement. L'autorité de la chambre est discrétionnaire, sinon en ce qui touche les peines à infliger, du moins en ce qui touche l'appréciation des faits.

Les peines disciplinaires dont elle dispose sont : le rap-

(1) Arrêté du 13 frimaire an IX, art. 2.

(2) Décret du 19 juillet 1810, art. 4 et suiv.

(3) V. Garsonnet, § 400.

pel à l'ordre, la censure simple par la décision même, la censure avec réprimande par le président lui-même à l'avoué en personne dans la chambre assemblée, l'interdiction de l'entrée de la chambre (1), c'est-à-dire interdiction du droit d'être membre de la chambre (2). Cette interdiction ne peut durer plus de six mois, On doit décider ainsi par argumentation du décret du 14 juin 1813 relatif aux huissiers. Si elle n'était pas limité dans sa durée, la mesure prise contre l'avoué pourrait être indéfinie, ce qui est inadmissible (3). En cas de suspension, la chambre ne peut donner que son avis et c'est le tribunal qui la prononce.

L'article 11 de l'arrêté du 13 frimaire, attribue au syndic le droit de déférer à la chambre les faits relatifs à la discipline et l'oblige à les dénoncer d'office, quand il en a connaissance, ou sur la provocation des parties intéressées ou d'un des membres de la chambre. Remplissant les fonctions de ministère public, il ne peut prendre part à la délibération et n'a que voix consultative, à moins que son opinion soit favorable à l'inculpé. Les formes de l'instruction sont déterminées par l'arrêté du 13 frimaire an IX. Les décisions de la chambre en ces matières sont secrètes de leur nature, elles ne doivent pas être publiées surtout comme aggravation de peine (4).

(1) Arrêté du 13 frimaire an IX, art. 8.

(2) V. Rousseau et Laisney, n° 522.

(3) V. Garsonnet, § 100.

(4) Arrêté du 2 thermidor an X, art. 3.

Les délibérations des chambres ne peuvent contenir aucune disposition générale ou réglementaire qui porte atteinte aux droits du ministère public ou du tribunal ; ainsi elles ne pourraient inviter le ministère public à leur communiquer les plaintes qui lui ont été adressées contre des avoués qu'il veut poursuivre. L'arrêté de l'an IX charge bien les chambres de discipline de « prévenir toutes plaintes et réclamations de la part des tiers, et de concilier celles qui pourraient avoir lieu », mais ce droit ne peut être opposé au ministère public qui est complètement indépendant (1).

Lorsque la chambre prononce des peines de discipline intérieure, dans les cas prévus par l'article 8 de l'arrêté du 13 frimaire de l'an IX, sa décision doit être exécutée sans appel ni recours aux tribunaux (2), elle est seulement susceptible d'être attaquée devant la chambre même par voie d'opposition et devant la Cour de cassation pour excès de pouvoir (3).

La chambre sous peine d'excès de pouvoir, ne peut appliquer d'autres mesures disciplinaires que celles prévues par l'arrêté, mais ces peines s'appliquent sans préjudice de celles qui pourraient être prononcées à la suite de l'action publique fondée sur le même fait, si ce fait constitue une infraction au droit commun (4). Lorsqu'elle dénonce au

(1) V. Rousseau et Laisney, n° 544.

(2) Arrêté du 2 thermidor an X, art. 1^{er} ; Cass., 9 avril 1862 (S. 62.1.475).

(3) V. Garsonnet, t. I, § 100, p. 392.

(4) Circ. min., 5 février 1841. — V. Rousseau et Laisney, n° 538.

ministère public des actes qu'elle juge ne pas pouvoir punir suffisamment, elle échappe à l'accusation de calomnie alors même que les faits dénoncés ne seraient pas établis par l'accusation (1).

2^e Action des tribunaux.

Les tribunaux ont, en vertu des articles 102 et 103 du décret du 30 mars 1808, corrigé par la loi du 10 mars 1898, un pouvoir disciplinaire contre les avoués qui sont en contravention aux lois et règlements.

Il résulte de l'article 103 du décret du 30 mars 1808 modifié par la loi du 10 mars 1898, que les tribunaux civils ont une double compétence disciplinaire : 1^o ils sont compétents pour connaître des fautes commises à leur audience ; 2^o ils ont une compétence générale pour toute faute disciplinaire, quelle qu'elle soit, commise par un avoué de leur ressort, lorsqu'il y a plainte d'une partie privée ou poursuite du ministère public.

Aux termes de l'article 102 du décret du 30 mars 1808, les tribunaux pouvaient, suivant la gravité des circonstances, punir ces officiers par des injonctions d'être plus exacts ou circonspects, par des défenses de récidiver, par des condamnations de dépens en leur nom personnel, par des suspensions à temps (2). L'impression et même

(1) Circ. min., 8 juillet 1848. — V. Rousseau et Laisney, n^o 539.

(2) Suspension qui, par augmentation de l'art. 71 du décret du 14 juin 1838, ne pouvait dépasser six mois. — V. Garsonnet, § 100, p. 393.

l'affichage des jugements à leurs frais pouvaient être ordonnés et leur destitution provoquée s'il y avait lieu ; celle dernière peine devant être prononcée par le ministre de la justice.

L'article 103 disposait que dans les cours et les tribunaux de première instance, chaque chambre connaîtrait des fautes de discipline qui auraient été commises ou découvertes à son audience.

Le décret de 1808 établissait une double compétence des Cours et tribunaux en matière disciplinaire : 1° compétence pour les fautes découvertes ou commises à leur audience ; 2° compétence générale pour toutes les fautes disciplinaires, quelles qu'elles soient, commises par un avoué du ressort, lorsqu'il y avait plainte d'une partie ou poursuite du ministère public.

Dans le premier cas, c'était la chambre où la faute avait été commise ou découverte qui statuait. Son jugement, prononcé publiquement, pouvait être attaqué soit par la voie de l'opposition, soit par celle de l'appel, soit par recours en cassation (1). Dans le second cas, c'était le tribunal en entier, réuni en assemblée générale qui devait connaître de la faute et de la suite à y donner. Sa décision était rendue en chambre du conseil et après avoir appelé l'officier inculpé. Elle n'était sujette ni à l'appel ni au recours en cassation. Le procureur général devait soumettre la délibération intervenue au garde des sceaux

(1) Décret du 30 mars 1808, art. 103. — V. Rousseau et Laisney, n° 559.

qui, statuant souverainement, avait la faculté de prononcer soit le relâche de l'officier ministériel incriminé, soit la peine que les circonstances lui paraissaient comporter, sans être lié par la décision des premiers juges.

La loi du 10 mars 1898 maintient le pouvoir disciplinaire des Cours et tribunaux au sujet des fautes commises à leur audience, mais le supprime pour les fautes qui y seraient simplement découvertes (1) ; elle étend les pouvoirs des Cours et tribunaux sur les avoués, huissiers et commissaires-priseurs de leur ressort. Ces tribunaux deviennent compétents pour prononcer la destitution (2), le pouvoir disciplinaire imparti au garde des sceaux lui est enlevé. En outre ces décisions deviennent susceptibles d'appel et de recours en cassation (3).

D'après la loi des 16 et 19 mars 1864, les officiers ministériels destitués peuvent être relevés des déchéances et incapacités résultant de cette peine. Toutes les dispositions du Code d'instruction criminelle relatives à la réhabilitation des condamnés à une peine correctionnelle leur sont applicables.

II. — LES AVOCATS AU CONSEIL D'ÉTAT ET A LA COUR DE CASSATION

Au-dessus des tribunaux de première instance et des Cours d'appel se trouve la Cour de cassation, au-dessus de

(1) Loi du 10 mars 1898, art. 2.

(2-3) Loi du 10 mars 1898, art. 1^{er}. — V. Circulaire du garde des sceaux du 11 mars 1898.

l'administration se trouve le Conseil d'État qui a parmi ses attributions celle de juger certaines contestations qui peuvent se produire entre l'administration et les particuliers (1). Devant ces deux juridictions, les plaideurs sont représentés par des officiers ministériels spéciaux : les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation.

Ce sont des officiers ministériels tenant de l'avoué et de l'avocat. Plaidant comme l'avocat, représentant les parties comme l'avoué, ils ont un monopole lorsqu'il s'agit de contestations portées devant la Cour de cassation ou le Conseil d'État, mais ce monopole est limité à ces juridictions.

I. — Historique.

La séparation entre les fonctions d'avoué et d'avocat d'une part et celles d'avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation d'autre part, n'a pas toujours existé. Devant les conseils du roi, plaidaient aussi les avocats au Parlement; les parties pouvaient même se faire représenter devant cette juridiction, par d'autres personnes que des avocats, c'est ainsi qu'elles pouvaient avoir recours aux secrétaires du roi.

Il en fut ainsi jusqu'à la seconde moitié du xvr^e siècle, puis sous le règne d'Henri II, on exigea de l'avocat une matricule spéciale pour lui permettre de signer les écritures des parties devant les conseils du roi. Ce droit, qu'avaient auparavant tous les avocats, devint donc, à partir

(1) Loi du 3 mars 1849, art. 6.

de ce moment, un privilège réservé à ceux-là seuls qui avaient pu obtenir ces matricules. En ce temps où, par suite des besoins d'argent de la royauté, toutes les charges tendaient à devenir vénales, le pas devait être vite franchi qui ferait de ces fonctions privilégiées un office vénal.

C'est en septembre 1643 qu'intervint un édit royal qui institua la Compagnie des avocats aux Conseils du roi et transforma cette fonction en office ; 160 charges étaient créées, mais ce nombre varia souvent, jusqu'à ce qu'un édit du 10 septembre 1738 vint supprimer toutes les charges existantes et en créer 70 nouvelles. En cette même année, le chancelier d'Aguesseau avait, le 28 juin, déterminé le système de la demande devant les conseils et réglé la procédure qu'on devait y suivre. A partir de cette époque, le nombre des charges fut assez fixe, il était de 73 à la Révolution.

Au mois d'avril 1791, une loi organise le tribunal de cassation et du même coup cette loi supprima les offices des avocats aux conseils ; en compensation, les titulaires de ces charges furent admis à exercer les fonctions d'avoués au nouveau tribunal de cassation. Mais ces avoués spéciaux furent aussi éphémères que les autres et ils disparurent avec eux, emportés par la loi du 3 brumaire an II qui, abolissant toute procédure, supprima tous les avoués. Les parties purent alors se faire représenter devant le tribunal de cassation par des défenseurs officieux.

On a vu combien il est avantageux pour un tribunal d'avoir auprès de lui des gens instruits en droit, qui, par

leur façon exacte et nette de présenter les affaires, par leur art à choisir et à développer logiquement les arguments en faveur de leur thèse, mettent le tribunal à même de rendre une bonne et prompte justice. Le tribunal de cassation, privé d'auxiliaires éclairés ne tarda pas à en sentir le besoin. Il émit un vœu en l'an V dans lequel il exposait sa demande. Une loi du 27 ventôse an VIII y fit droit en rétablissant tous les avoués, y compris ceux qui exerçaient près le tribunal de cassation.

Le tribunal de cassation prit le nom de Cour de cassation le 11 prairial an XII et les avoués furent admis à prêter serment devant elle sous le nom d'avocats à la Cour de cassation ; un décret du 25 juin 1806 vint leur confirmer ce titre.

Quelques jours auparavant, un autre décret avait organisé le Conseil d'Etat. Profitant de l'expérience faite par le tribunal de cassation, on avait créé du même coup des avocats au Conseil d'Etat, qui avaient seuls le droit de signer les mémoires et les requêtes des parties en matière contentieuse de toute nature.

Ainsi, à ce moment, fonctionnaient parallèlement deux collèges d'avocats qui succédaient, comme on le voit, aux avocats aux conseils du roi et s'en partageaient les attributions. Cette compagnie fut rétablie en principe par une ordonnance royale du 29 juin 1814. Une ordonnance du 10 juillet de la même année fixa à soixante le nombre de ses membres. Dès lors, on devait tendre à fusionner ces deux collèges issus d'une origine unique.

Certains avocats étaient revêtus à la fois de la dignité d'avocat à la Cour de cassation et de celle d'avocat au Conseil du roi. Une ordonnance du 16 novembre 1816 leur défendit de séparer ces deux titres en les cédant à des successeurs différents. Ce fut un grand pas vers la fusion des deux collèges. En outre on accorda à presque tous les avocats à la Cour de cassation le titre d'avocat au Conseil du roi et les deux compagnies se trouvèrent composées des mêmes membres. En fait, la fusion était accomplie.

Elle le fut en droit par l'ordonnance royale du 10 septembre 1817 qui est l'ordonnance constitutive de l'ordre actuel. Le titre que devait porter cette compagnie était celui d'ordre des avocats au Conseil du roi et à la Cour de cassation. A partir de ce moment ces fonctions furent indivisibles et le nombre des titulaires en fut fixé à 60. A la suite de la Révolution de 1848, ce titre fut changé en celui d'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

II. — **Nomination des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.**

Etant officiers ministériels, les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation doivent, en cette qualité, être nommés par le gouvernement. Ce droit de nomination lui est reconnu par l'article 91 de la loi du 28 avril 1816. Comme pour tous les autres offices, le gouvernement peut en augmenter ou en diminuer le nombre.

III. — Conditions qu'il faut remplir pour pouvoir être nommé avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

Pour pouvoir être nommé avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, il faut remplir certaines conditions d'âge, de capacité civile et politique, d'honorabilité, de science et d'expérience.

1^o Conditions d'âge, de capacité civile et politique et d'honorabilité.

Le candidat doit d'abord être Français, jouir de ses droits civils et politiques, ce qui implique la condition d'avoir satisfait aux lois sur le recrutement. Il doit aussi être âgé de vingt-cinq ans au moins. Enfin il devra avoir obtenu du conseil de l'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, le certificat de capacité et de moralité prévu par l'article 2 de l'arrêté du 13 frimaire an IX.

2^o Conditions de science et d'expérience.

Il est d'usage de ne recruter les candidats à ces fonctions que parmi les membres d'une Conférence spéciale. Cette Conférence qui est placée sous le patronage du conseil de l'ordre, se compose de secrétaires d'avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation qui, se destinant à cette carrière, apprennent ainsi ce qui est nécessaire à son exercice (1).

(1) V. Raoul Clément, *Procédure devant le Conseil d'Etat*, n^o 104.

A. — *Stage.*

Le candidat aux fonctions d'avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation doit avoir fait comme avocat un stage d'au moins trois ans (1). On n'exigeait auparavant que deux ans de stage (2), mais ce règlement fut changé pour une raison de sentiment : comme pour être avocat auprès d'un tribunal de première instance ou d'une Cour d'appel, un stage de trois ans est généralement nécessaire, l'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation qui, après avoir vendu sa charge, voulait se faire inscrire à un barreau, pouvait avoir à compléter son stage jugé insuffisant. On trouva que cela était contraire à la dignité de la compagnie et, pour cette raison, on assimila ce stage à celui des autres barreaux.

B. — *Diplômes.*

En plus du diplôme de licencié en droit, impliqué par la nécessité d'avoir fait un stage comme avocat, le candidat doit avoir obtenu le certificat constatant qu'il a subi avec succès un examen que lui fait passer le conseil de l'ordre. Cette épreuve destinée à vérifier pratiquement les connaissances professionnelles du candidat roule sur la procédure à suivre devant le Conseil d'Etat et la Cour de cassation et sur la compétence de ces juridictions. Il comporte aussi l'examen du dossier d'une affaire relevant d'un de ces tribunaux, l'étude et la rédaction d'un mémoire

(1) Arrêté du Conseil de l'ordre du 15 février 1827.

(2) Règlement de 1738, 1^{re} partie, titre 17, art. 1.

dans lequel sont exposés et discutés les moyens du pourvoi et enfin le développement et la soutenance oraux de ces moyens (1).

3^e *Présentation.*

Cette charge est parmi celles auxquelles on n'est nommé que sur présentation. Le candidat doit donc se faire proposer à la nomination du Président de la République par le titulaire de la charge qui démissionne en sa faveur (2). La Cour de cassation est appelée à donner son avis sur cette présentation (3).

IV. — **Obligations que l'avocat au Conseil d'État doit remplir avant de pouvoir exercer.**

Une fois nommé et avant de pouvoir exercer, l'avocat à la Cour de cassation doit prêter serment en audience publique devant la Cour de cassation et devant le Conseil d'État (4). Pour y être admis, il faut qu'il ait versé le cautionnement affecté à cette fonction (5).

V. — **Attributions et droits des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation.**

Seuls, les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, peuvent former, instruire, soutenir ou combattre

(1) Délibération du Conseil du 14 février 1838.

(2) Loi du 28 avril 1846, art. 91 ; loi du 27 ventôse an VIII, art. 95 ; décret du 11 juin 1806.

(3) Loi du 27 ventôse an VIII, art. 93.

(4) Ordonnance du 10 septembre 1817, art. 15.

(5) V. Loi du 28 avril 1846, art. 88 et 96.

toutes demandes formées devant le Conseil d'État ou devant la Cour de cassation ; seuls ils peuvent consulter et plaider devant ces deux juridictions (1).

Devant la Cour de cassation, en matière civile, dans les affaires correctionnelles et dans celles de simple police, leur ministère est en principe obligatoire pour les parties ; il est facultatif au contraire en matière de grand criminel (2).

Les exceptions à ce principe sont très rares en matière civile. Elles ne se produisent guère qu'en faveur de l'État, parce que les officiers du ministère public tiennent alors lieu d'avocats. Il en est ainsi notamment pour les pourvois en cassation formés par les préfets en matière électorale (3) ou domaniale (4).

En matière criminelle, correctionnelle et de police, la Cour de cassation a décidé que la demande en renvoi pour cause de suspicion légitime formée devant elle par des particuliers, n'a pas besoin d'être signée par un avocat à la Cour de cassation (5).

Au Conseil d'État, devant la section de contentieux, les avocats au Conseil d'État ont qualité pour former et soutenir tous les recours contre les décisions du ministre,

(1) Loi du 27 ventôse an VIII, art. 94.

(2) V. Godart de Saponnay, *Manuel de la Cour de cassation*, 1832, p. 20 et 145.

(3) Loi du 19 avril 1831, art. 33 ; Cass., 12 février 1838 (S. 38. 1.105).

(4) Cass., 31 juillet 1837 (S. 37.1.929).

(5) Art. 542, C. inst. crim. ; Cass., 3 novembre 1848 (S. 49. 1.224).

contre les arrêtés des conseils de préfecture, contre les décisions des conseils privés des colonies, contre les arrêtés et décrets pris en matière administrative et entachés d'incompétence ou d'excès de pouvoir. Ils ont aussi la capacité de former les recours pour incompétence, excès de pouvoir ou violation des formes de la loi, contre les arrêts de la Cour des comptes. Ils peuvent plaider ces recours en audience publique, ils peuvent aussi y défendre.

En matière contentieuse, devant le Conseil d'Etat, le ministère des avocats était, d'après le décret du 11 juin 1806 et le décret réglementaire de la même année, absolument exclusif. M. Aucoc (1) dit à ce sujet : « Le ministère des avocats devant le Conseil d'Etat était une règle absolue en 1806, mais peu à peu, il y a été dérogé par une série de dispositions qui ont eu pour but de rendre accessible la juridiction du Conseil d'Etat pour des affaires qui n'ont pas un intérêt pécuniaire considérable et dont le gouvernement a néanmoins intérêt à ce que le Conseil soit saisi. »

Aujourd'hui, la dispense du ministère de l'avocat s'applique aux matières électorales, aux matières de pensions, de contributions directes ou taxes assimilées, aux recours pour incompétence ou excès de pouvoir formés, en vertu des lois des 7-14 octobre 1790, contre les actes des autorités administratives, aux recours contre les arrêtés des conseils de préfecture relativement aux contraventions dont la répression leur est confiée par la loi ainsi qu'aux

(1) Aucoc, *Conférences sur le droit administratif*, t. I, n° 371.

pourvois relatifs à la police de roulage, aux recours pour excès de pouvoir ou pour violation de la loi, formés contre les décisions des commissions départementales, quand elles statuent sur les matières énumérées aux articles 86 et 87 de la loi du 10 août 1871.

Mais ces exceptions sont les seules, et on ne peut les étendre. Dans tous les cas où elle subsiste, l'obligation d'avoir recours au ministère de l'avocat s'applique aussi bien aux communes et aux départements qu'aux simples particuliers ; les ministres ont seuls le droit de saisir le conseil par un simple mémoire adressé au président de la section du contentieux.

En tous cas, même lorsqu'on peut s'en dispenser, on a grand intérêt à avoir recours au ministère toujours facultatif d'un avocat ; les affaires dans lesquelles un d'eux a été constitué sont portées à l'assemblée générale du Conseil d'Etat, elles bénéficient de la garantie du débat public et du double examen (1).

Devant les sections administratives, les avocats ont qualité pour suivre les affaires, mais leur ministère y est purement facultatif (2).

Capables de représenter devant d'autres juridictions, ils peuvent seuls, à défaut des parties elles-mêmes, signer les mémoires et réclamations adressées au gouvernement, aux ministères et aux administrations ou directions générales qui en dépendent (3).

(1) V. Loi du 24 mai 1872, art. 49.

(2) V. Raoul Clément, n° 412.

(3) V. Raoul Clément, n° 405.

Ils sont également les seuls à pouvoir présenter des mémoires ou des observations devant le tribunal des conflits, signer des requêtes et mémoires présentés au conseil des prises (1). Ils peuvent aussi, après en avoir demandé l'autorisation au conseil de leur ordre, représenter un plaideur devant le conseil de préfecture. Enfin, ils ont en principe le droit de plaider et de consulter devant toutes les juridictions, aussi bien administratives que judiciaires.

VI. — Obligations de l'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation en exercice.

Les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, à la fois avocats et avoués (2), ont, en raison de cette double qualité, des devoirs qui tiennent de celle d'avocat et d'autres devoirs qui dérivent de celle d'officier ministériel.

C'est ainsi que, comme avocats, toutes les règles imposées aux avocats près les tribunaux et près les Cours d'ap-

(1) Règlement du 26 octobre 1849, art. 4 ; décret du 18 juillet 1845, art. 7 ; décret du 9 mai 1859, art. 7.

(2) Sur cette intéressante question de la réunion sur une seule tête des attributions données séparativement aux avoués et aux avocats, Toloson, dans son *Règlement du Conseil*, dit : « Les fonctions que l'on a partagées dans les tribunaux ordinaires entre les avocats et les procureurs se trouvent réunies dans la personne de l'avocat au Conseil : réunion d'autant plus sage que la procédure qui se fait au Conseil ne consiste presque qu'en simples significations ; qu'en conséquence elle n'aurait pu faire un objet suffisant pour occuper un officier particulier, et que, les parties n'ayant à faire qu'à une même personne pour les défendre et conduire leur procédure, l'expédition en est plus prompte et moins dispendieuse. »

pel, sauf celles contraires au règlement de 1738 et aux autres dispositions analogues reconnues et rendues obligatoires par l'ordonnance de 1817 (1), leur sont également applicables.

L'avocat a le devoir de ne défendre devant les tribunaux que des causes qu'il estime justes, de ne soutenir que des prétentions qu'il juge fondées. En conséquence, il pourra, lorsqu'il ne peut en résulter aucun dommage pour son client, abandonner la défense d'un procès qu'il croit de mauvaise foi.

Comme officier ministériel, l'avocat au Conseil d'Etat est, ainsi que l'avoué, réputé chargé d'une affaire dès que les pièces du procès lui ont été remises. En cette qualité il est responsable des fautes qu'il peut commettre dans l'exercice du mandat qui lui est donné. Pour les fautes qu'ils commettent dans l'exercice de leurs fonctions, ces officiers relèvent de la juridiction de la Cour de cassation (2).

VII. — Honoraires.

Contrairement à ce qui a lieu pour tous les autres officiers ministériels, les honoraires des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ne sont pas soumis à un tarif; on s'en rapporte pour en fixer le montant à leur désintéressement et à leur délicatesse (3). En outre, il n'est

(1) V. Isambert, *Notes sur l'ordonnance du 10 septembre 1817*; Bioche, *Dictionnaire de procédure civile et commerciale*, V^o Avocat à la Cour de cassation, n^o 36, 2^e édition.

(2) Cass., 15 juillet 1812 (S. chr.).

(3) V. Chauveau et Godoffre, *Commentaire du tarif des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation*, t. I, n^o 6.

pas d'usage que ces officiers donnent à leurs client un mémoire détaillé de leurs frais, déboursés et émoluments ; ils fixent, d'une façon globale, le montant de leurs honoraires d'après l'importance de l'affaire dont ils ont eu à s'occuper. Ils ont pour se faire payer une action directe qui se prescrit par cinq ans, prescription qui court du jour du jugement qui termine l'instance engagée (1).

ORGANISATION DE LA CORPORATION. — DISCIPLINE.

VIII. — Conseil de l'ordre.

L'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation est soumis à la surveillance, au contrôle et à l'autorité d'un conseil de l'ordre. Comme les autres chambres d'officiers ministériels ce Conseil a pour fonction d'éviter que toute atteinte soit portée à la dignité de la compagnie par les actes répréhensibles d'un de ses membres. Une ordonnance du 10 septembre 1817 régleme la composition et les attributions de ce conseil.

1^o Composition.

Ce conseil comprend neuf membres élus à la majorité absolue dans une assemblée générale de tous les membres de l'ordre. La durée de leurs fonctions est de trois ans, ils ne sont pas immédiatement rééligibles, mais ils le sont lorsqu'un an s'est écoulé depuis leur sortie de

(1) V. Merlin, *Répertoire*, 1827-1828, V^o *Avocat au Conseil d'Etat*, p. 663.

charge. L'un de ces neuf membres a la qualité de président, deux autres sont syndics de la compagnie.

Avant le décret du 28 octobre 1850, c'était au garde des sceaux qu'appartenait le droit de nommer un président ; il était choisi sur une liste de trois candidats dressée par la compagnie. Depuis 1850 ce droit est passé en entier à la compagnie qui élit directement son président. Comme les autres membres du Conseil, le président est élu en assemblée générale de l'ordre et à la majorité absolue des suffrages.

2^e *Attributions.*

Ainsi constituée, cette chambre a des attributions semblables aux chambres d'avoués : c'est ainsi qu'elle a mission de maintenir la discipline parmi les membres de l'Ordre, de faire son possible pour éviter tous les différends qui pourraient naître entre avocats au sujet de l'exercice de leur profession. Si une difficulté s'élève malgré ses soins, le conseil doit s'entremettre entre les avocats pour tâcher de les concilier. Entre les tiers et les avocats, le conseil doit aussi intervenir pour prévenir les plaintes, concilier les contestations, donner, si cela est impossible, son avis sur les solutions qu'elles comportent, sévir s'il y a lieu. Il est aussi consulté sur les difficultés relatives aux honoraires des avocats.

C'est encore le conseil qui délivre les certificats de moralité et de capacité exigés du candidat aux fonctions d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ; c'est

lui qui représente les avocats collectivement chaque fois qu'il en est besoin, qui dresse chaque année le tableau des membres de la confrérie. Lorsqu'un avocat d'office est demandé, il statue sur la demande et chaque semaine il désigne un avocat qui est chargé de soutenir les pourvois des condamnés à mort.

Pour accomplir sa mission, le conseil de l'ordre dispose de différentes peines énumérées par l'article 8 de l'arrêté du 13 frimaire an IX. Ces peines sont : le rappel à l'ordre, la censure simple, résultant du simple fait qu'elle a été votée, la censure avec réprimande, adressée à l'avocat en personne par le président dans la chambre assemblée, enfin, l'interdiction de l'entrée de la chambre. Si la peine encourue est celle de la suspension, le conseil ne peut émettre son avis qu'après s'être adjoint, par tirage au sort, des avocats non membres du conseil en nombre égal à celui des membres du conseil. Les deux tiers des membres de la commission ainsi formée doivent être présents au vote (1) dont le résultat est transmis au procureur général.

Ce conseil qui prononce souverainement lorsqu'il s'agit simplement de discipline intérieure, n'émet plus dans les autres cas, que de simples avis soumis à l'homologation, soit du garde des sceaux s'il s'agit de faits commis à l'occasion de la fonction d'avocat au Conseil d'Etat, soit de la Cour de cassation si les actes reprochés ont rapport à la fonction d'avocat près la Cour.

(1) Arrêté du 13 frimaire an IX, art. 9.

La destitution ne peut être prononcée que par le Président de la République après jugement, et seulement pour des fautes punies de cette peine par la Loi (1).

III. — LES HUISSIERS

Les contestations qui amènent les plaideurs devant la justice, sont causées soit par l'inexécution d'une convention par le débiteur, soit par un trouble porté aux droits d'un individu par un autre individu. Pour que l'instance puisse être engagée, il faut que le débiteur ait été mis en demeure d'exécuter son engagement ou que l'auteur du trouble ait été sommé de le faire cesser. Il faut aussi qu'il ait été constaté que cette mise en demeure est restée sans effet. Enfin, pour appeler son adversaire devant les juges compétents, il faudra employer des moyens tels qu'il puisse savoir qu'une action est intentée contre lui et se défendre. Faire ces mises en demeure, constater leur manque d'effet, enfin assigner, au nom du demandeur, le défendeur devant les juges, voilà le rôle de l'huissier. Il sera aussi chargé, une fois le procès engagé, de faire connaître à l'adversaire sur quels arguments et sur quels faits son client base sa demande. Ainsi, aucun défendeur ne pourra avoir à s'expliquer devant les juges sans avoir su auparavant ce qu'on lui demandait et sur quoi on fondait cette demande, aucun demandeur ne pourra ne pas avoir connu les moyens de défense opposés par son adversaire.

(1) L. 28 avr. 1816 ; ordonn. 18 août 1829.

Dans le procès une des parties triomphe. La partie condamnée devra acquitter au profit de l'autre le montant de la condamnation. En cas de refus, le gagnant est armé par son jugement de moyens lui permettant d'obtenir de force son exécution. Mais ce soin de le faire exécuter, qui peut nécessiter le recours à la force armée, ne peut être abandonné à un simple particulier. Il faut qu'une personne ayant un caractère officiel apprécie si le jugement constitue un titre authentique et définitif, connaisse les règles à suivre pour cette exécution, les droits que la partie condamnée conserve, veille à ce qu'ils ne soient pas violés. C'est encore là le rôle des huissiers.

Pour leur permettre d'exercer utilement leur mission, la société a reconnu aux actes qu'ils dressent dans l'exercice de leurs attributions le caractère d'authenticité. Par là, la justice ne pourra être arrêtée dans sa marche par un plaideur de mauvaise foi à qui il pourrait sembler de bonne tactique de nier avoir été mis en demeure d'exécuter certaines conventions, avoir été assigné, avoir été enfin sommé d'exécuter un jugement le condamnant.

Les huissiers peuvent donc se définir des officiers ministériels ayant pour mission de faire les exploits et significations nécessaires pour pouvoir établir une action en justice et d'exécuter les jugements et arrêts émanés des tribunaux et des Cours d'appel ainsi que les mandements de justice. Certains d'entre eux, en dehors de ces attributions générales, sont choisis par les magistrats pour faire le service des audiences. Le nom d'huissier vient de

ce qu'autrefois ces officiers étaient chargés du service des portes du tribunal ; ils devaient empêcher les étrangers de pénétrer dûment dans les lieux confiés à leur surveillance. Cette mission incombe encore aux huissiers-audienciers.

I. — Historique.

Appelés à Rome apparitores, cohortales, executores, Statores ou Cornicularii Officiales, en France, ils portaient autrefois le nom d'huissier, de sergent et quelquefois celui de bedeau. Huissier et sergent n'étaient pas tout à fait synonymes : les huissiers étaient plus particulièrement chargés du service des audiences et de l'exécution des ordres du tribunal, les sergents avaient pour mission d'assigner et d'exécuter. Cette distinction entre sergents et huissiers fit par la suite place à une autre : ces officiers portèrent le nom d'huissiers lorsqu'ils exerçaient près les Cours souveraines, et de sergents lorsqu'ils étaient confinés aux juridictions inférieures (1).

L'instruction étant alors une chose fort rare, ces officiers ne savaient généralement ni lire ni écrire, ils donnaient leurs assignations verbalement et ils en faisaient un rapport au juge. Cela donnait lieu à de grands abus, à tel point que les États Généraux réunis à Tours en 1483 en firent l'objet de leurs doléances et émirent le vœu que, dans l'avenir, on ne reçût comme huissiers que des gens sachant lire et écrire. Les huissiers de Paris furent les premiers

(1) V. Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, t. II, p. 558.
D. — 15

soumis à cette obligation par l'ordonnance de 1485, les huissiers de province n'y furent soumis que sous Louis XIV.

Les huissiers étaient souvent malmenés. Le sentiment qui nous fait mal accueillir les messagers de mauvaises nouvelles leur coûtait chaque année maints membres brisés. Le danger était surtout grand pour l'huissier qui allait faire ses ajournements ou ses significations à un seigneur retranché dans son château ou dans sa maison fortifiée, il était reçu de façon peu hospitalière et le seigneur, dans son repaire, bravait tout châtiment. Les abus devinrent intolérables, si bien qu'une ordonnance de 1667 prescrivit aux seigneurs habitant des châteaux ou maisons fortifiées d'élire domicile dans la plus proche ville, faute de quoi, les huissiers et sergents pourraient signifier en la personne de leurs fermiers, juges et procureurs d'office, les exploits qui leur étaient destinés. Cette élection de domicile devint inutile lorsque le pouvoir central fut assez fort pour être craint et respecté partout, les seigneurs ne se permettant plus alors de recevoir aussi cavalièrement les huissiers.

Ils étaient, avant la Révolution, divisés en plusieurs classes. On pouvait distinguer les huissiers à cheval du Châtelet de Paris, les sergents crieurs jurés, les huissiers de la grande Chancellerie. L'étendue de leurs attributions variait avec l'importance de la juridiction à laquelle ils étaient attachés. Certains pouvaient exercer non seulement hors de leur ressort, mais dans toute l'étendue de la

France, c'est ainsi que ce droit appartenait aux huissiers à cheval du Châtelet de Paris, aux premiers huissiers audienciers des Chancelleries près les présidiaux et aux huissiers en la connétablie et maréchaussée de France (1). Comme de nos jours, ils avaient le droit de priser et de vendre publiquement les meubles en l'absence de commissaires-priseurs. Ils étaient chargés des compulsoires et des collations de pièces chez les notaires (2). Aux termes d'un arrêt de règlement du 10 juillet 1665, les huissiers pouvaient faire des appositions de scellés, mais ils n'avaient pas le droit de procéder aux inventaires (3).

Il y avait déjà alors de nombreuses incompatibilités entre cette profession et certaines autres : ainsi ne pouvaient être huissiers les personnes engagées dans les ordres sacrés, même les simples tonsurés, les guichetiers, les archers de la maréchaussée, les carbaretiers, les sollicitateurs de procès (4).

Lorsque l'Assemblée constituante supprima tous les offices du judicature, elle supprima du même coup les huissiers. Toutefois, ceux qui avaient des charges au moment de leur suppression, furent autorisés à les exploiter provisoirement. Ils furent astreints par la Convention à produire un certificat de civisme, autorisés par une loi du 13 sep-

(1) Arrêt du Conseil du 3 novembre 1761.

(2) *Nouveau style des huissiers*, p. 481 ; Arrêt du Parlement de Paris, 19 mars 1740.

(3) V. *Recueil des chartes des notaires*, chap. IX, p. 552.

(4) Ordonnance de 1670 et déclaration du 28 mars 1710.

tembre 1793 à faire les prisées et les ventes de meubles en concurrence avec les notaires et les greffiers.

L'état précaire et incertain dans lequel se trouvaient ces officiers ministériels à la suite du décret du 19 vendémiaire an IV et de la loi du 7 nivôse an VII, prit fin par la loi du 27 ventôse an VIII et par l'arrêté du 22 thermidor suivant. Cette loi établit leur nomination par le gouvernement sur présentation du tribunal. Ils durent prêter serment et fournir un cautionnement.

Le corps des huissiers eut son organisation définitive par le décret du 14 juin 1813. C'est ce décret qui a établi leurs communautés, leur a conféré à tous le même caractère et leur a donné le droit d'exercer concurremment dans le ressort de l'arrondissement auquel ils sont attachés. Leur situation fut encore consolidée et devint un véritable office transmissible avec l'agrément du gouvernement par la loi du 28 avril 1816.

II. — Nomination des huissiers.

Les huissiers sont, en vertu de la loi du 27 ventôse an VIII, article 96, et de l'article 1^{er} du décret du 14 juin 1813, nommés en France par le chef du gouvernement sur la proposition du ministre de la justice.

III. — Conditions qu'il faut remplir pour être nommé huissier.

Comme des candidats aux autres offices ministériels, on exige des candidats aux fonctions d'huissiers des con-

ditions d'âge, d'honorabilité, de capacité et d'expérience.

*1^o Conditions d'âge, de capacité civile et politique
et d'honorabilité.*

Le candidat doit d'abord être âgé de vingt-cinq ans accomplis, être Français, jouir de ses droits civils et politiques et avoir satisfait aux lois sur le recrutement (1). Il doit aussi produire un certificat de capacité, de moralité et de bonne conduite. Ce certificat est délivré par la chambre de discipline de l'arrondissement ; le tribunal a le droit de refuser de l'admettre s'il estime qu'il a été délivré à la légère, il a également le droit de le délivrer lui-même s'il juge qu'il a été refusé sans motif sérieux (2).

2^o Conditions de science et d'expérience.

Le futur huissier doit avoir travaillé pendant deux ans au moins soit chez un notaire, soit chez un avoué, soit chez un huissier ou pendant trois ans au greffe d'un tribunal de première instance ou d'une Cour d'appel (3).

Le certificat de moralité exigé par l'article 10 du décret du 14 juin 1813 établit aussi sa capacité.

3^o Présentation.

Le candidat doit être présenté par le titulaire qui démissionne en sa faveur ou, s'il est décédé, par ses héritiers ou ayants cause. Si le précédent titulaire a été destitué, il

(1) Décret du 14 juin 1813, art. 10.

(2) Décret du 14 juin 1813, art. 10.

(3) Décret du 14 juin 1813, art. 10.

perd ce droit de présentation qui appartient alors au tribunal.

IV. — Obligations que l'huissier doit remplir après sa nomination et avant son entrée en exercice.

Avant de pouvoir exercer, l'huissier est tenu de verser un cautionnement ; cela fait, il est admis à prêter le serment professionnel (1).

Ce serment doit être prêté dans le mois qui suit la notification au nouvel huissier du décret qui l'a nommé, sans cela il est déchu de ses droits, à moins qu'il ne soit prouvé qu'il n'est point responsable de ce retard et qu'en conséquence le tribunal le relève de cette déchéance (2). Le serment prêté, l'huissier se fait inscrire au greffe du tribunal, cette inscription constitue l'immatricule qu'il doit reproduire dans ses exploits.

V. — Incompatibilités.

Cette profession est incompatible avec toutes les fonctions salariées, avec celles de magistrats, celles d'auxiliaires de la justice, avocats, notaires, avoués, greffiers, défenseurs officieux près les justices de paix, défenseurs près les tribunaux de commerce (3), mais elle n'est pas incompatible avec les fonctions municipales et celles de membre d'un bureau de bienfaisance.

(1) Décret du 14 juin 1813, art. 12 et loi du 28 avril 1816, art. 88.

(2) Décret du 14 juin 1813, art. 13.

(3) Décret du 14 juin 1813, art. 39 ; C. com., art. 627 ; loi du 3 mars 1840, art. 4.

VI. — Attributions et droits des huissiers.

Les huissiers ont le privilège exclusif de faire toutes les notifications, citations, significations nécessaires à l'instruction d'un procès, tous les actes nécessaires à l'exécution des jugements, toutes les sommations, mises en demeure et constatations. Tous les huissiers ont entre eux des droits égaux : tous ceux qui résident dans le même arrondissement peuvent instrumenter concurremment dans toute l'étendue du ressort du tribunal de cet arrondissement, mais ils ne peuvent exercer leurs fonctions que dans ces limites seulement (1). Ils ne peuvent, en matière de simple police, instrumenter hors du canton de leur résidence, à moins que les huissiers ordinaires du ressort où il y a des actes à faire soient en nombre insuffisant et seulement après s'être fait délivrer une cédula à cet effet par le juge de paix (2).

Le principe de la libre concurrence des huissiers entre eux souffre différentes exceptions au sujet des actes relatifs aux affaires portées devant la Cour de cassation (3), au sujet des significations d'avoué à avoué (4), au sujet des actes de la juridiction des juges de paix (5).

La loi du 25 mai 1838 sur les justices de paix a introduit une importante modification aux attributions des huissiers

(1) Cass., 26 mars 1889 (S. 92.1.446).

(2) Décret du 14 juin 1813, art. 28 et 34.

(3) Décret du 14 juin 1813, art. 25.

(4) Décret du 14 juin 1813, art. 26.

(5) Loi du 25 mai 1838, art. 16.

quant aux actes de ces juridictions. Antérieurement, sous l'empire des lois des 6-27 mars 1791 et du décret du 14 juin 1813, certains huissiers étaient spécialement attachés à chaque justice de paix et avaient le monopole des actes à signifier dans les affaires dévolues à cette juridiction. Aux termes de l'article 16 de la loi de 1838, tous les huissiers d'un même canton ont désormais le droit de donner toutes les citations et de faire tous les actes devant la justice de paix, mais seulement dans l'étendue du ressort de la justice de paix de leur domicile. Dans les villes où il y a plusieurs justices de paix, les huissiers ne peuvent, pour les actes intéressant ces juridictions, instrumenter au dehors du canton de leur résidence.

Il en est semblablement en matière criminelle et en matière correctionnelle : le décret de 1813 défend aux huissiers d'instrumenter hors du canton où ils résident, sans un mandement exprès délivré par le procureur de la République ou le juge d'instruction, conformément à l'article 84 du décret du 18 juin 1811. Ces mandements ne peuvent être donnés que pour l'étendue du ressort du tribunal de première instance, mais lorsqu'au lieu où siège le tribunal siège également une Cour d'assises, le procureur de la République peut, en matière criminelle, les délivrer pour tout le département et le procureur général pour tout le ressort d'une Cour d'appel (1).

Ayant seuls qualité pour faire les saisies, les huissiers

(1) Décret de 1813, art. 29, 31 et 33.

entrent en concurrence; en certains cas, avec l'administration ; ainsi ils ont qualité pour faire les notifications administratives en matière contentieuse ; en matière d'enregistrement, il leur appartient de faire les notifications de contraintes, comme de constater l'insolvabilité des débiteurs du Trésor public par des procès-verbaux de perquisitions ou de carence. Enfin, dans les villes où il n'y a pas de commissaires-priseurs, ils partagent avec les greffiers de justice de paix et les notaires le droit de faire les ventes publiques de meubles et les prisées, cela en vertu de la loi du 27 septembre 1793.

Certains actes, comme les actes respectueux, qui sont du ministère des notaires, échappent à leur compétence. Pour certains autres actes, ils sont en concurrence, soit avec les notaires comme pour les protêts des billets à ordre et des lettres de change, soit avec des fonctionnaires de l'administration, comme les gardes forestiers pour toutes les significations et notifications en matière de délits forestiers, comme les fonctionnaires des contributions indirectes pour les assignations en matière de contributions indirectes. Toutefois, dans ces deux derniers cas, les huissiers font seuls les actes d'exécution.

Les actes rédigés en dehors de leurs attributions ne revêtent pas le caractère d'authenticité qu'ils donnent aux actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions, ces actes ne présentent alors que le caractère de simple témoignage donné par un particulier.

Pour instrumenter, les huissiers n'ont pas en général

besoin d'un pouvoir écrit ; il faut toutefois qu'ils aient un mandat de leur client, mais ce mandat se présume facilement. Il suffit, pour établir cette présomption, de la remise à l'huissier du titre de la créance ou même d'une simple note donnant les renseignements nécessaires à la rédaction d'une assignation.

Les huissiers portent à Paris et dans les grandes villes un costume semblable à celui des avoués. Lorsqu'ils instrumentent, ils portent une petite médaille sur laquelle le numéro de leur immatricule est gravé, elle leur sert à se faire reconnaître. Ils mettent à leur porte des panneaux semblables à ceux des notaires, indiquant que les lieux où ils sont placés sont sous la protection du gouvernement.

Pour faciliter l'exercice de leurs fonctions, la loi les protège en portant diverses pénalités contre l'outrage, la violence, la rébellion exercée contre eux (1), elle les autorise même au besoin à requérir l'assistance de la force armée (2). Agissant dans ses fonctions, l'huissier est censé agir pour l'exécution des lois et d'un mandat de justice, alors les voies de fait exercées contre lui constituent le délit de rébellion visé et puni par les articles 209 et 212 du Code pénal (3). Aux termes de l'article 90 de la loi du 28 avril 1816, les huissiers peuvent présenter un successeur à la nomination du gouvernement. Le décret du

(1) C. pén., art. 222 et suiv.

(2) Loi du 27 juillet 1791, art. 22.

(3) Cass., 11 août 1838 (S. 38.1.784).

15 mai 1904 permet de leur conférer l'honorariat comme à tous les autres officiers ministériels.

Quoique chargés d'un mandat de justice, les huissiers ne sont pas des agents du gouvernement, par suite, même avant le décret du 19 septembre 1870 qui a abrogé l'article 75 de la Constitution de l'an VIII, ils pouvaient, sans l'autorisation du Conseil d'Etat, être poursuivis à raison des délits commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions (1).

VII. — Obligations des huissiers.

1^o *Obligation de prêter leur ministère.*

En conséquence de leur monopole et de l'obligation où sont les parties d'avoir recours aux huissiers, leur ministère est forcé, ils ne peuvent le refuser à ceux qui le leur demandent (2). L'article 85 du décret de 1811 qui est applicable à l'huissier qui refuse son ministère sans motif légitime, le punit de destitution, sans préjudice des dommages-intérêts auxquels il pourrait être condamné.

2^o *Obligation de résidence.*

Les huissiers ne peuvent abandonner la résidence qui leur a été assignée, sous peine d'être remplacés (3).

Dans chaque arrondissement les huissiers sont répartis dans les localités qui en font partie ; on leur affecte, autant

(1) Cass., 26 décembre 1807 (S. chr.).

(2) Décret du 14 juin 1813, art. 42.

(3) Décret du 14 juin 1813, art. 16.

que possible, comme résidence les chefs-lieux de cantons (1). Elles sont fixées, aux termes de l'article 16 du décret de 1813, par le tribunal de première instance. Le droit de changer la résidence est une conséquence du droit de la fixer, ce droit est absolu et la décision par laquelle la résidence d'un huissier est changée ne comporte aucun recours, ni par la voie de l'appel ou du pourvoi en cassation, ni par la voie administrative du recours au garde des sceaux ou au Conseil d'Etat ; c'est un acte d'administration judiciaire, une décision qui ne peut être attaquée que pour incompétence ou excès de pouvoir (2).

3° Obligation de ne rien faire de contraire à leur désintéressement et à leur indépendance.

Auxiliaire indispensable de l'Etat dans sa charge de rendre la justice, collaborateur obligé des magistrats, jouissant pour cette raison d'importantes prérogatives, l'huissier doit se garder, par suite de la dignité que ses fonctions lui confèrent, indépendant et désintéressé. L'huissier ne saurait donc être commerçant. On peut penser que la destitution ne pourrait être prononcée contre un huissier exploitant un commerce sous son nom ou sous celui de sa femme, ou se livrant habituellement à des opérations de bourse, car l'article 41 du décret de 1813 ne prévoit le remplacement de l'huissier qu'au cas où il tiendrait une auberge, un cabaret, un café, une tabagie

(1) Décret du 14 juin 1813, art. 17.

(2) Circulaire ministérielle du 11 août 1840.

ou un billard, énumération qu'on doit juger limitative. Mais en tout cas, l'exploitation d'un commerce par l'huissier ou le fait de se livrer habituellement à des opérations de bourse lui ferait encourir une peine disciplinaire de la part de sa chambre de discipline, car ce sont là des actes pouvant entraîner la faillite à laquelle il ne doit pas s'exposer.

Leur ministère les oblige à présenter dans certains cas les effets de commerce au débiteur pour dresser protêt, mais la Cour de cassation a décidé que cela n'entraînait pas pour les huissiers la faculté de se charger habituellement de l'encaissement de ces effets de commerce (1). Cette pratique est d'ailleurs interdite par une circulaire du ministre de la justice du 23 janvier 1902.

D'autres prohibitions sont imposées aux huissiers ; elles ne résultent pas du décret de 1813 et ont leur raison d'être dans le soin de garantir l'indépendance de ces officiers, de les mettre à l'abri de toutes suspicions : c'est ainsi qu'ils ne peuvent acquérir des droits et actions litigieux de la compétence du tribunal auprès duquel ils exercent (2), qu'ils ne peuvent, directement ni indirectement, se rendre adjudicataires des biens nationaux vendus par leur ministère (3), ni des objets mobiliers qu'ils sont chargés de vendre.

Devant être complètement désintéressés dans l'exercice

(1) Cass., 12 février 1878 (S.78.1.153).

(2) C. civ., art. 1597.

(3) *Ibid.*, art. 1596.

de leur profession, les huissiers ne peuvent instrumenter pour ou contre eux-mêmes, ni, d'après l'article 66 du Code de procédure civile, pour le compte de leurs parents ou alliés et de ceux de leur femme en ligne directe à l'infini ou de leurs parents et alliés collatéraux, jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement, le tout à peine de nullité. La doctrine, étendant cette interdiction, estime que les huissiers ne peuvent également instrumenter pour leurs parents et alliés naturels dont ils sont susceptibles d'hériter (1). Lorsque l'huissier instrumente contre ses parents ou alliés, les motifs qui ont inspiré l'article 66 n'existent plus, de simples raisons de convenance peuvent alors seulement l'arrêter. Dans les actes et significations d'avoué à avoué, aucune prohibition résultant de parenté ou d'alliance ne s'oppose plus au ministère des huissiers. Par suite des raisons qui ont inspiré l'article 66, la Cour de cassation estime que ce texte contient implicitement la prohibition pour l'huissier d'exploiter pour une personne qui l'aurait nommé son mandataire général ou spécial (2) ; de même, il ne pourrait exploiter pour une personne morale ou pour un incapable dont il serait le représentant légal.

Quoique cette prohibition soit générale, elle subit certaines restrictions : c'est ainsi que dans la procédure devant la justice de paix, l'huissier peut instrumenter pour ses

(1) V. Carré et Chauveau, *Lois de la procédure civile et commerciale*, n° 343.

(2) Cass., 24 novembre 1817 (S. chr.).

parents ou alliés, sauf pour ses parents en ligne directe et pour ses frères et sœurs ou alliés au même degré (1).

4^e Obligations relatives à certains actes de leur ministère.

L'article 585 du Code de procédure civile exige qu'ils soient assistés de deux témoins lorsqu'ils procèdent à une saisie-exécution et une décision du ministre des finances de 1807 leur impose la même obligation quand ils font une sommation pour obtenir un certificat de vie. Il en est de même lorsqu'ils procèdent à une vente publique d'objets mobiliers en vertu de l'article 5 de la loi du 22 pluviôse an VII.

Enfin, il faut citer l'obligation imposée aux huissiers par l'article 68 du Code de procédure civile, modifié par la loi du 15 février 1899, aux termes duquel, lorsqu'ils ne pourront remettre un exploit à la personne même à qui il était destiné, ils ne devront le laisser en d'autres mains que sous enveloppe fermée, ne portant d'autre indication d'un côté que le nom et la demeure de la partie, et de l'autre que le cachet de leur étude.

Leurs actes doivent être faits sur papier timbré, et il n'y a d'exceptions à cette règle que celles qui sont formellement indiquées par un texte de loi ; ils doivent les faire enregistrer dans les quatre jours au bureau de leur résidence ou du lieu où ils ont été faits (2). Ils sont tenus personnellement du paiement des frais d'enregistrement,

(1) C. proc. civ., art. 4.

(2) Loi du 22 frimaire an VII, art. 20 et 26.

sauf, naturellement, leur recours contre leurs clients, et ils ne peuvent se servir d'actes ni en délivrer des extraits si ces actes ne sont pas enregistrés.

*5° Obligations envers les magistrats,
leurs confrères et les parties.*

Les huissiers doivent honorer et respecter les magistrats, ils doivent conserver entre eux les égards nécessaires à l'existence d'une bonne confraternité. Envers les parties et contre elles, ils doivent se montrer prudents et modérés, ne pas les pousser à des poursuites mal fondées, à des procès injustes et d'une issue douteuse. Ils doivent être inflexibles et incorruptibles dans l'accomplissement de leur mission, mais cela ne doit pas les empêcher de se montrer modérés dans l'emploi des voies coercitives et d'éviter toute mesure qui serait inutile et vexatoire. Quoique l'indulgence leur soit recommandée envers les parties, cette recommandation ne va pas jusqu'à les autoriser à accorder des délais au débiteur qu'ils sont chargés de poursuivre. Ce droit appartient au mandant seul, et l'huissier qui accorderait ces délais sans s'y être fait autoriser encourrait l'interdiction et des dommages-intérêts.

6° Obligation de respecter le secret professionnel.

Les huissiers sont soumis à l'obligation, imposée par l'article 378 du Code pénal à toute personne dépositaire, par état ou profession, des secrets qu'on leur confie, de ne pas révéler ces secrets.

7° *Obligation de tenir certains répertoires.*

Les huissiers doivent tenir des répertoires à colonne sur lesquels seront inscrits, jour par jour, sans blanc ni interligne, et par ordre de numéros tous les actes de leur ministère (1), porter dans une colonne particulière le coût de chaque acte (2). Ce répertoire devra être visé tous les trois mois et ils devront le communiquer à toutes réquisitions aux fonctionnaires de l'enregistrement. En plus de ce répertoire, ils doivent tenir un registre sur lequel ils transcrivent en entier les protêts qu'ils signifient (3).

VIII. — **Honoraires.**

Leurs émoluments étant fixés exactement par des tarifs (4), les huissiers n'en peuvent exiger de plus forts sous aucun prétexte. Manquant à cette prescription, ils encourraient les peines de l'interdiction ou de la destitution et une amende qui ne peut être moindre de 500 francs ni excéder 6.000 francs, sans préjudice de l'application de l'article 174 du Code pénal suivant la gravité des cas.

Pour mettre les plaideurs à l'abri des entreprises d'un huissier peu respectueux de ces dispositions, ces officiers ne peuvent poursuivre le recouvrement des frais qui leur sont dus qu'après en avoir obtenu la taxe (5) faite par le

(1) Décret du 14 juin 1813, art. 46.

(2) Décret du 14 juin 1813, art. 47.

(3) C. com., art. 176.

(4) V. Décret du 16 février 1807.

(5) V. loi du 24 décembre 1897, art. 3.

président du tribunal ou par le premier président de la Cour où les frais ont été faits, ou si ces présidents sont empêchés, par un juge désigné à cet effet. En cette matière l'action des huissiers se prescrit par un an (1). Pour le recouvrement de ces frais, ils n'ont aucun privilège, sauf cependant si ces frais ont été faits pour la conservation de la chose, alors en effet l'article 2101, § 1, ou l'article 2102, § 3, du Code civil, trouvent à s'appliquer.

Les huissiers ne peuvent exiger d'autres émoluments, il est cependant permis aux parties de leur accorder des honoraires pour les conseils qu'elles auraient pu en recevoir. Ils ne peuvent faire aucune remise d'honoraires à personne et surtout aux avoués, aux banquiers, aux agents d'affaires et autres personnes avec qui ils sont souvent en rapports. Cela serait contraire à leur dignité et aux règles d'une bonne confraternité, car cela pourrait inciter ces avoués, ces banquiers, ces agents d'affaires à faire choix d'un huissier plutôt en considération de l'importance de ces remises qu'en considération de la valeur personnelle de l'officier ministériel.

ORGANISATION DE LA CORPORATION.

Les huissiers sont, depuis le décret de 1813, organisés en corporations, une corporation se trouvant dans chaque arrondissement judiciaire. Le nombre de ses membres est déterminé par décret et varie selon les besoins. La Cour

(1) C. civ., art. 2272, et loi du 24 décembre 1897, art. 1.

dans le ressort de laquelle une communauté d'huissiers est placée, est consultée lorsqu'il s'agit de changer le nombre des membres de cette communauté. Le décret modificatif est pris à la suite d'une délibération de cette cour réunie en assemblée générale.

IX. — Bourse commune.

Chaque communauté d'huissiers a une bourse commune. Cette bourse est destinée à subvenir à ses dépenses et à celles de la chambre de discipline. Elle sert aussi à remplir un devoir de solidarité entre les huissiers en aidant ceux d'entre eux qui sont dans le besoin. Elle est gérée par le trésorier de la compagnie et alimentée par des prélèvements faits sur les émoluments des huissiers conformément à l'ordonnance du 26 juin 1822.

X. — Chambre de discipline.

A la tête de chaque communauté se trouve une chambre (1) qui la représente, l'administre et maintient l'ordre et la discipline entre tous ses membres. La composition et les attributions de ces chambres de discipline sont calquées sur celles des chambres d'avoués.

1^o Composition.

Le décret organique du 14 juin 1813, modifié par le décret du 17 octobre 1870, détermine de combien de membres la chambre sera composée, en tenant compte du nom-

(1) Décret du 14 juin 1813, art. 52,

bre des membres de la corporation. Ils sont élus par l'assemblée générale des huissiers composant la communauté.

L'article 52 établit comme président de cette chambre un syndic. A côté de lui il y a un rapporteur, un trésorier et un secrétaire. Ces dignitaires, sauf le trésorier, élu directement par l'assemblée générale, sont choisis par les membres de la chambre (1), qui doit se réunir mensuellement pour discuter les différentes questions intéressant la communauté. Un registre des délibérations de la chambre doit être tenu, avec les autres archives, à la disposition du parquet.

2° *Attributions.*

Ces chambres sont chargées de maintenir l'ordre et la discipline entre les huissiers et de veiller à l'exécution des lois qui les concernent, de prévenir et de concilier tous les différends qui peuvent survenir entre confrères quant à leurs droits, à leurs fonctions, à leurs devoirs ; si la chambre ne peut parvenir à les concilier, elle est appelée à donner son avis aux juges qui devront trancher le litige. Cet avis, la chambre devra encore le donner en cas de contestation entre un huissier et un tiers.

La chambre est aussi chargée de délivrer, s'il y a lieu, les certificats de bonne conduite et de capacité exigés par la loi de ceux qui veulent devenir huissiers, elle doit donner son avis sur la conduite et la moralité des huissiers en

(1) Décret du 14 juillet 1813, art. 56, 60 et 63, et décret du 13 octobre 1870.

exercice lorsqu'elle en est requise par les Cours ou tribunaux ou par les officiers du ministère public. Elle représente aussi tous les huissiers dans la défense de leurs droits et intérêts communs et elle administre la bourse commune.

Pour remplir sa mission, la chambre pourra, comme les chambres d'avoués, appliquer certaines peines disciplinaires ; elle pourra aussi dénoncer au procureur de la République certains faits graves pour le châtiment desquels elle ne dispose pas de pouvoirs assez étendus.

XI. — **Action disciplinaire des tribunaux.**

A côté de la chambre, les tribunaux et les cours d'appels jouissent d'un pouvoir disciplinaire sur les huissiers. Le décret de 1813, confirmant sur ce point les dispositions du décret du 30 mars 1808 donne le pouvoir aux tribunaux et aux cours d'appel de prononcer contre les huissiers qui exercent auprès d'eux, lorsqu'ils contreviennent aux lois et règlements, des injonctions d'avoir à se montrer plus circonspects, des défenses de récidiver, des condamnations à des dépens, des suspensions à temps. Depuis la loi du 10 mars 1898, le tribunal civil du domicile de l'huissier a le droit de le destituer (1). La poursuite a lieu sur les plaintes d'un tiers ou du syndic ou bien à la requête du ministère public.

(1) V. *suprà*, V^o Avoué.

XII. — Huissiers audienciers.

Parmi les huissiers se trouve une catégorie spéciale, celle des huissiers audienciers. Ce sont des huissiers comme les autres, instrumentant comme eux, que le tribunal ou la Cour près duquel ils exercent a chargés de faire le service des audiences. En récompense des dérangements que leur donne cette fonction, ils ont certaines prérogatives spéciales, ils peuvent seuls faire certaines publications ; lors des adjudications, il leur est alloué des émoluments pour faire les publications et pour leurs frais de bougie. Ils sont désignés chaque année au mois de novembre, c'est la Cour qui choisit d'abord, puis le tribunal civil, puis le tribunal de commerce et enfin le juge de paix. Ces huissiers sont tenus de résider dans le lieu où siège le tribunal près duquel ils sont audienciers et ils ne peuvent exercer ces fonctions près de plusieurs tribunaux. Chaque tribunal en nomme autant qu'il le juge utile, il peut du reste, en cas de besoin, commettre accidentellement à ces fonctions un huissier ordinaire. Ils font, tour à tour, le service aux assemblées générales et particulières des Cours et tribunaux près desquels ils sont audienciers, aux enquêtes et autres commissions, aux interrogatoires, etc. Ils assistent aux cérémonies publiques avec les Cours et tribunaux auxquels ils sont attachés, maintiennent le silence pendant l'audience, font sortir ceux qui le troublent et veillent à ce que le tribunal ne soit pas

dérangé dans sa chambre du conseil (1). Ils doivent avoir une chambre où sont déposées les pièces qui sont signifiées d'avoué à avoué. Au contraire de la charge d'huissier qui est cessible, le titre d'audiencier, qui est accordé *intuitu personæ*, ne l'est pas.

Il y a des huissiers audienciers près les juges de paix, les conseils des prud'hommes, les tribunaux civils, les tribunaux de commerce, les Cours d'appel et la Cour de cassation. Les huissiers audienciers près les Cours d'appel font aussi le service de la Cour d'assises dans les lieux où ils sont résidents. Ceux près la Cour de cassation ont le monopole des actes devant cette juridiction (2); depuis 1830 leur droit est étendu aux actes devant le Conseil d'État.

(1) Décret du 30 mars 1868, art. 96.

(2) Décret du 14 juin 1813, art. 25.

DEUXIÈME PARTIE

PROFESSIONS QU'ON PEUT EXERCER EN VERTU D'UN SIMPLE DIPLOME

On a examiné, réunies en un premier groupe, des professions réglementées aussi strictement qu'il est possible, des professions qu'on ne peut exercer sans avoir été l'objet d'une nomination émanant du gouvernement. Le nombre de ces nominations étant limité, ceux qui les exercent jouissent d'un véritable monopole. Par contre, ils sont enfermés dans un réseau serré de tout un système de lois et règlements qui établissent exactement quelles sont les qualités qu'ils doivent présenter pour être nommés, quelles sont leurs attributions, quelles sont les obligations multiples qui leur sont imposées. Ils sont de plus soumis spécialement à l'autorité des parquets et de leurs chambres de discipline qui veillent scrupuleusement à ce qu'ils ne manquent à aucune de leurs obligations.

D'autres professions, soumises à une réglementation beaucoup moins stricte, constituent un second groupe. Pour les exercer, il n'est plus besoin de nomination, il suffit d'être muni d'un diplôme d'aptitude. Ceux qui exercent ces professions ne sont plus en nombre limité ; en général, ils ne constituent pas une corporation ayant une organisation disciplinaire et les tribunaux n'ont pas sur eux un pouvoir spécial de surveillance.

CHAPITRE PREMIER

PROFESSIONS ORGANISÉES EN ORDRE.

LES AVOCATS.

L'avocat, *ad auxilium vocatus*, est une personne dont la profession consiste à défendre en justice les causes qui lui sont confiées par les plaideurs.

L'avocat est un auxiliaire de l'État dans sa charge de rendre la justice. En effet, comme l'avoué, il n'est pas institué dans l'intérêt seul des plaideurs, il l'est aussi dans celui de la prompte et bonne expédition de la justice. Les plaideurs, quelquefois peu instruits, généralement sans connaissance juridique, admis dans tous les cas à présenter eux-mêmes leurs explications aux juges, les noieraient sous une foule de détails sans importance : cela amènerait des débats longs et inutiles et une perte de temps considérable dans l'exposé des raisons données par les intéressés pour soutenir leur cause. L'avocat, remplissant le rôle d'une sorte de rapporteur, vient justement, parmi les arguments proposés par la partie dont il a à défendre les intérêts, faire un choix judicieux de ceux qui, ayant une valeur en droit ou en fait, méritent d'être soumis à l'appréciation des magistrats. Tandis que les plaideurs soutiendraient leurs intérêts avec une passion nuisible à la dignité

des audiences, leurs représentants, les avocats, discutent avec une courtoisie qu'on ne saurait demander aux parties elles-mêmes, sont de bonne foi et n'émettent pas sciemment des allégations mensongères. En cette qualité d'auxiliaires de la justice, les avocats sont appelés à remplacer les magistrats absents au cas où les membres d'une Cour ou d'un tribunal seraient en nombre insuffisant pour siéger.

Les avocats, apparaissant ainsi sous le jour d'auxiliaires de l'Etat dans sa charge de rendre la justice, il semble que la profession qu'ils exercent aurait dû être étudiée avec celles que nous avons réunies sous le titre de « Professions qui aident l'Etat dans sa charge de rendre la justice ». Cela aurait été logique, si cette étude n'avait pas été divisée en examen des professions qu'on exerce en vertu d'une nomination par le gouvernement et examen des professions qu'on exerce en vertu d'un simple diplôme. En effet, tandis que toutes les autres personnes, que leurs professions conduisent à être des auxiliaires de la justice, sont nommées à ces fonctions par le gouvernement, sont des officiers ministériels, les avocats n'ont pas besoin d'obtenir une nomination à une charge d'officier ministériel, la possession d'un diplôme leur suffisant, pour pouvoir exercer leur profession. C'est pour cette raison que cette profession a été classée dans le second groupe, celui des professions exercées en vertu d'un simple diplôme, et étudiée avec elles.

Mais, par suite de leur qualité d'auxiliaires de la justice

et de la dignité que cette qualité leur confère, les avocats, comme toutes les autres personnes présentant ce caractère, forment une corporation, un ordre dans lequel il faut être admis pour exercer la profession, sont soumis à l'autorité d'une sorte de chambre de discipline appelée conseil de l'ordre et sont placés sous la surveillance des tribunaux.

I. — Historique.

De tous temps, des personnes ont défendu en justice les intérêts d'autrui. A Athènes, l'avocat devait être homme libre, car eux seuls avaient accès devant les tribunaux. Pour exercer ces fonctions, il fallait n'avoir encouru aucune déchéance.

A Rome, au début, les fonctions d'avocats ne constituaient pas une profession, elles n'étaient pas rémunérées et c'était un moyen employé par les patriciens pour parvenir aux fonctions publiques. Puis les plébéiens disputèrent aux patriciens cette fonction qui, à la fin de la République, donnant des clients à ceux qui s'adonnaient à l'étude des lois, finit par devenir une véritable profession sous les empereurs.

Cette profession était très répandue dans la Gaule. Les habitants de la Grande-Bretagne y venaient faire les études nécessaires pour l'exercer. Puis les Francs envahirent la Gaule et il ne fut plus question d'avocats.

Ils réapparurent au ^{xiii}e siècle, sous saint Louis. La justice fut réorganisée, le duel judiciaire aboli. Le clergé qui seul à cette époque se livrait à l'étude des lois, fournissait

au recrutement des avocats. Quelques règles, toutes empruntées au droit romain, furent posées par les établissements de saint Louis pour l'exercice de cette profession ; mais l'organisation de l'ordre des avocats ne devint bien complète que sous Philippe le Bel et Philippe de Valois, lorsque le Parlement devint sédentaire. Ce Parlement rendit en 1344 une ordonnance dans le but de maintenir la profession d'avocat « dans la pureté qui lui convient » et de permettre au public de tirer de cette institution sa pleine utilité. C'est à cette époque que le barreau de Paris adopta la dénomination d'ordre des avocats.

A côté des garanties d'honneur et de dignité, on exigeait des avocats les preuves d'une connaissance suffisante du droit. Dès 1490, Charles VIII rendit une ordonnance exigeant de ceux qui voulaient exercer cette profession cinq ans d'études. Mais plus tard, les conditions de capacité qu'il fallait remplir pour être avocat étant en raison de celles qu'il fallait remplir pour être magistrat, et la sévérité du recrutement des magistrats diminuant à mesure que la vénalité de leurs charges augmentait, on demanda à l'avocat des études moins sérieuses. Le temps d'études nécessaires ne fut plus à un certain moment que d'une année ; il varia suivant les époques, et en 1700, il fallait avoir étudié le droit trois ans.

Le diplôme apparaît avec l'ordonnance de 1519 rendue par François I^{er}. Il fallait pour exercer cette profession être muni d'un diplôme de bachelier ou de licencié en droit. Toutes les ordonnances postérieures exigèrent ce-

lui de licencié. Liouville donne, dans son *Abrégé des règles de la profession d'avocat*, toutes les ordonnances intéressant cette question de Philippe le Bel à Louis XVI (1).

Sous la monarchie, l'ordre des avocats se considérait comme une association volontaire, libre et soumise aux seules règles qu'elle voulait bien s'imposer.

Puis la Révolution vint, emportant cette organisation comme elle emporta celles des autres professions. Les parlements furent supprimés et l'ordre des avocats, qui avait été leur collaborateur pendant des siècles, le fut aussi par l'Assemblée constituante le 2 septembre 1790. Les ci-devant avocats ne formèrent plus ni ordre ni corporation, ils n'eurent plus de costume particulier. Les parties eurent désormais le droit de se défendre seules. Cependant on institua des défenseurs officieux, hommes de lois qui pouvaient défendre comme les anciens avocats les intérêts qui leur étaient confiés, mais dont on n'exigeait aucune garantie de moralité ou de savoir. Il leur suffisait, pour pouvoir exercer leur profession, d'avoir obtenu un certificat de civisme.

Cependant, la Constituante ne put ainsi biffer d'un trait de plume une institution séculaire et qui répondait à un besoin. Les défenseurs officieux, n'offrant aucune garantie, eurent peu de clients. Ceux-ci préféraient s'adresser à d'anciens avocats restés fidèles aux règles de dignité et de probité qu'ils s'étaient imposées. Ils s'étaient groupés en une

(1) Liouville et Mollot, *Abrégé des règles de la profession d'avocat*, p. 349 et suiv.

association privée, on les appelait avocats du marais, du nom du quartier qu'ils habitaient. En même temps, deux institutions privées, l'Académie de législation et l'Université de jurisprudence, reprenaient l'enseignement du droit que la Révolution avait supprimé. Aussi, peut-on dire que lorsque la loi du 22 ventôse an XII vint rétablir le titre d'avocat et l'enseignement du droit, elle ne fit que rendre officiel ce qui existait en fait.

L'article 29 de cette loi instituait un tableau des avocats plaissant près les tribunaux, tandis que l'article 30 leur donnait le droit de remplacer les juges et les officiers du parquet empêchés. Le droit de porter un costume spécial, la robe, leur avait déjà été rendu par le décret du 2 nivôse an XI.

Le décret du 14 décembre 1810 rétablit l'ordre des avocats. Ce décret imposait toutes sortes de restrictions à leurs libertés, leur donnait une très faible indépendance. Napoléon leur était hostile, il écrivait à Cambacérès : « Le décret est absurde, il ne laisse aucune prise contre eux, ce sont des factieux, des artisans de crime et de trahison ; tant que j'aurai l'épée au côté, jamais je ne signerai un pareil décret ; je veux qu'on puisse couper la langue à un avocat qui s'en sert contre le gouvernement. » Aussi le texte primitif du décret fut-il remanié dans un sens moins libéral.

Ce décret donna lieu à de vives doléances. Elles ne furent calmées en partie qu'en 1822 par une ordonnance du 22 novembre qui fut préparée par M. de Peyronnet, garde

des sceaux. Elle fut commentée par Daviel, avocat au barreau de Rouen (1). Toutefois, cette ordonnance ne donnait pas aux membres de l'ordre des avocats le droit de concourir à choisir son conseil de discipline et son bâtonnier. De là de nouvelles protestations auxquelles il fut fait droit par l'ordonnance du 27 août 1830, qui donna aux avocats le droit d'élire leur bâtonnier et les membres du conseil de leur ordre et celui de plaider partout, sans avoir à demander les autorisations spéciales prévues par l'article 39 du décret de 1810.

Cette ordonnance promettait la revision des textes qui réglementent cette profession. Cette révision n'a pas encore été faite, et les seules dispositions nouvelles qui sont venues s'appliquer à cette matière sont : une ordonnance du 30 mars 1835, réglementant la profession d'avocat devant la Cour de Paris, assimilant cette Cour à la Cour d'assises pour la fixation des droits et des devoirs des avocats devant elle (2) ; le décret du 22 mars 1852 qui apporta des modifications au mode d'élection des membres du conseil de discipline et du bâtonnier (3) ; le décret du 10 mars 1870 abrogeant ce dernier décret (4) ; la loi du 18 mai 1830, soumettant à la patente les avocats inscrits au tableau des Cours et tribunaux ; la loi du 22 janvier 1851, appelant les avocats à défendre d'office et gratuitement les indi-

(1) Dupin, *Lettres sur la profession d'avocat*, t. I, p. 617.

(2) Cresson, *Usages et règles de la profession d'avocat*, t. II, p. 363.

(3) Cresson, t. II, p. 363

(4) *Ibid.*, p. 371.

gents pourvus de l'assistance judiciaire (1) ; la loi du 11 décembre 1900 permettant aux femmes munies du diplôme de licencié en droit de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession, et enfin les lois des 12 et 15 juillet 1905, relatives à la compétence des juges de paix et à la composition des bureaux de jugement des conseils de prud'hommes, dont les articles 26 et 3 dispensent respectivement les avocats de présenter une procuration pour assister ou représenter une partie, devant le juge de paix et devant le tribunal civil, jugeant comme en matière commerciale, sur les appels de jugements rendus par les conseils de prud'hommes.

II. — Conditions qu'il faut remplir pour pouvoir exercer la profession d'avocat.

Pour pouvoir exercer pleinement les prérogatives réservées à la profession d'avocat, il faut faire partie de l'ordre des avocats près d'une Cour ou d'un tribunal. Pour faire partie d'un ordre, il faut remplir diverses conditions.

1^o Jouissance de la qualité de Français et des droits civils et civiques. Possession du diplôme de licencié en droit. Prestation de serment.

Pour être avocat, il faut d'abord être Français et jouir de ses droits civils et civiques. Cette condition n'est indiquée formellement par aucune loi ou ordonnance, mais elle résulte implicitement des textes qui régissent cette profes-

(1) Cresson, p. 362.

sion : en effet, un avocat doit pouvoir être appelé à compléter accidentellement un tribunal, et pour remplir cette fonction, il doit obligatoirement être Français, et jouir de ses droits civils et politiques.

Il faut aussi être muni du diplôme de licencié en droit. Un étranger naturalisé Français pourrait se servir du diplôme délivré par son pays d'origine, à condition que ce diplôme ait été reconnu et confirmé par le conseil de l'instruction publique (1).

Aucun texte n'indique à quel âge on peut être avocat, mais, en fait, il faut avoir au moins dix-neuf ans, l'obligation d'être licencié en droit ne permettant pas d'être avocat avant cet âge.

Avant d'être reçu avocat, le postulant doit en outre prêter serment. Une ordonnance de Philippe le Hardy, rendue en 1274 prescrivait déjà cette obligation. De nombreuses ordonnances en ont varié la forme et les termes. Ce point est actuellement réglé par le décret du 14 décembre 1810 et l'ordonnance du 20 novembre 1822. Le serment politique exigé par l'ordonnance de 1822 a été aboli par le décret du 1^{er} mars 1848 et, aujourd'hui, les avocats ne prêtent plus qu'un serment purement professionnel. Le greffier dresse sur un registre un procès-verbal de la prestation de serment et la mentionne sur le dos du diplôme,

2^o Stage.

Une fois le serment prêté, le jeune avocat ne jouit pas

(1) V. Bioche, *Dictionnaire de procédure civile et commerciale*, V^o Avocat, n^o 18.

immédiatement de tous les droits qui lui sont conférés. Il est d'abord soumis à une sorte de noviciat appelé stage. Les stagiaires sont soumis à diverses obligations dont le but est de les initier aux règles de leur future profession, leur situation n'est que provisoire et ils ne sont pas inscrits au tableau de l'ordre.

Pour être inscrit au stage, le candidat doit adresser une demande à cet effet au bâtonnier, justifiant de son diplôme de licencié, de sa prestation de serment, de son domicile à Paris, d'une installation suffisante pour recevoir ses clients avec dignité et de ce qu'il n'est dans aucun des cas d'incompatibilité prévus par les règlements (1). Un rapporteur est ensuite nommé qui vérifie si les allégations du candidat sont exactes.

A la différence de ce qui existe pour la prestation de serment, que la Cour ne peut refuser de recevoir du licencié dont le diplôme est régulier, le conseil de l'ordre peut refuser d'admettre le candidat au stage, mais, en ce cas, il peut être fait appel de la décision du conseil devant la Cour d'appel du ressort (2). D'ailleurs, lorsque le conseil a repoussé la demande d'inscription au stage, cette demande peut être reproduite si elle est basée sur un fait nouveau. Entre ces deux solutions extrêmes, l'admission ou le rejet, le conseil de l'ordre a une solution intermédiaire, l'ajournement de la demande (3), lorsque l'admis-

(1) V. Liouville, p. 29.

(2) V. Cresson, t. II, p. 166 et suiv.; Cass., 8 janvier 1868 (S. 68.1.5); 14 février 1872 (S. 72.1.103).

(3) Arrêtés des 17 décembre 1833 et 13 janvier 1835.

sion est empêchée par un obstacle appelé à disparaître. Le stage exigé est actuellement de trois ans, mais il peut être augmenté d'une durée et pour des motifs qui dépendent exclusivement de l'appréciation du conseil.

3° Inscription au tableau.

Le stage terminé, l'avocat peut être inscrit au tableau. C'est alors qu'il jouit de toutes les prérogatives attachées à cette fonction. Le tableau est la liste des avocats établie d'après leur ordre d'inscription. Elle est dressée chaque année par une commission de cinq membres dont fait partie le bâtonnier et nommée par lui dans le sein du conseil. Cette liste est déposée au greffe de la Cour ou du Tribunal par le bâtonnier.

Le travail de la commission consiste à inscrire sur la liste les noms des nouveaux avocats et à proposer au conseil les omissions et radiations qui doivent être faites sur les listes précédentes. Lorsqu'un stagiaire a cinq ans de stage, la commission lui demande pourquoi il ne réclame pas son inscription au tableau et le met en demeure de se faire inscrire (1). La commission fait aussi son rapport au conseil sur les retranchements qui doivent être faits aux listes précédentes. Le conseil statue sur ces retranchements. Ils se font par voie d'omission, lorsqu'il s'agit de décès, de démissions, d'incompatibilités relatives ou de refus de payer la cotisation annuelle, ou par voie de radiation,

(1) Arrêté du conseil de l'ordre de Paris du 16 mars 1852.

peine disciplinaire prononcée par le conseil pour des fautes graves. Les omissions doivent être notifiées aux intéressés (1). L'avocat omis peut être réinscrit sur le tableau s'il établit que la cause qui a entraîné son omission a disparu. De même que le conseil peut refuser d'admettre au stage un licencié qui a prêté serment, il peut refuser l'inscription d'un avocat au tableau, quoiqu'il remplisse toutes les conditions voulues, car l'ordre est toujours maître de son tableau (2). Pour être inscrit l'avocat, doit justifier de l'accomplissement régulier de son stage ou de l'inscription au tableau d'un autre barreau, de son honnêteté, de sa moralité, enfin de son domicile au lieu où il veut exercer. Le conseil de l'ordre des avocats de Paris exige de l'avocat qui a été inscrit au tableau d'un autre ordre, que cet avocat se fasse rayer du tableau auquel il était primitivement inscrit avant de demander son inscription au tableau de Paris.

L'avocat prend rang au tableau à la date du commencement de son stage et non du jour où il y est inscrit. Il n'en est pas ainsi de l'avocat qui, s'étant interrompu d'exercer cette profession, demande ensuite sa réinscription au tableau ; alors il prend rang du jour où il a été réinscrit, et non du jour de sa première inscription au stage. C'est l'ancienneté de l'inscription qui détermine, en cas de besoin, celui dans le bureau duquel rendez-vous sera pris par deux avocats, lequel des avocats présents sera appelé à

(1) Arrêté du 4 novembre 1872.

(2) V. Liouville et Mollot, p. 51.

compléter un tribunal ou une Cour. Enfin, au cas où deux avocats auraient réuni le même nombre de voix dans une élection au conseil, c'est le plus ancien qui serait élu.

III. — Incompatibilités.

Du fait que l'avocat doit être absolument indépendant, que jamais il ne doit avoir d'intérêts en contradiction avec ceux qui lui sont confiés, il résulte que de nombreuses professions et occupations sont incompatibles avec cette profession. De ces incompatibilités, les unes sont relatives, c'est-à-dire qu'elles n'existent qu'autant que leurs causes subsistent, les autres sont absolues, c'est-à-dire qu'elles persistent même lorsque les causes qui les ont créées ont disparu.

Les incompatibilités relatives résultent du fait de remplir des fonctions de l'ordre judiciaire, excepté celles de suppléant ; d'exercer les fonctions de préfet, sous-préfet et secrétaire général de préfecture ; d'exercer la profession d'avoué, de notaire ou de greffier ; d'exercer des emplois à gage, ceux d'agent comptable ; de pratiquer le négoce (1).

Cette énumération que donne l'ordonnance du 20 novembre 1822, des fonctions ou professions qui sont incompatibles avec la profession d'avocat, est incomplète. On peut dire, en un mot, que la profession d'avocat est incompatible avec toutes celles qui procurent des appointements à ceux qui les exercent, les mettent envers quelqu'un dans

(1) Ordonnance du 20 novembre 1822, art. 42.

un rapport de subordination inconciliable avec la dignité d'avocat et son indépendance; qu'elle est aussi incompatible avec tous emplois entraînant pour ceux qui les remplissent des obligations de mandataires ou de comptables; qu'elle est enfin incompatible avec toutes les occupations qui se rattachent au commerce et à l'industrie (1).

En application de ces principes, ne peuvent être avocats les médecins (2), les militaires (3), les ecclésiastiques (4), les clers d'avoués, de notaires et d'huissiers, les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, les huissiers, les gérants et même les rédacteurs en chef d'un journal touchant des appointements, à moins toutefois qu'il s'agisse de direction et de rédaction d'un journal judiciaire (5), etc.

Les incompatibilités absolues sont beaucoup moins nombreuses, mais leurs effets sont, on l'a vu, beaucoup plus graves. Une des principales incompatibilités absolues est la profession d'agent d'affaires. L'ordonnance de 1822 interdit formellement à ceux qui ont rempli ces fonctions l'entrée du barreau (6). Il en est de même de la qualité

(1) V. Cresson, t. I, p. 94 et 95.

(2) V. Cresson, t. I, p. 84.

(3) Décision du 8 mars 1831. — V. Cresson, t. I, p. 84.

(4) Décision du 15 mars 1831. — V. Liouville, p. 25; Cresson, t. I, p. 179.

(5) V. Liouville, p. 24; Cresson, t. I, p. 85.

(6) V. Cresson, t. I, p. 95. — Au sujet de l'exercice des professions d'agent d'affaires et d'agréé, le conseil de l'ordre des avocats de Paris tend à se montrer moins sévère sur l'effet de cette incompatibilité. Il estime que ce n'est plus là une cause d'incompatibilité absolue, mais simplement relative, à condition, bien entendu, que ces professions aient été exercées avec l'honneur et la dignité désirables.

d'employé d'agent d'affaires, d'ancien commissaire de police, d'agréé ou d'ancien agréé du tribunal de commerce.

Autrefois les femmes ne pouvaient exercer cette profession, la loi du 1^{er} décembre 1900 est venue leur donner ce droit.

IV. — Attributions des avocats.

Défendre les intérêts qui lui sont confiés par les plaideurs constitue les fonctions si honorables de l'avocat. Il guide ses clients de ses conseils et pour eux il plaide, écrit, consulte.

Le droit qu'a l'avocat inscrit près d'une Cour s'étend devant toutes les Cours et tribunaux de France. Sous le régime des ordonnances du 20 novembre 1822, article 39, et du décret du 14 décembre 1810, article 10, il fallait, pour que l'avocat pût exercer cette faculté, qu'il eût l'autorisation du garde des sceaux et du président de la juridiction devant laquelle il voulait plaider. L'ordonnance du 27 août 1830 est venue, par son article 4, supprimer la nécessité de cette autorisation ; mais si l'avocat peut plaider ainsi partout, ce ne doit être qu'accidentellement, il ne pourrait transporter l'exercice de sa profession dans un lieu autre que celui où il est inscrit (1). Le décret de 1862 détermine les juridictions devant lesquelles l'avocat pourra élever sa parole : ce sont les justices de paix, les conseils de

(1) V. Cresson, t. II, p. 32.

prud'hommes, les conseils de guerre, les tribunaux maritimes, les chambres de discipline des officiers ministériels, les Conseils de préfecture. Il peut aussi plaider devant le jury d'expropriation et les conseils universitaires tels que les conseils départementaux et le conseil supérieur de l'instruction publique (1). Il peut aussi assister son client dans une enquête devant un juge-commissaire, paraître à la chambre du Conseil pour expliquer les motifs du refus du mari d'autoriser sa femme, plaider devant un arbitre appartenant ou non au barreau, plaider devant le tribunal de commerce avec l'assistance d'un fondé de pouvoir de la partie (2). Il peut aussi plaider devant la Haute-Cour. Pouvant plaider devant presque toutes les juridictions, il jouit devant elles des mêmes privilèges et des mêmes droits que devant les Cours et tribunaux ordinaires, par contre il est soumis aux mêmes prescriptions. Seuls lui échappent le Conseil d'Etat et la Cour de cassation devant lesquels plaident les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ; la Cour des comptes lui échappe également, car personne ne plaide près de cette Cour. Devant la Cour de cassation les avocats auraient le droit de plaider au grand criminel, mais ils ont laissé tomber ce droit en désuétude (3).

Devant les juges de paix, les parties doivent, aux termes

(1) V. Cresson, t. II, p. 30.

(2) V. Ordonnance du 10 mars 1825 et délibération du conseil de l'ordre des avocats (Mollot, p. 485, 488). — V. aussi arrêté du 15 novembre 1864 (Mollot, t. II, p. 441).

(3) V. Cresson.

de l'article 9 du Code de procédure civile, comparaître en personne ou par fondé de pouvoir, muni d'un pouvoir écrit et spécial. La jurisprudence avait décidé que l'avocat n'échappait pas à cette obligation (1). Mais la loi du 12 juillet 1905, étendant la compétence des juges de paix, est venue, par son article 26, dispenser l'avocat de toute procuration. Le conseil de l'ordre des avocats de Paris, par un arrêté du 20 février 1906, est venu préciser quel était le rôle de l'avocat devant le juge de paix et quels actes il pouvait accomplir. Le conseil de l'ordre refuse fort logiquement à l'avocat le droit de faire aucunes offres, aucun aveu ou consentement au nom de son client ; le droit de former un pourvoi ou une opposition, d'interjeter appel. Il invite l'avocat à s'abstenir de concourir aux expertises et aux renvois devant arbitre, sauf dans des circonstances exceptionnelles et sur l'autorisation du bâtonnier.

Cette dispense de la procuration devant le juge de paix, répétée par la loi du 15 juillet 1905, en ce qui concerne l'appel des jugements des conseils de prud'hommes, M. Groussau a essayé de la faire admettre devant les tribunaux de commerce. Il a déposé, à la séance du 23 mars 1906, devant la Chambre des députés, un projet de loi dans ce sens. Il a été combattu par le garde des sceaux pour la double raison que cette proposition était contraire à l'esprit même qui a inspiré le Code de commerce, esprit en vertu duquel les parties devraient se présenter elles-mêmes

(1) Cass., 19 décembre 1899 (D. 1900.1.105).

devant les magistrats consulaires, et qu'en outre cette proposition touchait à des droits acquis, ceux des agréés. La proposition de M. Groussau a été renvoyée à la commission de la réforme judiciaire.

Devant les tribunaux et les Cours civiles seulement les avocats ont un privilège exclusif de plaider. Ce droit exclusif ne fait pas obstacle à ce que les plaideurs présentent eux-mêmes leur défense (1). Plaidant debout et couverts, ils ne se découvrent que lorsqu'ils prennent des conclusions ou lisent les pièces du procès et lorsque les magistrats prononcent le jugement (2).

L'avocat a, en outre, le droit de donner des consultations même dans les affaires qui sont soumises au Conseil d'Etat ou à la Cour de cassation. Ces consultations, en général facultatives, sont cependant obligatoires en matière de requête civile (3), lorsqu'un tuteur veut transiger au nom d'un mineur ou d'un interdit (4), lorsqu'une commune veut transiger avec un particulier sur des droits de propriété (5), enfin dans les affaires où sont parties des hospices ou des militaires absents pour le service des armées de terre ou de mer (6).

L'avocat peut toujours refuser son ministère, même dans les affaires qu'il a conseillées dès le début. Cepen-

(1) C. proc. civ., art. 85.

(2) Mollet, t. I, p. 174 ; Cresson, t. II, p. 50.

(3) C. proc. civ., art. 495.

(4) C. civ., art. 467 et 2045.

(5) L. 21 frimaire an XII, art. 4.

(6) L. 6 brumaire an V.

dant, il ne doit pas refuser son appui à un client pour le seul motif que ce client ne peut suffisamment le payer. En tout cas, il n'a pas à faire connaître les causes de son refus. Il ne délivre pas de récépissé des pièces qu'il a reçues, et lorsqu'il déclare les avoir rendues, il doit être cru sur parole. Il doit pouvoir communiquer librement avec son client détenu, et ce client doit pouvoir lui remettre sans intermédiaire les pièces utiles à sa défense. Par contre, l'avocat ne doit pas profiter de ce droit pour lui faire parvenir des choses interdites, lettres, journaux ou autres.

La justice défend l'avocat contre les insultes émanant soit des parties, soit d'un confrère ; il doit pouvoir parler pour le bon droit contre n'importe quelle personne, mais avec mesure et dignité. La loi du 17 mai 1819 sur la presse et la nouvelle loi du 29 juillet 1881 sur la même matière, ne s'appliquent pas aux écrits et discours produits ou prononcés devant les tribunaux, mais les juges ont toujours le droit de prescrire la suppression des écrits ou des plaidoiries injurieux et de frapper leurs auteurs de peines disciplinaires et de dommages-intérêts.

Les avocats ont le droit de suppléer les magistrats ; ils pouvaient, sous l'ancien régime, remplacer la totalité des membres d'un tribunal, mais ce remplacement n'était admis qu'en cas d'absence des gens du roi et dans les causes non communicables (1). Aujourd'hui, tant en première instance qu'en appel, ils sont appelés, dans l'ordre

(1) V. Molloy, t. I, p. 223.

du tableau, à compléter un tribunal, qu'il s'agisse de remplacer des juges ou des officiers du ministère public (1). Ils portent un costume spécial, la robe, qu'ils doivent revêtir même devant les conseils de guerre et les juges de paix.

V. — Obligations et devoirs des avocats.

L'avocat ne doit plaider que les causes qu'il juge bonnes et honnêtes, il dépend de sa conscience de décider s'il doit prêter son ministère à la partie qui le sollicite ; il ne doit pas dénaturer les faits, chercher à égarer la justice. En règle générale, son ministère est libre et il peut refuser de se charger de la défense d'une cause. A cette règle il y a cependant diverses exceptions : c'est ainsi que lorsqu'un avocat est nommé d'office en matière criminelle, il ne peut refuser la mission qui lui est confiée qu'en faisant apprécier par les magistrats les raisons qui le poussent à se récuser (2). Quoique la défense d'office ne soit pas obligatoire légalement devant les tribunaux correctionnels, les tribunaux de première instance et les conseils de guerre, c'est cependant un devoir moral pour l'avocat de ne pas refuser le secours de sa parole au plaideur ou à l'inculpé qui le demande, et il ne pourra lui refuser son concours sans être tenu de fournir les motifs de son refus. La loi du 22 janvier 1851 sur l'assistance judiciaire fait également

(1) Loi du 22 ventôse an XII, art. 30 ; décret du 14 décembre 1810, art. 35.

(2) Ordonnance du 20 novembre 1822, art. 41 ; C. d'inst. crim., art. 294.

un devoir à l'avocat de ne pas refuser son concours à un client parce que ce client est indigent.

Par suite du caractère désintéressé que l'avocat doit conserver, il lui est interdit de se livrer à la recherche de la clientèle, c'est elle qui doit aller à lui spontanément et solliciter son appui. Il devra donc se garder de faire des démarches auprès des directeurs de prisons, greffiers, aumôniers et employés subalternes qui pourraient lui adresser des clients, pactiser dans ce but avec un officier ministériel ou un agent d'affaires. Il ne peut faire aucune réclame telle qu'une plaque à sa porte, mettre sur sa carte de visite ou sur ses lettres son nom avec l'indication des jours et heures auxquels il reçoit. La postulation constitue de sa part un délit que le décret du 19 juillet 1810 punit de peines pécuniaires.

L'avocat ne doit se livrer à aucune occupation étrangère à sa profession ; il ne peut accepter de mandat, car cela lui enlèverait de son indépendance, diminuerait sa liberté, transformerait son ministère en une agence d'affaires, créerait pour lui une responsabilité qu'il doit éviter (1). Ne pouvant faire le négoce, il ne doit pas accepter les fonctions de syndic de faillite, signer de lettre de change (2), les simples billets à ordre lui sont même interdits (3). La jurisprudence du conseil de l'ordre proscriit toutes opérations ayant pour but la poursuite de la richesse plutôt que

(1) V. Cresson, t. I, p. 51.

(2) *Ibid.*, p. 254.

(3) Cass., 8 mars 1847 (S. 47.1.427) ; V. Cresson, t. I, p. 253.

l'étude (1), par exemple les spéculations de bourse ou de jeu (2). L'avocat ne peut devenir cessionnaire de droits et actions litigieux dont la solution sera donnée par le tribunal dans le ressort duquel il exerce son ministère (3). Il peut être arbitre (4), mais accidentellement et non dans les affaires pour lesquelles il a donné une consultation (5).

Quand un avocat a à faire communication des pièces de son dossier à un confrère, cette communication doit être loyale, spontanée et faite en temps utile. C'est le demandeur qui communique le premier et celui auquel les pièces ont été communiquées ne peut s'en dessaisir à aucun titre ; d'ailleurs, on n'est pas tenu de communiquer des pièces, contraires à l'intérêt qu'on défend. L'avocat qui, étant chargé d'une affaire et en détenant les pièces, ne peut se présenter à la barre pour la défendre, soit par suite de maladie, soit parce qu'il est retenu à une autre chambre, doit en prévenir le président par lettre adressée avant l'audience. Il sollicitera une remise que les juges seront libres de lui accorder ou de lui refuser. Faute de cela, lorsque l'affaire aura, par sa faute, été retirée du rôle ou n'aura pu être plaidée au jour indiqué, l'avocat sera responsable envers la partie des frais de la remise et, s'il y a lieu, condamné à des dommages-intérêts pour le retard subi (6).

(1) V. Cresson, t. I, p. 258, 259.

(2) *Ibid.*, p. 257.

(3) C. civ., art. 1597.

(4) V. Cresson, t. II, p. 9 ; Mollot, t. I, p. 56.

(5) *Ibid.*, p. 10.

(6) Décret du 2 juillet 1812, art. 8.

Secret professionnel.— Etant donné le caractère souvent confidentiel des déclarations qui leur sont faites par les parties, il est très naturel que l'avocat soit tenu de respecter strictement les secrets qui lui sont confiés. Cette règle est sanctionnée, en cas de violation, par une amende de 100 à 500 francs et d'un emprisonnement d'un mois à six mois (1). Sur ces confidences, il ne peut être tenu de déposer en justice. Appelé en témoignage, il prête serment mais avec réserve des faits qu'il doit taire.

VI. — Honoraires.

Les honoraires auxquels l'avocat a droit pour ses travaux sont soumis à d'anciennes règles traditionnelles : en principe, les honoraires doivent être offerts spontanément par le client sans que l'avocat puisse les réclamer par lettre ni autrement. Cependant on admet que l'avocat peut fixer des émoluments lorsqu'il se déplace et va plaider hors de son siège ; dans ce cas, en effet, il s'agit autant de frais et débours que d'honoraires. Le conseil de l'ordre des avocats de Paris a adopté cette façon de voir par arrêt du 4 janvier 1859. Le pacte de *quota litis*, par lequel un avocat accepte ou prescrit comme honoraires une part de l'intérêt du procès est proscrit par la plupart des barreaux comme étant contraire à sa dignité ; il en serait de même de la convention par laquelle il aurait droit à des honoraires plus ou moins considérables selon le gain ou la perte du

(1) C. pén., art. 378.

procès. Quand l'avocat est commis d'office, il ne doit jamais accepter d'honoraires quand bien même son client insisterait pour lui en offrir (1). Ces règles purement professionnelles n'obligent pas les tribunaux, et il est certain qu'une action en demande d'honoraires devrait être admise par eux ; certains barreaux d'ailleurs l'autorisent, mais cela n'est pas admis par le barreau de Paris.

ORGANISATION DE LA CORPORATION.

VII. — Ordre des avocats.

Les avocats plaçant près d'un même tribunal ou d'une même Cour sont réunis en une sorte de corporation qui porte le nom d'ordre. Seuls, les avocats qui font partie d'un ordre jouissent des privilèges et avantages accordés à la profession. Ce privilège de l'ordre des avocats a souvent été l'objet d'attaques auxquelles il a résisté victorieusement. C'est qu'en effet, la profession d'avocat exige de ceux qui l'exercent une grande probité. A l'avocat on confie des dossiers contenant des documents d'une importance telle qu'ils entraînent souvent pour la partie qui les détient, le gain du procès. Un agent d'affaires peu scrupuleux pourrait être tenté de remettre ces pièces à la partie adverse moyennant des avantages considérables ; peut-être aussi ses conseils ne seraient-ils pas complètement désintéressés. Or il faut que le plaideur puisse avoir la plus entière confiance en la

(1) V. Cresson, t. I, p. 355.

personne qu'il choisit pour défendre ses intérêts. Le rôle de l'ordre des avocats est précisément de permettre cette confiance. Ses membres, admis après que leur moralité et leur dignité ont été reconnues, présentent les plus grandes garanties. Durant leur carrière, ils sont en outre soumis à l'autorité d'un conseil qui veille jalousement à ce que rien ne vienne diminuer leur honorabilité et leur indépendance ; si une faute est commise par un avocat, le membre indigne est banni de la corporation ; des règles strictes l'empêchent d'ailleurs d'être entraîné de compromissions en compromissions sur la pente de l'indélicatesse. Pour ces raisons, l'ordre des avocats a pu repousser victorieusement les attaques dirigées contre son privilège.

A la tête de l'ordre des avocats se trouve le bâtonnier, ainsi appelé parce que c'était chez lui qu'on portait dans le temps la bannière ou le bâton de Saint Nicolas. D'abord élu par les membres de l'ordre, puis nommé par le procureur général, ensuite élu de nouveau par les membres de l'ordre pour n'être plus tard élu que par les membres du conseil de discipline, le bâtonnier est actuellement, aux termes du décret du 10 mars 1870, élu par l'ordre des avocats, à la majorité absolue. Ses fonctions ne durent qu'un an, mais il est immédiatement rééligible.

Le bâtonnier représente la corporation, il intente les actions qui intéressent l'ordre et repousse celles qui sont dirigées contre lui. Il représente le conseil de discipline et les assemblées générales de l'ordre qu'il a qualité pour convoquer. C'est également lui qui préside les conférences

instituées pour compléter l'instruction professionnelle des stagiaires.

A côté du bâtonnier se trouvent d'autres dignitaires : le trésorier qui est chargé de la gestion des fonds de l'ordre, perçoit les recettes et règle les dépenses, le secrétaire qui est généralement le membre du conseil inscrit le dernier au tableau, l'archiviste et le conservateur de la bibliothèque. Le titre de doyen qui conférait autrefois des privilèges importants à celui qui en était revêtu, n'est plus qu'une dignité purement honorifique.

VIII. — Conseil de l'ordre.

Sous l'ancien barreau, tous les avocats délibéraient en commun sur les questions qui intéressaient la corporation. Cependant, les bâtonniers et un certain nombre d'avocats choisis par les colonnes avaient l'habitude de se réunir pour discuter les différentes questions intéressant l'ordre, cela évitait des assemblées générales trop fréquentes. Le décret du 14 décembre 1810 qui institue le conseil de l'ordre est venu transformer en une règle ce qui n'était qu'un usage. Ce décret exigeait par son article 2, qu'il y eut un conseil de discipline dans toutes les villes où les avocats étaient plus de vingt ; s'ils n'atteignaient pas ce nombre, les fonctions du conseil de discipline devaient être remplies par le tribunal obligé dans certains cas de prendre l'avis du bâtonnier. Ce décret donnait au procureur général le choix des membres du conseil, il devait toutefois

les prendre sur une liste de candidats dressée par les avocats inscrits ; c'était le procureur général qui choisissait aussi le bâtonnier.

Un second système formulé par l'ordonnance du 20 novembre 1822, tout en diminuant en cette matière les attributions du procureur général, enlevait aussi aux membres de l'ordre le choix des membres de leur conseil. Ce système était le suivant : les avocats inscrits devaient être divisés en colonnes, on prenait pour constituer le conseil les deux plus anciens avocats inscrits de chaque colonne et ceux ayant rempli les fonctions de bâtonnier ; ce conseil était complété par un secrétaire qui était choisi par les membres du conseil parmi ceux d'entre eux qui, âgés de trente ans révolus, avaient au moins dix ans d'exercice.

Le droit de choisir les membres du conseil fut rendu à l'ordre par l'ordonnance du 27 août 1830, et depuis lors, ils sont élus directement au scrutin de liste par une assemblée composée de tous les avocats inscrits au tableau. L'article 2 de cette ordonnance détermine le nombre de membres dont seront composés ces conseils, il varie selon le nombre des membres de la corporation.

ATTRIBUTIONS.

1^o *Administration de l'ordre*

Le conseil de l'ordre est chargé de donner des solutions à toutes les questions ayant trait aux incompatibilités à

l'exercice de la profession, de s'occuper de tout ce qui se rapporte au stage et au tableau, de défendre tous les intérêts corporatifs des avocats, leurs prérogatives, leurs droits, de régler leurs devoirs (1). Il administre aussi les propriétés et les revenus de la communauté.

2° *Maintien de la discipline.*

Mais ses attributions les plus importantes sont celles qui ont pour but le maintien de la discipline parmi les membres de la corporation. Le conseil est appelé à exercer son action disciplinaire lorsqu'il est saisi d'une plainte portée contre un avocat par le procureur général, par tout autre magistrat, par une partie quelconque ou par un confrère ; quelquefois il se saisit d'office à la suite de faits qui lui paraissent appeler son attention (2), quelquefois c'est l'avocat atteint par des imputations qu'il juge contraires à sa dignité et à son honneur qui saisit lui-même le conseil des faits qui lui sont reprochés. Quoique l'ordonnance de 1822 ne parle que des avocats inscrits au tableau, il n'est pas douteux que ce pouvoir disciplinaire porte également sur les avocats stagiaires ; mais dans ce cas, la décision du conseil est sans appel, aussi bien de la part de la partie condamnée que de la part du procureur de la République, alors qu'il n'en est pas ainsi lorsqu'il s'agit d'un avocat inscrit (3).

Le conseil de l'ordre, compétent quand il s'agit de faits

(1) Ordonnance du 20 novembre 1822, art. 12.

(2) Ordonnance du 20 novembre 1822, art. 15.

(3) V. Dupin, n° 99.

professionnels, de questions purement disciplinaires, peut, dans certains cas, s'occuper également de faits de l'avocat, étrangers à l'exercice de sa profession, lorsque ces faits sont de nature à le déshonorer. Les conseils de discipline sont en effet chargés d'exercer toute la surveillance que les intérêts de l'ordre rendent nécessaire, et de maintenir les principes sur lesquels reposent l'honneur de ses membres, sans distinction entre les actes commis dans l'exercice ou hors de l'exercice de la profession.

Pour sanctionner ses décisions et pour réprimer les infractions aux règles professionnelles, le conseil de l'ordre a à sa disposition plusieurs peines qui sont : l'avertissement, la réprimande, la suspension ou interdiction temporaire et la radiation du tableau (1). Il y a en outre une pénalité qui est spéciale aux avocats stagiaires et qui est la prorogation ou la révocation du stage.

La suspension ne peut être prononcée que pour une année. La radiation, la peine la plus grave, puisqu'elle prive l'avocat de la plupart des prérogatives qui lui sont accordées, ne peut être prononcée que par un arrêt rédigé par écrit et motivé (2). D'ailleurs, tout arrêt qui porte condamnation à une peine disciplinaire doit être motivé avec soin et de telle façon qu'il puisse se défendre de lui-même en appel. Lorsqu'il porte condamnation à suspension ou à radiation, cet arrêt doit être transmis au procureur général qui en assure l'exécution (3).

(1) Ordonnance du 20 novembre 1822, art. 18.

(2) Cresson, t. II, p. 156.

(3) Ordonnance du 20 novembre 1822, art. 24. Cresson, t. II, p. 145.

La majorité des auteurs admet que l'avocat ainsi rayé, s'il perd le droit de plaider, conserve cependant celui de donner des consultations (1) et la jurisprudence semble être implicitement de cet avis (2) puisque le Conseil d'Etat eut à décider si l'avocat rayé devait encore le paiement de la patente lorsqu'il continuait à donner des consultations et à recevoir des honoraires. Ce qui n'a jamais été contesté, c'est qu'un avocat rayé par un barreau peut obtenir son admission à un autre tableau (3).

Chaque fois qu'après avoir entendu l'avocat incriminé il est rendu une décision le condamnant à la radiation ou à la suspension, cet avocat peut faire appel (4). L'ordonnance de 1822 ne parle pas du cas de simple omission : son effet étant le même que celui produit par la radiation ou la suspension, il y aura également droit à appel. Le procureur de la République peut toujours faire appel, quelle que soit la décision rendue à la suite de la poursuite (5). Il doit être formé dans les dix jours qui suivent le communiqué de la sentence faite par le bâtonnier (6), et il est porté devant la Cour dans le ressort de laquelle l'avocat exerce sa profession (7). Ainsi que l'ordonne l'article 52 de la loi du 20 avril 1810 pour les mesures prises à l'égard des membres des

(1) *Sic*, Daviel, *Examen de l'Ordonnance de 1822*, p. 34.

(2) Cons. d'Etat, 25 juin 1857, S. 58.2.542 ; 30 mai 1866, S. 67.2.168 ; 15 juillet 1868, S. 69.2.979 ; 8 février 1869, S. 70.2.96.

(3) Cresson, t. II, p. 155.

(4) Ordonnance du 20 novembre 1822, art. 24.

(5) *Ibid.*, art. 25.

(6) *Ibid.*, art. 26.

(7) *Ibid.*, art. 24.

Cours et des tribunaux, les Cours statuent en assemblées générales et dans la chambre du conseil (1).

Contre les arrêts d'une Cour rendus sur appel d'une décision du conseil de discipline, on peut former un recours en cassation basé sur l'incompétence ou sur l'excès de pouvoir, cela n'est pas douteux (2). Dans les autres cas, la jurisprudence semble ne pas admettre le pourvoi (3).

IX. — Action disciplinaire des tribunaux.

En dehors du droit de surveillance qu'ont les procureurs généraux et les Cours d'appel sur l'ordre des avocats, les autres tribunaux ont le droit de réprimer disciplinairement les fautes commises par les avocats à leurs audiences (4). L'article 43 de l'ordonnance du 20 novembre 1822, non abrogé du moins dans ses dispositions qui ne sont pas contradictoires avec l'état politique et social de la France, dispose que toute attaque qu'un avocat se permettrait, soit dans ses plaidoiries, soit dans ses écrits, de diriger contre la religion, les principes de la monarchie, la charte, les lois du royaume ou les autorités établies, doit être reprimé immédiatement sur les conclusions du ministère public par le tribunal saisi de l'affaire qui prononcera l'une des peines

(1) *Ibid.*, art. 27.

(2) Cass., 22 juillet 1834, S. 34.1.457 ; 5 avril 1841, S. 41.1.389 ; 4 janvier 1853, S. 53.1.113. *Sic*, Cresson, t. II, p. 180.

(3) *Contrà*, V. Bioche, V^e *Avocat*.

(4) Ordonnance du 20 novembre 1822, art. 16, C. proc. civ., art. 90.

prescrites par l'article 18, sans préjudice des poursuites extraordinaires, s'il y a lieu.

Lorsque l'avocat ainsi « frappé à l'audience » veut faire appel, il doit en faire la déclaration au greffe et la notifier au procureur général. Si on refuse de recevoir son appel, il devra faire sommation avec déclaration que cette sommation vaut et constate l'appel, S'il y a lieu, procès-verbal sera dressé par huissier du refus du greffier de recevoir l'appel et ce procès-verbal sera signifié au greffier et au procureur (1). Cet appel sera également porté devant la Cour du ressort.

Le pouvoir des Cours et des procureurs généraux ne se limite pas aux faits qui se sont passés au cours d'une audience. Ainsi la Cour aura à intervenir à la suite de propos irrespectueux tenus par un avocat hors de sa présence, mais dont elle aura eu néanmoins connaissance. Pour certaines fautes commises par l'avocat à la suite desquelles le conseil de l'ordre devrait intervenir directement, mais qui se présentent de telle façon que le conseil n'est pas susceptible d'être saisi par la plainte d'un tiers, et au cas où ce conseil n'interviendrait pas, la Cour devrait se saisir elle-même (2). Elle pourrait de même se saisir directement d'une affaire dans laquelle le conseil serait juge et partie.

(1) V. Cresson, t. II, p. 176.

(2) Cass., 22 juillet 1834, S. 34.1.457.

L'exercice de l'action judiciaire contre un avocat coupable de faits d'audience répréhensibles, n'arrête pas les poursuites disciplinaires du conseil de l'ordre : acquitté ou condamné pour ces faits d'audience, l'avocat peut en outre être poursuivi devant le conseil de discipline.

CHAPITRE II

PROFESSIONS NON ORGANISÉES EN ORDRE.

Cette classe de professions est la moins strictement réglementée : plus de nomination du chef de l'Etat, de chambre de discipline, de surveillance spéciale des tribunaux, de règles particulières, plus besoin même, comme pour les avocats, d'être admis à faire partie de la corporation par un conseil placé à sa tête. La possession d'un simple diplôme en permet le plein exercice. Lorsque ceux qui exercent ces professions tombent sous le coup des lois, ce n'est généralement que pour des fautes relevant du droit commun. Ces fautes peuvent bien être commises à l'occasion de l'exercice de leur profession, mais pour eux, il y a peu de fautes réellement professionnelles prévues et punies par des textes spéciaux.

1. — LES MÉDECINS ET LES CHIRURGIENS.

I. — Historique.

Si en Grèce et à Rome la médecine n'était soumise à aucune réglementation (1), de bonne heure il n'en fut plus

(1) Montesquieu, *Esprit des lois*, liv. 29, chap. 14.

de même en France où on songea bientôt à réglementer l'exercice de cette profession et à la réserver à des gens présentant certaines garanties de savoir. C'est ainsi que, par un édit rendu en 1311, Philippe le Bel défendit d'exercer la chirurgie à quiconque n'aurait pas subi un examen des maîtres chirurgiens jurés de Paris. Ces maîtres chirurgiens tenaient leurs droits du premier chirurgien du Roi : il exerçait sur les autres médecins une certaine juridiction qui fut réglementée par les statuts de 1370 et de 1383. Puis on voulut empêcher l'exercice illégal de la médecine et par lettres patentes du mois d'août 1390, Charles VI enjoignit au prévôt de Paris de veiller à ce que nul n'exercât la médecine et la chirurgie sans en avoir été reconnu capable.

Henri III, par une ordonnance du mois de mai 1579 décide : « nul ne pourra pratiquer en médecine qu'il ne soit docteur en la Faculté de médecine de l'Université de Paris. » En outre : « il ne sera passé aucun maître ès-chirurgie ès-ville où il y aura une Faculté, que les docteurs régens en médecine ne l'aient approuvé ». Quelques années après, le 12 septembre 1598, le parlement rendait un arrêt permettant de frapper d'amende qui exercerait indûment la médecine.

Le privilège du premier chirurgien du Roi de délivrer des lettres autorisant l'exercice de barbier-chirurgien, fut confirmé par des lettres patentes de 1611 ; puis on trouve un édit de mars 1707 réglementant l'étude et l'exercice de la médecine, des lettres patentes du 22 juillet 1748, confirmant la création d'une Académie de médecine fondée à

Paris en 1731 et enfin, un édit de 1768 réglementant le collège de chirurgie de Paris.

Tels sont les principaux textes qui réglementaient l'exercice de la médecine et de la chirurgie sous l'ancien régime. Il n'y avait pas un corps de loi qui réglât cette question, mais des ordonnances diverses rendues au fur et à mesure que le besoin s'en faisait sentir. La médecine et la chirurgie étaient soumises à des textes différents, d'ailleurs peu strictement appliqués. La chirurgie était considérée comme un art inférieur peu digne d'un médecin et les médecins eux-mêmes, à en croire Racine et Molière, étaient d'une science contestable, de ridicules cérémonies plutôt que des examens sérieux présidaient à leur réception (1).

Cependant cette organisation persista jusqu'à la Révolution. L'Assemblée législative supprima par le décret du 18 août 1792 tous les corps savants, facultés, universités, voyait dans ces diverses institutions un souvenir de l'ancien régime et voulant rendre libre l'accès de toutes les professions. Quelqu'insuffisante qu'ait été l'ancienne réglementation, elle valait encore mieux que cette anarchie. Les résultats ne se firent pas attendre : tout le monde pouvant exercer la profession de médecin, ce fut le triomphe de gens sans aveu, que rien ne retenait, charlatans éhontés dupant la crédulité publique, prescrivant des remèdes dangereux, se livrant à toutes les compromissions (2). Cet état

(1). V. Pabon, *Manuel juridique des médecins, des dentistes et des sages-femmes*, p. 24.

(2). V. Fourcroy, *Motifs de la loi du 19 ventôse an XI*, Séance du Corps législatif du 7 du même mois.

de choses amena une réaction, on vit le danger de ne pas surveiller certaines professions et on fut amené à régler de nouveau l'exercice de la médecine. Ce fut l'objet de la loi du 19 ventôse an XI.

Cette loi commençait par poser que nul ne pourrait exercer la profession de chirurgien ou de médecin s'il n'avait pas été examiné et reçu selon la formule prescrite. Deux titres conféraient le droit d'exercer la médecine : celui de docteur en médecine accordé à ceux qui avaient été reçus par une Faculté, et celui d'officier de santé accordé à ceux qui n'avaient été reçus que par les jurys médicaux.

Cette législation, la première qui, sur cette question, formât un tout homogène, n'était pas cependant sans présenter de graves inconvénients. D'abord ce double moyen de recrutement du corps médical par les Facultés et par les jurys médicaux laissait fort à désirer. Ces jurys médicaux, soumis à des influences locales, n'étaient pas toujours assez exigeants, la science des officiers de santé s'en ressentait. En outre, on n'avait pas prévu des peines assez graves pour réprimer l'exercice illégal de la médecine. Les médecins les plus autorisés demandaient que leur profession fût soumise à une réglementation plus sévère (1).

On tenta vainement de modifier cette réglementation en 1823, on y revint en 1847 sous le ministère de M. Salvandy. Le projet de loi fut l'objet d'une brillante discussion à la Chambre des pairs. Ce projet intéressant supprimait les

(1) V. Actes du congrès médical de France, résumé des séances du congrès réuni à Paris en 1845.

officiers de santé, étendait les attributions des écoles préparatoires de médecine, supprimait le concours pour le professorat en médecine qu'il remplaçait par un système de présentation, interdisait l'exercice de la profession aux personnes qui ne présentaient pas certaines garanties de moralité ou qui avaient été frappées de certaines condamnations, aggravait les peines qui réprimaient l'exercice illégal de la médecine et enfin créait des médecins cantonaux et des conseils médicaux.

Malheureusement, la Révolution de 1848 survint alors, le projet ne put être discuté par la Chambre des députés et tomba dans l'oubli. Mais en 1863 et en 1864, de nombreuses pétitions furent déposées demandant la révision de la loi de l'an XI. Parmi ces pétitions, les unes demandaient la suppression des officiers de santé, d'autres au contraire demandaient l'extension de leurs droits. Cette révision fut de nouveau demandée en 1871 par MM. Naquet et Chevandier ; enfin, dix ans plus tard, une commission extra-parlementaire dans laquelle figuraient de nombreux médecins, sénateurs ou députés, fut nommée pour étudier cette question. Le 6 novembre 1883, M. Chevandier et plusieurs de ses collègues déposèrent un nouveau projet de loi, mais on était arrivé à la fin de la législature et cette proposition ne fut pas étudiée. Elle fut reprise par ses auteurs et présentée à la Chambre nouvelle dès sa réunion, en 1885. Dans sa séance du 16 janvier 1886, la Chambre prit cette proposition en considération ainsi que celle de M. Wickersheimer, déposée en novembre 1885 (1).

(1) Sirey, *Lois annotées*, 1893, p. 489, *ad notam*.

L'association des médecins de France avait, en 1884, adopté une proposition de même nature et une autre avait été adressée à la Chambre au nom de la commission dite du concours médical. En outre, de nouveaux projets avaient été déposés le 23 et le 25 novembre par MM. Lockroy et Chevandier et par le gouvernement. Un nouveau rapport fut déposé par M. Chevandier et, dans ses séances des 17 et 19 mars 1891, la Chambre adopta le projet de loi. Au Sénat, le rapport de M. Cornil servit de base à la discussion, et après quelques modifications, ce projet devint la loi du 30 novembre 1892 qui est aujourd'hui en vigueur. Cette loi, par son article 36, abroge formellement la loi du 10 ventôse an XI.

II. — Conditions qu'il faut remplir pour pouvoir exercer la profession de médecin.

La loi de 1892 commence, comme la loi de l'an XI, par poser que : « nul ne peut exercer la médecine en France s'il n'est muni d'un diplôme de docteur en médecine délivré par le gouvernement français à la suite d'examen subi devant un établissement d'enseignement supérieur médical de l'État ».

Par mesure transitoire, les officiers de santé, reçus antérieurement à la loi, conservent, en vertu des articles 29 et 34, le droit d'exercer leur profession. Ils en reçoivent même un avantage, puisqu'ils peuvent désormais exercer leur profession sur tout le territoire de la République, alors

qu'avant cette loi, ils ne pouvaient exercer que dans le département où ils avaient été reçus. De même, les étudiants qui, au moment de la promulgation de la loi de 1892, avaient pris des inscriptions pour devenir officiers de santé voyaient ces inscriptions devenir valables pour l'obtention du grade de docteur en médecine.

Aux termes de l'article 8, le doctorat en chirurgie demeure aboli. Puis, craignant et prévoyant dans certains cas la pénurie du personnel médical, la loi y remédie en autorisant dans certaines circonstances l'exercice de la médecine par des personnes non munies du diplôme de docteur. L'article 6 dit en effet : « Les internes des hôpitaux et hospices français nommés au concours et munis de 12 inscriptions et les étudiants en médecine dont la scolarité est terminée peuvent être autorisés à exercer la médecine pendant une épidémie ou à titre de remplaçant de docteur en médecine ou d'officiers de santé. Cette autorisation limitée à trois mois, est délivrée par le préfet et peut être renouvelée dans les mêmes conditions ».

L'exercice de la médecine est ouvert aux femmes (1) ; cela résulte des travaux préparatoires. L'article 3 de cette loi soumet les sages-femmes à la possession du diplôme de 1^{re} ou de 2^e classe, mais elle reste muette sur les lithotomistes, bandagistes-herniaires, rebouteurs, pédicures, masseurs, magnétiseurs, etc., que la doctrine et la jurisprudence astreignent ou non à la possession du diplôme médi-

(1) V. séance du 17 mars 1891, *Journal officiel* du 18 mars, p. 656.

cal selon qu'il faut ou qu'il ne faut pas absolument avoir des connaissances médicales pour l'exercice de ces professions ; elle s'occupe enfin des médecins étrangers.

La loi de l'an XI autorisait le gouvernement à permettre aux médecins gradués et diplômés à l'étranger d'exercer en France. La conséquence de cette disposition fut qu'on abusa de ces autorisations données sans contrôle et que la France devint le pays d'élection vers lequel convergèrent tous les médecins qui, jouissant dans leur pays d'une gênante réputation d'ignorance ou d'indélicatesse, vinrent se refaire une virginité parmi nous. Pour arrêter le mal, des arrêtés avaient été pris dont l'un, en date du 8 septembre 1827, émanant du conseil royal de l'instruction publique, obligeait les médecins qui voulaient s'établir en France à subir les mêmes examens que les étudiants des Facultés de médecine ; un autre arrêté du 18 octobre 1834 exigeait un diplôme d'une des trois Facultés du royaume. Mais ces arrêtés ne pouvaient abroger la loi de l'an XI et les abus continuèrent comme par le passé. En 1878, M. Roger Marvaise avait déposé à la Chambre une proposition de loi par laquelle les autorisations d'exercer en France ne pourraient être données aux médecins étrangers qu'après qu'ils auraient subi victorieusement un examen théorique et un examen pratique. Mais cette proposition ne fut pas votée et ce n'est que la loi de 1892 qui vint mettre un terme à ces abus.

La loi de 1892 tranche la question dans son article 5 en soumettant les médecins étrangers au diplôme. Par me-

sure transitoire, aux termes de l'article 28, les médecins étrangers exerçant en France au moment de la promulgation de la loi, continueront à jouir de l'autorisation qui leur a été donnée dans les conditions de cette autorisation. Cependant, accidentellement, un médecin étranger peut être appelé en France, soit pour une opération, soit pour une consultation.

III. — Droits des médecins.

Le ministère des médecins est absolument facultatif ; ils sont toujours libres, quels qu'en soient les motifs, de refuser leurs soins quand ils le jugent bon.

La jurisprudence a admis que les médecins avaient le droit de céder leur clientèle. Ce point a été très discuté, de nombreux auteurs étant d'un avis opposé, d'autres au contraire soutenant la thèse à laquelle s'est rangée la Cour de cassation (1). Même non pourvus du diplôme de pharmacien, ils peuvent vendre des médicaments dans les lieux où il n'y a pas de pharmacien, la loi du 30 juin 1893 sur la pharmacie leur reconnaissant formellement ce droit.

L'article 13 de la loi de 1892 leur permet de se constituer en syndicats ; c'est pour eux un droit très intéressant qui leur était contesté avant cette loi. Par là, ils peuvent entrer en relations les uns avec les autres, s'entendre pour la défense de leurs intérêts professionnels, faire aplanir par le

(1) Sic, Cass., 12 mai 1885 (S. 85.1.440), 13 mai 1861 (S. 61.1.638). — V. Lechopié et Floquet, *Code des médecins*, p. 238. — *Contrà*, Paris, 29 décembre 1847 (S. 48.2.64).

syndicat les contestations qui se seraient élevées entre un médecin et un client.

Leurs honoraires, quand ils se rattachent aux frais de dernière maladie, figurent parmi les créances privilégiées ; l'article 2101 du Code civil, modifié par la loi du 30 novembre 1892, les mentionne dans son paragraphe 3 et conformément à l'article 2272 également modifié par la loi de 1892, l'action relative au paiement de ces créances est soumise à la prescription de deux ans.

IV. — Obligations des médecins.

L'article 9 de la loi de 1892 dispose que tout médecin qui veut exercer doit, dans le mois qui suit son établissement, faire enregistrer son diplôme à la sous-préfecture de sa résidence et au greffe du tribunal civil. Cet enregistrement a lieu sans frais. Cette mesure a une double utilité, celle de permettre l'établissement de statistiques et celle plus grande de faciliter la poursuite de l'exercice illégal de la médecine (1) ; dans ce même but, le même article 9 interdit d'exercer la médecine sous un pseudonyme. Faute de se soumettre à cet enregistrement, le médecin peut être frappé d'une amende de 25 à 100 francs.

La loi de 1892 leur impose diverses autres obligations. Certaines ont trait à la lutte contre les maladies contagieuses, d'autres ont trait à l'établissement des états civils et des

1) V. Lechopié et Floquet, *Nouvelle législation médicale*, p. 101.

statistiques. En ce qui concerne les maladies épidémiques, l'article 15 de la loi de 1892 dispose que : « Tout docteur, officier de santé ou sage-femme est tenu de faire à l'autorité publique, son diagnostic établi, la déclaration des cas de maladies épidémiques tombées sous son observation et visée dans le paragraphe suivant. La liste des maladies épidémiques, dont la divulgation n'engage pas le secret professionnel, sera dressée par arrêté du ministre de l'intérieur, après avis de l'Académie de médecine et du comité consultatif d'hygiène publique de la France. Le même arrêté fixera le mode de déclaration des dites maladies . » Cet article fut vivement attaqué par le corps médical qui y voyait une atteinte au secret professionnel et aux intérêts des malades. Il fut défendu par M. Cornil qui fournit devant le Sénat un rapport très intéressant sur ce sujet et qui entraîna le vote de ce texte (1). Un arrêté pris en exécution de cet article, le 23 novembre 1893, par le ministre de l'intérieur, fixe quelles sont les maladies soumises à cette déclaration, comment, à qui et par qui ces déclarations doivent être faites. L'article 21 de la loi de 1892 prévoit, contre le médecin ou l'officier de santé qui aurait manqué à faire ces déclarations, une amende allant de 50 à 200 francs. La loi du 3 mars 1822 prescrivait déjà la déclaration des maladies de nature pestilentielle. Toute contravention à ces prescriptions était punie très sévèrement puisque la peine prévue était un emprisonnement de 15

(1) V. *J. off.*, *Documents parlementaires*, mai 1892, p. 43.

jours à trois mois, une amende de 50 à 500 francs et une interdiction d'un an à cinq ans, si le coupable était médecin. Cette disposition est, croyons-nous, non abolie et devra continuer à s'appliquer, mais seulement dans les cas prévus par la loi de 1822 : ainsi elle ne s'appliquera qu'aux portions du territoire français déterminées par un décret préalablement publié et affiché (1).

Les médecins doivent en outre, aux termes de l'article 56 du Code civil, déclarer les naissances à défaut du père lorsqu'ils ont assisté à l'accouchement ; ils sont aussi ordinairement chargés de s'assurer des décès à la place de l'officier de l'état civil à qui, aux termes de l'article 77 du même Code, devrait être laissé ce soin. Quand ils délivrent de faux certificats de maladies ou d'infirmités propres à dispenser d'un service public, ils sont punissables, aux termes de l'article 160 du Code pénal.

Une ordonnance de 1666, renouvelée par une ordonnance de police du 17 ventôse an XI enjoignait aux médecins et officiers de santé de déclarer lorsqu'ils étaient intervenus pour soigner un blessé. Cette disposition qui n'a jamais été formellement abrogée est tombée en désuétude. Elle est en outre abrogée implicitement par l'article 378 du Code pénal qui défend aux médecins et chirurgiens de révéler les secrets qui leur auront été confiés dans l'exercice de leur art.

Enfin, l'article 909 du Code civil interdit aux médecins,

(1) V. Lechapié et Floquet, p. 439 et 482.

chirurgiens et officiers de santé de profiter des libéralités qui leur seraient faites, par des dispositions testamentaires ou entre vifs, par les personnes qu'ils auraient soignées au cours des maladies dont elle seraient mortes,

V. — Exercice illégal de la médecine.

L'article 16 de la loi de 1892 fait, de l'exercice illégal de la médecine, un délit d'habitude. Plusieurs faits peu graves en eux-mêmes, mais assez répétés pour montrer que leur auteur se livre à l'exercice de la médecine, suffisent pour constituer le délit qui est ainsi défini : « exerce illégalement la médecine : 1° toute personne qui, non munie d'un diplôme..., prend part habituellement ou par une direction suivie, au traitement des maladies, etc... »

Des discussions de la loi (1) il résulte bien, conformément à son texte, que c'est celui qui a l'habitude de donner des soins que le législateur a entendu poursuivre ; mais le texte, est muet sur ce qui constitue faire acte de médecine : c'est là une question laissée par le législateur à l'appréciation des tribunaux, à juste titre, car une énumération des actes qui constituent l'exercice illégal de la médecine aurait été forcément incomplète. En outre, dans certains cas d'urgence, comme un accouchement, l'intervention de

(1) V. Chevandier, Rapport à la Chambre des députés, 11 juin 1885 (*J. off.* du 12, p. 55), Rapport de M. Cornil du 22 novembre 1892 (*J. off.* du 23, p. 925), Rapport de M. Brouardel du 7 avril 1892 (*J. off.* du 8, p. 400).

personnes étrangères à l'art médical se justifie ; il ne faudrait pas proscrire cette action souvent bienfaisante. C'est l'habitude qui constitue le délit et une seule intervention, même fort grave comme l'amputation d'un membre, ne saurait entraîner des poursuites contre son auteur. les textes pénaux devant être interprétés limitativement.

L'exercice illégal de la médecine peut aussi bien être commis par des personnes munies de diplômes réguliers, car l'article 16 dit : « Exerce illégalement la médecine toute personne qui, munie d'un titre régulier, sort des attributions que la loi lui confère, notamment en prêtant son concours aux personnes visées dans les paragraphes précédents, à l'effet de les soustraire aux prescriptions de la présente loi ». Par là sont punissables certaines personnes qui, munies de diplôme régulier leur permettant certaines interventions, comme il en est des sages-femmes, ou qui, pouvant exercer la médecine dans certaines conditions, comme il en est des étudiants en médecine, sortent de leurs attributions ou exercent la médecine en dehors des conditions auxquelles cet exercice est soumis. Par là seraient également punissables les docteurs qui couvriraient de leur diplôme l'exercice de la médecine par des personnes non diplômées, comme cela se fait pour certains établissements orthopédiques à la tête desquels on place, pour se soustraire aux poursuites, un médecin authentique, alors que les opérations sont faites par un rebouteux quelconque (1).

(1) V. Cass, 25 avril 1857 (S. 57.1.619) ; 17 décembre 1859 (S. 60.1.298) ; 18 août 1860 (S. 61.1.661).

Cet article 16 s'occupe aussi de l'art dentaire et des accouchements dont il proscrit l'exercice par les personnes qui ne sont pas munies du diplôme *ad hoc*. Les accouchements ne peuvent, « sauf au cas d'urgence », être pratiqués que par une sage-femme diplômée ou par un médecin. Le diplôme de la sage-femme lui permet de suivre l'accouchement et de donner des soins, mais il ne l'autorise pas à pratiquer une intervention chirurgicale en employant des instruments; elle ne saurait aussi ordonner de médicaments, chose qui est de la compétence des médecins seuls (1).

Nous avons déjà vu qu'une exception prévue par la loi à la règle générale, qui veut qu'on ne puisse exercer la médecine sans être pourvu d'un diplôme, est celle qui résulte de l'urgence avérée. Une autre exception est envisagée dans le dernier paragraphe de l'article 16, en vertu duquel : « les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne peuvent s'appliquer aux élèves en médecine qui agissent comme aides d'un docteur, ou que celui-ci place auprès de ses malades, ni aux garde-malades ».

Délit-contravention puni, sous le régime de la loi de l'an XI de simples peines de police quand il n'y avait pas usurpation de titre, l'exercice illégal de la médecine devient avec la loi de 1892 un véritable délit, relevant, aux termes de l'article 17, des tribunaux correctionnels. Ce même article établit quelles sont les personnes qui peu-

(1) Article 16, § 2.

vent poursuivre l'exercice illégal de la médecine : ce sont les médecins, les chirurgiens-dentistes, les sages-femmes, les associations de médecins régulièrement constituées, les syndicats visés dans l'article 13. Ces personnes pourront aussi se porter, s'il y a lieu, parties civiles dans toutes poursuites de ces délits intentées par le ministère public, soit sur la plainte de la victime, soit directement. Toutefois, conformément au droit commun et à la jurisprudence antérieure à la loi de 1892, pour pouvoir exercer ces poursuites, il faut pouvoir justifier d'un préjudice matériel ou moral (1).

L'article 18 de la loi de 1892 prévoit les peines à appliquer au cas d'exercice illégal de la médecine. Ce délit est puni d'une amende de 100 à 500 francs et en cas de récidive d'une amende de 500 à 1.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement. L'exercice illégal de l'art de l'accouchement est puni d'une amende de 50 à 100 francs et en cas de récidive d'une amende de 100 à 500 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Ce délit est aggravé lorsqu'il est commis avec l'usurpation du titre de docteur en médecine, il est alors puni plus sévèrement. L'article 19 dispose que « l'exercice illégal de la médecine..., avec usurpation du titre de docteur ou d'officier de santé, est puni d'une amende de 100 à

(1) V. Lechopié et Floquet, p. 173 ; Roland, *Les médecins et la loi* du 3 novembre 1892, n° 274.

2.000 francs, et en cas de récidive d'une amende de 2.000 à 3.000 francs et d'un emprisonnement de six mois à un an, ou de l'une de ces deux peines seulement ». Quant à l'usurpation du titre de sage-femme, il est puni d'une amende de 100 à 500 francs et en cas de récidive d'une amende de 500 à 1.000 francs et d'un emprisonnement de un mois à deux mois ou de l'une de ces peines seulement.

L'article 20 vise l'usurpation du titre français de docteur en médecine, il dit : « Est considéré comme ayant usurpé le titre français de docteur en médecine, quiconque, se livrant à l'exercice de la médecine, fait précéder ou suivre son nom du titre de docteur en médecine, sans en indiquer l'origine étrangère. Il sera puni d'une amende de 100 à 200 francs. »

La récidive qui entraîne l'aggravation de la peine est soumise à certaines règles spéciales : l'article 24 s'en occupe. Aux termes de cet article, pour qu'il y ait récidive, il faut que le prévenu ait déjà été condamné pour un délit de qualification identique : si le premier délit a été qualifié d'exercice illégal de la médecine, il n'y aura récidive que si le second délit est semblablement qualifié (1). Il faut aussi, contrairement aux articles 57 et 58 du Code pénal, qui stipulent que le délai de cinq ans court du jour de l'expiration de la peine prononcée à la suite de la première infraction ou du jour où la prescription a été acquise, que le second délit soit commis dans les cinq ans qui suivent la

(1) V. Lechopié et Floquet, p. 198 et 199; Pabon, n° 48.

première condamnation. Il faut enfin, pour qu'il y ait récidive, que la première condamnation soit devenue définitive.

VI. — Peines applicables spécialement aux médecins.

En dehors des peines de droit commun, des peines qui punissent l'exercice illégal de la médecine, et des peines portées, par les articles 80 et 81 de la loi militaire du 23 mars 1905, contre les médecins qui, par leur complaisance coupable, ont permis à des jeunes gens de se soustraire aux obligations du service militaire, d'autres peines, présentant le caractère de peines accessoires, sont applicables aux médecins. L'article 25 dit en effet : « La suspension temporaire ou l'incapacité absolue de l'exercice de leur profession peuvent être prononcées par les cours et tribunaux accessoirement à la peine principale contre tout médecin, officier de santé, dentiste ou sage-femme qui est condamné : 1° à une peine afflictive et infamante ; 2° à une peine correctionnelle prononcée pour crime de faux, pour vol et escroquerie, pour crimes ou délits prévus par les articles 316, 317, 331, 332, 334 et 335 du Code pénal ; 3° à une peine correctionnelle prononcée par une cour d'assises pour des faits qualifiés crimes par la loi. En aucun cas, les crimes et délits politiques ne pourront entraîner l'incapacité temporaire ou l'incapacité absolue d'exercer les professions visées au présent article ».

Cette disposition, destinée à débarrasser le corps médical

des membres indignes, ne fut pas admise d'emblée. La commission de la Chambre y était opposée et M. Chevandier disait : « la question de l'incapacité temporaire ou absolue a trouvé peu de crédit dans la commission. Sans doute, le médecin puni d'une peine infamante a perdu toute considération ; mais condamner les indignes à faire de la médecine occulte n'est-ce point plus dangereux que de les considérer comme ayant payé leur dette par le châtiment et récupéré le droit d'exercer leur profession » (1). A ces arguments M. Brouardel, commissaire du gouvernement répliquait : « Il est arrivé parfois que des médecins ont commis un crime dans l'exercice de leur profession : avortement, viol, etc... Nous ne pouvons pas admettre qu'un individu qui a ainsi manifesté son indignité, alors même qu'il l'aurait expiée par trois, quatre ou cinq ans de prison vienne, par exemple, après avoir été condamné pour avortement, afficher sur sa porte : « je soigne les femmes enceintes ». Il y a là une question de moralité. » Cette déclaration entraîna le vote de l'article 25. Ce texte contient en outre une disposition destinée à empêcher d'entrer dans le corps médical, à la faveur des examens, des individus condamnés aux peines mentionnées au cours de cet article 25, alors que ces individus n'étaient pas encore médecins. Ils peuvent être expulsés des établissements d'enseignement supérieur de la médecine.

(1) V. Rapport de M. Chevandier du 27 octobre 1890 (*J. off.* du 28, p. 1806).

VII. — Médecine légale.

Médecine légale. — La justice a souvent recours à des hommes de l'art pour déterminer les causes et les conditions d'un crime ou d'un accident. Cette application des connaissances médicales aux cas de procédures civile et criminelle qui peuvent être éclairés par elle, constitue la médecine légale. Toute opération par laquelle un médecin prête à la justice le concours qui lui a été demandé constitue une expertise médico-légale.

Quoique prévoyant, dans ses articles 43 et 44, la nécessité des expertises médico-légales, le Code d'instruction criminelle n'avait fixé aucune règle pour la nomination des experts. La loi de 1892 est venue poser en principe que les fonctions de médecins experts ne pourraient être remplies que par des docteurs en médecine français. L'article 14 de cette loi qui pose cette règle, laisse d'ailleurs le soin à un règlement d'administration publique de déterminer les conditions selon lesquelles le titre d'expert peut être conféré à un médecin. Conformément à cette loi, un règlement a été promulgué le 21 novembre 1893. Ce règlement, modifié quant à son article 1 par les décrets du 23 juin 1900 et du 12 août 1904, établit en même temps le tarif des honoraires, vacations, frais de transport et de séjour des médecins experts.

II. — LES DENTISTES

A côté des médecins proprement dits, on trouve des spécialistes qui ne s'occupent que d'une partie du corps humain et des soins à y donner. Parmi eux, les dentistes sont ceux qui s'occupent uniquement des soins à donner aux dents et à la bouche.

I. — Historique.

L'art dentaire étant une branche de la médecine, il est logique que cet art ne puisse être exercé sans un brevet de capacité. Il en était ainsi avant la Révolution. Une déclaration du roi du 24 février 1730 et l'édit du mois de mai 1768 exigeaient ce brevet. Il fallait, aux termes de ce dernier édit, pour pouvoir exercer l'art dentaire, se présenter devant le Collège de Chirurgie de Paris et être admis par ce collège comme expert dentiste. Puis vint la tourmente révolutionnaire qui emporta toutes les réglementations de l'exercice des diverses professions. Par les décrets des 2 et 7 mai 1791 et du 18 août 1792, l'exercice de l'art dentaire devint libre. Les inconvénients qu'offrait le libre exercice de la médecine entraînèrent le vote de la loi du 19 ventôse an XI, mais cette loi ne parlait pas des dentistes. Par suite de ce silence, malgré l'avis de docteurs éclairés et la résistance de quelques cours et tribunaux, la Cour de cassation décida que l'art dentaire n'étant pas

soumis à une réglementation par le texte législatif, l'exercice en serait libre (1).

Lorsqu'en 1892 on eut à s'occuper de réviser la réglementation de l'exercice de la médecine, on fut amené à s'occuper de cette branche de la médecine qu'est l'art dentaire. En effet, si autrefois on avait pu, à la rigueur, considérer comme n'offrant que peu de danger pour la santé publique l'exercice d'un art qui consistait à donner aux dents malades quelques soins fort simples et à extraire par des procédés primitifs quelques dents avariées, les progrès de la médecine avaient conduit l'art dentaire à une perfection qui n'était pas sans péril, par suite de l'emploi d'agents nouveaux, mais dangereux. L'intervention locale du dentiste pouvait avoir, par l'anesthésie, une action sur l'état général du malade ; l'antisepsie entraînait l'emploi sauveur, mais quelquefois scabreux, de substances nocives. Il fallait, pour se servir des anesthésiques et des antiseptiques, des connaissances plus étendues qu'il n'en fallait anciennement pour arracher purement et simplement une dent. Le progrès entraînant des risques, il fallait veiller à ce que ceux qui seraient appelés à se servir des nouveaux moyens que la science leur offrait présentassent de sérieuses garanties de savoir. Il était conforme à l'évolution qu'on en vint à réglementer de nouveau cette profession.

Ne considérant pas les dentistes comme des médecins ordinaires, ne voulant pas exiger d'eux des connaissances

(1) Cass., 23 février 1827 (S. chron.) ; 15 mai 1846 (S. 46.1, 572).

aussi étendues, mais voulant pourtant qu'ils aient fait des études suffisantes, le législateur adopta un moyen terme qui permit cependant de s'assurer de leur capacité. La loi de 1892 créa donc un diplôme spécial de chirurgien-dentiste, laissant à un règlement d'administration publique le soin de déterminer dans quelles conditions ce diplôme serait délivré.

II. — Conditions qu'il faut remplir pour pouvoir exercer la profession de dentiste.

L'article 2 de la loi de 1892 réserve l'exercice de la profession de dentiste aux personnes munies du diplôme de docteur en médecine ou de chirurgien-dentiste. Les officiers de santé reçus comme tels avant la promulgation de cette loi ont le droit d'exercer la profession de dentiste puisqu'on doit les considérer comme assimilés aux médecins. Par mesure transitoire, l'article 32 de la loi de 1892 maintient le droit d'exercer l'art dentaire à tout dentiste justifiant qu'il est inscrit au rôle des patentes au 1^{er} janvier 1892.

Pour obtenir le diplôme de chirurgien-dentiste, il faut, d'après l'article 1^{er} du décret du 25 juillet 1893, avoir fait des études qui durent trois ans. Ce même décret détermine quelles sont les conditions que les aspirants devront remplir pour prendre leurs inscriptions. L'enseignement est donné dans les Facultés et Écoles de médecine où il est établi et dans des établissements libres d'enseignement su-

périeur dentaire qui réunissent les conditions exigées par le décret du 31 décembre 1894. Les règles posées par ce décret ont trait aux locaux, au personnel enseignant de ces écoles et aux cours qui y sont professés.

Par mesure transitoire, les dentistes inscrits au rôle des patentes au 1^{er} janvier 1892 peuvent postuler le diplôme de chirurgien-dentiste à la seule condition de subir les examens prévus par le décret de 1893, sans avoir à prendre aucune inscription. Quant aux dentistes reçus à l'étranger et qui voudraient exercer en France, ils devraient subir les examens prévus par le décret de 1893.

III. — Droits et obligations des dentistes.

Les dentistes peuvent donner leurs soins à toutes les affections de la bouche, soigner et traiter les dents, les extraire. En ce qui concerne l'emploi de l'anesthésie, la loi de 1892 fait une distinction entre les dentistes exerçant en vertu de la tolérance qu'elle a accordée à ceux qui payaient la patente au 1^{er} janvier 1892 et ceux pourvus du diplôme régulier qu'elle a établi. Tandis que les dentistes munis du diplôme peuvent pratiquer l'anesthésie, tant locale que générale, sans assistance, les autres ne le peuvent qu'en se faisant assister d'un médecin ou d'un officier de santé (1).

En ce qui concerne leurs honoraires, ils sont privilégiés

(1) Loi de 1892, art. 322. — V. séance du Sénat du 18 mars 1892 (*J. off.* du 19 mars, *Débats parlementaires*, p. 245).

en vertu de l'article 2101, du Code civil modifié par la loi du 30 novembre 1892 qui dit : « Les créances privilégiées sur la généralité des meubles sont celles ci-après exprimées et s'exercent dans l'ordre suivant : 1° les frais de justice ; 2° les frais funéraires ; 3° les frais quelconques de la dernière maladie, quelle qu'en ait été la terminaison, concurremment entre ceux à qui ils sont dus ; 4° etc... » Le privilège s'applique donc aux honoraires des dentistes ; en effet, frais de dernière maladie est très large, et la loi de 1892 considère l'art dentaire comme une branche de la médecine. La prescription d'un an édictée par l'article 2272 du Code civil contre l'action des médecins, chirurgiens, chirurgiens-dentistes, sages-femmes ou pharmaciens pour leurs visites, opérations et médicaments a été portée à deux ans par la loi de 1892.

Il est admis que le dentiste a le droit de céder sa clientèle à condition qu'il s'engage à ne plus exercer l'art dentaire dans un certain rayon de l'endroit où il était installé et de présenter et recommander le cessionnaire à ses clients habituels (1).

En beaucoup de points, les dentistes sont soumis aux mêmes règles que les médecins, c'est ainsi que, comme eux, ils tirent de l'article 13 de la loi de 1892 le droit de se constituer en associations syndicales.

Comme les médecins, les dentistes sont tenus de faire enregistrer leur diplôme dans le mois qui suit leur éta-

(1) V. Lechopié et Floquet, *Nouvelle législation médicale*, p. 238

blissement. Cet enregistrement est soumis aux mêmes règles que celui du diplôme de docteur en médecine. De même que les médecins, ils ne peuvent exercer leur art sous un pseudonyme.

Enfin, toujours comme les médecins, les dentistes peuvent, lorsqu'ils ont été condamnés à certaines peines, être frappés accessoirement d'une incapacité absolue d'exercer leur profession ou d'une simple suspension. Suspendu, le dentiste qui continue à exercer, se rend coupable d'exercice illégal de l'art dentaire et est punissable comme tel. Comme les étudiants en médecine et pour les mêmes motifs, les futurs dentistes peuvent être expulsés des établissements supérieurs d'enseignement.

IV. — Exercice illégal de l'art dentaire.

Comme pour l'exercice illégal de la médecine, il n'y a exercice illégal de l'art dentaire qu'au cas, où sans titre, on exerce cet art habituellement et en dehors des cas d'urgence avérée. Comme pour la médecine, peu importe que l'exercice de l'art dentaire soit ou ne soit pas rémunéré ; mais pour que le délit soit commis, il faut que des soins soit donnés et le mécanicien qui se charge de prendre l'empreinte des dents et de poser des postiches sans employer aucune substance toxique ou aucun anesthésique ne tombe pas sous le coup de poursuites : il est pleinement assimilable au bandagiste et à l'orthopédiste qui se contentent de prendre des mesures et de fabriquer des appareils.

L'exercice illégal de l'art dentaire est puni par l'article 18 de la loi de 1892 d'une amende de 50 à 100 francs. Lorsque cet exercice est accompagné de l'usurpation du titre de docteur ou d'officier de santé, la peine prévue est une amende de 1.000 francs à 2.000 francs, et en cas de récidive une amende de 2.000 francs à 3.000 francs, et un emprisonnement de six mois à un an ou l'une de ces deux peines seulement. L'usurpation du titre de dentiste est punie d'une amende de 100 à 500 francs et en cas de récidive d'une amende de 500 à 1.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois ou de l'une de ces peines seulement.

La loi de 1892 a fait de l'exercice illégal de l'art dentaire un délit puni de peines correctionnelles. Par conséquent les peines à appliquer en cas d'infractions multiples ne peuvent se cumuler et on ne pourra appliquer **que la plus forte** des peines encourues. Les règles qui ont été exposées pour le cas de récidive dans l'exercice illégal de la médecine s'appliquent également à la récidive dans l'exercice illégal de l'art dentaire.

Les poursuites sont exercées à la requête du ministère public ou de la partie civile ; cela est conforme aux principes généraux. De plus, ces poursuites peuvent être exercées à la requête des associations syndicales de chirurgiens-dentistes constituées conformément à l'article 13 de la loi de 1892 et ces syndicats peuvent aussi se porter partie civile dans toutes poursuites intentées par le ministère public.

TROISIÈME PARTIE

PROFESSIONS DE LIBRE EXERCICE

Si, après avoir établi une liste des différentes professions libérales, on examine les conditions auxquelles est soumis l'exercice de ces professions, on voit que certaines d'entre elles échappent à toute réglementation, à toute vérification de la capacité de ceux qui sont appelés à les exercer. Parmi les professions qui sont ainsi de libre exercice, la plus importante est celle d'architecte. Il est intéressant de voir quels sont les résultats de cette liberté, s'il ne serait pas à souhaiter que cette profession soit soumise, comme les autres, à certaines règles et quelles sont celles qui pourraient être imposées à son exercice.

LES ARCHITECTES

L'architecte peut se définir ainsi : c'est l'artiste qui compose les édifices, en détermine les proportions, les distributions, les décorations, les fait exécuter sous ses ordres et en règle les dépenses (1).

(1) Rapport de la Société centrale des architectes français, adopté par le congrès de Bordeaux en 1895. — V. Guadet, *Eléments et théorie de l'architecture*, Additions, liv. 4, p. 572.

L'architecte se présente donc sous le jour d'un artiste et d'un praticien. C'est lui qui étudiera le plan de l'édifice à élever, le fixera, établira les devis des dépenses à faire, en surveillera la construction. Lorsqu'il établit les plans de l'immeuble, lorsqu'il en surveille la construction et même lorsqu'il conseille le choix des entrepreneurs et règle leurs mémoires, l'architecte se présente comme un technicien, ce sont ses connaissances professionnelles qui entrent en jeu.

Pour l'exercice de la profession d'architecte, aucun diplôme n'est exigé. Cette liberté présente-t-elle des inconvénients ? C'est ce qu'il convient d'examiner.

Remarquons d'abord que l'architecte, à part les cas où il travaille pour l'état, pour un département ou pour une commune, est surtout le collaborateur indispensable de particuliers qui n'ont, en général, aucune connaissance spéciale leur permettant de juger de sa capacité.

La maison moderne ne saurait être comparée à celle de nos pères et si, dans le passé, cette profession a pu être exercée librement sans grands inconvénients on ne saurait en conclure que dans le présent, il puisse en être de même et que cette liberté doive se continuer dans l'avenir (1). Alors qu'autrefois les maisons se bâtissaient en pierres, mortier et bois assemblés plus ou moins heureusement, elles pouvaient, sans grand danger, être élevées par de simples entrepreneurs n'ayant que l'expérience

(1) *Contrà*, V. Guadet, p. 565.

donnée, par une longue pratique et sans connaissance scientifique. L'architecte n'apparaissait utilement que quand il était besoin de faire œuvre d'art.

Si l'art n'est pas déplacé dans la maison moderne, la science ne saurait cependant manquer de présider à sa construction. Dans les grandes villes, les terrains sont chers, il ne faut pas perdre de place, il ne faut pas employer inutilement des matériaux dont les prix sont élevés : les murs seront aussi minces qu'il sera possible de le faire. Les mathématiques interviendront pour calculer et déterminer l'épaisseur à donner à ces murs, les matériaux à employer pour qu'ils résistent victorieusement à la charge qui leur sera imposée. Le fer qui permet tout, mais dont l'emploi nécessite des calculs délicats par suite de ses dilatations, de ses résistances différentes à la torsion, à la compression, à l'allongement, entre dans la construction comme colonnes, comme poutres de planchers et de toiture, parties vitales de l'édifice dont le fléchissement entraînerait la catastrophe d'un écoulement. Des conduites d'eau, d'air, comprimé, de gaz, sillonnent la maison comme des veines, leur rupture peut être dangereuse. Des fils électriques de sonneries, d'éclairage, de téléphones, voire de force motrice, la parcourent comme un réseau nerveux. Mal placés, des courts circuits pourront amener des incendies. Les ascenseurs, les monte-charges, mettront, s'ils sont mal installés la vie des locataires, des visiteurs, du personnel, en danger ; les calorifères mal compris menacent d'asphyxier les habitants. Le

propriétaire encourt de lourdes responsabilités, et cela ira en empirant. L'introduction, dans la construction d'éléments nouveaux et de grand avenir, tel le ciment armé, mais dangereux s'ils ne sont pas judicieusement employés, le légitime souci de rendre les habitations de plus en plus conformes aux exigences de l'hygiène, rendent de plus en plus nécessaire la science de l'architecte. Ces considérations font souhaiter qu'un diplôme obligatoire vienne contraindre ceux qui veulent être architectes à avoir pour pouvoir se parer de ce titre, fait de sérieuses études professionnelles.

L'architecte ne se présente pas seulement comme un technicien, mais aussi comme un mandataire de son client. En se plaçant à ce point de vue, il semble que la réglementation de cette profession soit une chose également désirable. Comme mandataire, l'architecte jouit d'un grand pouvoir ; généralement, dès que le plan qu'il a dressé a été accepté par son client, l'architecte devient maître de la construction, c'est lui qui préside aux marchés passés avec les entrepreneurs, surveille la qualité des matériaux employés et la façon dont ils sont utilisés. Son rôle n'est pas moins important dans l'établissement de devis qui peuvent déterminer ou non son client à se lancer dans l'opération financière généralement importante qu'est une construction. Pour établir ainsi ses devis et pour remplir correctement son rôle de mandataire, il faut que l'architecte soit profondément honnête, ce qui est presque toujours. Malheureusement, rien n'empêche qu'à cette règle

générale il puisse y avoir quelques fâcheuses exceptions. Des gens sans capacité et quelquefois sans grande probité, qui s'intitulent architectes, courent les affaires (1). Les devis qu'ils dressent sont mensongers, majorant le rapport espéré, diminuant les dépenses à prévoir (2), ils arrivent à présenter comme avantageuse une opération déplorable et à entraîner dans une affaire, qui n'est bonne que pour eux, le capitaliste trop confiant qui a eu foi en leurs trop favorables prévisions.

Peu consciencieux, l'architecte, pour enlever des clients à des confrères estimés pour leur capacité et pour leur honorabilité, pourra aussi consentir à des diminutions importantes sur ses honoraires, il se contentera d'une rétribution dérisoire. Ce procédé ouvre la porte à des compromissions fâcheuses, pour l'honorabilité de la corporation et pour l'intérêt du client, entre l'architecte et les entrepreneurs dont il a à surveiller le travail, dont il a à vérifier les mémoires. A la vérité, ces architectes sont des exceptions, mais il suffit que de tels faits puissent se produire pour être amenés à souhaiter qu'une réglementation rende ces abus encore plus rares.

La possession d'un diplôme obligatoire pour exercer cette profession paraît atteindre ce but, il ne semble point besoin de soumettre les architectes à l'autorité de Chambres de discipline veillant sur eux. Lorsque l'obligation de posséder un diplôme de capacité aura éloigné de la corpora-

(1) V. Guadet, p. 564.

(2) V. Guadet, p. 569.

tion tous ceux qui ne se livrent à cette occupation qu'après avoir échoué dans les autres branches de l'activité, tous ceux qui font de l'architecture uniquement parce qu'ils n'ont pas réussi à faire autre chose, on se trouvera en face d'un corps d'architectes composé uniquement de gens pour lesquels cette profession constitue la carrière de leur choix, de gens qui ne voudront pas compromettre, par légèreté ou malhonnêteté, les bénéfices légitimes qu'ils peuvent prétendre tirer des études spéciales auxquelles ils se sont livrés. Il suffira alors d'empêcher les éléments étrangers de se mêler à ces architectes, besogne dont se chargerait facilement des syndicats professionnels, qui pourraient, à l'exemple de ceux des médecins, poursuivre quiconque se serait paré sans titre de la qualité d'architecte.

Mais, dira-t-on, pourquoi réglementer une profession qui jusqu'à nos jours, s'est passée de toute réglementation ? L'individu n'est-il pas capable de choisir lui-même les architectes dignes de son estime et de se détourner des autres ? La crainte de ne pas avoir de clientèle n'est-elle pas suffisante à encourager ceux qui exercent cette profession à ne la pratiquer qu'avec honneur et dignité ? Le Code civil, par la responsabilité spéciale qu'il prévoit pour l'Architecte, ne suffit-il pas à réglementer cette profession ? C'est une réglementation simplement répressive à la vérité, mais la responsabilité encourue par celui qui fait acte d'architecte ne suffit-elle pas à éloigner de la pratique de cet art ceux qui, étant incapables, doivent plus

particulièrement craindre d'assumer cette responsabilité ?

D'ailleurs cette réglementation n'existe-t-elle pas en fait ? Si, en vérité, la profession d'architecte n'est pas réglementée, la construction l'est, à Paris tout au moins. Cela ne revient-il pas au même. Cette réglementation n'a-t-elle pas, jusqu'ici suffi à nous préserver des accidents dont nous menacent les partisans du diplôme ? Oublient-ils le décret du 26 mars 1852 obligeant le constructeur à adresser un plan et des coupes cotées des constructions projetées à l'Administration et à se soumettre aux prescriptions qui pourraient lui être faites dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ? Celui du 23 juillet 1884 qui, dans le même esprit, détermine la hauteur des maisons, celle des étages et leur nombre, les dimensions et les dispositions des cours et courettes ? L'arrêté du préfet de police du 1^{er} septembre et celui du préfet de la Seine du 25 novembre 1897 réglementant les dimensions à donner aux foyers et conduits de fumées, leur disposition, les matériaux à employer pour leur édification ? Pourquoi ne pas se contenter de généraliser ces prescriptions et de les étendre à toute la France ?

Les architectes, dira-t-on aussi, sont des artistes et comment peut-on parler de breveter le sentiment et les connaissances artistiques de quelqu'un ? Enfin interdire l'exercice de l'architecture à qui n'est pas possesseur d'un diplôme, c'est créer un délit nouveau, le délit d'exercice illégal de l'architecture. Où commencera cet exercice illégal ? Le propriétaire ne sera donc plus maître de sa mai-

son puisqu'il ne pourra désormais y faire ni modification ni réparation qu'avec l'assistance d'un architecte régulièrement diplômé.

Ces objections ne sont fortes qu'en apparence. Dire que, puisque cette profession n'a pas été réglementée jusqu'à nos jours, elle ne doit pas l'être dans l'avenir, n'est pas un argument sérieux ; c'est vouloir interdire le progrès en législation. S'il semble qu'on doive trouver un avantage dans l'établissement ou dans le changement d'une réglementation, le culte du passé, le respect de ce qui s'est fait, ne doivent pas empêcher d'intervenir. Quant à la responsabilité de l'architecte établie par les articles 1792 et 2270 du Code civil, si elle put constituer autrefois une réglementation suffisante, il semble qu'il n'en est plus de même aujourd'hui. La responsabilité, pour pouvoir s'exercer utilement, doit retomber sur une personne solvable. Ce sont justement celles-là qui sont généralement les plus prudentes, les moins dangereuses. Le nécessaire, au contraire, poussé par le besoin, est capable de toutes les audaces, c'est lui qui peut être le plus dangereux et sa responsabilité est illusoire. Autrefois, les architectes étaient des entrepreneurs généraux de bâtiment. Ils entreprenaient la construction de tout un édifice dont ils fournissaient les matériaux, ils étaient locuteurs d'ouvrage et d'industrie.

La réglementation purement répressive par la responsabilité pouvait alors être considérée comme suffisante. Car c'était sur une personne solvable qu'elle retombait.

L'architecte, entrepreneur général, devait avoir, pour pouvoir entreprendre des constructions, une fortune personnelle, ou bien il devait avoir la confiance d'un bailleur de fonds, car il lui fallait, au moins en partie, avancer les fonds de l'entreprise. Cela établissait une sélection parmi les architectes soit par le fait qu'ils se savaient une connaissance suffisante de leur art pour risquer ainsi leur fortune, soit par le seul fait qu'ils avaient obtenu la confiance d'un bailleur de fonds qui, sans doute, s'était assuré de leur savoir.

Mais, vers 1830, cet état de chose se modifie. L'architecte ne veut plus être entrepreneur général construisant pour son propre compte ou pour un bailleur de fonds, il veut devenir un artiste et non un spéculateur, il veut devenir le conseiller et le mandataire de son client. Il n'a plus d'intérêt personnel engagé dans la construction et n'a plus besoin de capitaux pour exercer sa profession. Pour lui, dans l'affaire qu'il dirige, il n'y a plus de préoccupation de gain ou de perte, il ne traite plus en son propre nom avec les ouvriers et ses sous-entrepreneurs. Bien plus, par suite de ce changement dans la conception du rôle de l'architecte, ils échappent généralement à la responsabilité de l'article 1792. Un arrêt de la Cour de cassation, du 11 novembre 1844, déclare, en effet, que l'article 1792 ne s'applique pas aux architectes qui n'ont fait que diriger l'exécution des plans qu'ils avaient dressés, mais à ceux, architectes ou entrepreneurs, qui ont entre

pris une construction à prix fait (1). Ne leur sont donc plus, généralement, applicables que l'article 2270 et les textes du droit commun qui régissent, la responsabilité et le mandat. C'est là une réglementation qui, pour nous, n'est pas suffisante parce qu'aucune garantie n'est exigée, par la loi, de ces mandataires et parce que les textes qui établissent la responsabilité ne suffisent pas en général à rendre prudents les incapables insolubles, leur responsabilité étant illusoire. D'ailleurs, même au cas où une action en responsabilité pourrait être intentée utilement, on sait combien la crainte de la responsabilité qu'on peut encourir est insuffisante à empêcher d'accomplir les actes qui la mettront en jeu : on espère que l'acte commis n'aura pas de suite fâcheuse et on n'est pas arrêté dans son accomplissement. Devant cette faiblesse de la réglementation purement répressive, une réglementation prohibitive s'impose.

Quant à l'argument qui consiste à dire que la construction étant réglementée il n'est pas besoin d'imposer des conditions à l'exercice de la profession d'architecte, il apporte un nouvel appui aux partisans du diplôme obligatoire. C'est en effet reconnaître la nécessité d'une réglementation. Pour triompher de leurs adversaires, les partisans du diplôme n'auront plus qu'à montrer combien les effets de cette réglementation sont inférieurs à ceux qu'on obtiendrait en s'assurant de la science de l'archi-

(1) Cass., 12 novembre 1844, S. 45.1.180 ; 15 juin 1863, S. 63.1.409.

te et en le laissant après cela libre d'agir selon sa conscience. Cette réglementation, qui consiste à indiquer minutieusement quelles sont les dimensions que l'architecte doit donner à certains ouvrages, manque de souplesse, gêne le progrès, paralyse l'initiative. Que dirait-on si, tout en rendant l'exercice de la médecine libre, des lois, décrets et ordonnances venaient indiquer quel médicament et quelle dose on doit donner dans tel ou tel cas ? Et c'est ce qu'on fait pour l'architecture ! Combien il vaut mieux s'assurer de la science de celui qui veut entreprendre certaine profession et lui laisser ensuite le plus de liberté possible ! D'ailleurs cette réglementation n'est pas générale, elle est presque uniquement réservée à Paris. En province aussi, pourtant, on édifie des immeubles considérables. Etendre cette réglementation à la province serait difficile. On ne bâtit pas partout de la même façon, on n'emploie pas partout les mêmes matériaux. L'architecture doit s'adapter aux conditions climatiques du lieu où doit s'élever l'édifice. On emploie de préférence les matériaux qu'on peut se procurer le plus facilement et avec le moins de frais. Il faudrait alors que la réglementation de la construction varie selon les régions ! Comme cela serait compliqué et combien il semble plus simple d'exiger uniquement des architectes des preuves de leur savoir et de leur laisser ensuite le libre choix des matériaux à employer et de leur mode d'emploi !

Nous ne nous laisserons pas autrement impressionner par l'objection qui nous est faite que l'art est imbrevable

et qu'il est par conséquent illogique de vouloir conférer aux artistes, que sont les architectes, un brevet constatant leur tempérament artistique. A la vérité, l'art de bâtir ne consiste pas à mettre des pierres les unes sur les autres, à assembler des matériaux plus ou moins heureusement et l'art, pure affaire de sentiment, échappe à toute mesure, il faut bien le reconnaître. Mais l'art est absolument étranger à la question du diplôme telle qu'elle est posée. Ce diplôme n'est réclamé par ses partisans que pour soustraire cette profession à un envahissement onéreux pour les vrais architectes, surtout en province. Il s'agit simplement de donner une sanction aux études techniques, théoriques et pratiques de ceux qui aspirent à exercer cette profession. D'ailleurs, l'établissement d'un diplôme pour sanctionner les connaissances artistiques de l'architecte ne serait une chose ni extraordinaire ni chimérique, puisque ce diplôme a été créé à l'école des Beaux-Arts.

L'architecte ne perdrait rien à témoigner qu'il a fait des études artistiques complètes. De ce qu'il a étudié la technique de son art, son histoire, cela ne lui ferait rien perdre de son indépendance. On ne songe pas à lui demander raison de son sentiment, mais bien seulement de ses études. Libre à lui de s'affranchir de ce qu'on lui a appris, mais on peut dire qu'il sera mieux placé pour produire une œuvre vraiment belle lorsqu'il saura ce que ses prédécesseurs ont tenté ou fait avant lui dans son art que s'il est livré à son inspiration toute nue.

Les partisans du diplôme ne sont pas plus gênés pour

réfuter la dernière objection qui leur est faite lorsqu'on leur dit que la création d'un diplôme obligatoire pour les architectes amènerait l'existence d'un délit nouveau, celui d'exercice illégal de l'art de bâtir et priverait les propriétaires du droit de disposer librement de leur propriété. C'est là, disent-ils, s'effrayer bien à tort, c'est être bien chatoilleux sur les questions qui touchent aux droits des propriétaires. Ne voyons-nous pas ces droits de propriétaires soumis à toutes sortes des restrictions, à Paris surtout, où on ne peut construire qu'en observant certaines prescriptions, et sans que cela occasionne des plaintes, sans que la construction soit ralentie ! Et puis, à cette prohibition de construire sans avoir donné des preuves de sa capacité, on pourrait tolérer autant d'exceptions qu'il serait jugé utile, pour les constructions de faible importance, par exemple, pour les constructions agricoles, étables, granges, etc.. Les partisans du diplôme vont encore plus loin dans leurs concessions. Ils admettent la liberté générale de l'art de bâtir (sauf à exiger pour certaines constructions et dans certains cas que les travaux soient faits sous les ordres d'un architecte) sans renoncer pour cela au diplôme obligatoire. Ce diplôme obligatoire rendrait en tout cas impossible, et ce ne serait pas un résultat sans importance, qu'un individu sans garantie puisse offrir ses services, sans être digne de la confiance qu'il sollicite, en se parant d'un titre auquel il n'a pas droit. Chacun resterait libre, en thèse générale, de construire pour son propre compte ou de faire construire par n'importe

qui, mais pour se dire architecte, pour pouvoir, en cette qualité, être chargé d'une construction, il faudrait présenter les garanties qui seraient précisément offertes par ceux qui auraient obtenu le diplôme. Plus alors de confusion possible entre les vrais architectes et les pseudo-architectes, ce serait en toute connaissance de cause qu'on s'adresserait à des individus sans garantie. Dans quelques cas fort rares seulement, il pourrait y avoir exercice illégal de l'art de bâtir et l'usurpation de titre, délit prévu et puni par le Code pénal (1), suffirait à empêcher ceux qui n'en auraient pas le droit de se parer de la qualité d'architecte.

La majorité des architectes demandent l'établissement de ce diplôme obligatoire pour exercer une profession qu'ils se plaignent de voir injustement encombrée (2). La création de ce diplôme aurait pour effet de débarrasser ceux qui ont fait des études sérieuses des nombreux parasites qui s'emparent d'un titre qu'ils ne peuvent que déconsidérer, elle purgerait la profession des incapables et des indignes qui l'envahissent, supprimerait une concurrence qui atteint les architectes aussi bien dans leur vie morale que dans leur existence matérielle. Ils disent que leur situation, sous le rapport de la concurrence injustifiable qu'elle subit, est devenue critique. Sur l'annuaire du bâtiment figuraient en 1890, à Paris seulement, 2.700 architectes ou soit-disant tels. Plus de la moitié des noms serait

(1) Code pénal, art. 258 et 259.

(2) *Contrà*, V. Guadet, p. 565.

à éliminer si, de même que pour tant d'autres professions, le titre d'architecte ne pouvait être pris qu'à la suite d'études sérieuses (1). A Paris, comme en province, ils ont à subir la concurrence d'anciens vérificateurs qui s'improvisent architectes sans savoir tenir un crayon, d'anciens entrepreneurs tombés en faillite. En province, ils ont de plus à subir celle des agents voyers et conducteurs des Ponts-et-Chaussées. Il n'y a pour eux, dans les départements, ni position assurée ni situation stable, leur sort est toujours précaire, le plus humble des maires peut priver un architecte de fonctions que son mérite lui a fait accorder. En outre, font-ils remarquer (2), il est des cas où cette liberté de la profession est nuisible à la justice elle-même. Souvent les magistrats se trouvent dans l'obligation de recourir aux lumières de gens de l'art pour s'éclairer sur le côté technique des questions qu'ils ont à trancher, ils ont recours à des experts. L'expertise est dangereuse, la valeur personnelle de l'expert est la seule garantie qu'elle puisse offrir. En province, chaque architecte est expert à son tour. Cette pratique inévitable est cependant regrettable, car, s'il y a des architectes qui jouissent d'une réputation méritée d'honorabilité et de savoir,

(1) Compte rendu des travaux de la Commission constitués par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts à l'effet d'examiner les conditions légales dans lesquelles est exercée la profession d'architecte, le système d'études qui en ouvre l'accès, la nature des diplômes existants ou à créer pour sanctionner ces études, 1890, p. 28.

(2) *Compte rendu de la commission*, p. 34 et 35.

il y a aussi des réputations usurpées, des situations mal acquises. Cette profession sert en effet de débouché à une foule de gens venus de partout, fruits secs, faillis, gens malhonnêtes qui, n'étant pas arrêtés par des scrupules gênants, ont tôt fait d'arriver à une situation qui semble brillante. Il est fâcheux que ces gens puissent devenir, à un moment donné, les auxiliaires de la justice.

Le désir d'établir une séparation entre les architectes vraiment dignes d'inspirer la confiance de leurs clients et les autres ne date pas d'aujourd'hui. C'est pour en poursuivre la réalisation que fut fondée en 1840 la Société centrale des architectes français. Les fondateurs de cette société furent surtout désireux, à cette époque, d'établir une distinction entre eux et les vérificateurs, les métreurs, les entrepreneurs déconfits et leurs commis, qui, dédaignant leur métier, voulaient s'élever au titre d'architecte et ne se faisaient point faute d'user de ses prérogatives lorsqu'ils en trouvaient l'occasion. Les architectes semblèrent devoir obtenir rapidement gain de cause. En 1847, un projet d'ordonnance royale sur l'organisation du corps des architectes était présenté au roi Louis Philippe par le ministre des travaux publics ; malheureusement, la monarchie de juillet entraîna ce projet dans sa chute, l'année suivante, et il n'en fut plus question.

Les architectes devaient essayer de remédier par l'association à l'indifférence des pouvoirs publics. Les architectes éclairés et honnêtes, tant à Paris qu'en province, se groupèrent en associations professionnelles scupuleu-

sement recrutées, fortement organisées et jalouses de leur prestige, pour défendre la corporation contre l'envahissement des éléments malsains. Malheureusement, à cela, les associations sont impuissantes, car, comment empêcher qu'une association composée d'éléments hétérogènes se fonde à côté d'une société sans mélange ? Comment empêcher cette association de se prétendre l'égale et de vouloir marcher de pair avec l'association composée de membres sévèrement recrutés ? Comment le public, de son côté, pourra-t-il faire la distinction entre ceux qui méritent et ceux qui ne méritent pas sa confiance ? Si les avocats et les médecins ne souffrent pas de ce genre de concurrence c'est grâce à la sollicitude des pouvoirs publics qui ont interdit l'exercice de ces professions à ceux qui ne s'en sont pas montrés capables. Il faudrait qu'il en fut de même pour les architectes et on ne verrait plus une foule d'honnêtes gens privés par une concurrence inqualifiable du légitime bénéfice des longues études qu'ils ont faites.

Les différentes associations d'architectes se sont donc attachées à obtenir une étude de cette question par les pouvoirs compétents. Elles purent avoir une nouvelle lueur d'espoir lorsque le 27 janvier 1890 fut constituée, par un arrêté du ministre des Beaux-Arts, une commission à l'effet d'examiner les conditions légales dans lesquelles est exercée la profession d'architecte, le système d'études qui en ouvre l'accès, la nature des diplômes existants ou à créer pour sanctionner ces études.

Les sociétés furent consultées sur les diverses questions que cet examen soulevait. Elles reconnurent, à l'unanimité, la nécessité pour les aspirants architectes d'avoir fait un stage d'au moins deux ans sur un chantier de construction. La plupart admirèrent également la nécessité de fixer à vingt-cinq ans la limite d'âge avant laquelle on ne pourrait être architecte (1). Sur 27 sociétés qui firent connaître leur opinion, 25 étaient favorables à l'institution du diplôme. L'unanimité fut moins grande sur la question de savoir si ce diplôme devait être obligatoire ou non. Quatorze sociétés se prononcèrent pour le diplôme obligatoire d'une façon absolue, trois admirèrent qu'il pouvait n'être que facultatif pendant un certain laps de temps à titre de transition, quatre admirèrent que ce diplôme ne devait être obligatoire que pour les architectes chargés de travaux publics et facultatif pour les autres, deux sociétés ne se sont pas prononcés et deux autres enfin ont admis que le diplôme devait être purement facultatif.

La commission a reconnu facilement l'impossibilité d'exiger, de tous les futurs architectes, des études à l'Ecole des Beaux-Arts de Paris. Cette école serait insuffisante à assurer le recrutement des architectes, on y forme des artistes distingués en même temps que des techniciens avertis, mais on n'y entre que par concours et cela élève trop le niveau des études pour que l'on puisse exiger son diplôme de quiconque veut exercer. Il faudrait, si on veut

(1) *Compte rendu de la Commission*, p. 14.

rendre le diplôme obligatoire, organiser des études dans des écoles d'un niveau moins élevé. Pour cela, il faudrait, pense la commission, organiser des centres d'enseignement de l'architecture en province où l'on pourrait acquérir les connaissances scientifiques que l'on est en droit d'exiger de l'architecte moderne. Il ne s'agirait pas de breveter des artistes, mais simplement de s'assurer d'études techniques suffisantes. On n'a pas tous les jours des palais à élever, il faut des gens qui se contentent d'élever des constructions plus modestes mais pour lesquelles l'étude des sciences s'impose aussi nécessairement. La détermination exacte des résistances à vaincre et des forces contre lesquelles il faut lutter permet seule de construire économiquement. L'école des Beaux-Arts de Paris resterait réservée aux jeunes gens de talent qui désirent cultiver soigneusement ce qu'il y a d'art dans l'architecture. Ils se trouveraient dédommagés des études plus longues auxquelles ils se seraient astreints par leur plus grande aptitude à triompher dans les concours pour l'érection des monuments publics ; on pourrait aussi leur réserver certaines fonctions officielles, mais, à côté d'eux, des talents plus modestes auraient cependant la consécration qu'ils méritent.

La capacité des architectes étant ainsi garantie, cette profession étant fermée à ceux qui ne sont architectes que par occasion, les différentes sociétés réussiront facilement à faire régner l'ordre et l'honneur professionnel parmi leurs membres.

Ces sociétés sont nombreuses. Elles ont pour but de grouper ceux des architectes qui offrent des garanties de science et de dignité nécessaires, d'exercer sur eux une action de surveillance et de discipline (1). Elles posent des règles que tous leurs membres s'engagent à suivre et qui ont pour but d'assurer l'indépendance de l'architecte et son dévouement aux intérêts qui lui sont confiés (2). Le diplôme aidant, on ne verrait plus que des architectes de carrière, capables et instruits, ne voyant pas uniquement dans l'exercice de leur profession une occasion de faire fortune par tous les moyens et tenus au respect des lois de l'honneur et de la dignité professionnelle, par l'autorité de leurs associations confraternelles. Sur ceux-là on pourra compter pour remplir dignement la noble mission, que M. Guadet (3) attribue à l'architecte, d'être, non seulement, le mandataire d'un client généralement inexpérimenté, mais aussi un intermédiaire entre ce client et les entrepreneurs, souvent arbitre entre ces personnes d'intérêts opposés, d'être, assez souvent encore, le médiateur juste et désintéressé entre ce client et des voisins, des locataires, des compagnies d'assurances

(1) Il a été créé à la Société centrale des architectes français une Chambre de discipline pouvant porter contre les membres coupables de manquement à leurs devoirs professionnels : la réprimande simple, le blâme avec notification à la prochaine assemblée générale, la radiation de la société.

(2) V. les devoirs professionnels de l'architecte, Rapport de la Société centrale des architectes français, adopté par le Congrès de Bordeaux en 1895.

(3) V. Guadet, p. 370.

et enfin, le tuteur, pour ainsi dire, des ouvriers employés dans les constructions qu'il dirige et dont il doit veiller à la sécurité au point d'arrêter les travaux plutôt que de tolérer des imprudences dangereuses.

Dès qu'on aura, par le simple établissement d'un diplôme obligatoire pour pouvoir se parer du titre d'architecte, empêché toute confusion entre les vrais architectes et les autres, on aura débarrassé cette profession des éléments malsains qui l'ont envahie. On pourra aussi, si on le juge utile, soit décider que toute construction soit faite sous les ordres d'un architecte, sauf quelques exceptions pour les constructions de faible importance, soit, au contraire, n'imposer la surveillance de l'architecte que pour certains travaux importants.

Nous sommes prêts à abandonner toutes restrictions au droit de construire librement, voyant dans le monopole du titre d'architecte accordé aux seuls diplômés, une garantie suffisante donnée à leurs clients par la possibilité où ils seront de choisir à bon escient la personne à qui ils voudront confier le soin de leurs intérêts. Toutefois, nous préférons, tenant compte de la sécurité, de l'hygiène publiques et même de la nécessité d'éduquer le goût public, qu'il soit imposé aux constructions dans les grandes villes et aux autres constructions importantes, le contrôle d'un architecte diplômé. De même que les contrats les moins importants aux yeux de la loi peuvent être rédigés par les parties ou par leurs mandataires, de même que les contestations qui ne portent que sur des sommes modiques

ou sur des questions de fait faciles à résoudre peuvent être discutées en justice par les parties elles-mêmes ou par leurs mandataires quelconques, de même que les soins les plus simples peuvent être donnés au corps humain par des masseurs, pédicures, etc., de même les petites constructions pourront être abandonnées à des constructeurs quelconques. Mais, de même aussi que les contrats les plus importants, dans lesquels les formes prescrites par la loi doivent être le plus minutieusement observées, ne peuvent être rédigés que par des notaires, de même que la conduite des procès présentent un certain intérêt ou qui mettent en jeu de subtiles points de droit ne peut être confiée qu'à des avoués et à des avocats, de même que les maladies d'une certaine gravité ne peuvent être soignées que par des médecins, les constructions importantes ne pourraient être confiées qu'à des architectes. Et comme certains clients, désirant s'entourer de toutes garanties, confient cependant à des notaires la rédaction de certains actes pour laquelle le ministère de ces officiers n'est pas obligatoire, comme certains plaideurs préfèrent charger des avoués et des avocats de les représenter en justice de paix, comme certains massages particulièrement délicats sont confiés à des médecins, certains propriétaires préféreront charger des architectes de constructions même peu importantes parce qu'ils préféreront s'adresser à des gens d'une compétence établie qu'à des constructeurs plus ou moins qualifiés pour mériter leur confiance.

S'il est permis de terminer le rapide examen de cette

question par un souhait, nous formulerons celui de voir le législateur s'intéresser aux plaintes des architectes, de le voir reprendre le rapport de la commission instituée par le ministre des beaux-arts le 27 janvier 1890 pour étudier cette question et lui donner une solution si longtemps attendue !

CONCLUSION

Ainsi, de nos jours, l'exercice de la plupart des professions libérales est réglementé. Cette réglementation est d'autant plus stricte que l'exercice de la profession intéresse plus particulièrement la société organisée en Etat. C'est ainsi que les officiers ministériels qui peuvent avoir une si grande influence sur la vie de la société, par suite de l'action qu'ils ont en présidant aux échanges des biens ou en collaborant à la justice, sont soumis à des nominations, sont groupés en corporations étroitement surveillées.

La réglementation de l'exercice des professions libérales est attaquée, comme toute réglementation, par les partisans de la liberté tempérée par la responsabilité et la répression. On connaît les divers griefs que les libéraux font au système préventif prohibitif ; il lui reprochent de nécessiter une administration nombreuse et compliquée, dont la partialité peut souvent être mise en jeu, dont la responsabilité est très grande. Ils font aussi valoir contre ce système son inutilité et l'illogisme qu'il y a à prendre des mesures contre certaines libertés alors que les autres sont laissées sans réglementation et enfin, l'affaiblissement qu'il produit de l'initiative individuelle, qui, n'ayant plus à s'exercer, s'atrophie.

La plupart de ces griefs tombent lorsqu'on a recours, comme pour la réglementation des professions, au système prohibitif réglementaire. Ce système ne peut mettre en jeu la partialité du gouvernement puisqu'il ne s'agit jamais de prendre une mesure favorable ou défavorable à des individus déterminés, mais à toute une classe de personnes anonymes ; il complique à peine l'administration et ne lui fait encourir aucune responsabilité, puisque cette administration n'a qu'à appliquer les dispositions prévues par le législateur, sur qui retombe la responsabilité des règlements qu'il a édictés. Il est injuste de dire que ce système est illogique lorsqu'il réglemente l'exercice de certaines libertés et non celui de certaines autres. L'exercice de certaines libertés est en effet particulièrement dangereux et ces libertés nécessitent, par conséquent, plus énergiquement que les autres, une réglementation. Enfin ce système n'est pas inutile, puisque c'est justement son efficacité qui a permis de le croire inutile par la remarque que l'exercice des libertés ainsi réglementées n'a eu que rarement des résultats fâcheux.

Le reproche auquel ce système serait le plus sensible est celui qui consiste à dire que c'est là une cause d'affaiblissement de l'initiative individuelle et que dans la simple responsabilité il y a une force suffisante pour prévenir les abus de la liberté. Cette force est indéniable, mais elle n'est pas suffisante, cela a été déjà dit ; on espère échapper à toute responsabilité, on espère que l'acte commis n'aura pas de conséquence dommageable. Malheureusement il

n'en est pas toujours ainsi et quelquefois le dommage causé n'est pas réparable, dans ce cas, il faut donc empêcher qu'il puisse être commis. Enfin, la liberté n'est pas supprimée par ces réglementations, on reste libre de faire quelque chose lorsqu'il suffit pour cela de se soumettre à certaines conditions.

L'évolution d'ailleurs conduit à une réglementation de plus en plus étendue. A mesure que, par suite du principe de spécialisation, les connaissances de l'homme se développent, à mesure que les découvertes scientifiques lui donnent des moyens de plus en plus énergiques pour triompher de la nature hostile, à mesure qu'il devient par là plus puissant, il devient aussi plus dangereux. Il est convenable qu'on ne le laisse user de ces forces nouvelles que s'il en est reconnu capable et digne. Des professions autrefois libres, ont été dans le dernier quart de siècle l'objet de réglementations. C'est ainsi que les progrès de la chirurgie ont amené à y soumettre l'art dentaire qui avait échappé jusque-là à toute réglementation sérieuse. Rien de choquant à ce que cette évolution finisse par entraîner la réglementation de la profession d'architecte jusqu'ici indemne.

Cette évolution est tellement puissante que ce n'est pas sans trouble qu'on a voulu l'enrayer. Lorsque, dans la tourmente révolutionnaire, les corps élus voulurent supprimer toute corporation, toute réglementation, ouvrir toutes grandes les portes de toutes les professions, ce fut au désordre le plus grand qu'on aboutit, aux plus grands

abus. Les différentes professions jusqu'alors réservées à une élite furent envahies par toute sorte de gens sans instruction, sans scrupules. On dut revenir à l'ancien état de choses. Une liberté trop grande avait montré qu'elle pouvait facilement dégénérer en licence, l'expérience n'a plus été tentée depuis.

On ne saurait, en effet, considérer comme une tentative de retour à la liberté des professions libérales, la loi du 18 juillet 1866 rendant libre le courtage en marchandises. Les travaux préparatoires de cette loi sont édifiants. Il en résulte clairement que le courtage des marchandises n'a été rendu libre que par suite de l'inutilité pour le commerce du monopole de ces courtiers en tant qu'intermédiaires entre commerçants, inutilité démontrée par ce fait que certaines grandes places de commerce, dans lesquelles il n'avait pas été institué de courtier, se passaient très bien de ces officiers et n'avaient jamais demandé la création de ces offices, inutilité mise aussi en lumière par ce fait que les courtiers en marchandises avaient toléré l'existence à côté d'eux de courtiers marrons auxquels ils avaient abandonné le courtage des marchandises qui ne donnaient pas lieu à un grand trafic, ne faisant valoir leurs droits que, lorsque les transactions sur ces marchandises devenant plus importantes, il devenait intéressant de s'en réserver le monopole du courtage. L'extension qu'ils avaient donnée, aidée en cela par la jurisprudence, à leur monopole avait suscité les plaintes du commerce. Ils succombèrent, mais le rapporteur de la loi prit soin

de démontrer comment, par suite du développement des moyens de communication, ces officiers étaient devenus inutiles, quelle différence il y avait entre eux et les autres officiers ministériels et pourquoi il convenait d'abolir leur monopole et de respecter celui des notaires, avoués, huissiers, agents de change, etc. D'ailleurs fut réservée la partie, pour ainsi dire, officielle de leur rôle, celle qui consistait à présider à certaines ventes pour lesquelles il fallait veiller à l'observation des mesures prescrites par la loi. C'est cet ordre d'attributions qui les fait considérer comme officiers ministériels, et ce sont ces attributions qui ne furent pas abandonnées aux courtiers libres mais réservées aux courtiers inscrits.

Ainsi ne peut-on voir dans la liberté du courtage en marchandises, un acheminement sérieux vers la liberté de l'exercice des professions libérales. Ce n'est qu'un acte isolé, nécessité par l'inutilité démontrée du monopole des courtiers de commerce et par la gêne qu'il causait au commerce. Ce n'est pas un acte de principe.

Actuellement, si divers projets tendent à modifier l'organisation de certaines professions libérales, ces projets (1) n'ont pas pour but de rendre l'exercice de ces professions absolument libre. Modifions les réglementations qui nous semblent en avoir besoin. Améliorons-les si nous le pouvons,

(1) Projet de loi déposé au Sénat en 1897 par MM. Trarieux et Boulanger visant l'abolition du monopole des agents de change et projet de loi déposé au Sénat le 23 octobre 1902 par M. Clémenteau, ayant pour objet l'abolition de la vénalité des offices ministériels.

rendons même libre l'exercice de certaines professions, s'il résulte d'un examen attentif de la question, que l'exercice de certaines professions peut être laissé libre : cela est légitime.

Mais, puisque la réglementation des professions libérales n'est ni nuisible ni injustifiée, il n'est pas moins légitime de soumettre à une réglementation, l'exercice de certaines professions encore libres, s'il apparaît que cela soit utile ; il ne faudrait pas y voir une atteinte portée à la liberté, mais simplement une manifestation de la logique évolution de la loi, se transformant au fur et à mesure que la société se transforme, cherchant à s'adapter aux conditions toujours nouvelles de la vie sociale.

Vu :

Le Président de la thèse,
H. BERTHÉLEMY.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
Que devient la liberté individuelle devant le droit donné à l'État de réglementer les professions	1
Objet de cette étude.	11
Définition de la profession libérale	14

PREMIÈRE PARTIE

PROFESSIONS QU'ON NE PEUT EXERCER QU'EN VERTU D'UNE NOMINATION DU GOUVERNEMENT 19

CHAPITRE PREMIER. — Officiers ministériels présidant aux échanges des biens.	23
I. — <i>LES NOTAIRES</i>	23
I. — Historique	25
II. — Nomination des notaires. — Création et suppression de charges.	29
III. — Conditions qu'il faut remplir pour pouvoir être nommé notaire	30
1 ^o Conditions d'âge, de capacité civile et politique et d'honorabilité	30
2 ^o Conditions servant à établir la science et l'expérience du candidat.	32
A. — Stage.	32
B. — Diplôme	35
3 ^o Présentation	36
IV. — Obligations que le notaire doit remplir après sa nomination et avant son entrée en exercice	36
1 ^o Cautionnement	36
2 ^o Serment	37
3 ^o Dépôt de signature	38

V. — Incompatibilités.	38
VI. — Attributions et droits des notaires	39
Droit de présentation	44
Usurpation des fonctions de notaires	44
VII. — Obligations des notaires.	46
1 ^o Obligation de prêter leur ministère.	46
2 ^o Obligation de résidence.	46
3 ^o Sceau et panonceaux	47
4 ^o Obligation de ne pas prêter leur ministère à certains actes contraires à leur désintéressement.	48
5 ^o Obligation de s'abstenir de tout ce qui pourrait compromettre leur crédit.	48
6 ^o Obligations dans le but d'assurer certaines publicités	50
7 ^o Obligation de tenir certains répertoires.	51
8 ^o Obligation de respecter le secret professionnel	52
9 ^o Obligations relatives à la délivrance et à la communication des minutes et des grosses des actes reçus par les notaires	52
VIII. — Conservation des archives notariales	55
IX. — Droits et honoraires.	59
X. — Organisation de la corporation. — Assemblée générale des notaires de l'arrondissement.	63
XI. — Bourse commune	64
XII. — Chambre de discipline.	65
1 ^o Composition	65
2 ^o Attributions	70
XIII. — Action disciplinaire	73
1 ^o Action de la chambre de discipline.	75
2 ^o Action des Tribunaux	78
II. — <i>LES AGENTS DE CHANGE</i>	82
I. — Historique.	86
II. — Nomination, création et suppression de charges.	90
III. — Conditions qu'il faut remplir pour pouvoir être nommé agent de change.	94
1 ^o Conditions d'âge, de capacité civile et civique et d'honorabilité.	94
2 ^o Conditions de science et d'expérience.	96
3 ^o Présentation	96

IV. — Obligations et formalités que l'agent de change doit remplir après sa nomination et avant son entrée en fonctions	98
1 ^o Cautionnement	98
2 ^o Prestation de serment.	100
3 ^o Réception par la chambre syndicale	100
V. — Incompatibilités.	101
VI. — Attributions et droits des agents de change . .	101
Droit de présentation	104
Usurpation	104
VII. — Obligations de l'agent de change.	105
1 ^o Obligation de prêter son ministère.	105
2 ^o Obligation de ne faire aucune opération qui puisse mettre en danger son indépendance ou sa solvabilité.	107
3 ^o Obligation de tenir certains livres	109
4 ^o Obligation de garder secret le nom de ses clients.	112
VIII. — Honoraires	112
Organisation de la corporation	114
IX. — Assemblées générales	115
X. — Bourse commune	116
XI. — Chambre syndicale	116
1 ^o Composition	116
2 ^o Attributions	118
A. — Police intérieure et administration de la compagnie	118
B. — Surveillance du marché financier	121
III. — <i>LES COURTIERS</i>	123
I. — Historique.	124
I. — Des courtiers officiers publics. — Règles communes à ces courtiers.	127
I. — Nomination des courtiers et conditions qu'il faut remplir pour pouvoir être nommé courtier.	127
1 ^o Conditions d'âge, de capacité civile et d'honorabilité.	127
2 ^o Conditions de science et d'expérience.	129
3 ^o Présentation	129
II. — Obligations que le courtier doit remplir après sa nomination et avant son entrée en fonctions.	130

Prestation de serment et dépôt de cautionnement	130
III. — Attributions et droits des courtiers.	130
IV. — Obligations auxquelles sont soumis les courtiers	132
V. — Sanction de ces obligations	133
VI. — Chambre syndicale	134
1 ^o Composition	134
2 ^o Attributions	135
Obligations spéciales à certains courtiers.	136
I. — Courtiers d'assurances maritimes	136
1 ^o Attributions	136
2 ^o Obligations.	138
3 ^o Emoluments	138
II. — Courtiers interprètes et conducteurs de navires.	139
1 ^o Attributions	139
2 ^o Obligations.	141
3 ^o Emoluments	142
II. — Des courtiers de commerce	143
I. — Courtiers inscrits ou assermentés	143
1 ^o Nomination	144
2 ^o Chambre syndicale	145
3 ^o Attributions	145
4 ^o Obligations.	148
5 ^o Emoluments	149
II. — Courtiers libres non inscrits	150
IV. — <i>LES COMMISSAIRES-PRISEURS</i>	150
I. — Historique.	151
II. — Nomination des commissaires-priseurs	155
III. — Conditions qu'il faut remplir pour pouvoir être nommé commissaire-priseur	155
1 ^o Conditions d'âge, de capacité civile et politique et d'honorabilité.	156
2 ^o Conditions de science et d'expérience	156
3 ^o Présentation par le titulaire d'une charge et avis favorable du tribunal	158
4 ^o Versement d'un cautionnement et prestation de serment	158
IV. — Incompatibilités.	159

V. — Attributions et droits des commissaires-priseurs	160
1 ^o Ventes.	161
2 ^o Prisées.	163
VI. — Obligations des commissaires-priseurs	164
VII. — Honoraires	166
Organisation de la corporation.	168
VIII. — Bourse commune	168
IX. — Chambre de discipline.	169
1 ^o Composition	170
2 ^o Attributions	170
X. — Action disciplinaire des tribunaux	171
 CHAPITRE II. — Officiers ministériels assistant les plaideurs et aidant l'État dans sa charge de rendre la justice	
I. — <i>LES AVOUÉS</i>	174
I. — Historique	176
II. — Nomination des avoués. — Création et suppression d'offices.	180
III. — Conditions qu'il faut remplir pour pouvoir être nommé avoué	181
1 ^o Conditions d'âge, de capacité civile et d'honorabilité.	181
2 ^o Conditions de science et d'expérience.	182
A. — Stage.	182
B. — Diplômes et certificats.	182
3 ^o Présentation.	183
4 ^o Prestation de serment et cautionnement	183
IV. — Incompatibilités.	184
V. — Attributions et droits des avoués.	184
Usurpation	190
VI. — Obligations des avoués	191
1 ^o Obligation de prêter leur ministère.	191
2 ^o Obligation de résidence.	192
3 ^o Obligation de ne faire aucune opération contraire à leur désintéressement	192
4 ^o Obligations ayant pour but la bonne expédition de la justice et la dignité des audiences.	193

5° Obligation de respecter le secret professionnel .	193
6° Obligation de tenir certaine comptabilité. . . .	194
VII. — Honoraires	195
— Organisation de la corporation.	196
VIII. — Assemblées générales.	196
IX. — Bourse commune	196
X. — Chambres de discipline	197
1° Composition	197
2° Attributions	201
XI. — Action disciplinaire.	202
1° Action de la Chambre de discipline.	202
2° Action des tribunaux	205
II. — <i>LES AVOCATS AU CONSEIL D'ÉTAT ET A LA COUR DE CASSATION</i>	207
I. — Historique	208
II. — Nomination des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.	211
III. — Conditions qu'il faut remplir pour pouvoir être nommé avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation	212
1° Conditions d'âge de capacité civile et politique et d'honorabilité	212
2° Conditions de science et d'expérience.	212
A. — Stage	213
B. — Diplômes	213
3° Présentation	214
IV. — Obligations que l'avocat au Conseil d'Etat doit remplir avant de pouvoir exercer.	214
V. — Attributions et droits de l'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.	214
VI. — Obligations de l'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation en exercice.	218
VII. — Honoraires.	219
— Organisation de la corporation. — Discipline .	220
VIII. — Conseil de l'ordre.	220
1° Composition.	220
2° Attributions	221
III. — <i>LES HUISSIERS</i>	223
I. — Historique	225

II. — Nomination des huissiers.	228
III. — Conditions qu'il faut remplir pour pouvoir être nommé huissier.	228
1 ^o Conditions d'âge, de capacité civile et politique et d'honorabilité.	229
2 ^o Conditions de science et d'expérience.	229
3 ^o Présentation	229
IV. — Obligations que l'huissier doit remplir après sa nomination et avant son entrée en exercice	230
V. — Incompatibilités.	230
VI. — Attributions et droits des huissiers	231
VII. — Obligations des huissiers.	235
1 ^o Obligation de prêter leur ministère.	235
2 ^o Obligation de résidence	235
3 ^o Obligation de ne rien faire de contraire à leur désintéressement et à leur indépendance	236
4 ^o Obligations relatives à certains actes de leur mi- nistère	239
5 ^o Obligations envers les magistrats, leurs confrères et les parties	240
6 ^o Obligation de respecter le secret professionnel	240
7 ^o Obligation de tenir certains répertoires.	241
VIII. — Honoraires	241
Organisation de la corporation.	242
IX. — Bourse commune	243
X. — Chambre de discipline	243
1 ^o Composition.	243
2 ^o Attributions	244
XI. — Action disciplinaire des tribunaux	245
XII. — Huissiers audienciers	246

DEUXIÈME PARTIE

PROFESSIONS QU'ON PEUT EXERCER EN VERTU

D'UN SIMPLE DIPLOME 249

CHAPITRE PREMIER. — Professions organisées en ordre. 250

LES AVOCATS 250

I. — Historique 252

II. — Conditions qu'il faut remplir pour pouvoir exercer la profession d'avocat	257
1 ^o Jouissance de la qualité de français et des droits civils et civiques. — Possession du diplôme de licencié en droit. — Prestation de serment . . .	257
2 ^o Stage	258
3 ^o Inscription au tableau.	260
III. — Incompatibilités.	262
IV. — Attributions des avocats	264
V. — Obligations et devoirs des avocats	269
Secret professionnel.	272
VI. — Honoraires	272
Organisation de la corporation	273
VII. — Ordre des avocats.	273
VIII. — Conseil de l'ordre.	275
Attributions.	276
1 ^o Administration de l'ordre	276
2 ^o Maintien de la discipline.	277
IX. — Action disciplinaire des tribunaux	280
 CHAPITRE II. — Professions non organisées en ordre.	283
I. — <i>LES MÉDECINS ET LES CHIRURGIENS.</i>	283
I. — Historique	283
II. — Conditions qu'il faut remplir pour pouvoir exercer la profession de médecin.	288
III. — Droits des médecins	291
IV. — Obligations des médecins	292
V. — Exercice illégal de la médecine.	295
VI. — Peines applicables spécialement aux médecins.	300
VII. — Médecine légale.	302
II. — <i>LES DENTISTES.</i>	303
I. — Historique	303
II. — Conditions qu'il faut remplir pour pouvoir exercer la profession de dentiste	305
III. — Droits et obligations des dentistes.	306
IV. — Exercice illégal de l'art dentaire	308

TROISIÈME PARTIE

PROFESSIONS DE LIBRE EXERCICE

<i>LES ARCHITECTES</i>	311
CONCLUSION	333

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)